

مركز التحرير

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12364 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— VENDREDI 26 OCTOBRE 1984

Corde raide aux Philippines

Washington, qui avait mis en garde M. Marcos contre toute indulgence envers les militaires impliqués dans le meurtre de Benigno Aquino, a non moins rapidement décerné un satisfecit au président philippin en jugeant « positive » sa décision de faire traduire en justice les mêmes militaires.

Cette double réaction illustre assez bien le rôle de tuteur que les Etats-Unis jouent pour le pouvoir aux Philippines.

La publication des conclusions de l'enquête sur l'assassinat de Benigno Aquino a mis fin à une fiction : ce n'est pas un « agent communiste » mais bel et bien des officiers supérieurs des forces armées qui portent la responsabilité du meurtre. Conséquence politique : le président Marcos n'a pu faire autrement que se désolidariser d'une partie de la hiérarchie militaire — y compris de son chef d'état-major, le général Ver — qui constituait jusqu'à présent un pilier essentiel de son autorité. La question est désormais de savoir si son régime peut survivre à un tel ébranlement.

Cet exercice de corde raide est d'autant plus périlleux que, si elle considère comme normal que la vérité soit enfin dite sur le rôle des militaires dans le drame qui s'est joué l'an dernier sur l'aéroport de Manille, l'opinion philippine n'exonère pas pour autant le chef de l'Etat de ses propres responsabilités.

Avec une imprudence qui lui a été reprochée aussi bien à Manille que par les commentateurs américains, M. Reagan a cru pouvoir être dimanche dernier que la seule alternative était entre le régime du président Marcos et une prise de pouvoir par les communistes. Un tel langage a été pris comme un affront par l'opposition démocratique aux Philippines, qui estime constituer un recours crédible contre la dictature et la guérilla armée.

Pour combien de temps encore ? Le contexte dans lequel va se préparer et s'ouvrir — dans quels délais ? — le procès des responsables du meurtre de Benigno Aquino ne laisse que des chances bien minces à une issue pacifique de la crise. Tous les témoignages confirment en effet une radicalisation des oppositions au profit des mouvements les plus extrémistes. La débâcle de l'économie philippine et les remèdes rigoureux que veut lui imposer le FMI ne peuvent en outre que renforcer le mécontentement populaire.

Une solution pourrait être, pour le président Marcos, de tenter une réconciliation avec les plus modérés de ses adversaires, de consentir une ouverture démocratique qui serait de nature à rallier au moins les milieux d'affaires et la hiérarchie catholique. Ce serait, pour lui, accepter à terme de se retirer et que cesse le règne de son clan sur la nation. Quelques signes — comme la récente rencontre à Washington du président Reagan et le cardinal Sin, archevêque de Manille — font penser que c'est à ce genre de formule que l'on songe aux Etats-Unis.

Reste à savoir si les militaires philippins, dont l'emprise sur le pays s'est considérablement accrue ces dernières années, consentiraient alors à rentrer sagement dans leurs casernes ou ne se risqueraient pas plutôt à reprendre par la force le pouvoir, dont on voudrait les priver par le droit.

Un militant d'extrême gauche exécuté en Turquie

Lire page 32

Crise financière au Liban

Le gouvernement s'efforce d'enrayer la chute brutale de la livre

De notre correspondant

Pour la première fois depuis le début de la guerre, en 1975, la livre libanaise subit le contre-coup du conflit, ce qui provoque un véritable traumatisme dans la population.

Beirut. — Cette fois, c'était la descente en ville, l'accélération vertigineuse vers l'abîme. Le dollar, à plus de 9 livres libanaises samedi dernier, avait gagné une livre en deux jours.

Pour spectaculaire qu'il soit, le redressement par paliers à 7,70/7,80 LL pour un dollar (cotation de ce jeudi matin), intervenu dans un marché ultraneurose comportant des fluctuations quotidiennes de 0,5 à 1 LL, dans les deux

sems, n'a pas suffi à rasséréner les déposants, aujourd'hui sceptiques sur l'avenir à terme de leur monnaie après y avoir cru dur comme fer, même aux pires moments des dix années de la guerre du Liban.

Le redressement à 8,10-8,40 LL intervenu lundi 22 octobre, dans un marché ultraneurose, n'a pas suffi à rasséréner des déposants aujourd'hui sceptiques, après avoir cru dur comme fer dans leur monnaie, même aux pires moments des dix années de la guerre du Liban. Par ailleurs, sursaut déjà enregistré au palier des 7 LL.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 6.)

Sidérurgie : fusion en RFA

Krupp et Kloeckner regroupent leurs activités

Krupp-Stahl et Kloeckner Werke, deux des principaux groupes sidérurgiques ouest-allemands, ont annoncé le 24 octobre leur intention de fusionner leurs activités sidérurgiques à compter du 1^{er} janvier 1985. La nouvelle société ainsi formée, Stahlwerke Krupp Kloeckner (SKK), dans le capital de laquelle entrera le groupe australien Conzino Rio Tinto of Australia (CRA), deviendra ainsi l'un des premiers producteurs d'acier européen et l'un des tous premiers mondiaux dans les secteurs des aciers spéciaux et des produits plats.

Le capital de cette société sera de 1,5 milliard de marks allemands (4,5 milliards de francs), répartis entre Krupp (35 %) Kloeckner Werke (30 %) et CRA (35 %).

La production actuelle des installations qui composeront la future société s'élève à 9 millions de tonnes d'acier brut. Elles emploient 43 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 10 milliards de DM. Toutefois, la réduction programmée d'un million de tonnes par an de la production d'acier brut et de 2 millions de tonnes de laminés se traduira par la suppression de quelque 3 000 emplois.

Krupp et Kloeckner estiment que leur fusion entraînera une diminution de leurs coûts de production de 200 à 300 millions de marks allemands par an. Elles annoncent leur intention de développer de nouveaux procédés métallurgiques moins gourmands en capitaux.

(Lire la suite page 28.)

Thomson réorganise son secteur « grand public »

Le groupe Thomson engage une restructuration en profondeur de ses activités dites « grand public » : fabrication et commercialisation de téléviseurs, de chaînes hi-fi, de magnétoscopes mais aussi d'appareils ménagers.

Dans ce secteur qui emploie 23 000 personnes, Thomson a enregistré pour la première fois en 1983 des pertes de l'ordre de 80 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs. C'était le signe d'une dégradation générale. La réduction de la consommation des ménages touchés par la rigueur n'a guère amélioré les résultats, et M. Gomez, le PDG du groupe, s'apprête à annoncer des pertes beaucoup plus importantes cette année.

Les difficultés du groupe français se résument ainsi : Thomson a une taille insuffisante à l'échelle mondiale.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 28.)

AU JOUR LE JOUR

Retenue

Le Parti communiste français a condamné fermement le jugement prononcé contre Jacques Abouchar. Il se demande pourtant si la « campagne violente » menée en France à ce sujet n'a pas « contribué à envenimer les choses et à aggraver le sort de notre compatriote ».

On se souvient de ces esprits prétendument « modérés » qui, en France, pendant la guerre, conseillaient aux résistants de faire preuve de modération, faute de quoi ils envenimeraient les choses et encourageraient la cruauté de l'occupant.

Attribuer une part de responsabilité dans la répression à ceux qui luttent contre elle ? Suggérer aux victimes et à leurs amis un peu de retenue face à l'iniquité ? L'idée a trop servi contre les communistes pour qu'ils nous la servent à leur tour aujourd'hui.

BRUNO FRAPPAT.

LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

De la difficulté de contenir les salaires

par FRANÇOIS SIMON

Pour défendre leur pouvoir d'achat, les salariés de la fonction publique étaient appelés à faire grève, le 25 octobre, par six fédérations syndicales, la CFDT s'abstenant de lancer un mot d'ordre national. Des actions étaient également prévues dans les établissements publics, qui ont entraîné des perturbations, pour les usagers des transports notamment. C'est la deuxième fois cette année — le précédent mouvement remonte au 8 mars — que les fonctionnaires et assimilés se mobilisent pour faire modifier le calendrier et le système des augmentations salariales prévues par le gouvernement en 1984.

Selon l'OCDE, « la politique des revenus est une action concertée entre les différents partenaires sociaux en vue d'aboutir à une régulation de la croissance des revenus ». Si l'on s'en tient à cette

définition, bien peu de pays ont pratiqué une telle politique. On a plus souvent vu les pouvoirs publics tenter d'imposer une modération de la croissance des salaires, soit par l'intermédiaire de la loi, soit par l'intermédiaire des entreprises le moyen d'investir. La politique mise en route par M. Jacques Delors, et appliquée depuis juin 1982, est conforme à cet objectif. Elle consistait à supprimer le système d'indexation des salaires sur les prix, système si bien entré dans les usages depuis une vingtaine d'années qu'aucun gouvernement n'avait pu s'y attaquer. Même M. Raymond Barre, qui soulignait l'impérieuse nécessité de modifier le partage de la richesse nationale, n'avait pu obtenir sur ce point de résultats significatifs. L'évolution annuelle du taux de salaire horaire ouvrier le montre clairement (voir tableau page 30).

Pour le gouvernement de la gauche, les choses allaient dans le même sens, le salaire horaire atteignant son plus haut niveau fin 1981 (+ 16,3 %). Mais, comme on s'en souvient, la courbe fut stoppée en juin 1982 par un blocage des prix et des salaires pour quatre mois, décidé par MM. Mauroy et Delors, qui, par la suite, développèrent une action spécifique pour faire en sorte que l'évolution des rémunérations ne soit plus systématiquement alignée sur celle des prix.

Pour parvenir à ce résultat, il a fallu la conjonction de deux facteurs. En premier lieu, l'accord tacite des syndicats qui n'ont pas vraiment réagi à l'annonce officielle de la désindexation et qui ont accepté de négocier les augmentations de salaires sur la base d'un taux d'inflation prédéterminé. En second lieu, et ceci explique aussi

cela, la détérioration du marché du travail qui a fortement contribué, au bout d'un certain temps, à modérer les revendications.

On dira qu'il s'agit-là d'un dirigisme peu en rapport avec la doctrine économique libérale. En réalité, tous les pays industrialisés ont tenté ou tentent, chacun à sa manière, de s'assurer la maîtrise des coûts par le contrôle des revenus. L'expérience la plus fameuse, parce que la plus inattendue, a été faite aux Etats-Unis par le président Nixon. Le 15 août 1971 (une date que l'on retient généralement pour la décision de suspendre la convertibilité du dollar en or), il annonce des mesures destinées à la fois à stimuler la croissance (détaxe de l'investissement, surtaxe temporaire de 10 % sur les importations) et à réduire l'inflation.

(Lire la suite page 30.)

L'avenir de l'opposition en Pologne

Amertume et désarroi

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Tout ce qu'ils pouvaient faire, les Polonais l'ont fait. Août 1980, les seize mois qui ont suivi, c'était un miracle, une réussite inespérée — et même cela a échoué. A présent, les choses sont claires, la décision ne peut pas, ne pourra pas être obtenue sur place, par nos propres forces, nous devons attendre un événement extérieur.

Formulé par un très grand clivage, ce constat amer ne fait sans doute pas l'unanimité à Varsovie. Mais, sans conteste, il est « dans l'air », en cet automne 1984. Le gris est mis, et la mode n'y est pour rien. D'ailleurs, la Pologne n'est plus à la mode. L'amertume, le sentiment d'impuissance, sont plus perceptibles maintenant qu'en plein état de guerre, ou même il y a seulement quelques mois, alors que les prisons étaient encore pleines de centaines de détenus politiques.

Du côté des gouvernés, s'entend, car le régime, lui, affiche l'assurance d'un convalescent qui revient de loin. Il saute bruyamment le retour progressif des dirigeants occidentaux que le réalisme pousse à renouer des contacts avec un pouvoir, peut-être peu sympathique, mais apparemment en place pour longtemps.

L'anniversaire (le quarantième) de la création de la milice et de la police politique vient d'être célébré avec une insistance sans précédent, et les réjouissances n'ont cessé que

pour laisser la place, immédiatement après, à un autre anniversaire (le quarante et unième) : celui de la création de l'armée populaire. Le porte-parole du gouvernement fait état de « sondages » (invérifiables) qui attesteraient une sensible baisse d'audience des radios « subversives » (occidentales) qui diffusent vers la Pologne.

Tout va bien, mieux en tout cas, y compris l'économie, à condition bien sûr de ne s'intéresser qu'aux chiffres officiels de la production (en hausse) — et de ne se soucier ni des conditions de vie harassantes — ni de la formidable hypothèque sur l'ave-

nière que constituent un délabrement croissant de l'équipement industriel et le gouffre technologique qui se creuse avec les pays occidentaux.

La population semble largement déabusée, désorientée, tentée souvent par un repli sur soi, sur la famille : ce que la presse clandestine décrit avec inquiétude comme l'« atomisation » de la société. Les efforts qu'il faut déployer pour s'assurer un approvisionnement simplement décent rongent le temps libre (sans parler du temps de travail) et l'énergie.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3.)

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

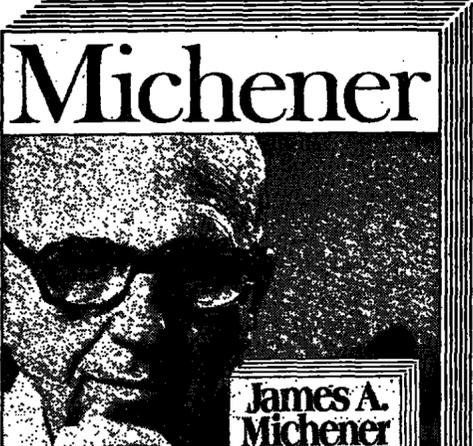
Pages 11 à 22

« Les modernes » de JEAN-PAUL ARON

— Lire l'entretien de RAPHAËL SORIN avec l'auteur et le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH.

Etre écrivain en Afrique du Sud

— Un texte inédit d'ANDRÉ BRINK.



Michener

James Michener est en quelque sorte le généraliste des nations. Il aime, avant tout, brasser les siècles, les espaces, les peuples et les grands sentiments. Et cela lui réussit. Dernier pays traité : la Pologne. Trois familles, sept siècles, de l'héroïsme et de la tragédie. Du Michener.

Rémy Lillet / L'Express

James A. Michener Pologne

SEUIL

rit de famille
contre les m
President M
brutalité excep
hommes d'arm
ENTRÉE

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND EN GRANDE-BRETAGNE

Une rencontre avec M^{me} Thatcher plus détendue qu'à l'ordinaire

Londres. - La haute finance a du bon, même pour un président socialiste. M. François Mitterrand a vu les vertus des financiers de la City, le mercredi 24 octobre, au terme d'un dîner qui a réuni sept cents personnes au Guildhall, l'hôtel de ville - habits, robes longues, habillards, perruques, interminable procession de présentation des dignitaires de Londres, toasts multiples, prière au début et à la fin du repas. « Nous avons beaucoup à apprendre de votre savoir-faire », a dit le président de la République aux convives (sourires de l'assistance). « Je ne crois pas au déclin de l'Europe, nous pouvons réussir ensemble à surmonter la crise, a-t-il ajouté, pour cela il faut savoir dépasser les querelles subalternes. » A ses yeux, la réussite d'Ariane, d'Airbus et le programme Esprit manifestent que « l'euro-pessimisme n'est pas justifié ». Encore faut-il en finir avec le « chacun pour soi », qui conduit à des aberrations telles que les résultats obtenus par la recherche scientifique en Europe se situent loin derrière les Etats-Unis et le Japon, alors que le total des sommes que consacrent les pays de la Communauté est supérieur aux efforts de leurs concurrents.

M. Mitterrand a déclenché les rires en évoquant le serpent de mer du tunnel sous la Manche, mais s'est fait applaudir lorsqu'il a dénoncé « les effets des fluctuations du dollar et les désordres monétaires qui en résultent ». Le chef de l'Etat répondait ainsi aux propos de bienvenue prononcés par le lord maire de Londres, Dame Mary Donaldson, une personne à l'humour ravageur, qui n'a manqué aucune occasion de chanter à son invité les louanges de la libre entreprise, du commerce fructueux et de l'individualisme. Avec le premier ministre, M^{me} Thatcher, les échanges ont été, dans l'après-midi, plus brefs et, semble-t-il, plus détendus qu'à l'ordinaire. Le chef de l'Etat et le chef de gouvernement, accompagnés de quelques membres de leurs gouvernements respectifs - MM. Badinter, Cheysson et Dumas du côté

français, - se sont entretenus pendant quarante-cinq minutes au terme d'un déjeuner offert par M^{me} Thatcher. En tout cas, ni l'un ni l'autre n'a « dégainé », comme ils sont si prompts à le faire habituellement, même s'il ne s'agit que de « fleurs mouchettes », a dit M. Mitterrand. Les deux délégations ont fait le point sur l'élargissement de la Communauté et la construction politique de l'Europe. M^{me} Thatcher a rendu hommage - avec humour, dit-on - au chef de l'Etat pour la manière dont il a assuré la présidence de la Communauté jusqu'à la fin du mois de juin dernier. Au cours des dernières semaines, le premier ministre britannique a reconnu qu'elle avait parfois manqué d'un brin de patience lors des négociations sur le budget de la Communauté. M^{me} Thatcher pense aujourd'hui la complaisance jusqu'à demander à la National Portrait Gallery de remplacer les portraits de Nelson et de Wellington - vainqueurs de Napoléon - qui sont exposés dans le « salon bleu » de 10, Downing Street. Elle n'avait pas jugé bon d'effectuer la même démarche lorsqu'elle avait reçu M. Giscard d'Estaing. En revanche, il était strictement impossible de décaler les rasques de la galerie royale du palais de Westminster où M. Mitterrand a prononcé, mercredi matin, son discours devant le Parlement. Le chef de l'Etat s'est donc exprimé avec, sous les yeux, à sa droite, la rencontre entre Wellington et Blücher lors de la bataille de Waterloo, et, à sa gauche, la mort de l'amiral Nelson à Trafalgar. Il n'était pas plus facile d'interdire au lord chancelier (chef de la majorité au Parlement), humoriste de talent, d'indiquer à sa manière que l'Angleterre saurait toujours résister à tout envahisseur. Les deux seules invasions réussies, selon lui, celles des Romains et des Normands, n'ont laissé pour traces dans son pays que des routes rectilignes, des villes fortifiées et des bains turcs.

Le gouvernement de M^{me} Thatcher n'a pas cherché à monter cette affaire en épingle. Le Foreign Office s'est contenté de faire savoir que « des clarifications sur deux ou trois points » avaient été demandées. Dans l'entourage du président français, on a seulement déclaré qu'il ne s'agissait que d'un « incident tout à fait mineur » et qu'il n'en avait « absolument pas été question » lors des entretiens au 10, Downing Street. **FRANÇOIS CORREU.**

EUROPE

Pologne

L'ENLEVEMENT DU PÈRE POPIELUSZKO

M. Walesa et les clandestins de Solidarité

mettent en cause la politique de « violence » du pouvoir

M. Lech Walesa, président élu de Solidarité, et les quatre membres fondateurs de la commission provisoire de coordination du syndicat (TKK) ont publié, mercredi 24 octobre, un communiqué faisant porter sur le pouvoir la responsabilité réelle de l'enlèvement du Père Popieluszko. M. Walesa et les représentants de la clandestinité (MM. Bajak, Muszynski, Szumiejski et Borusiewicz) se sont réunis lundi dernier, ce qui signifie que le prix Nobel de la paix a une nouvelle fois réussi à déjouer la surveillance extrêmement étroite dont il est l'objet. « L'enlèvement du Père Popieluszko, écrivent les signataires, a bouleversé la société polonaise. Il est un des prétextes ouvriers parmi les plus dévoués, qui, grâce à son combat courageux pour la dignité et les droits des travailleurs, jouit d'une autorité morale incontestée et de la sympathie de millions de Polonais. » Cet enlèvement n'est pas un fait isolé. Après le 13 décembre 1981, des actes semblables ont été commis en Pologne contre des partisans de Solidarité. A la liste des victimes de l'état de guerre, des morts et des personnes faisant objet de répression de la part des prétendus défenseurs de l'ordre au cours de grèves, de manifestations pacifiques et dans les églises, s'ajoute maintenant un ecclésiastique enlevé par des « inconnus ». Cela démontre que la ter-

reur et le chantage individuels sont devenus des habitudes durables dans la vie politique. « Dans un Etat où la loi est violée en permanence, où la police politique ne sert que les intérêts du pouvoir et n'est soumise à aucun contrôle social, un tel acte peut avoir des conséquences incalculables. Nous exprimons l'espoir que le Père Popieluszko revienne sain et sauf dans sa paroisse. Nous constatons en même temps que toutes les conséquences de cette affaire retomberont sur le pouvoir. » Une fois encore, il est devenu clair que la violation des accords de Gdansk a déclenché une pratique dangereuse de recours à la violence comme moyen de résoudre les problèmes sociaux. « La télévision polonaise a annoncé, mercredi 24 octobre, l'arrestation de cinq personnes, parmi lesquelles un « fonctionnaire du ministère de l'Intérieur », qui se trouvaient vendredi soir 19 octobre - jour de l'enlèvement - dans les environs de Torun, à bord de voitures correspondant au signalement de celle des ravisseurs du Père Popieluszko. Le « fonctionnaire », un certain Grzegorz P., aurait « quitté son poste » sans autorisation, et falsifié le registre de sortie des voitures de service du ministère. - (AFP.)

RFA

Le président du Bundestag nie tout contact avec le groupe Flick

Correspondance

Bonn. - Le suspense se poursuit à Bonn. La commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le scandale Flick a décidé d'entendre une seconde fois, ce jeudi 25 octobre, le président du Bundestag, M. Rainer Barzel. Le président du Parti démocrate-chrétien (CDU), qui s'était réuni mercredi soir pour tirer à chaud les conclusions des dépositions de M. Barzel, a dû différer toute décision. Manifestement, le CDU souhaite en finir le plus vite possible, malgré l'insistance de M. Barzel à nier toutes les charges portées contre lui. Devant les membres de la commission, le président du Bundestag s'en est tenu mercredi à ses explications antérieures, affirmant n'avoir jamais eu aucun rapport avec le groupe Flick, et avoir seulement occupé un poste de consultant dans le cabinet d'affaires de son ami Albert Paul. Il n'y a, selon lui, que pure

coïncidence entre les 1,6 million de deutschemarks qui a perçu entre 1973 et 1979 et les 1,7 million d'horaires versés au cours de cette même période par le groupe Flick au cabinet d'affaires. Malgré la difficulté de la commission à prouver que ce soit, M. Barzel n'ignore pas qu'il lui faudra plus que sa parole pour se tirer d'affaire. Ses explications sont trop incomplètes pour échapper, comme l'a fait remarquer un député démocrate-chrétien, à la « suspicion ». Et « suspicion » dans ce cas ne peut que signifier « mort politique ». M. Barzel devrait en être conscient lorsqu'il reviendra devant la commission, qui aura entre-temps entendu M^{rs} Albert Paul, ainsi que l'ancien secrétaire général de la CDU, M. Biedenkopf, et un responsable du groupe Flick. **H. DE B.**

Espagne

Vive tension sociale dans les centres de construction navale du Nord

De notre correspondant

Madrid. - La tension monte à Gijón, centre industriel des Asturies, au nord de l'Espagne, après la mort d'un étudiant, le 23 octobre, lors d'une manifestation de protestation contre la suppression d'emplois dans le secteur de la construction navale. La ville a été totalement paralysée, le mercredi 24, par une grève générale, tandis que plusieurs dizaines de milliers de manifestants (cinquante mille selon les organisateurs et quinze mille d'après la police), participaient dans le centre de Gijón à une marche de protestation, qui s'est déroulée sans incidents. Dans la soirée du mardi 23, plusieurs manifestants qui tentaient d'utiliser une voiture pour construire une barricade ont été interceptés par le propriétaire du véhicule, un bijoutier de trente-trois ans. Après une brève altercation, ce dernier sortit un revolver et fit feu à quatre reprises, en l'air d'abord et en direction de l'un des manifestants ensuite. Atteint au thorax, Raúl Lora, dix-neuf ans, mourut quelques heures plus tard à l'hôpital. Il s'agit de la première victime des manifestations de protestation contre le projet de reconversion du secteur naval du gouvernement, qui se multiplient depuis plus d'un an. Gijón compte trois chantiers privés, où travaillent quelque trois mille personnes, dont près de la moitié ris-

quent de perdre leur emploi. La situation est également tendue en Galice et à Bilbao, au Pays basque, où se trouvent les plus importantes usines de construction navale du pays, et où les arrêts de travail et les manifestations se succèdent de façon continue. Après plusieurs mois de négociations infructueuses avec les syndicats, le gouvernement a fait connaître ses intentions au début du mois en matière de reconversion : des quarante mille travailleurs employés dans les chantiers navals, quinze mille à dix-sept mille devraient être licenciés. Plusieurs usines seront fermées, notamment en Galice, où le taux de chômage atteint déjà dans certaines villes, comme à Vigo, plus de 30 % de la population active ! Le gouvernement fait valoir que la construction navale, en raison de son excès de capacité de production, ne peut retrouver sa rentabilité sans une série de mesures draconiennes. Le secteur a accumulé en 1983 des pertes de 36 milliards de pesetas (plus de 2 milliards de francs), et les carnets de commandes des deux principales usines, Astano et Aca, sont pratiquement vides. Les grands chantiers travaillent actuellement à 23 % de leur capacité, les petits et moyens à 40 %.

THÉRIEY MALIBAK.

LA DÉCOUVERTE D'EXPLOSIFS A LA RÉSIDENCE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Un coup monté par les Français affirme Scotland Yard

De notre correspondant

Londres. - La découverte d'explosifs à la résidence de l'ambassadeur de France est qualifiée pour le moins de « bizarre » (sic) par les Britanniques, qui ont le sens de la litote. Mais certains commentaires sont beaucoup plus virulents, sans doute parce que c'est la France qui est en cause. Un parlementaire a même été jusqu'à souhaiter que le gouvernement britannique demande le rappel de l'ambassadeur de France. Il a fallu cet « incident diplomatique » pour que le voyage du président de la République fasse vraiment la une de la majorité des quotidiens et des journaux de la radio ou de la télévision et pour que se réveillent les vieux fantasmes franco-britanniques.

Le fait remontait à mardi soir, mais n'ont été révélés par Scotland Yard que vingt-quatre heures plus tard. Selon les indications de la Metropolitan Police (1) des petites d'explosifs ont été découverts, le 23 octobre, dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur de France peu avant l'arrivée de M. Mitterrand à la réception organisée pour la communauté française de Grande-Bretagne. La découverte a été faite par des policiers britanniques accompagnés de chiens spécialement entraînés (des sniffer dogs).

Le lendemain matin, mercredi, des policiers de la brigade antiterroriste de Scotland Yard sont venus à l'hôtel Grosvenor, où réside la suite présidentielle, pour interroger un des membres du service de sécurité, dans la chambre duquel une petite quantité d'explosif a été saisie. Cet homme, dont l'identité n'a pas été révélée, s'est aussitôt prêt à un interrogatoire dans un commissariat de police voisin, en présence d'un représentant de l'ambassade, puis a été relâché. En dévoilant l'incident, mercredi soir, Scotland Yard a précisé que les policiers britanniques avaient procédé la veille à cette inspection « à l'initiative des Français ». Le communiqué souligne que les explosifs étaient « neutralisés » et que, manifestement, les responsables de la protection du président de la République avaient voulu « mettre à l'épreuve » la vigilance des policiers britanniques. Mais, de toute évidence, la réaction de Scotland Yard

Une vengeance anglaise ?

Obtenue de source autorisée à Paris, la version française de l'incident est sans ambiguïté. Il ne s'est pas agi, comme on l'a d'abord craint, d'un piège tendu par les policiers des voyages officiels (VO) aux gendarmes du Groupe de sécurité présidentielle de la République (GSPR), mais bien d'une « vengeance mesquine » des policiers britanniques à l'encontre de leurs collègues français. Les policiers d'outre-Manche n'avaient pas apprécié en effet que des policiers français, en nombre et armés, soient admis à suivre M. Mitterrand. Ils y voyaient comme un désaveu de leurs compétences. Un premier incident eut lieu sur l'aéroport où stationnait l'avion présidentiel : des policiers anglais voulurent absolument contrôler - jusqu'à en relever les numéros - les armes des policiers et des gendarmes français placés en protection. Le second incident eut donc lieu mercredi 24 octobre au matin. D'un commun accord, un policier français affecté aux voyages officiels et artificier du laboratoire central de la préfecture de police de Paris accompagne ses collègues anglais lors de

l'inspection de sécurité de la résidence de l'ambassadeur de France. On discute, on sympathise et l'on s'amuse à tester le flair des chiens amenés par les Anglais. Artificier, le policier français a, en effet, une petite lettre de travail qui contient une petite charge d'explosif - 150 grammes environ - pour pouvoir, si nécessaire, faire sauter, à l'écart, un objet suspect. L'explosif est donc sorti de la mallette, caché et, bien sûr, trouvé par les chiens. Et on en reste là. De retour à son hôtel, le policier français est demandé par deux policiers britanniques en civil qui souhaitent, amicalement, voir matériel et l'invitent, toujours courtoisement, à les suivre au commissariat pour continuer cette discussion technique. Au commissariat, changement de ton : fouille à corps, interrogatoires, le tout de 8 h 30 à 13 h 30 et n'étant interrompu que sur l'intervention de l'ambassadeur de France. Telle est la version française. En somme, la guerre des polices serait aussi internationale. **EDWY PLENEL.**

UN « APPEL SOLENNEL » AUX GRANDES PUISSANCES

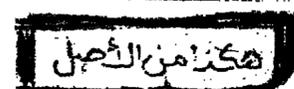
Le président Mitterrand a choisi le cadre prestigieux de la Galerie royale du Parlement de Westminster pour lancer mercredi un « appel solennel » aux deux grandes puissances afin qu'elles reprennent les négociations sur les armements. « Je le dis solennellement devant vous, a-t-il déclaré aux Lords et députés britanniques, n'est-il pas temps que les négociations reprennent entre les grandes puissances responsables au premier chef de l'équilibre des forces ? » Le chef de l'Etat a affirmé qu'il était « urgent » de rouvrir les conversations dans tous les domaines d'armements, avec pour objectif « non pas de corriger sans cesse les déséquilibres par l'introduction d'armes sans cesse plus nombreuses, mais de ramener ces déséquilibres à des niveaux progressivement plus raisonnables, c'est-à-dire au plus bas niveau possible ». La France, a indiqué M. Mitterrand, est prête à contribuer à un effort sérieux pour le maintien de la course aux armements, mais il appartient aux plus puissants de réduire d'abord clairement et considérablement leurs forces avant de passer à la suite.

● Francophonie : M. Fabius a reçu M. de Saint-Robert. - M. Philippe de Saint-Robert, commissaire général à la langue française, a été reçu, mardi 23 octobre, par le premier ministre. A la suite de son voyage officiel au Canada et au Québec, M. Fabius s'est intéressé aux travaux du groupe de réflexion et d'action sur les enjeux à venir de la francophonie, qu'anime M. de Saint-Robert.

D'autre part, les travaux du conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui regroupe trente-neuf pays utilisant le français, se sont ouverts mardi à Paris par une allocution du secrétaire général, M. François Owono-Nguema (Gabon), qui a mis l'accent sur les difficultés financières actuelles de l'Agence (20 millions de déficit : une dizaine de membres n'ont pas payé leur quote-part).

OLIVIER CARRÉ MYSTIQUE ET POLITIQUE Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Quth, frère musulman radical Ce commentaire critique de l'œuvre de Quth met en relief les idées musulmanes « radicales » sur la société juste, la femme et la famille libérées, l'Etat islamique modernisateur et l'intégration des non-musulmans. 240 pages, 115 F. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES & LE CERF

Le Monde 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69872 F Tél. : 246-72-23 PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 341 F 665 F 859 F 1080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2360 F ÉTRANGER (par messageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1240 F II - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



مكتبة النور

EUROPE

Les difficultés de l'opposition en Pologne

(Suite de la première page.)

« Les gens sont beaucoup trop fatigués pour faire de la politique », comme l'explique un des principaux ex-prisonniers. Les jeunes se réfugient de plus en plus dans le rock, la drogue... ou à l'étranger. Entre dix-huit et vingt-cinq ans, l'héroïne fait autant d'adeptes (200 000) que l'appartenance au parti.

Certes, comme toujours en Pologne, les choses sont en fait beaucoup plus compliquées. La confiance, pour ne pas dire la morgue, affichée par le pouvoir n'est pas vraiment convaincante, et il serait simpliste d'assimiler l'abattement des « opposants » (actifs ou passifs) à de la résignation. L'émotion, la colère suscitées par un incident, comme l'enlèvement du père Popieluszko, montre à quel point les nerfs des gens restent à vif. Mais l'amnistie de juillet dernier a modifié le paysage politique. Le maintien en prison de personnalités populaires, démocratisées était un puissant élément mobilisateur.

Conscients du « danger » que pouvait représenter une simple libération des détenus, les dirigeants du mouvement dissous avaient pris soin de réclamer aussitôt autre chose : le retour au pluralisme syndical. Ils avaient obtenu sur ce point un soutien sans équivoque de l'Église, puissamment aiguillonnée par les déclarations du pape lui-même.

C'est d'ailleurs en grande partie au nom de cette exigence fondamentale que les « onze » principaux prisonniers politiques avaient rejeté au printemps les offres de libération « négociées ». Cela leur valut, le 22 juillet, une belle victoire morale, bien propre à conforter l'image « sans tache » de Solidarité. Mais rien d'autre. Car l'équipe du général Jaruzelski a tout fait depuis pour faire comprendre que ce geste « magnanime » était tout ce qu'elle avait à offrir, et qu'il était hors de question de consentir la moindre concession supplémentaire pour céder au « chantage » du président Reagan.

De fait, au lieu des autres « par en avant » réclamés à l'unisson par MM. Walesa et Bujak, par l'épiscopat et le pape, on a assisté depuis

trois mois à une série de « demi-passés en arrière ». L'amnistie, tout d'abord, n'a pas vraiment été complète. Les vingt prisonniers politiques considérés comme des droit commun ne font guère parler d'eux, mais ils existent.

Certains, anciens militants syndicaux de l'acier de Katowice, sont détenus pour « vol » parce qu'ils avaient caché, lors de la proclamation de l'état de guerre, des appareils à polycopier appartenant à Solidarité. Sans même parler des cas plus délicats des mineurs qui, après que plusieurs de leurs camarades eurent été tués au cours d'une manifestation par des policiers de la ZOMO, firent sauter, sans faire de victime, la cantine desdits policiers. Ou bien de ce prêtre qui s'abstint de dénoncer deux très jeunes gens qui, dans un moment d'affolement, abattirent un milicien.

Autre « recul » par rapport au principe d'une amnistie générale : le maintien en détention de MM. Bogdan Lis (ancien responsable clandestin du syndicat à Gdansk) et Piotr Mierzewski, menacés d'un procès pour « haute trahison ».

Une étrange initiative

D'autres arrestations, en nombre limité (sans doute une vingtaine) ont été de plus opérées depuis l'amnistie. Mais les autorités, apparemment pour éviter de trop charger la balance, n'en ont pas fait état dans leur presse. En revanche, la nouvelle arrestation et la condamnation à deux mois de prison de deux prisonniers politiques très connus, MM. Fraszynski et Piniar, reconnus coupables du délit de dépôt de fleurs, a été l'objet d'une large publicité. Et le « message » a été très bien compris dans l'opposition. « Cela signifie », explique un ancien animateur du KOR, fraîchement libéré, que désormais nous serons pour un ouï ou pour un non remis au trou pour deux mois, comme nous l'étions pour deux jours à l'époque de M. Gierek.

Cependant, l'avertissement le plus clair est venu, début septembre,

sous la forme du projet de « bannissement légal » des opposants politiques les plus coriaces. Un projet bien étrange, propre à ruiner une bonne part des avantages que le pouvoir avait pu tirer, notamment auprès de l'opinion occidentale, de l'amnistie de juillet. L'idée a été présentée par M. Urban, porte-parole du gouvernement - un homme étroitement associé à l'équipe dirigeante construite autour du général Jaruzelski. C'est dire que l'affaire était sérieuse, d'autant que le porte-parole avait cru bon de préciser qu'un accord avait déjà été obtenu de certains pays « situés en dehors du continent européen » pour l'accueil des éventuels bannis : de quoi faire respirer par avance un petit parfum de Mongolie, ou même de Sibérie, comme aux meilleurs jours du dix-neuvième siècle et de l'occupation russe.

L'affaire a profondément choqué en Pologne. L'épiscopat a aussitôt fait savoir aux autorités qu'il réprovoquait totalement cette idée, et l'hebdomadaire catholique indépendant Tygodnik Powszechny a signifié son indignation dans un éditorial retentissant, intitulé « Non possumus », qui, curieusement, a échappé pour l'essentiel aux ciseaux du censeur. On peut d'ailleurs relever bien d'autres bizarreries. Le rédacteur en chef de Zycie Warszawy, le quotidien le plus important après l'organe du parti, n'a-t-il pas, lui aussi, critiqué ce projet ? Dans ce cas précis, il est exclu que l'article n'ait pas été inspiré en haut lieu, mais cela n'a pas empêché quelques jours plus tard le ministre de la justice de vanter les mérites du bannissement.

Tout aussi curieux est le fait que le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, qui se pique d'une certaine élégance de manières dans ses rapports avec l'opposition, ait prestement repoussé la paternité du projet, que lui avait attribuée le porte-parole du gouvernement. On en est là, et même si le ministre autrichien des affaires étrangères, en visite à Varsovie, s'est laissé glisser à l'oreille que l'affaire resterait sans suite, le projet n'a pas pour autant été officiellement abandonné.

Trois mois après l'amnistie, cette opposition semble toujours s'en tenir, par tactique ou parce qu'elle n'a guère d'autre choix, à une attitude d'attente. Libérés un à un au cours de l'été, les prisonniers politiques ont d'abord dû reprendre contact avec les réalités, tenter de faire le point. Certains, autrefois très dispersés, comme Jacek Kuron, gardent à présent le silence. Tous sont évidemment étroitement surveillés, et quelques-uns ont reçu des « mises en garde », parce qu'on les voyait un peu trop souvent, à l'occasion de réunions ou de messes considérées comme politiques. Pour tous, la menace d'une nouvelle arrestation est constante, et dans l'immédiat, ils doivent franchir un obstacle difficile : retrouver du travail.

Tenter autre chose ?

Paradoxalement, l'entreprise semble moins ardue pour les figures les plus connues, mais des consignes ont été données en haut lieu pour qu'ils ne retrouvent pas leur emploi précédent. Tout au plus peuvent-ils espérer être réembauchés dans un autre département d'une même institution ou usine, là où les contacts avec le personnel sont les plus réduits. Mais on connaît aussi des cas de refus systématique d'embauche (jusqu'à vingt-huit refus consécutifs...).

Bien plus éprouvante encore est la position des clandestins. A présent peu nombreux, ils ont en principe jusqu'au 31 décembre pour refaire surface, s'ils veulent espérer bénéficier de l'amnistie. Ces hommes se cachent depuis près de trois ans, et ils sont en droit de se demander si les sacrifices consentis sont à la mesure des résultats obtenus.

Pourtant, le symbole est là : échapper pendant des années à un appareil policier incroyablement développé, ce n'est pas rien, et surtout cela en dit long sur les sympathies dont ils jouissent dans la population. Les anciens responsables de Solidarité semblent d'avis qu'un noyau clandestin (l'actuelle commission provisoire de coordination, TKK) reste nécessaire, aussi réduit que

puisse être son rôle, tant que le pouvoir refuse tout dialogue.

M. Walesa et les quatre membres de la TKK, qui viennent une nouvelle fois de se rencontrer, lundi 22 octobre, à la barbe des policiers, ont d'ailleurs confirmé que les structures du syndicat devraient rester inchangées.

L'idée d'un nouvel organisme, d'une sorte de conseil, qui, sans se présenter ouvertement comme une émanation de Solidarité, chercherait à se faire le porte-parole de la société polonaise avait pourtant fait son chemin au cours de l'été. Mais, en même temps, le délicat partage des rôles qui s'est instauré entre la « direction » clandestine et M. Walesa, qui joue, lui, la carte de l'action au grand jour, aurait été remis en cause. On a donc préféré y renoncer d'autant que l'atmosphère de crise et l'inquiétude née de l'affaire Popieluszko incitent plus à se serrer les coudes qu'à tenter autre chose.

Lutter contre la soviétisation

Alors, que faire ? L'action syndicale clandestine est forcément limitée, même si la situation varie beaucoup d'une usine à l'autre. Certes, la direction préfère assez souvent céder aux revendications du personnel, ou transiger. Et le recrutement des syndicats officiels plafonne à un niveau médiocre. Mais le véritable militantisme clandestin présente des risques considérables : il se manifeste à petite échelle et dans ces conditions, semble voué à une radicalisation politique.

Le temps des manifestations et des grèves semble lui aussi passé, même si un retour de flamme n'est jamais à exclure : là encore, les événements des derniers jours peuvent aussi bien susciter une bouffée de révolte qu'aggraver encore le sentiment d'abattement et d'impuissance devant la violence du système, des diverses forces qui s'agitent dans son ombre.

Mais la surprise vient de l'extraordinaire floraison de la presse et des publications « illégales ». On a recensé près de 700 titres.

Comment est-ce possible, où trouve-t-on le papier, les machines, les gens ? Le fait est que le système fonctionne, en dépit des arrestations et des saisies, et aussi des aléas de la distribution.

On édite des ouvrages historiques, de la littérature polonaise et étrangère, pas seulement politique, et même des bandes dessinées. L'idée n'est pas seulement de manifester une présence (comme le fait encore, de temps à autre, Radio-Solidarité, poursuivant son jeu de cache-cache avec les gendarmes de la police). Il s'agit surtout d'une immense tâche d'éducation. L'édition clandestine n'en est qu'un élément, une bonne partie du travail se fait oralement, sous la forme d'exposés, de conférences, de réunions qui se multiplient dans toute la Pologne, sous divers prétextes, le plus souvent dans des locaux paroissiaux. Encore faut-il jouer serré, pour éviter de mettre l'Église dans une position inenvisageable.

Tout cela, dans la réflexion politique de l'opposition, porte un nom, celui de « travail à la base », un terme modeste pour désigner une ambition immense : lutter, tout simplement, contre la « soviétisation » des esprits et du pays, empêcher que la Pologne ne perde sa substance et ne subisse son destin. L'objectif peut paraître démesuré, tant les moyens, malgré tout, restent modestes, face au colossal appareil aux mains de l'Etat. Mais il s'appuie sur une série de convictions profondes, plus fortes chez certains, que toutes les fatigues et tous les découragements : l'épisode de Solidarité, même à supposer qu'il soit presque clos, aura forcément évolué les mentalités. Les gens ont moins peur, l'idéologie théoriquement dominante est morte, les bases du système sont donc ébranlées : l'histoire de l'Europe de l'Est a cessé d'être la propriété privée de Marx et de Lénine ; il ne peut pas ne pas se passer, un jour, quelque chose, et c'est ce jour qu'il faut préparer. Combien peuvent-ils être à partager cette foi du charbonnier ? De leur nombre, entre autres, dépendra la durée de l'entracte.

JAN KRAUZE.

Enrichissez vos champs de connaissances.

Aragon, Badinter, Barthes, Bonnefoy, Braudel, Butor, Caillois, Carrère d'Encausse, Char, Chaunu, Chomsky, Condominas, Corbin, Derrida, Detienne, Duby, Einstein, Eliade, Finley, Gernet, Ginzburg, Goubert, Grimal, Jakobson, Jankélévitch, Janov, Le Roy Ladurie, Lorenz, Ruffié, Starobinski, Vernant, Vilar...



Pour l'achat de 3 volumes de la collection, votre libraire vous offre "L'Europe au Moyen-Age" de Georges Duby. GRATUIT

Champs FLAMMARION

Dynepko, K.F.

AFRIQUE

Algérie

Une innovation : des généraux dans l'armée

De notre correspondant

Alger. - Sous le titre anodin de « remise d'insignes de grade à des officiers supérieurs promus » par le président Chadli, l'agence Algérie Presse Service a annoncé mercredi 24 octobre une nouvelle représentant un petit événement en Algérie : la création du grade de général.

Le sommet de la hiérarchie ne sera pas occupé par des généraux d'armée comme en France, mais par deux « généraux majors », les anciens colonels Abdallah Belhouche, membre du bureau politique, vice-ministre de la défense (la fonction de ministre est assurée par le chef de l'Etat), inspecteur général de l'armée nationale populaire, et Mostefa Benloucif, membre suppléant du bureau politique, secrétaire général au ministère de la défense.

Six autres colonels sont promus au simple grade de général : il s'agit de commandants de région militaires et d'un haut responsable du ministère de la défense, membre suppléant du bureau politique, M. Rachid Benyelles. Candidat à la succession de Boumediène, après le décès de celui-ci, comme officier d'active le plus ancien dans le grade le plus élevé, le colonel Chadli, président de la République et chef suprême des forces armées, ne s'est pas promu.

Pendant la guerre d'indépendance, l'armée de libération nationale ne comptait que des colonels. On s'est souvent demandé pourquoi cette situation s'est perpétuée quand elle a été renforcée sur des bases nouvelles en devenant l'armée nationale populaire. Ne pas nommer de généraux permettrait d'éviter le culte de la personnalité, expliquent les Algériens, et dispensait aussi de faire des choix de personnes délicats que le président Chadli paraît maintenant assez fort pour annoncer.

Certains spécialistes considèrent, au demeurant, que l'ancienne situation pouvait se concilier avec l'organisation assez particulière de l'armée algérienne : en pratique, pas de régiments ni de brigades ou divisions articulées entre elles, mais des unités dispersées que l'on affecte d'une région militaire à l'autre selon un savoir dosage. Ces unités quadrillent l'ensemble du pays et pas seulement des zones stratégiques. Les commandants de région militaire, bien renseignés sur ce qui se passe sur leur territoire, sont investis de pouvoirs importants. Ils ont sous leurs ordres les trois armes, plus la gendarmerie.

A mesure que, tout en poursuivant certaines tâches civiles en matière de grands travaux (par exemple le « barrage vert »), l'armée gagnait en technicité, le maintien de la tradition militaire faisait figure d'anomalie. Tant qu'à normaliser la situation, autant le faire avant le grand défilé militaire du 1^{er} novembre.

La remise d'insignes de grade a eu lieu le même jour que la réintronisation solennelle, à Alger, de Krim Belkacem et de huit autres anciens combattants réhabilités (Le Monde du 24 octobre). On annonçait également mercredi que le président Chadli avait signé « le décret portant mesures de grâce amnistiantes et de réhabilitation concernant plusieurs personnes à titre posthume, d'autres condamnées à mort pour certaines affaires depuis l'indépendance, et d'autres condamnées à l'emprisonnement ou à la réclusion perpétuelle ». L'identité des vivants concernés par ce décret n'est pas précisée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.
[Selon les estimations occidentales, l'armée algérienne comptait en 1984 environ cent mille hommes, sans les réserves.]

Maroc

● PRÉCISION. - Dans le deuxième article de la série « Le Maroc, ou l'Etat c'est lui » (Le Monde du 24 octobre), une erreur de transmission nous a fait attribuer

à M. Abdelmalek Charkoui les propos sur l'informatisation des services de sécurité tenus par un autre économiste.

Tchad

Alors que la conférence de Brazzaville est « bloquée »

LES TROUPES FRANÇAISES ONT ÉVACUÉ BILTINE

Les travaux de la réunion préparatoire à la conférence sur la réconciliation au Tchad, qui se tient à Brazzaville, sont actuellement « bloqués », ont déclaré, mercredi 24 octobre, plusieurs membres des délégations du gouvernement de N'Djamena et du GUNT. M. Adoum Yaoub, chargé des relations extérieures du GUNT, a invité les autorités tchadiennes à « renoncer ouvertement à toute prétention à la légalité et à la légitimité » au Tchad. « Tant que ce préalable ne sera pas levé, a-t-il indiqué, il n'y aura pas de vrai débat à Brazzaville. » De leur côté, les représentants de M. Hissène Habré ont réaffirmé qu'il n'était question, « sous aucune réserve », de remettre en cause les « acquis » du pouvoir en place à N'Djamena. Aucune des deux parties ne paraît pour l'instant disposée à faire des concessions sur ce point, mais aucune non plus ne souhaite assumer la responsabilité de faire échouer la réunion de Brazzaville. Or c'est très exactement ce problème de légitimité que la conférence d'Addis-Abeba, en janvier dernier, avait échoué. Pour tenter de débloquer la discussion, une mission congolaise, conduite par le ministre des affaires étrangères, M. Antoine Nginga Oba, a quitté Brazzaville pour se rendre à N'Djamena.

Au Tchad, les troupes françaises poursuivent leur retrait. Après avoir quitté Moussourou mardi, les unités de Manta ont évacué la base de Biltine mercredi matin. En un mois de désengagement - commencé le 25 septembre dernier au terme de l'accord avec Tripoli prévoyant un « désengagement concomitant » des forces libyennes du nord du Tchad - les soldats français auront évacué toutes leurs positions au nord de l'axe N'Djamena-Abché, se retirant bien au sud de la « ligne rouge » que constituait le seizième parallèle. Si rien ne vient remettre en cause le bon déroulement des opérations de retrait, les derniers éléments de Manta devraient avoir évacué le territoire tchadien le 9 novembre prochain, soit quarante-cinq jours après le début du retrait, conformément à l'accord entre Paris et Tripoli. - (AFP, UPI, AP.)

ASIE

LA CONDAMNATION DE JACQUES ABOUCHAR

WASHINGTON DEMANDE LA « LIBÉRATION IMMÉDIATE » DU JOURNALISTE FRANÇAIS

Les Etats-Unis ont joint leur voix, mercredi 24 octobre, à celles de la France et de plusieurs autres pays pour réclamer la libération de Jacques Abouchar. « Nous pensons que la liberté des journalistes est un des droits de l'homme élémentaires, et nous appelons les autorités afghanes à libérer immédiatement Jacques Abouchar », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, alors qu'il était interrogé sur les nombreuses protestations suscitées par cette affaire.

A Madrid, l'association des éditeurs de journaux espagnols (AEDJ) a adressé, mercredi, à l'ambassade d'Afghanistan une note protestant contre la condamnation du journaliste français à dix-huit ans de prison. L'AEDJ juge cette peine d'autant plus démesurée que le reporter d'Antenne 2 « n'est coupable que d'avoir fait son devoir professionnel dans des circonstances difficiles ».

Pakistan

● SERIE D'EXPLOSIONS : QUATRE MORTS. - Quatre personnes ont été tuées et trente-huit autres blessées dans trois explosions survenues, les 23 et 24 octobre, dans le nord-ouest du Pakistan et à Islamabad. L'une, qui a eu lieu dans un cinéma de Peshawar, a tué quatre personnes et en a blessé vingt-cinq. La région de Peshawar, où se trouvent de nombreux camps de réfugiés afghans, sert de base arrière à des groupes de résistants opposés au régime de Kahoul. Dix personnes ont par ailleurs été blessées lorsqu'un véhicule officiel a heurté une mine près de la localité de Pirachinar, toute proche de la frontière afghane. A Islamabad, trois personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe déposée à l'intérieur d'un lieu de culte. - (AFP.)

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Meimaz et M. Fabius expriment leur réprobation

Comme convenu la veille avec les quatre présidents des groupes parlementaires, M. Louis Meimaz, président de l'Assemblée nationale, a ouvert la séance du mercredi après-midi 24 octobre en présence d'une délégation de la chambre du peuple de la République démocratique allemande en déclarant : « La condamnation du journaliste Jacques Abouchar par un tribunal afghan a causé dans notre pays une immense émotion. Des démarches sont en cours pour obtenir sa libération (...). Je m'exprime aujourd'hui au nom de la représentation nationale pour réclamer la libération de notre compatriote Jacques Abouchar. En demandant qu'une décision soit prise en ce sens sans plus tarder par les autorités afghanes, je suis certain d'exprimer l'opinion de toute l'Assemblée et, par-delà elle, de tous les Français ». Il a été applaudi par tous les députés présents.

M. Laurent Fabius, premier ministre, s'est associé à cette prise de position en déclarant : « Le législatif et l'exécutif, unanimes, demandent avec force une mesure de libération. Cela montre la profondeur du sentiment d'indignation qu'a provoqué la condamnation de Jacques Abouchar. Dès que nous avons appris la détention de M. Abouchar, les pouvoirs publics ont engagé, comme c'est normal, une action continue auprès de toutes les parties concernées. Notre but, c'est le vôtre, la libération de Jacques Abouchar. Samedi dernier, celui-ci a été condamné à dix-huit ans de prison. Après cette condamnation, l'émotion n'a pu que s'amplifier, comme en témoignent les prises de position et démarches de très nombreuses personnalités et des représentants de très nombreuses organisations. Le droit de visite que nous n'avons cessé de réclamer a enfin été accordé dimanche dernier à notre chargé d'affaires, Jacques Abou- »

char s'est montré tel que ses confrères le connaissent et tel que les Français ont appris à le respecter, un homme de droiture, de principes et de courage. Le gouvernement français n'a évidemment pas l'indignation sélective. Il s'indigne, et s'indignera chaque fois qu'un homme, à l'Est ou à l'Ouest, au Nord comme au Sud, sera privé de sa liberté. Sans motif valable, l'emprisonnement de Jacques Abouchar est d'autant plus inacceptable qu'il vise un homme dont le métier est précisément la liberté. Assuré de l'appui de tous les Français, le gouvernement continuera d'agir avec fermeté pour que ce journaliste revienne en France sans délai. Il est des affaires qui suscitent un sentiment d'indignation terrible. Que ceux, où qu'ils soient, qui ont une part de responsabilité dans cette situation inacceptable mesurent bien que l'affaire Abouchar est de celles-ci. »

Le premier ministre n'a été applaudi que par des socialistes et quelques élus isolés du PC et du RPR.

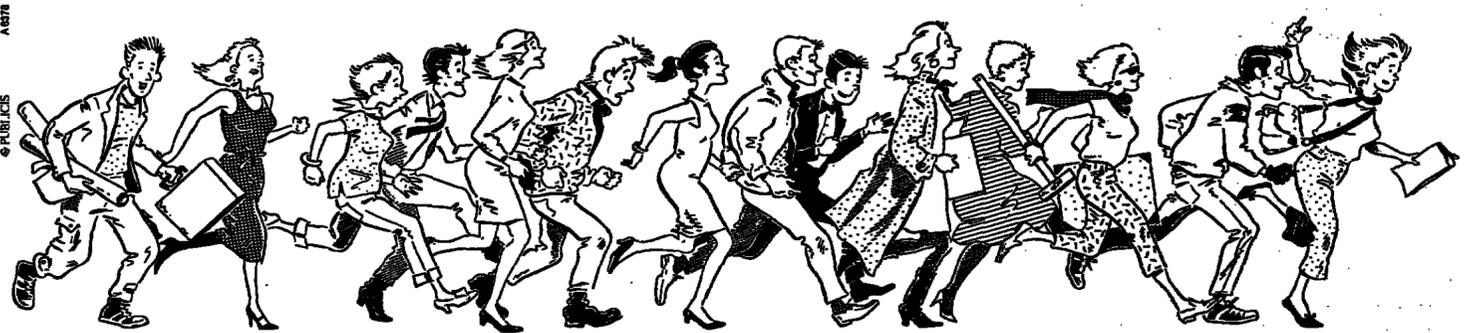
Mgr Jean Vitnet, évêque de Lille, a exprimé, mercredi à Lourdes, devant l'Assemblée plénière de l'épiscopat français, la « désapprobation et l'inquiétude » de l'assemblée de voir « basement arrêté et lourdement condamné » (un journaliste) « qui remplissait son noble métier à hauts risques ».

Enfin, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a sollicité, pour l'un de ses membres, un visa d'entrée en Afghanistan, afin de lui permettre de rencontrer Jacques Abouchar.

Dans un communiqué, la Haute Autorité ajoute que, « après avoir effectué des démarches auprès des représentations diplomatiques afghane et soviétique à Paris », elle « a saisi un certain nombre d'organismes professionnels internationaux de la communication audiovisuelle, auxquels appartient la radiodiffusion-télévision afghane, pour les exhorter à user de leur influence afin que le verdict condamnant Jacques Abouchar soit réformé et que sa libération interviene sans délai ».

Th. B.

CEPES
depuis 1967, chaque semaine, plus de 1.000 étudiants...
CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.9494 - 745.02.19



Si tous les étudiants du monde...

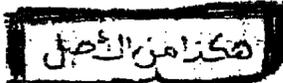
Si tous les étudiants du monde communiquaient entre eux... Pour que la science soit universellement partagée, pour que les étudiants de différents pays puissent échanger leurs connaissances, coopérer à des projets, travailler ensemble, IBM a mis au point un réseau unique au monde : c'est le réseau EARN.

Initiateur du projet, IBM finance ce réseau qui reliera entre eux des ordinateurs et des terminaux des principales universités et grandes écoles européennes avec leurs homologues américaines.

Ainsi, les limites de la recherche s'élargissent et les méthodes de travail sont plus dynamiques.

Si EARN est aujourd'hui un réseau unique au monde, c'est parce que les étudiants, cela concerne aussi IBM France.

IBM France
5, place Vendôme, 75001 Paris.



مكتبة الأحرار

MARGUERITE DURAS

L'AMANT



LES ÉDITIONS DE MINUIT

MARGUERITE DURAS AUX ÉDITIONS DE MINUIT

Moderato cantabile - Devenir, dit-elle - Les parleuses - Le camion
Les lieux de Marguerite Duras - L'homme assis dans le couloir - L'été 80
Agatha - L'homme atlantique - Savannah Bay - La maladie de la mort
et le livre de Yain Andréa : M. D.

onde...

France

AMERIQUES

RENCONTRES AUX ETATS-UNIS

A la recherche éperdue des années 30

De notre envoyé spécial

Baltimore. - L'enfilade de petites maisons de briques moyennes évoque les quartiers ouvriers du nord de l'Europe. Il y a une voiture devant chaque porte, et ce n'est pas du tout la misère. Mais les grands-mères grises aux fenêtres, la pauvre épicierie du coin et l'uniformité du minimum disent que ce n'est pas l'Amérique de l'opulence.

C'est ici que vit Alan Fisher, ouvrier aux aciéries de Baltimore comme Georges Boyer (le Monde du 25 octobre), mais son antipathie en tous points. Fils d'un fondeur et d'une employée des services sociaux, l'allure sportive et le visage doux, il a, à trente-sept ans, un petit air d'étudiant. C'est sans doute que lui, qui n'a jamais fait que de maigres bouts d'études jamais terminées, a beaucoup fréquenté ce milieu lorsque les universités de sa Californie natale lançaient le mouvement contre la guerre du Vietnam.

« D'une manière ou d'une autre, dit-il, cette guerre a marqué tous les Américains. » Elle avait en tout cas fait de lui un observateur de conscience avec tout ce que cela comporte de lectures et de réflexion, et, sans elle, il n'aurait peut-être pas rencontré Zoé, sa femme, ancienne collaboratrice du Conseil mondial des Eglises et très active dans le mouvement en faveur du « gel » des armements nucléaires.

Alan donne le biberon au petit dernier, Zoé, en tablier, prépare l'omelette. Le grand est allé partager la pasta chez les voisins italiens. Economique et rusée, la décoration de la maison pourrait avoir été inspirée par 100 idées : c'est la synthèse du chambardement social des années 60 et du syndicalisme, puisque Alan, entré à huit ans aux aciéries, est délégué d'atelier et ancien responsable d'un des deux bulletins syndicaux de l'entreprise.

Il n'est pas seulement démocrate parce que ses parents l'étaient, mais aussi parce que Richard Nixon (le qui faisait déjà tellement escroc) était le candidat ré-

publicain la première fois qu'il a voté. « Je crois, dit-il, en une société de partage, de la solidarité, de l'action commune des gens, et c'est justement le contraire qu'incarne les républicains. Leur parti est celui des riches, et ce genre de société que Reagan construit, cet écart grandissant entre riches et pauvres, sont une chose abominable, car, pour moi, dans une démocratie, tout le monde doit avoir à manger. »

« Pourtant, dit-il, je ne suis pas aussi favorable à Mondale que je suis hostile à Reagan. Mondale a quelques choses de bureaucratique, il n'a rien de cette personnalité qu'avait Kennedy ou Johnson ou qu'à sa manière Reagan a aussi. Il est également gêné de trouver beaucoup de choses qui ne sont pas vraiment différentes des programmes des deux candidats, qui, tous deux, veulent, par exemple continuer d'augmenter le budget de la défense. »

Deux gangsters avec des armes atomiques

Lui est réticent contre, car il a peur pour ses enfants : « Reagan et Tchernenko, c'est comme les deux gangsters au bout de la rue dans les westerns, sauf que ce ne sont pas des pistolets mais des armes atomiques qu'ils ont à la ceinture. » Reagan et Mondale détestent autant les Soviétiques, continue-t-il, mais Mondale veut négocier, alors qu'à lire les journaux Reagan est peut-être - je ne sais pas, mais on dirait - moins désireux de parler que les Russes. Eux le répètent tout le temps, lui ne le dit pas.

Et lui-même, déteste-t-il le communisme ? « Je ne sais pas, je n'ai pas de réponse à cela, pas de réponse simple. Mon gouvernement qui veut détruire mon syndicat, soutenir Solidarné en Pologne et ma direction syndicale le faisait

également. Je ne sais pas, pas le choix. Ils le sont comme moi je suis démocrate : parce qu'ils sont contre les riches. »

Avec ses 28 000 dollars de salaire annuel, Alan Fisher n'est pourtant pas un pauvre. Il ne prétend pas l'être, mais son évanouissement sensible néanmoins tout, sauf assuré, il voit fondre sans arrêt les effectifs de l'aciérie. Lui-même, toutes périodes additionnelles, a été mis à pied pendant trois ans et demi, et il n'a été réemployé qu'au licenciement qu'il a subi de sa formation professionnelle. « Si je me retrouve encore sur le carreau, dit-il ce sera pour de bon, et, avec les coupes dans les indemnités de chômage, je ne sais pas ce que je deviendrai. » C'est pour cela, explique-t-il, que sa maison, achetée à crédit, ne représente pas plus d'un an et demi de salaire, car il veut être sûr de ne pas devoir tout vendre, comme plusieurs de ses camarades, moins prévoyants, ont été obligés de le faire.

La reprise ? Les possibilités d'emploi dans des secteurs en expansion ? « Oui, répond-il, la situation est améliorée depuis 1982, et je pourrais trouver autre chose que j'étais licencié, mais avec un salaire amputé de plus de moitié et la perte de tous les avantages acquis. Les gens pensent que, avec Reagan, on en reviendra au bon vieux temps d'avant, à l'époque des bonnes parades des grandes négociations et des syndicats qui obtenaient tout ce qu'ils voulaient. Moi, je n'y crois pas. »

Pour Alan Fisher, ce qu'est en train de faire Reagan, c'est de supprimer toutes les règles et les obligations que l'Etat imposait à l'industrie vis-à-vis des salariés. Les budgets des administrations, spécialement, ont été tellement amputés, affirme-t-il, qu'il n'y a matériellement plus de recours possible pour des ouvriers voulant, par exemple, faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité. Le plus grave, pense-t-il, est qu'on

aurait tellement répété aux ouvriers que c'était les syndicats qui, en arrachant des augmentations de salaire, étaient responsables de la crise des industries traditionnelles qu'ils « le croient et ont honte d'être syndiqués. »

« C'est vrai, dit-il, que nos salaires étaient hauts, mais nos conditions de travail sont dures aussi, et ce n'est pas de notre faute si les compagnies n'ont pas modernisé à temps et quand elles gagnent de l'argent. Les dirigeants syndicaux nous disent d'accepter des diminutions de revenus. Nous l'avons fait, mais maintenant l'entreprise veut créer de petites unités industrielles sans syndicat pour pouvoir faire ce qu'elle veut. Je sais bien que, si la boîte faisait faillite, cela n'arrangerait personne, mais je voudrais que nous nous intéressions à ce qui va se passer après la crise, à ce que nous pourrions faire alors pour nous défendre et survivre dans les villes. »

Sourdement, Alan Fisher en veut aux dirigeants de l'AFI-CIO - les grands alliés politiques de M. Mondale - de ne pas proposer d'autre combat que celui en faveur du protectionnisme, « sur lequel le pays ne nous suivra pas ». Il craint que, au bout du compte, les syndicats ne finissent à par disparaître à la tête de chefs de file qui aient « le cran des années 30 », car, à ses yeux, M. Kirland (le patron de l'AFI-CIO) a plus de choses en commun avec M. Isaccos (celui de Chrysler) qu'avec le monde ouvrier.

Au bout du compte, il n'y a qu'un seul point sur lequel il soit complètement d'accord avec M. Mondale : le maintien de la liberté de l'avortement. « Je ne sais pas quand commencera la vie, mais je sais qu'intervient d'avorter à une fille de dix-sept ans, c'est lui refuser le droit à une vie normale. »

Tu n'est pas du tout l'avis du pasteur Cleveland Sparrow, président de la Majorité morale pour le régime de Washington et fervent partisan de M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

El Salvador

Gouvernement et opposition cherchent à améliorer leur position en vue de leur prochaine rencontre

M. Ruben Zamora, numéro deux du Front démocratique révolutionnaire (FDR), branche politique de l'opposition salvadorienne, a indiqué, le mercredi 24 octobre à San-José de Costa-Rica, que les rebelles étaient prêts à mettre en œuvre un cessez-le-feu si les trois objectifs de la rencontre de La Palma étaient atteints : instauration d'un dialogue national incluant tous les secteurs du pays ; « humanisation » du conflit ; poursuite, la deuxième quinzaine de novembre, des entretiens entre la guérilla et le gouvernement de M. Napoleón Duarte.

Selon le dirigeant du FDR, « l'accroissement des offensives de l'armée vise à la recherche de meilleures positions tactiques pour arriver à la table des discussions. Mais cela expose les gouvernements à de gros risques, comme la perte de ses deux principaux chefs d'opérations, le colonel Domingo Monterrosa et le général Armando Azmitia », mais le 23 octobre avec douze autres personnes dans la chute de leur hélicoptère.

La mort du colonel Monterrosa : un coup dur pour l'armée

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - « Ce sont des braves. Ce sont des hommes... », nous disait récemment le lieutenant-colonel Domingo Monterrosa en parlant de ses adversaires du Front Farabundo-Martí de libération nationale qu'il traquait chaque jour dans les ravins et les collines boisées de l'est du Salvador. Le commandant de la troisième brigade d'infanterie de San-Miguel me méprisait pas l'ennemi. Il s'affrontait avec la plus grande détermination, mais sans haine. C'était un officier, un vrai chef de guerre, doté d'un grand sens politique. Il disait aussi : « Cette guerre n'aura pas de fin tant que nous ne ferons pas de vraies réformes sociales et économiques. La solution de ce conflit fratricide et absurde est politique. » Il était partisan du dialogue et de la négociation avec la guérilla et il avait plaidé à la rencontre de La Palma, le 15 octobre, entre Napoleón Duarte et les représentants de la rébellion.

Il n'avait pas un physique de para. Ce « bigard salvadorien » avait une voix étonnamment douce, presque faible, un corps menu, un faciès de sang-onctueux qui le cha-

peau de brosse qu'il ne quittait guère. Et pourtant, quel ascendant sur ses hommes, entraînés à l'inspiration jour et nuit dans les montagnes du Morazan et de San-Miguel. Un baroudeur tranquille, plus souvent à la tête de ses unités d'intervention rapide que dans son bureau de la caserne de San-Miguel, au milieu d'un immense terrain vide à l'entrée de la petite cité souvent tracée par la guérilla - les traces d'éclats sur le mur d'enceinte en témoignent.

Monterrosa était sans doute le plus représentatif de cette « nouvelle vague » d'officiers salvadoriens, plus « professionnels », payant de leur personne, ayant adopté les méthodes de combat de la guérilla, et conscients des causes profondes de l'insurrection - révoltés aussi à y mettre fin par des moyens politiques tout en continuant la guerre aussi longtemps qu'il le faudrait.

Il avait - ce qui n'était pas fréquent dans l'armée salvadorienne il y a seulement un an - la sens des relations publiques. Toujours disposé à recevoir un journaliste étranger et à l'emmener avec lui en opération, cette disponibilité et cette cordialité sans affectation ont certainement beaucoup contribué à le faire connaître. Mais le premier « patron » du bataillon d'élite Atlacatl n'avait pas d'ambition politique. Très apprécié par les conseillers militaires américains, Monterrosa aurait pu être nommé chef d'état-major de l'armée après l'élection de Napoleón Duarte à la présidence. Il était resté sur le terrain, à San-Miguel, responsable de fait de toutes les opérations dans l'Orient, dans le Morazan et l'Usulután, autour de San Miguel et dans le nord du département de La Unión, où la guérilla a beaucoup progressé ces derniers mois.

La dernière bataille

Il avait, et il le disait, du respect pour celui « d'en face », pour Joaquín Villalobos, patron de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), le plus fort groupe de guérilla du Front Farabundo-Martí. Entre Villalobos et lui, c'était un duel sans pitié, te- ce, patient, Villalobos, probablement le plus efficace des commandants militaires de la guérilla, a déjà réussi des coups spectaculaires. Il a mis sur pied un bataillon d'élite, le « BRAZ » (Brigade Rafael Arce Zablah), dont les mitrailleurs auraient abattu l'hélicoptère de Monterrosa mardi après-midi dans le Morazan. Monterrosa a perdu sa dernière bataille alors qu'il venait d'engager une vaste opération hélicoptère au nord de la rivière Irota, occupant tout de suite Perquin et San-Fernando, deux bastions de l'ERP. Il affirmait avoir détruit l'émetteur de Radio-Venceremos, les verbaux obtenus, il n'est pas sûr qu'à terme le gouvernement désuni d'un pays écartelé parvenne à rétablir la confiance face à des données aussi objectivement négatives. Tenu de respecter la sacro-sainte liberté des changes, sa panoplie reste limitée. Comme le constatait un banquier, la tendance générale du marché des changes - c'est-à-dire la lente mais inexorable dépréciation de la livre - est logique ; c'est le rythme des deux derniers mois qui n'est pas. Et c'est ce processus d'accélération que le gouvernement a réussi à enrayer en se montrant enfin décidé à assainir ses propres finances et à obliger les spéculateurs étrangers, dont les offres portant sur des millions de dollars pouvaient être jusqu'à présent exécutées sans contrepartie, à plus de circonspection.

Cambistes et financiers s'accordent d'ailleurs pour estimer que le cours du dollar devrait pouvoir être ramené autour de 7 LL, sa « vraie valeur », disent-ils. Mais fondamentalement la tendance devrait rester à la hausse, ou plus exactement celle de la livre libanaise demeurer à la baisse, tant que les données politiques du pays n'auront pas fondamentalement changé. Anquet qui est très possible que l'on assiste, comme en 1982, à l'un de ces retournements de tendance dont les Libanais ont le secret pour le saisir au vol, notamment en matière économique et financière.

LUCIEN GEORGE.

MARCEL MEDERGANG.

PROCHE-ORIENT

Ankara n'a pu obtenir la collaboration de Téhéran dans la lutte contre les rebelles kurdes

De notre correspondant

Ankara. - Le ministre de l'intérieur, M. Taniyari, et le chef d'état-major adjoint des armées, le général Oztorun, se sont entretenus en début de semaine à Téhéran avec leurs homologues iraniens sur la question de la « sécurité frontalière ». De retour à Ankara, M. Taniyari a qualifié ces entretiens d'« utiles », mais la presse turque est unanime à souligner que le désaccord persiste entre les deux capitales. Les émissaires d'Ankara n'ont pas obtenu de promesse de collaboration de la part des Iraniens en vue d'une action coordonnée pour empêcher les infiltrations des Kurdes armés en Turquie. Ils n'ont pas réussi non plus à convaincre les autorités de Téhéran que l'accord conclu il y a une semaine avec le gouvernement irakien (qui autorise l'armée turque à pénétrer en Irak pour des opérations de rattachage contre les maquisards kurdes) n'a pas pour objet d'apporter un soutien au régime du président Saddam Hussein (1).

Les dirigeants iraniens avaient d'ailleurs donné le ton avant même l'arrivée de la délégation turque dans leur capitale. Le président de l'Assemblée iranienne, M. Rafsanjani, avait condamné ouvertement les rattachages de l'armée turque en territoire irakien, tandis qu'un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères accusait Ankara de mettre en péril la sécurité dans la région.

Alors que la délégation turque était déjà à Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mousssoui, déclarait au cours d'une réunion de son cabinet qu'il n'était pas question d'un accord avec Ankara et que l'Irak était en mesure d'assurer lui-même la sécurité de ses zones frontalières.

Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Irak va croissant et atteint plus de 2 milliards de dollars pour 1984. Les Turcs entretiennent avec Téhéran de bonnes relations et ils ont toujours observé une stricte neutralité dans la guerre irako-iranienne. Ils ont très mal accueilli les déclarations d'un député iranien selon lesquelles les Turcs visent à « intimider le peuple kurde » ; c'en était évidemment trop.

Au ministère turc des affaires étrangères, on précise que la délégation n'était pas allée à Téhéran pour conclure un accord en vue d'opérations communes avec les Iraniens, mais simplement pour leur expliquer les objectifs des opérations entreprises dans le Sud-Est anatolien. On leur demandait encore de renforcer le contrôle de leur zone frontalière avec la Turquie, car il est clairement établi, selon Ankara, que les auteurs de certains attentats mortels survenus à Semdili, dans le département d'Hakkari, s'étaient infiltrés par la frontière turco-iranienne. On demandait enfin « si possible » aux Iraniens d'extrader des terroristes réfugiés dans leur pays.

Mais comment les convaincre ? Comme un éditorialiste turc le rappelle cette semaine, la Turquie avait, dès le lendemain de l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny, pris des mesures appropriées dans ses zones frontalières avec l'Irak pour empêcher que les officiers iraniens réfugiés en Turquie et restés fidèles au chah n'organisent des mouvements de résistance à partir du sol turc. On rappelle aussi qu'Ankara s'est toujours abstenue de prendre parti sur la situation des minorités en Iran, où se trouvent une dizaine de millions d'Azerbaïdjanais de souche et de langue turques.

Il existe des moyens indirects de pression : une très grande partie des importations iraniennes transitent par l'Anatolie et sont souvent acheminées par camions turcs. On peut d'ailleurs dire la même chose pour l'Irak, d'autant que l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik constitue à présent l'unique source de devises pour Bagdad.

Cependant, on n'en est pas là, et il n'est question pour l'instant que de « dissiper les malentendus » par la voie diplomatique.

ARTUN UNSAL.

(1) A Bagdad, on indique de source officielle que l'accord conclu entre l'Irak et la Turquie donne l'autorisation néoprecise aux armées des deux pays de « pénétrer, en cas d'extrême urgence, de 5 kilomètres en profondeur » dans le territoire de l'autre « à la poursuite de saboteurs, pour une durée limitée de trois jours ». - (AFP.)

Liban

Crise financière

(Suite de la première page.)

Il avait fallu à la devise américaine un mois et une semaine pour passer de 7 LL à 8 LL, un mois et vingt jours de 8 LL à 9 LL, alors qu'il avait fallu à peine un mois et quelques jours de 5 LL à 6 LL et un peu moins de 4 LL, cours auquel elle s'était stabilisée après le spectaculaire remonte de la livre libanaise au lendemain du foï espoir de paix de l'automne 1982.

Avant cela, la livre avait mis huit ans - huit ans de guerre - pour perdre 2 livres et demie face au dollar, faisant preuve d'une résistance qui avait fasciné le monde de la finance. Elle vient d'en perdre autant en huit semaines de pseudo-paix. Dans ce pays d'agitateurs qu'est le Liban, dollar à 9 LL et le rythme baléant de culbute de la livre d'un palier à l'autre ont causé un traumatisme collectif. Jusque-là, sous les abus, tout pouvait être perdu hors la livre. Aujourd'hui, sans abus, tout se désagrége, y compris la livre. Le dollar a radis suit la flamme du dollar avant même les produits importés.

Dans un sursaut de responsabilité, le gouvernement dit d'union nationale, paralysé une fois de plus par ses contradictions internes depuis une semaine, s'est réuni lundi pour arrêter des mesures en vue de défendre la monnaie. Il a décidé une mesure fondamentale : la fermeture des ports « illégaux » qui drainent l'argent vers les milices, privant le Trésor de ses seules ressources substantielles : les droits de douane (4 à 5 milliards de livres libanaises par an, selon le ministre Selim Hoss). Mais le gouvernement est sans pouvoir pour récupérer son dû, et il est contraint d'écarter à toutes les sollicitations pour dépenser sans compter des fonds qu'il ne possède pas, notamment pour équiper son armée, démantelée, et, acheter du carburant.

Tant que la balance des paiements était excédentaire - et elle l'est demeurée, malgré la guerre, de 1975 à 1982 - l'équilibre tenait. Le pays était riche et ne s'appauvissait pas malgré les destructions. C'est tout juste s'il s'enrichissait même. Les déplacements de population, l'obligation pour chaque boutique ou presque de se démultiplier en deux, voire en trois ou quatre pour atteindre sa clientèle écartelée entre des zones de plus en plus cloisonnées, créait des activités et des emplois. Le savoir-faire des Libanais sur leur territoire et à l'étranger faisait le reste. La « machine » tournait bien.

Quand la guerre a repris à l'automne 1983, cela a coincé, par un mauvais coup du sort, avec des facteurs externes contre lesquels les Li-

banais et leur gouvernement ne pouvaient rien. La balance des paiements a basculé vers le déficit et 50 millions de dollars par mois, représentant la facture pétrolière. L'or est encore intact et la couverture or et devises de la livre ferait pâlir d'envie plus d'un gouverneur de banque centrale puisqu'elle excède toujours 200 % ce que le pays n'a pratiquement pas de dette extérieure.

Elle ne s'en rétracte pas moins de mois en mois, et les devises disponibles ne permettent plus d'intervention dissuasive pour défendre la monnaie. Cela, les spéculateurs le savent. D'ailleurs, si la livre n'était pas vulnérable, le spéculateur n'aurait pu s'exercer, et elle ne l'a pas pu quand la Banque du Liban était souveraine avec son matériel de réserves et son excédent dans la balance des paiements.

Une mesure technique importante a été prise parallèlement pour empêcher court à la spéculation : interdire les opérations à terme (SWAP) et contraindre les clients n'ayant pas de factures commerciales payables immédiatement à liquider leur position au 31 octobre. Ce qui devrait pousser encore le dollar à regresser.

Malgré les premiers résultats favorables obtenus, il n'est pas sûr qu'à terme le gouvernement désuni d'un pays écartelé parvenne à rétablir la confiance face à des données aussi objectivement négatives. Tenu de respecter la sacro-sainte liberté des changes, sa panoplie reste limitée. Comme le constatait un banquier, la tendance générale du marché des changes - c'est-à-dire la lente mais inexorable dépréciation de la livre - est logique ; c'est le rythme des deux derniers mois qui n'est pas. Et c'est ce processus d'accélération que le gouvernement a réussi à enrayer en se montrant enfin décidé à assainir ses propres finances et à obliger les spéculateurs étrangers, dont les offres portant sur des millions de dollars pouvaient être jusqu'à présent exécutées sans contrepartie, à plus de circonspection.

Cambistes et financiers s'accordent d'ailleurs pour estimer que le cours du dollar devrait pouvoir être ramené autour de 7 LL, sa « vraie valeur », disent-ils. Mais fondamentalement la tendance devrait rester à la hausse, ou plus exactement celle de la livre libanaise demeurer à la baisse, tant que les données politiques du pays n'auront pas fondamentalement changé. Anquet qui est très possible que l'on assiste, comme en 1982, à l'un de ces retournements de tendance dont les Libanais ont le secret pour le saisir au vol, notamment en matière économique et financière.

Les réserves en devises de la Banque du Liban sont tombées de

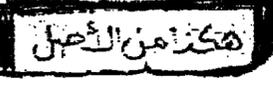
2 milliards à 700 millions de dollars, peut-être même à 600 millions, et continuent de s'éroder au rythme de 50 millions de dollars par mois, représentant la facture pétrolière. L'or est encore intact et la couverture or et devises de la livre ferait pâlir d'envie plus d'un gouverneur de banque centrale puisqu'elle excède toujours 200 % ce que le pays n'a pratiquement pas de dette extérieure. Elle ne s'en rétracte pas moins de mois en mois, et les devises disponibles ne permettent plus d'intervention dissuasive pour défendre la monnaie. Cela, les spéculateurs le savent. D'ailleurs, si la livre n'était pas vulnérable, le spéculateur n'aurait pu s'exercer, et elle ne l'a pas pu quand la Banque du Liban était souveraine avec son matériel de réserves et son excédent dans la balance des paiements.

Une mesure technique importante a été prise parallèlement pour empêcher court à la spéculation : interdire les opérations à terme (SWAP) et contraindre les clients n'ayant pas de factures commerciales payables immédiatement à liquider leur position au 31 octobre. Ce qui devrait pousser encore le dollar à regresser. Malgré les premiers résultats favorables obtenus, il n'est pas sûr qu'à terme le gouvernement désuni d'un pays écartelé parvenne à rétablir la confiance face à des données aussi objectivement négatives. Tenu de respecter la sacro-sainte liberté des changes, sa panoplie reste limitée. Comme le constatait un banquier, la tendance générale du marché des changes - c'est-à-dire la lente mais inexorable dépréciation de la livre - est logique ; c'est le rythme des deux derniers mois qui n'est pas. Et c'est ce processus d'accélération que le gouvernement a réussi à enrayer en se montrant enfin décidé à assainir ses propres finances et à obliger les spéculateurs étrangers, dont les offres portant sur des millions de dollars pouvaient être jusqu'à présent exécutées sans contrepartie, à plus de circonspection.

Cambistes et financiers s'accordent d'ailleurs pour estimer que le cours du dollar devrait pouvoir être ramené autour de 7 LL, sa « vraie valeur », disent-ils. Mais fondamentalement la tendance devrait rester à la hausse, ou plus exactement celle de la livre libanaise demeurer à la baisse, tant que les données politiques du pays n'auront pas fondamentalement changé. Anquet qui est très possible que l'on assiste, comme en 1982, à l'un de ces retournements de tendance dont les Libanais ont le secret pour le saisir au vol, notamment en matière économique et financière.

LUCIEN GEORGE.

MARCEL MEDERGANG.



LE 67^e CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE

M. Chirac estime que les communes sont les « parents pauvres » de la décentralisation

La séance solennelle, mercredi 24 octobre, d'ouverture du soixante-septième congrès de l'Association des maires de France, présidée par M. Michel Girard, sénateur RPR, président du conseil régional d'Île-de-France, qui réunit quelque trois mille participants, du 23 au 26 octobre, à Paris, a donné l'occasion à M. Jacques Chirac de porter un jugement critique sur la décentralisation. Le président du RPR y voit non la « grande affaire de septennat », mais celle... du Journal officiel.

Après avoir reproché au gouvernement de ne pas avoir précisé encore comment et quand les conseils régionaux seront élus au suffrage universel, il a critiqué des réformes qui ont bénéficié en priorité aux départements dans lesquels il constate un « effacement de l'Etat », une absence de déconcentration et une inadéquation des ressources aux charges transférées.

Pour le maire de Paris, les communes sont les « parents pauvres » de la décentralisation qui, dit-il, ne leur donne que deux libertés nouvelles : celle, « suicidaire », qui leur permet d'aider au sauvetage d'entreprises, l'autre - « novatrice » positive - en matière d'urbanisme. Quant aux ressources financières, l'ancien premier ministre se montre sévère contre le régime de la dotation globale d'équipement (DGE) qu'il faut, dit-il, « revoir complètement ».

Le thème central du congrès était la situation des petites communes.

M. Chirac propose que, pour les mettre sur un pied d'égalité avec les autres, soit envisagée une « plus grande souplesse du régime juridique communal ». Il propose en « Un droit communal diversifié n'apparaît dans la France de ce siècle du vingtième siècle comme le complément nécessaire à la décentralisation ».

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé des DOM-TOM, a dans sa réponse réaffirmé la volonté du gouvernement de donner aux élus un statut leur permettant de mieux concilier leur activité professionnelle avec leur mandat. Le maire socialiste de Chartres, dont les propos n'ont pas toujours été très bien accueillis, reconnaît ensuite que la DGE présente l'avantage de la simplicité et de l'automatisme, mais aussi un inconvénient qui tient à « la modicité relative du taux de concours, qui provient du fait que tous les investissements de toutes les communes peuvent y prétendre ».

Approuvant l'idée d'une réforme d'ensemble du dispositif actuel, M. Lemoine explique que la voie la plus simple serait de distinguer deux éléments dans cette dotation : une première attribuée directement aux communes ; une seconde, déconcentrée au niveau du commissaire de la République du département et confiée à un concours aux investissements.

A. Ch.

M. Pasqua : en 1986, la rupture avec le socialisme devra être totale et rapide

Devant le club Manager qu'anime M. Bernard Krief, conseil en communication, et qui regroupe des chefs d'entreprise et des élus locaux, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a répondu, mercredi 24 octobre, à des questions qui concernaient essentiellement deux problèmes liés : comment l'opposition gagnera-t-elle les élections de 1986 ? Que fera-t-elle au lendemain de son éventuelle victoire ?

Pour le sénateur des Hauts-de-Seine, « quels que soient la loi électorale, les modalités et les tripatouillages que le gouvernement va faire, la gauche ne sera même pas battue, elle sera écrasée. C'est le résultat des études que nous conduisons ainsi que celle des spécialistes du gouvernement. Signe des temps, d'ailleurs, à peine ces spécialistes ont-ils adressé leurs études au gouvernement que, à titre de précaution, ils nous envoient un exemplaire ».

Néanmoins, la condition préalable est, selon M. Pasqua, de susciter un grand courant d'adhésion populaire sans lequel aucune réforme ne pourra être ensuite conduite. L'accession au pouvoir d'une majorité nouvelle devra se marquer aussitôt par « une politique de rupture ».

Le sénateur des Hauts-de-Seine explique : « Nous devons rompre totalement avec le système actuel puisque c'est ce qu'auront souhaité les électeurs. Il faudra le faire très vite, car la démarche de François Mitterrand sera probablement celle-ci : il essaiera de composer avec la nouvelle majorité en se disant qu'après tout, au bout d'un an, on cumulera les inconvénients de la politique qu'il a conduite lui-même et ceux des mesures que nous aurons prises et qui n'auront pas encore produit tous leurs résultats. A ce moment-là, il pourra dissoudre et demander au peuple de lui redonner une majorité ».

Il ajoute : « Pour nous, ce n'est pas tant sur le plan des mesures techniques que se jouera la bataille que sur le plan psychologique. Il

fait que dans les tout premiers jours de notre arrivée au pouvoir, dans les tout premiers conseils des ministres, nous soyons capables de créer un choc dans l'opinion ». M. Pasqua affirme : « Les gens n'attendent pas de nous que nous allions au gouvernement pour gérer le socialisme ». Il précise que l'une des premières mesures consistera à dénationaliser le crédit.

Pour ce qui est de la cohabitation, le président du groupe sénatorial RPR estime que ce problème se posera d'abord à M. Mitterrand : « Au terme de cohabitation on a voulu associer l'idée de compromis. Ce n'est pas du tout cela. C'est au cours du premier conseil des ministres que devront être prises des mesures telles que, ou bien M. Mitterrand mangera son chapeau ou bien il prendra l'initiative du clash. Mais nous, élus sur un programme, nous ne pouvons pas dire aux Français qu'on refuse de l'appliquer. On devra être très ferme. S'il y a des divergences de présentation du problème de la cohabitation, il n'y en a pas sur le fond : si le président refuse de laisser appliquer le programme de la nouvelle majorité, il prendra la responsabilité d'ouvrir une crise de régime ».

A. P.

La présence de M. Cheysson à Alger le 1^{er} novembre continue de susciter de nombreuses protestations

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, a critiqué, le mercredi 24 octobre, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions au gouvernement, la présence de M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, en Algérie le 1^{er} novembre. M. Gaudin s'est félicité que la France et l'Algérie se soient engagées « dès 1962 sur le difficile mais nécessaire chemin de la réconciliation ». A ajouté que, « pour construire l'avenir dans la paix et dans l'amitié, il n'est pas nécessaire de trahir le passé ». Or, pour lui, la présence de M. Cheysson le 1^{er} novembre à Alger « constitue un affront à notre mémoire collective ».

En réponse, M. Laurent Fabius a expliqué que la France ne pouvait être la seule « de toutes les nations occidentales » à refuser de participer à la fête algérienne. Mais il est convenu que « l'événement a réveillé le souvenir de ce que le processus d'indépendance a provoqué de déchirements, en Algérie, mais aussi chez ceux qui ont combattu et chez ceux qui ont été rapatriés et a rappelé aux Français le sacrifice de leurs amis ou de leurs parents ». Le premier ministre a ajouté : « nos rapports avec l'Algérie sont, pour des raisons que chacun comprend, souvent passionnés, passion entre Algériens et Français, mais aussi entre Français eux-mêmes. On ne réussit jamais à pardonner sans effort et j'imagine que tous n'ont pas simple non plus pour de nombreux Algériens eux-mêmes (...) ».

M. Gaudin ayant aussi affirmé que la France « pourrait honorer de commémorer avec l'Algérie (...) le 5 juillet, date de la paix », M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), qui fait partie des députés socialistes favorables au voyage de M. Cheysson à Alger, a

fait remarquer, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que « des massacres épouvantables » ont eu lieu à Oran le 5 juillet 1962. « Quelle est, lui-même ancien rapatrié, la date qui ne serait pas touchée par les massacres ? »

De son côté, M. Jacques Chirac, reçu mardi 23 octobre par les élèves de l'ESSEC, a déclaré que le gouvernement algérien ne serait « pas du tout fondé à s'offusquer que la France [ne] soit pas représentée » à ces cérémonies.

Par ailleurs, le RECOURS (mouvement de rapatriés) a annoncé que son porte-parole, M. Jacques Roseau, a été reçu, le mercredi 24 octobre, au Quai d'Orsay, par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des relations extérieures. A la suite de cet entretien, le RECOURS, qui conteste vivement la visite de M. Cheysson, a lancé un appel « aux ministres pied-noirs du gouvernement (...) et aux ministres dont les communautés rapatriées sont importantes ». A l'occasion du congrès des maires de France, le RECOURS demande aux maires de manifester leur désaccord avec le voyage de M. Cheysson en faisant mettre en berne, le 1^{er} novembre, « tous les drapeaux des mairies françaises ».

Enfin, une délégation de l'Amicale des Algériens en Europe, reçue mercredi au siège du PS, a manifesté, selon M. Jacques Huntzinger, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, son « émotion et [sa] préoccupation devant la dégradation du climat politique en France » à propos de cette affaire. M. Huntzinger a aussi précisé à l'AFP que les membres de la délégation ont critiqué l'attitude des députés socialistes français hostiles à cette visite.

LE CINQUIÈME CONGRÈS DU CDS

Apporter des « réponses vraies »

Le CDS n'aime pas la politique spectacle. Il se méfie de la politique politicienne. Il ne veut s'intéresser qu'aux « vraies questions » que se posent les Français. C'est ce qu'affirme son président, M. Pierre Méhaignerie, qui compte bien en apporter la preuve lors du congrès de son parti, réuni les 26, 27 et 28 octobre à Toulouse.

Dans cette ville gérée par un jeune maire centriste, M. Dominique Baudis, le CDS veut en effet consacrer ses travaux à l'élaboration de « solutions concrètes » qui répondent à l'inquiétude des Français. Sa réflexion s'articule autour de trois idées-forces : la nécessité de concilier le libéralisme économique et les objectifs sociaux du parti ; celle de privilégier les « valeurs » et les « comportements » ; celle de prendre un certain nombre d'« engagements » qui « démontrent qu'il existe encore en France des chemins pour réussir ».

Les responsables du CDS veulent en tout cas éviter que les congrès ne se perdent en débats sur la cohabitation, le choix d'un présidentiable ou la réforme électorale ; questions qui ne sont pas, selon eux, au cœur des préoccupations des Français. Ils considèrent qu'il s'agit d'abord de gagner les élections législatives avant de s'intéresser aux présidentiables - ce qui ne les empêche pas de réaffirmer leurs « convergences » avec M. Barre. Ils se prononcent pour le maintien d'un scrutin majoritaire, mais ils n'entrent pas en guerre si soixante-dix députés devaient être élus à la proportionnelle. Enfin, ils jugent que la réponse à la question de la cohabitation ne leur appartient pas, mais qu'elle appartient, d'une part, au président de la République et, d'autre part, aux électeurs ; la solution « idéale » étant que le gouvernement puisse disposer de la « confiance » et de la « durée ».

Au cours de ce congrès, il devrait être procédé au renouvellement des instances dirigeantes du CDS : M. Méhaignerie et M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, seront reconduits dans leurs fonctions respectives de président et de secrétaire général, tandis que M. René Monory, sénateur de la Vienne, et M. Bernard Stasi, député de la Marne, seraient proposés aux postes de premiers vice-présidents.

Une seule personnalité de l'opposition a été invitée à ce congrès : M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

C. F.-M.

AU SÉNAT

« Antidéveloppement » ou « développement local » pour la montagne ?

Une quinzaine d'orateurs sans compter les deux rapporteurs, MM. Jean Faure (Un. cent., Isère) au nom de la Commission des affaires économiques saisie au fond, et Raymond Bouvier (Un. cent., Haute-Savoie) pour celle des lois saisie pour avis, quelque cinq cents amendements, un débat commencé mercredi 24 octobre et dont la conférence des présidents a envisagé qu'il ne se termine que samedi soir : le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne, par la multitude des sujets abordés, ouvre des espoirs aux montagnards que les sénateurs n'entendent pas prendre le risque de voir déçu.

Les principes du texte recueillent un accord quasi unanime : reconnaître la spécificité de la montagne ; admettre la nécessité de la solidarité nationale ; favoriser la diversification et la complémentarité des activités ; poursuivre le désenclavement ; arrêter la désertification...

Sur les dispositions, des questions, des incertitudes, des réticences, voire des oppositions plus nettes, se sont exprimées. Premier orateur inscrit, M. Fernand Tardy (PS, Alpes-de-Haute-Provence) a ainsi observé que, « si la base est valable, tout n'est pas réglé ». Ou bien M. Jacques Durand (PS, Tara) qui a affirmé avoir encore quelques « incertitudes ». M. Louis Minetti (PC, Bouches-du-Rhône) s'est contenté d'un « correct » pour qualifier le texte.

Parmi les interventions les plus critiques figurent celles des sénateurs pour qui l'importance de l'agriculture de montagne n'a pas été suffisamment prise en compte par le projet. Ainsi M. Charles Descours

(RPR, Isère) a dénoncé les graves « lacunes » quant au financement de l'agriculture. Ou encore M. Auguste Cazalet (RPR, Pyrénées-Atlantiques) qui pose comme principe que « la montagne ne peut se passer de l'agriculture ».

La discussion des articles commencée en séance de nuit a mis d'emblée en évidence une divergence entre la majorité sénatoriale et le gouvernement. Pour M. René Souchon, secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la forêt, le texte vise à favoriser « une démarche d'autodéveloppement fondé sur la mobilisation de toutes les ressources locales ». Pour M. Faure, qui préfère l'expression de développement local - ce que le Sénat a retenu - l'autodéveloppement pourrait bien cacher un désengagement de l'Etat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le budget des anciens combattants. - L'Assemblée nationale a adopté mercredi 24 octobre le budget du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, le PC votant contre - « avec regrets » - comme l'UDF et le RPR. La disposition accordant cinquante-cinq millions de francs dans le cadre du rattrapage du rapport « constant » (indexation des pensions sur les salaires de la Fonction publique) a été votée à l'unanimité. Elle prévoit une quatrième tranche de rattrapage de 1 % au 1^{er} octobre 1985. L'écart de 14,6 % constaté en 1980, sera ainsi réduit à 5,86 % après le 1^{er} octobre 1985. Le budget du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants s'élève à 26,2 milliards de francs, soit une progression de 0,7 % par rapport à 1984.

LA GUERRE D'ALGERIE GENÈSE ET ENGRENAGE D'UNE TRAGÉDIE. 1^{er} NOVEMBRE 1954 - 3 JUILLET 1962. Une analyse parfaite des raisons du drame algérien. Henri AMOUREUX de PASTIS. 456 pages. PYGMALION GERARD WATELET 98 F.

PLANS/CONTRECALQUES. COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT/REDUCTION. ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

PICARD. Votre serrure doit être révisée ! Les cambrioleurs ne perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime ! Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque. S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

Flâneries Américaines TWA UN WEEK-END AU VILLAGE 4.260 F*. Greenwich Village, Broadway, Soho, Central Park : un grand bol d'air de New York, rien de tel pour se requinquer. Alors que dites-vous de partir (discrettement) un de ces weekends de voyage (roulement) sur vol régulier TWA, de vous installer (détente) pour 3 nuits dans un hôtel new-yorkais bien placé et de déguster (amusement) tous les délices de la Grande Pomme ? Cette somptueuse escapade, TWA vous l'offre pour 4.260 F. vol aller-retour et hôtel compris. Impossible de faire mieux au rapport plaisir-prix ! Et le lundi matin, vous pourrez toujours dire, l'air de rien, que vous êtes allés faire un tour au Village. Sur TWA. Contactez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg. Vous plaire nous plaît. TWA. Transporteur officiel IATA NY.

POLITIQUE

L'« EMPRUNT GISCARD » EN QUESTION

M. Laurent Fabius invite l'opposition à demander le rétablissement d'un « privilège fiscal »

L'emprunt Giscard va finir par rapporter autant aux politiques qu'aux épargnants ! Il est de plus en plus clair que le vote, par les députés de gauche, à l'aube du vendredi 19 octobre, de l'amendement supprimant ses avantages fiscaux n'était pas une simple opération financière ni même la traduction d'une volonté de justice fiscale. L'opposition était visée d'abord et avant tout : alors qu'elle s'était engagée dans une campagne en faveur des « non-

veaux pauvres », la voilà contrainte de défendre un « privilège » fiscal.

Cette opération est, jusqu'à maintenant, parfaitement inusitée. Au-delà même - peut-être - des espérances initiales. En choisissant cette affaire pour signer, pour la première fois depuis 1981, une déclaration commune, MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont certes

parlé d'une seule voix. Mais ils se sont engagés sur un mauvais terrain : ils apparaissent comme les défenseurs des « riches ».

M. Laurent Fabius n'a pas manqué d'en profiter, le mercredi 24 octobre à l'Assemblée nationale. Il a même réussi avec la complicité « objective » de M. Barre à contraindre l'ancien président de la République à partager la vedette, alors que celui-ci avait réuni une conférence de presse. Le premier

ministre a aussi pu facilement faire apparaître que, si M. Barre critiquait la remise en cause d'un avantage acquis, il se gardait bien de justifier cet avantage lui-même, contrairement à M. Giscard d'Estaing.

Une dans la défense d'un privilège, l'opposition est divisée sur la raison d'être de ce privilège. Pour l'heure, le bénéfice est pour la majorité.

Va-t-on offrir un de ces fameux « emprunts Giscard » à tous les familles de l'Assemblée nationale ? Ils le mériteraient bien. Car ce titre, qui a permis à quelques épargnants chanceux ou avisés de réaliser un joli bénéfice, a encore perturbé la vie du Palais Bourbon tout l'après-midi du mercredi 24 octobre. Et ce n'est pas fini, à entendre les divers protagonistes ! La majorité a trouvé un commando cheval de bataille contre l'ancien président de la République et contre l'opposition tout entière : elle sera tentée de le chevaucher jusqu'à épuisement. Celui qui siège à long terme Rue de Rivoli ne peut se laisser attaquer sur ce qui représente la majeure partie de son capital politique : sa capacité à gérer les finances publiques.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait donc décidé, pour sa première prise de parole au Palais Bourbon, de tenir mercredi à l'Assemblée une conférence de presse sur l'emprunt auquel il a donné son nom. Pour le gouvernement et ses amis, la question était simple : comment lui voler la vedette et lui répondre avec éclat, sans en avoir l'air ? La réponse était plus compliquée. Heureusement, la mécanique parlementaire offre d'innombrables ressources à qui sait la manier.

Le mercredi après-midi, c'est le jour des questions au gouvernement. Il suffisait donc qu'un député socialiste interroge, mine de rien, le premier ministre. Et, comme par le jeu du tour de rôle, les élus du PS intervenaient cette fois-ci en dernier, cela permettait de faire durer les suspens... Aussi, en début d'après-midi, chacun savait que M. Laurent Fabius parlerait de l'emprunt Giscard. Tant et si bien que vers 16 h 30, le nouveau député du Puy-de-Dôme quitta l'hémicycle. Il ne semblait pas souhaiter entendre l'accusation, alors que le règlement de l'Assemblée ne lui permettait pas de présenter sa défense dans les mêmes conditions.

Comble de raffinement, les socialistes posèrent cinq questions avant de laisser la parole à M. René Douyère, député de la Sarthe, chargé de tendre le micro à M. Fabius. Tout vint donc en son temps, juste à point pour que le premier ministre puisse clore la retransmission en direct de cette séance sur les écrans de FR3. Mais pour assister à l'assaut, il ne restait plus que deux dizaines de députés de l'opposition, les autres étaient partis après un incident entre le gouvernement et les députés alsaciens ou par lassitude.

Contropied et passing shot, le match de M. Fabius fut éclatant... d'autant qu'il jouait contre un mur et non contre un adversaire qui aurait pu parer ses coups. Dans sa meilleure forme médiatique, le premier ministre lança ses balles avec

précision : l'emprunt 7 % 1973, « appelé familièrement emprunt Giscard », vu ce qu'il a rapporté (6,5 milliards de francs) et ce qu'il coûte à l'Etat (100 milliards de francs) est « pour la France une vraie affaire ». Mais « lorsqu'un emprunt est lancé, ses dispositions engagent l'Etat (...) C'est la raison pour laquelle le gouvernement n'a pas voulu toucher au mécanisme d'indexation, si coûteux soit-il ». En revanche, le régime fiscal des intérêts « peut parfaitement évoluer ». C'était prévu par l'article 5 du décret d'émission. Cela a déjà été fait, par exemple, en 1978, pour les plus-values. Donc « la modification apportée ne touche en rien à la parole de l'Etat ».

Ce n'était pas tout. Il fallait répondre à la défense avant même qu'elle se soit exprimée. « On (à chacun de deviner qui est ce « on ») laisse entendre que ce coût serait compensé par la réévaluation du stock d'or de la Banque de France ». La sentence, est sans appel : « Cet argument ne vaut rien ». La démonstration est toute simple : « Il n'y a aucun rapport entre, d'une part, les réserves de la Banque de France (...) et, d'autre part, l'indexation d'un emprunt de l'Etat ». La preuve : s'il y avait eu ce coût, les réserves en or de la Banque de France « se seraient cependant réévaluées de la même manière ».

Passé d'armes avec M. Barre

Voilà pour la technique, passons au politique : « A un moment où la solidarité entre citoyens est particulièrement nécessaire », il est « légitime » de revenir au droit commun : la soumission des intérêts des emprunts indexés à l'impôt général sur le revenu. De plus, cela va rapporter en quatre ans 1,5 milliard de francs à l'Etat, ce qui allègera d'autant « l'impôt payé par l'ensemble des contribuables français ».

Le plus dur est encore à venir. Faisant « les responsables des partis de droite », proposa le premier ministre, « qu'ils déposent conjointement une proposition de loi rétablissant les privilèges de l'emprunt Giscard, et le gouvernement inscrira à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée ».

La balle de match est la plus percutante : MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac ont signé une déclaration commune sur cette affaire : « Il est instructif que le seul projet signé jusqu'ici en commun par ces trois responsables soit de rétablir un privilège fiscal ».

M. Gaudin voudrait bien relancer la partie. Fidèle gardien des règles, le président Mermaz l'en empêche.

en lui laissant la parole que pour un rappel au règlement, après que deux autres députés eurent encore questionné le gouvernement. Le président du groupe UDF trouve choquant que le premier ministre ait choisi cette méthode pour parler de tout cela. Tout miel, M. Fabius se déclare prêt à répondre à MM. Chirac, Barre ou Giscard d'Estaing s'ils l'interrogent sur l'emprunt 1973 - « une bien mauvaise affaire » - enfin il précise, au cas où des esprits malveillants auraient pu penser le contraire : « Je ne veux jeter la pierre à personne ».

Mais voilà M. Barre qui prend la parole : il ne porte pas de jugement sur le caractère de bonne ou mauvaise affaire de l'emprunt, mais il croit « que l'Etat doit respecter sa parole ». Et puis, enfin soyons sérieux : « pour parler de mauvaise affaire, monsieur le premier ministre, que pensez-vous des emprunts faits par votre gouvernement ? »

M. Fabius ne s'engage par sur ce terrain mais, amical, suggère à l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel si elle juge la décision votée par l'Assemblée nationale illégitime.

M. Barre revient à la charge, mais M. Fabius « a cru comprendre », explique-t-il, « que vous-même n'auriez peut-être pas émis ce type d'emprunt ». Les mouvements de bras de M. Barre ne démentent pas... Ce professeur d'économie maléfique a l'art de soutenir ses allégués, qui n'a rien à envier au Médicis.

Le dernier mot - en séance - sera pour M. Fabius. Si son gouvernement a supprimé ce privilège fiscal et que celui de M. Barre ne l'a pas fait, « c'est que notre gouvernement, à la différence du vôtre, recherche la justice fiscale ».

M. Mermaz en assez entendu, il lève la séance. Tant pis pour M. Ducloux, qui aurait tant voulu s'exprimer au nom de ses camarades communistes.

Qui peut douter que pendant ce temps, M. Giscard d'Estaing - que l'on a forcé à partager la vedette - se pliait pas d'impudence ? Enfin, à 17 h 20, dans la salle Empire, lieu habituel des conférences de presse à l'Assemblée nationale, devant une forêt de micros et de caméras, la parole est à la défense. Il a rajouté, il nous rajouté de vingt ans. Le nouveau député du Puy-de-Dôme a révéilé l'ancien secrétaire d'Etat, puis ministre des finances. Toujours aussi à l'aise dans le maniement des chiffres, M. Giscard d'Estaing a donné aux journalistes un cours de finances publiques. Tout paraissait simple.

Le plaidoyer de M. Giscard d'Estaing

Pourquoi une conférence de presse ? Mais tout bonnement parce qu'il avait prévu d'intervenir devant l'Assemblée nationale elle-même lors de la discussion du budget des charges communes, où sont inscrits les intérêts de la dette publique, mais puisque le gouvernement a agi dans l'improvisation, il doit répondre tout de suite. Le débat aura de toute façon lieu dans l'hémicycle. Non pas par l'arbitrage suggéré par le premier ministre, mais quand le budget reviendra du Sénat : car tout laisse penser que la majorité du palais du Luxembourg supprimera l'amendement maléfique. On n'en a pas fini avec cet emprunt !

Mais, justement, pourquoi cet emprunt en 1973 ? Tout simplement parce qu'il fallait financer la baisse de la TVA et que le gouvernement était soucieux des petits épargnants ; il avait créé des coupures à mille francs, en donnant comme consignes aux banques de faciliter l'achat à ceux qui ne pouvaient en acquiescer qu'une. Résultat : « 13,6 % seulement de souscriptions » furent le fait des investisseurs institutionnels.

Il y a eu « 327 000 personnes physiques » qui ont acheté de cet emprunt (1).

Les avantages fiscaux ? Il n'y en avait aucun, dit-il. Au contraire, M. Giscard d'Estaing a tenu, lorsqu'il était ministre des finances, « à abandonner l'usage de donner des avantages fiscaux spéciaux aux emprunts de l'Etat », pour mettre celui-ci en concurrence normale avec les autres emprunts.

Prévoir une garantie sur le cours de l'or, n'était-ce pas imprévoyant ? Pas du tout, répond M. Giscard d'Estaing : « la bonne gestion de la France tout au long de la 5^e République avait permis d'augmenter dans des proportions très substantielles le stock d'or de la Banque de France ». fin 1957 il était de 510 tonnes ; fin 1974 il était passé à 3 140 tonnes. Et M. Giscard d'Estaing est fier d'avoir acheté cet or à 35 dollars l'once, alors qu'il en vaut aujourd'hui 340. La valeur du stock d'or est ainsi « multipliée aujourd'hui par soixante » : belle opération !

L'Etat et le « vol » des épargnants

Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où celle-ci se trouvait associée à la bonne fortune de la France ».

Et puis si « son » emprunt n'avait pas été garanti, les épargnants auraient été volés : « La hausse des prix leur aurait pris les deux tiers de leur épargne ». « Pour une fois, l'épargnant n'aurait pas été volé. Il vaut mieux réserver son émotion pour les nombreux emprunts où l'Etat a volé la petite épargne ».

Une question de droit financier

Contrastant avec le calme qui s'est rapidement instauré sur le marché financier après l'annonce du régime de droit commun désormais applicable à l'emprunt 7 % 1973, ces nouvelles dispositions continuent à provoquer une

vive polémique au sein du monde politique alors que continue la discussion budgétaire.

Face à la majorité parlementaire qui invoque le lourd fardeau que fait peser sur l'économie la charge des intérêts liés aux conditions

particulières de cet emprunt, l'opposition, un moment réunie sur un communisme commun élargi par ses trois ténors (le Monde du 23 octobre), continue à dénoncer ce qu'elle appelle « le mépris des engagements passés ».

D'abord, s'agit-il oui ou non d'une violation du contrat d'émission qui fixe les conditions et, éventuellement, les avantages fiscaux, d'une opération de cette nature ? En écartant toute idée à un éventuel recours au Conseil constitutionnel, ajoutant au passage qu'il ne s'agissait pas « d'une question institutionnelle mais de droit financier », M. Giscard d'Estaing a implicitement répondu à cette interrogation. De fait, le libellé de l'article 5 du décret du 9 janvier 1973, seul document qui fasse foi de ce domaine, stipule que le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués « sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs ».

Pour plus de précisions, ce document signé par le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances de l'époque, respectivement MM. Pierre Messmer et Valéry Giscard d'Estaing, stipule dans un paragraphe que les dispositions du code général des impôts relatives à la fiscalité des emprunts (125 A, 157-3^o et 158-3^o) « sont applicables au présent emprunt ». En clair, cela signifie que les deux principales mesures favorables à l'épargnant - abattement de 3 000 F à l'époque (5 000 F aujourd'hui) sur les revenus d'obligations et prélevement libératoire de 25 % (25 % actuellement) - sont de fait, applicables à l'emprunt 7 % 1973, seules étant exclues « les valeurs assorties d'une clause d'indexation et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances ».

Or que s'est-il passé ? Pendant plus de quatre ans, l'emprunt Giscard s'est comporté comme un emprunt classique, assorti d'un coupon qui ne pouvait pas être inférieur à 7 % de sa valeur nominale, soit 70 F par obligation de 1 000 F avec, de plus, une simple garantie fixée par référence à l'unité de compte et, à titre subsidiaire, une seconde garantie fondée sur l'évolution du cours du lingot d'or. Mais, ce que personne n'avait prévu en raison de l'application des accords de la Jamaïque en avril 1978, cette clause subsidiaire devenait automatiquement la garantie principale d'un emprunt subitement indexé sur l'or, sans perdre pour autant ses avantages fiscaux.

Aujourd'hui, le gouvernement veut mettre à profit les termes conditionnels prévus par le décret (« que la loi... pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs ») pour ramener l'emprunt Giscard dans le rang. Sans toucher à cette fameuse clause d'indexation qui a largement profité aux souscripteurs, justifiant sur ce point l'affir-

mation de M. Giscard d'Estaing, selon laquelle « si cet emprunt n'avait eu aucune indexation, les souscripteurs de 1973 auraient déjà perdu plus de deux tiers de leur épargne ». On remarquera au passage qu'un autre emprunt, indexé lui (mais seulement pour le capital) sur l'unité de compte européen (l'ECU), le 8,80 % 1977, communément appelé « emprunt Barre », du nom du premier ministre de l'époque, bénéficie jusqu'à présent des mêmes dispositions fiscales avec une exonération supplémentaire de 1 000 F, clairement mentionnée dans le contrat d'émission.

Ce n'est pas la première fois que tel ou tel parlementaire met en cause les conditions faites aux emprunts indexés. Dès, en décembre 1979, M. Julien Schwartz, député RPR de la Moselle, avait proposé un amendement visant à ramener de 1996 à 1993 l'échéance finale de l'emprunt 3 % de la Caisse nationale de l'énergie afin d'alléger les charges de remboursement d'EDF et de GDF. Adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, ce texte avait finalement été repoussé, le gouvernement de l'époque invoquant l'« atteinte au crédit de l'Etat » et, accessoirement, à celui d'EDF, grand emprunteur sur le marché mondial.

De son côté, le Parti communiste français revenait régulièrement à la charge chaque année au moment de la discussion budgétaire. S'il a trouvé un allié en la personne de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au Budget qui a toujours fait de l'emprunt Giscard « sa bête noire », c'est tout simplement que le gouvernement a décidé de faire un geste hautement politique, même s'il continue à invoquer la simple notion de « justice fiscale » en mettant en avant les intérêts exorbitants à verser chaque année (4,47 milliards de F en 1984 et davantage l'année prochaine).

Sur le plan financier, en effet, le bilan de cette opération est pratiquement nul : destinée à économiser 450 millions de F à l'horizon 1986, cette nouvelle disposition va, dans l'immédiat, en coûter 300 millions en 1985 (le Monde du 24 octobre). L'intérêt, pour 1984, versé sous forme de coupons a été effectué en

janvier dernier avec prélevement libératoire, mais les personnes physiques n'auront à déclarer le prochain, payé en janvier 1985, qu'en mars 1986, et à acquitter l'impôt sur le revenu à l'automne 1986. Ensuite, les personnes physiques résidant en France qui seraient touchées par la mesure ont déjà commencé à procéder à des ventes de leur emprunt 7 % 1973 au profit d'autres placements aussi rémunérateurs que les obligations assorties actuellement de quelque 11 % de rendement réel, diminué de l'inflation. Les marchés financiers ont dès le début occupé les recensements qui allaient s'opérer, les investisseurs institutionnels qui détiennent environ 60 % des titres en circulation (face à quelque 250 000 particuliers selon la dernière - et seule - étude de la commission des opérations de Bourse, alors qu'ils étaient 327 000 à l'émission) rachetant les titres vendus par les particuliers (plus de 1 milliard de francs déjà).

Abstraction faite du débat purement politique, deux questions restent posées sur l'avenir de cet emprunt. La première porte sur une hypothétique retour généralisé des monnaies à l'étalon-or. Outre que cette éventualité est écartée par tous les spécialistes, on voit mal comment elle pourrait survenir avant l'échéance finale de l'emprunt 1973 fixée à 1988, étant entendu que les Etats-Unis, qui avaient créé une commission à cet effet, ont finalement abandonné cette idée au bout de plusieurs mois d'étude.

La seconde, primordiale pour les finances publiques, concerne la façon dont le gouvernement pourra faire face au remboursement en capital de cet emprunt, qui représente sur les bases actuelles, quelque 60 milliards de francs à l'échéance - un montant qui viendrait s'ajouter « à la somme que la France aura à payer par an au titre de sa dette extérieure qui avoisinera à ce moment-là le coût total de ce que cet emprunt aura coûté en capital et en intérêts pendant quinze ans », rappelle opportunément M. Giscard d'Estaing. Quelle que soit la majorité issue des urnes en 1986, elle devra régler ce problème global, en tirant sans doute la leçon des surprises que peuvent parfois réserver les emprunts indexés.

THÉRIER BRÉMER.

(1) Un rapide calcul donne quand même une moyenne de 20 000 F d'achat par souscripteur individuel.



SARDAIGNE: SUPERBE NATURE
ENTOURÉE PAR LA MER.

LES MEILLEURES PÉRIODES SONT APPELÉES HORS SAISON. Dans une île forte d'une nature intacte, des côtes spectaculaires, une histoire, une tradition et une gastronomie renommée : la Sardaigne vous attend avec bien des facilités, de septembre à juin.

esit Ente Sardo Industrie Turistiche
VIA MAMELI, 67 - 09100 CAGLIARI
TEL. (070) 66.85.22 - TELEX 790134-I
OU CHEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME
23 RUE DE LA PAIX
75002 PARIS

سكتان من الأصيل

مركز التدریس

Le Monde

société

La grève des personnels pénitentiaires s'amplifie

Le mouvement de « blocage de l'appareil judiciaire », lancé depuis le lundi 22 octobre par quatre syndicats des personnels pénitentiaires afin d'obtenir notamment une amélioration des conditions de travail, touchait vingt-cinq établissements sur un total de cent quatre-vingt mercredi soir 24 octobre. Ce mouvement affecte essentiellement les extractions et

levées d'écrans. Plusieurs incidents ont eu lieu, notamment à Fresnes, à Fleury-Mérogis, à la Santé (Paris), à Pointoise et à Nice, entre gardiens grévistes, qui empêchaient toute entrée ou sortie de détenus, et policiers chargés de libérer le passage. D'autres syndicats devaient, ce jeudi, se joindre au mouvement.

Le chaudron

Surpeuplement et protestations des surveillants : l'atmosphère est électrique dans les prisons. Les quatre syndicats de gardiens qui avaient décidé, le lundi 22 octobre, de bloquer les accès des établissements pénitentiaires ont reçu le renfort, jeudi, à l'occasion de la grève des fonctionnaires, des trois autres organisations de la profession, dont le puissant syndicat FO. Les forces de l'ordre ayant pour consigne de dégager par la force, si nécessaire, l'entrée des prisons, de nouveaux incidents, après ceux de Pointoise et de Nice, n'étaient pas à exclure. Les protestataires, dont certains se déclarent en « grève illimitée », réclament une revalorisation de traitement et, de manière plus significa-

tive, « davantage de dignité ». Les surveillants de prison, qui se définissent parfois comme les « éboueurs de la société », se sentent incompris, sinon méprisés, et se plaignent, à juste titre, de leurs conditions de travail. A entraver cependant le fonctionnement des établissements, ils jouent avec le feu et le savent. Même s'ils hésitent à recourir aux moyens extrêmes, extrêmes pour les détenus (suppression des promenades ou du courrier, par exemple), leurs mots d'ordre contribuent à accroître la pression derrière les barreaux. Les détenus sont, aujourd'hui, au nombre de 42 000 pour 32 000 places, en comptant large. L'entassement, la promiscuité et parfois le se-

L'affaire de la tuerie d'Auriol

M. PIERRE DEBIZET BÉNÉFICIAIRE D'UN NON-LIEU

La chambre d'accusation de la cour de Paris, présidée par M. Louis Gondré, a rendu, le mercredi 24 octobre, un arrêt de non-lieu en faveur de M. Pierre Debizet, ancien secrétaire général du SAC (Service d'action civique) aujourd'hui dissous, inculpé de complicité d'assassinat, le 28 juillet 1981, après la tuerie d'Auriol près de Marseille, au cours de laquelle, le 19 juillet, avaient été étranglés puis poignardés six personnes, dont Jacques Massie, inspecteur de police et membre du SAC local, ainsi que son fils Alexandre âgé de huit ans. Le 29 mars dernier, la chambre d'accusation de la cour d'Aix-en-Provence avait renvoyé M. Debizet devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour qu'il soit jugé en compagnie des autres inculpés impliqués dans l'affaire, et tous membres du SAC de Marseille. Contre cet arrêt, M. Debizet avait formé un pourvoi en cassation. La chambre criminelle avait estimé, le 19 juin, que les motifs de son renvoi apparaissaient « hypothétiques et insuffisants ». Elle avait alors désigné la chambre d'accusation de Paris pour que celle-ci reconsidère l'arrêt de renvoi d'Aix dans sa partie concernant M. Debizet. Selon l'arrêt initial, ce dernier pouvait, en effet, être tenu pour complice, dans la mesure où il avait eu connaissance des différends opposant à Marseille Jacques Massie et un autre responsable local de l'organisation, Jean Maria, et s'était rendu dans cette ville le 5 mai 1981 pour s'en informer. Elle avançait aussi que, parmi les auteurs des crimes, plusieurs avaient dit qu'on avait assuré que « l'ordre venait d'en haut » et que, dans leur esprit, « en haut » signifiait Paris et, par conséquent, M. Debizet. La chambre d'accusation de Paris devant laquelle avait plaidé, le 20 septembre, Mes François Sarda et Denise Milou, a donné de ces éléments une autre interprétation. Elle retient que si M. Debizet se rendit bien à Marseille le 5 mai 1981, il avait alors rencontré Massie et Maria séparément et entendait revenir fin juillet pour les confronter. La tuerie eut lieu avant ce retour. Pour la chambre d'accusation, c'est un indice qui permet de croire que Maria voulait éviter une confrontation avec Massie en présence de M. Debizet, les deux hommes ne tenant pas à révéler les véritables raisons de leur antagonisme, qui avait pour origine des actes illicites de droit commun. C'est dans ces conditions qu'elle a estimé que la tuerie d'Auriol était seulement « l'issue dramatique d'un conflit personnel et local » qui ne mettait pas en jeu les intérêts du SAC à l'échelon national. Quant aux propos des exécutants parlant d'un ordre venu d'en haut, elle les tient pour une sorte de manipulation dont ils furent l'objet afin de les inciter à agir. Cette hypothèse lui paraît la plus probable, dans la mesure où aucune personne en relation directe avec M. Debizet n'a rapporté que ce dernier aurait donné des instructions. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

APRÈS LES INCIDENTS DE MERCREDI A BASTIA

Les nationalistes corses paraissent prêts à remobiliser leurs troupes

De notre correspondant Bastia. - Les nationalistes corses ont violemment réagi après le jugement de la cour d'appel de Bastia, qui a confirmé, mercredi 24 octobre, la condamnation à cinq ans de prison de M. Jean-Michel Rossi, accusé du plasticage, le 6 novembre 1983, d'une vedette de la gendarmerie à Calvi. Rémy Delaitre, l'autre inculpé de l'affaire, a vu sa peine réduite de cinq à trois ans. La confirmation de cette condamnation a provoqué une réaction immédiate de M. Mattioli et Stagnara du barreau de Bastia, avocats de M. Rossi, qui se sont déclarés « toujours persuadés de l'innocence de leur client », et ont dénoncé « la politique de macabrysm visant l'opinion politique nationaliste ». Un nouveau pourvoi en cassation va être engagé, les deux avocats estimant que la procédure de cette affaire est « emalée de graves irrégularités ». A peine le jugement rendu, près d'une centaine de jeunes nationalistes ont occupé le cours principal de la ville. Ils ont incendié des poubelles, brisé des vitrines et jeté des cocktails Molotov en direction des CRS et des forces de police, qui ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes. Les échauffourées ont duré plus de deux heures, faisant une douzaine de blessés : cinq CRS, cinq policiers et deux manifestants. Dès le début des affrontements, une rumeur s'est répandue parmi les manifestants selon laquelle deux magistrats de la cour d'appel de Bastia, qui ont eu à juger l'affaire Rossi et Delaitre, avaient été l'objet d'attentats. En fait, cette information, non fondée au début de la matinée, se trouvait vérifiée peu après 13 heures. On apprenait en effet que l'appartement de M. Pierre Cazeau, procureur de la République à Bastia, venait d'être visé par une charge de faible puissance placée devant sa porte. M. René Billien, conseiller à la cour, était, lui aussi, victime d'un plasticage quelques instants plus tard. Les deux magistrats habitent le même immeuble, près du palais de justice. Dans la soirée de mercredi, le conseil municipal de Bastia s'est réuni en séance extraordinaire pour adopter, à l'unanimité, une motion de demande au gouvernement d'enquêter sur les causes de l'ineffectivité des forces de police, pourtant bien supérieures en nombre aux manifestants ». M. Jean Zaccarelli, député, maire de Bastia, s'est étonné qu'aucune arrestation n'ait été opérée, alors que les échauffourées ont duré une bonne partie de la matinée. C'est la deuxième fois en moins d'un mois que des condamnations de militants nationalistes sont à l'origine d'actes de violence. Les affrontements de mercredi, manifestement programmés par des éléments durs du mouvement nationaliste, laissent à penser que ces derniers pourraient créer un climat de tension comparable à celui qui a connu la Corse à partir du printemps 1983 avec l'affaire Orsoni. A la « guérilla judiciaire », dénoncée par le journal U Ribombu, l'organe des nationalistes, comme étant le fait de « l'Etat français », pourrait répondre une tactique de harcèlement qui permettrait de remobiliser les troupes contre la « répression ». DOMINIQUE ANTONI.

Suicides et agressions

Chaque semaine apporte son lot d'incidents, quelquefois avortés, mais qui traduisent une situation préoccupante. Il y a eu 41 suicides en prison en 1981. 54 en 1982, 57 en 1983 et 32 de janvier à juillet cette année. Baromètre toujours révélateur, le nombre d'agressions montre les surveillants est en constante augmentation. Face à cette situation, M. Robert Badinter, garde des sceaux, connaît les brèches comme il peut. On débâte des crédits, on cherche des terrains pour y bâtir de nouvelles prisons et on se heurte à l'opposition des élus locaux, y compris socialistes, qui n'en veulent pas. Quelle que soit la priorité budgétaire dont bénéficieront les prisons en 1985, l'effort sera nécessairement poursuivi. La chancellerie dépense 150 F par jour pour chaque détenu. En Suède, c'est quatre fois plus. Pour que les conditions d'incarcération redevenaient rapidement décentes, si elles l'ont jamais été, il faudrait réduire le nombre de détenus, c'est-à-dire remettre en liberté les condamnés à de courtes peines qui n'ont rien à faire en prison. Par exemple, M. Tranchesi a ouvert les portes des établissements pénitentiaires britanniques à deux mille petits délinquants et y a quelques mois (à-bas aussi, les prisons sont surpeuplées). Mais prendre la même mesure est impossible en France en cette période préélectorale. Il n'empêche que le gouvernement doit éviter, à tout prix, la conjonction d'une grève des surveillants et d'un mouvement de protestation des détenus. Le cocktail serait explosif. Le souvenir des mutineries de 1974, qui firent onze morts parmi les détenus (neuf établissements furent dévastés), hante encore les esprits. BERTRAND LE GENDRE.

RELIGION

OUVRANT L'ASSEMBLÉE DES EVÊQUES A LOURDES

Mgr Vilnet souligne « l'envahissement croissant de la pauvreté »

De notre envoyé spécial L'assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie à Lourdes, a réuni mercredi 24 octobre pour trois ans, à la présidence de la conférence épiscopale, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et, à la vice-présidence, Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon. Lourdes. - Ouvrant, mercredi 24 octobre, l'assemblée plénière des évêques français à Lourdes, le président de la conférence épiscopale, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, a fait un tour d'horizon de la situation de l'Eglise en France. « La crise est rude pour des milliers d'hommes et de femmes de notre pays, a-t-il dit. L'œuvre est de taille, persévérance et fidélité vacillent tellement que certains découvrent avec une bouleversante stupeur que ce monde n'aurait plus de perspectives d'avenir (...). Le chômage a pris des allures d'un cancer dévorant. Bien plus, les signes affleurent partout

EDUCATION

A LA RÉUNION

Manifestations violentes pour protester contre la diminution des bourses scolaires

De violents incidents ont opposé, mardi 23 octobre, dans la soirée, dans l'île de la Réunion, des lycéens et collègues aux forces de police. Trente-cinq policiers ont été blessés, deux voitures incendiées et une dizaine de personnes interpellées et placées en garde à vue. La manifestation, organisée à l'appel du Comité d'organisation pour le rassemblement de la jeunesse, proche du Parti communiste réunionnais, avait pour but de protester contre le nouveau système d'attribution des bourses scolaires. De notre correspondant Saint-Denis-de-la-Réunion. - La grève des lycéens est suscitée par l'application dans l'île des critères d'attribution de bourses scolaires en vigueur dans la métropole. La Réunion bénéficiait, jusqu'à la dernière rentrée scolaire, d'un système avancé pour la plupart des familles. De très anciennes instructions avaient prévu que, pour l'octroi des bourses, un coefficient correcteur serait appliqué aux revenus familiaux par analogie avec le coefficient utilisé à l'époque pour majorer les rémunérations des fonctionnaires. Bien que, depuis, ce coefficient ait diminué, le coefficient appliqué aux bourses a été maintenu à son niveau initial. En outre, le principe des coefficients a continué à être appliqué après le 1^{er} janvier 1975, alors que l'introduction à cette date du franc métropolitain aurait dû entraîner leur suppression, ainsi que l'a constaté le Conseil d'Etat dans un arrêt du 1^{er} février 1981. Enfin, les boursiers de la Réunion bénéficient d'un doublement des parts de bourses accordées en métropole. La Cour des comptes, qui présente cette situation dans son dernier rapport, souligne que le système

FAUT-IL REINVENTER LE MARIAGE?..



Evelyne Sullerot

Pour le meilleur et sans le pire

Fayard 264 pages 69 F

...c'est la question qui se pose à la lecture du fascinant ouvrage d'Evelyne Sullerot.

Un livre important qui fera date.

Pierrette Rosset. Elle. Ménie Grégoire. (Grand livre du mois.)

FAYARD

22. Le feuilletton de Bertrand Poirot-Delpech : un réquisitoire de Jean-Paul Aron contre les maîtres à penser. 15. Sciences : voyage au centre du soleil ; Médecine : le roman des médicaments. 19. Un inédit d'André Brink : être écrivain en Afrique du Sud. 21. Les rêveries des demoiselles de Casablanca, par Anne Bragance.

Le Monde des livres

Du poison dans la culture française



Dessin de CAGNAT.

le dérapage de l'idéologie

En cinquante-quatre tableaux, Jean-Paul Aron démonte la tragi-comédie des maîtres à penser : Bataille, Barthes, Lacan, Foucault, Lévi-Strauss, etc. Son livre les Modernes (Callimard) est le journal d'une époque (1945-1984), avec nos modes intellectuelles et leurs pseudo-événements.

« Pourquoi avez-vous attendu 1984 pour contester des gens qui ne peuvent plus vous répondre ? On pourrait croire que, cleric vous-même, vous avez été visité tardivement par l'esprit de subversion. »

« Pas du tout. Barthes, Lacan et Foucault, en effet, ont disparu. J'aurais voulu, par exemple, que Foucault lise ce que j'ai écrit sur lui. Sa mort soudaine ne m'a pas fait changer un mot à ce que je dis du rôle néfaste qu'il a joué dans l'esprit du temps. *Naissance de la clinique et Surveiller et punir*, je le répète ici, furent deux livres majeurs, mais, convenez-en, l'essai que j'ai publié avec Roger Kempf, *Le Pénis et la Démoralisation de l'Occident* (1), était déjà une critique des théories de Foucault sur la sexualité. Comme philosophe et épistémologue, avant et après mon entrée à l'École des hautes études, je me suis toujours situé à l'écart des modes. J'ai pensé contre le courant, et l'on m'en a tenu rigueur. »

« Le moment semble quand même peu propice. La dictature des mandarins, alors que les Français, débâchés, passent fébrilement d'un look à un autre, a l'air de s'achever sur une déroute. »

« Je suis un historien des cultures. Ce qui s'est joué en France à partir de 1945 m'intéresse autant que ce qui a surgi au dix-neuvième siècle et dont j'ai parlé dans *le Mangeur* (2). Cette parole jacassante qui a étouffé tout ce qui n'était pas elle, je l'ai déjà attaquée, il y a dix ans, avec un ouvrage collectif, *Qu'est-ce que la culture française ?* (3). Dans une longue préface, j'esquissais la dénonciation d'une idéologie que des suiveurs, des épigones, les petits cadres intellectuels de gauche et de droite, continuent à vénérer aujourd'hui. L'accueil fait à ce volume, auquel contribuèrent Jean Borie, Jacques Revel et Yves Velan, fut d'une myopie significative. En pleine « terreur », je disais sans retenue ce qu'il fallait penser du pacte entre les professeurs et les artistes. Je montrais les clans et les codes des nouveaux précieux. Je pourfendais leur culture, parisienne et patricienne. Nous étions à la veille d'un soulèvement sémiotique ! »

« Dans les pages de votre essai, vous passez les événements en revue, comme si vous vous promenez au fil des jours. On s'amuse beaucoup à vous suivre. »

« En 1980, j'ai commencé la rédaction d'un essai sur les

clercs. J'étais en train d'écrire un livre... de cleric. L'idée d'une chronique de ma vie intellectuelle, en s'imposant, m'a libéré. J'ai pensé à des écrivains que j'admire, les Goncourt, Chateaubriand, Saint-Simon, Proust. Ils ont composé chacun des ouvrages difficiles à classer où, en ayant l'air de se raconter, ils prenaient féroce, comme dit Canetti, leur siècle à la gorge. J'ai pu alors continuer un récit dont la forme n'empêchait ni des digressions érudites ni des retours en arrière. Avant de faire des recherches en bibliothèque et de relire certains textes déterminants, grâce aux articles de journaux que je m'étais divertis à découper depuis longtemps, j'ai établi la liste des événements à traiter. »

« Comment pouvez-vous tenir compte, à la fois, de la création du RDR (4), en 1948, et de la naissance de *Tel quel*, en 1960, ou de la sortie d'*A bout de souffle* ? »

« Je distingue quatre sortes d'événements. L'événement, pour moi, est le contraire d'une épi-phanie. Il annonce la fin d'un processus souterrain. Il est signe de dissolution. Il y a des événements qui sont spécifiquement culturels, la création du Domaine musical ou la publication de *l'Anti-Edipe* (5). Il y a les politiques : le rapport Khrouchtchev, la guerre de six jours. Ceux dont j'ai été le témoin : un dîner avec Roland Barthes. Ceux qui sont sociologiques : la création du Club Méditerranée, les débuts de Johnny Hallyday... L'air du temps entremêle ces événements qui, si on les étudie de près,

appartiennent à plusieurs de ces catégories. *L'Anti-Edipe* est aussi lié à des faits de société, qui l'annoncent et expliquent son succès, comme le triomphe de *Hair* à Paris, en 1969. En revenant sur ces moments où l'on enfilait l'un après l'autre, et à la hâte, les oripeaux de la modernité, j'ai revécu la colère incrédule qu'ils m'inspiraient. Mes anciennes rages ont nourri la dérision qui anime ce qui ressemble à une suite de courtes pièces de théâtre. Les pantins viennent y faire un tour, puis cèdent leur place aux suivants. »

« La figure de Georges Bataille revient plusieurs fois en scène. Vous la considérez avec un mélange d'horreur et de fascination. »

« Bataille est, avec Blanchot et Lacan, le père de la longue glaciation idéologique qui commence dès 1937, à la création du Collège de sociologie. Le sacré, le désir, le sexe, le pouvoir, ces thèmes qui seront ressassés par tant d'esprits faibles, contiennent, chez Bataille, une charge suicidaire qui me dégoûte. Ils sont au cœur de l'ère du simulacre, qui n'a rien à voir avec les illuminations de Baudelaire ou de Nietzsche. »

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 22.)

(1) Grasset.
(2) Laffont.
(3) « Méditations », Denoël/Gonthier.
(4) Rassemblement démocratique révolutionnaire.
(5) *L'Anti-Edipe*, de Gilles Deleuze et Félix Guattari, Ed. de Minuit.

Albert Paraz, un énergumène du tonnerre

Par Léo MALET

Le père de Nestor Burma se fait l'avocat d'un auteur « scandaleux », qu'on va redécouvrir à travers ses romans policiers.

« VOUS avez dit Paraz ?
- Non, pas Paraz. Certains l'appelleraient volontiers ainsi, je dirai peut-être pourquoi tout à l'heure, mais ce n'est pas Paraz. C'est Paraz... Zé.
- Avec un Z ?
- Oui. Comme zut.
- Et qu'est-ce qu'il fait, ce Paraz ?
- Il emmerde beaucoup de monde. »

C'est par un dialogue de ce genre, modestement renouvelé du fulgurant début de *Fantomas*, que l'on pourrait commencer à tracer un portrait d'Albert Paraz, énergumène qui fait aussi un peu peur, comme l'autre, puisque aussi bien, depuis quelque chose comme un quart de siècle qu'il est mort, personne, dans l'édition, ne s'est avisé de rééditer les truculentes, et même trouduculeuses, aventures de Félix Gorin,

le flic anti-flic, et de la fille du tonnerre.

Il est vrai que flotte autour de cet écrivain un parfum de soufre. Outre son amitié avec Louis-Ferdinand Céline et ses positions « Algérie française » (d'où le rapprochement facile à faire avec les paras), il s'est complu à taper à peu près sur tout le monde, et notamment sur la Résistance, dont il disait qu'elle était une invention de Peter Cheyney. On ne m'ôtera d'ailleurs pas de l'idée que c'est en réaction contre les bouquins de Peter Cheyney, qu'il devait détester, comme il détestait Faulkner (oui, je sais, ce sont des choses qu'il ne faut pas dire) qu'il écrivit sa fameuse trilogie : *Une fille du tonnerre... Pétrouchka... et Villa Grand Siècle*, trilogie qui est - on l'a dit avant moi, mais je le pense, aussi je le répète, - qui est aux

romans policiers ce que *Don Quichotte* est aux romans de chevalerie. (Je me marre. La fille du tonnerre et compagnie, ça pourrait être... Don qui chochotte. Excusez-moi.)

« Ah ! m'interrompt à ce moment l'électeur aux longues oreilles. C'est bien ça ! Ce Paraz, c'est un fachistassassin, un immonde réac, un homme de droite. »

« Eh bien, répondrai-je en soupirant, moi qui ai accepté d'écrire cette préface qui va me compromettre définitivement (alors que j'étais si peinard chez moi, à ne rien faire d'autre que téléphoner à ma jeune maîtresse... oui, je fais ça par l'intermédiaire des PTT, maintenant... un truc de fainéant)... eh bien, répondrai-je, ce n'est pas si simple. Savez-vous où je l'ai connu, Paraz, en 1938 ? A la FIARI, c'est-à-dire à la Fédération internationale pour un art révolutionnaire indépendant, une organisation pas précisément de droite, dont le manifeste avait été rédigé à Mexico par André Breton et Léon Trotsky. Ce groupe publiait un petit bulletin de huit pages, intitulé *Clé*, dont j'étais le gérant. Et, un jour que nous préparions le numéro 3, Paraz rappliqua

avec un article d'une rare violence où, à propos du marquis de Sade, il tapait comme un sourd (à toi, Maurras !) sur les Camelots du Roy. Il nous en fit la lecture et demanda son avis à Breton. Celui-ci approuva le texte, mais, en souriant et se tournant vers moi, dit qu'il faut plutôt demander ça au gérant, lequel, en cas de pépin, est là pour aller en cabane. Je me déclarai prêt à assumer toutes mes responsabilités... Je n'eus pas à affronter la correctionnelle. L'article en question ne parut jamais, car il n'y eut pas de numéro 3 de *Clé*. Faute de fric. Les révolutionnaires, en ces temps lointains, étaient pauvres. C'est pourquoi, devant les affiches des candidats « révolutionnaires » d'aujourd'hui à la présidence de la République, je reste toujours rêveur. »

Pour en revenir à Albert Paraz, que je n'ai d'ailleurs pas quitté, on pourrait dire de lui que c'est un « déçu du socialisme », un homme de gauche déçu par la gauche, et douloureusement déçu. Il lui a été donné, vraisemblablement, d'assister à des spectacles qui ont heurté son sens de l'honneur, de la générosité, ses sentiments d'homme libre.

(Lire la suite page 22.)

Guillebaud

Jean-Claude Guillebaud
L'ANTI-EDIPE
roman, Seuil

La saveur forte d'un livre né au plus profond.
Lucien Guissard / La Croix
Guillebaud n'est pas loin de ses aînés écroulés qui, à force de tourner autour des secrets du corps, finissent par rendre l'âme palpable.
Jacques Pierre Amette / Le Point

S E U I L

Laurent et Annie CHABRY

Politique et minorités au Proche-Orient

(Les raisons d'une explosion)

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, ISBN: 2-7068-0875-6 125 francs

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur MAISONNEUVE ET LAROSE 15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris - Tél. 354.32.70



André Chouraqui traduit et présente

LE NOUVEAU TESTAMENT

Un Pacte neuf

- Un fils d'Israël devant les Evangiles
Pour la première fois, une traduction qui restitue au texte son authenticité sémitique et retrouve comment vivaient, pensaient, parlaient Jésus et ses disciples.
- Un regard neuf sur Jésus, son pays et son temps
Les introductions et les commentaires situent les événements et les personnages dans leur cadre historique, culturel et religieux.

600 pages - format 195 x 133 - prix : 110 F

Editions Brepols

Le nouveau ALAIN GERBER

UNE RUMEUR D'ÉLÉPHANT

roman



ROBERT LAFFONT

« L'HUMOUR ET LA LOUFOQUERIE ONT RAREMENT DÉNONCÉ LA BARBARIE AVEC AUTANT DE PLAISIR POUR LE LECTEUR » Bernard PIVOT/LIRE

Si l'on veut attraper le lion, pleurer, s'attendrir, s'écarter, si l'on aime les contes arabes, les pages à la Mac Sennet, l'humour juif et d'admiration, c'est il y a qu'un roman à relire tout cela, à laisser paillard de plaisir et d'admiration. C'est Une rumeur d'éléphant d'Alain Gerber. Omer GALLOIS LE FIGARO

Il y a du Passe-muraille dans cette Rumeur d'éléphant. Dans les deux cas, le fantasme s'insinue sans qu'on y prenne garde. Les portes de la logique se referment derrière nous. C'est la marque la plus évidente des bons conteurs: une fois pris dans leurs rets, le demi-tour est impossible. Il faut en passer par leurs caprices. Bernard PIVOT DELPECH LE MONDE

ROMANS

Une belle figure de femme

Elle « ruisselle de maternité, la rumine - je suis mère comme on est vache, - s'en engoue », elle précise : « catholique, fatine, je m'éprouve aussi fièrement gaillarde », elle pêche des mouguins, résiste à la marrane (malchance), dit m'en baï pour je m'en vais et ne désigne pas, qui a fait partie de l'âme gasconne et de sa langue franche », le langage cru. Ainsi est Marthe, le fort personnage que Michèle Perrein campe sur une île du bassin d'Arcachon, Bassalane, où les oiseaux sont chez eux autant que le petit monde qui gravite autour de cette vaillante quadrangulaire.

Mère, mais aussi femme et citoyenne, Marthe est une figure - une allégorie - qui aurait pu être un modèle pour les féministes les plus endurcies. Mais Michèle Perrein a su peindre une femme d'aujourd'hui, forte certes, autoritaire quand il le faut, travaillant comme un homme, entêtée et rétive, sans que jamais ne disparaissent les qualités de tendresse, de bon sens intuitif et d'amour généreux qui font la vraie féminité - les lettres de Marthe à son fils sont des pages d'anthologie. Son héroïne ainsi d'autant plus attachante et authentique, Michèle Perrein peut nous emporter dans toutes les aventures, on y croit, on les vit, qu'il s'agisse de l'amour des êtres et de l'île ou de cette lutte épique menée contre édités et promoteurs pour qui les comorans et les cotonniers de Bassalane ne seraient être plus importants que le profit venu du bonheur frelaté à vendre aux vacanciers.

De douceur et de puissance, plaidoyer pour la dignité des êtres et la sauvegarde de la nature, servi par une écriture aussi simple qu'efficace - et chantante, - ce roman se place parmi les meilleurs de la saison. - P.-R. L.

★ LES COTONNIERS DE BASSALANE, de Michèle Perrein, Grasset, 368 pages, 95 F.

Duel à une voix

Il n'y a certes pas eu de concertation entre Luc Estang et André Stil, mais le passage d'un livre à l'autre est des plus surprenants. Le romancier de l'Apôtre a construit son histoire d'une disparition selon le principe du télé-roman : en italique les situations, les décors et les états d'âme, en romain les dialogues. Il n'y a plus qu'à placer la caméra. L'efficacité de cette technique n'est certainement pas applicable à tous les récits, mais elle s'adapte bien à ce drame familial, l'histoire d'un physicien de renom qui, abandonnant femme et enfant, se retrouve face à celui-ci après la mort de celle-ci. Le règlement de la succession devient règlement de compte, fils accusateur devant un père muet. Non que Loup Masseluy au prénom prédestiné soit un lâche, mais s'il ne donne les raisons de sa fuite, c'est parce que...

Vous le saurez en prenant place chez le notaire où, premier acte d'une œuvre qui en compte trois, se déroule ce monologue d'introduction très théâtral - je veux dire de théâtre, pas appréhété. - P.-R. L.

★ LE LOUP MEURT EN SILENCE, de Luc Estang, Seuil, 116 pages, 49 F.

Le dernier livre de Marcel Brion

Décidément, le spectacle inspire nos romanciers. Acte II. Scène 4. Même décor. Voici ce qu'on peut lire au cours du dernier récit de Marcel Brion qui vient de mourir (cf. Le Monde dernière édition du 26 octobre), où l'on découvre encore : le rideau se lève. La scène est vide. La technique théâtrale est d'ailleurs la seule qui pouvait donner sa vie, son rythme et son suspense à ce psychodrame aussi inquiétant que bien mené. L'humour a sa place dans cette histoire où les clients d'un hôtel de province, tels des mutants de l'esprit et sous l'autorité de celui

d'entre eux qui est l'auteur - Auteur-Dieu ? - deviennent, dans la vie, les répliques des personnages qu'ils jouent sur la scène du théâtre de l'hôtel. Mais l'angoisse fait grincer cet humour et, habilement, Marcel Brion installe chez le lecteur le malaise. Car ces acteurs improvisés, gens médiocres et sans volonté, ne vont pas se contenter de jouer les situations exceptionnelles de leur rôle. Chacun va vivre le sien, en être, très littéralement, habité. Un passage assez prodigieux du « Je suis » au « Je voudrais être », à tout le moins au « Je pourrais être ».

Jusqu'à sa dernière ligne, le caractère énigmatique du roman subsiste - pour le lecteur, comme pour les personnages - mais peut-être est-il éclairé par le Clown Blanc, le client narrateur, quand il cite Karl Philip Moritz : « Nous sommes placés dans une sorte de labyrinthe. Nous ne retrouvons pas le fil qui nous permettrait d'en sortir et peut-être ne faut-il pas que nous en sortions. » - P.-R. L.

★ VILLA DES HASARDS, de Marcel Brion, Albin Michel, 162 p., 59 F.

Réussite et perte d'un immigrant

Le jeune immigrant qui débarque à Buenos-Aires, en 1919, dans une grisaille toute perle à celle qu'il a quittée à Roubaix, n'a pour réussir d'autres atouts que son intelligence et son courage. Les premiers temps seront durs. Bientôt, pourtant, commencera l'ascension. Durant les cinquante années sur lesquelles elle fait se dérouler la vie de son héros, Dominique Bonna lui accorde ces réussites successives auxquelles la chance donne ses coups de pouce, mais qui reposent essentiellement sur la volonté de parvenir. Jean Flammant a les dents longues, et le cœur ne l'étouffe pas.

Habilement, il se taille une large part dans la Meat & Co, industrie de la viande créée par l'homme dont il épouse la fille ; puis il diversifie ses affaires de telle sorte que la grande crise de 1929 ne le touche guère. Sa passion, jusqu'à l'arrivée de Tha-

A LA VITRINE

déa dans son destin, c'est l'Argentine, l'immensité de la pampa, la poésie blanche de la Patagonie, la cordillère, cette variété somptueuse des paysages, dont il ne se rassasie pas. Thadée la métisse, Thadée l'indépendante, l'amour, enfin, feront basculer le bel édifice de la puissance, de l'argent et de la tranquillité d'âme. La fin du roman est atroce et superbe, la sobriété même, Dominique Bonna a du souffle et le maîtrise bien. - G. G.-A.

Le romantisme noir de Raoul de Warren

Ce récit de Raoul de Warren, un des plus insolites auteurs d'écrits fantastiques, se déroule à Paris dans la seconde moitié du dix-huitième siècle sous le règne de Louis XV. Au sein d'une secte religieuse, les Convulsionnaires, on pense que le monde pourrait vaincre le mal si sept chrétiens consentaient à accepter de se laisser investir par le diable afin de mieux le chasser par un exorcisme. Une malheureuse qui se prête à cet exercice est tuée. Courtisane et dame de la cour, des prêtres et même un ambassadeur étranger assistent à la cérémonie, se trouvent parmi les suspects.

Pour innocenter son fiancé, Pauline de Marcellange charge l'astucieux Figaro d'éclaircir cette affaire satanique. En marge de l'enquête menée par l'apprenti détective, se pose la question du phénomène de la possession. Hystérie ? Pulsions sexuelles refoulées ? Cherchons plutôt du côté de chez Jung. Les précisions minutieuses fournies par Raoul de Warren, la tension dramatique hallucinante, les descriptions d'un Paris dont demeurent encore quelques vestiges vénérables, occultent, en fait, autant d'appels codés venus de nos profondeurs et d'un espace ténébreux situé au-delà du temps historique. - E. R.

★ RUE DU MORT-QUITROMPE, de Raoul de Warren, l'Harmattan, 274 p., 65 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

● JEAN GRENIER, à la recherche de la perfection, devait tout naturellement interroger le quinquisme. Dans les dernières années de sa vie, il consacra l'une de ces études à l'œuvre même du fondateur de la doctrine, Molinos. Trois courts essais sur ce sujet, présentés par Olivier Germain-Thomas, et qui ont été réunis sous une même couverture, ont été retrouvés dans les papiers du philosophe. (Jean Grenier : *Écrits sur le quinquisme*, Calligrammes, 18, rue Elie-Fréron, 29000 Quimper, 50 p.)

● LE MARIAGE EST ALIQUOUD'HUI UNE INSTITUTION MALMENÉE. Evelyne Sullerot, qui a présenté devant le Conseil économique et social, au début de l'année, un rapport sur le statut matrimonial, le prolonge par un livre dans lequel elle livre sa réflexion sur les « effets pervers » de diverses réformes. Celles-ci influent sur la vie sociale du couple et pénalisent, parfois, les familles stables. La sociologue s'interroge davantage sur le sort de l'enfant soumis à un « adultocentrisme » né de la libéralisation des mœurs. (Evelyne Sullerot : *Pour le meilleur et pour le pire*, 258 p., 69 F.)

● LES ÉTATS-UNIS, première puissance économique du monde, préparent le vingt et unième siècle avec une vitalité stupéfiante et brutale. Leur politique de stricte défense de leurs intérêts met à mal le Vieux Continent, qu'elle entraîne dans sa dépendance. Quel sera le sort de l'Europe ainsi bousculée sur l'échiquier mondial ? Jacqueline Grapin, qui collabora naguère au *Monde*, invite à regarder la « forteresse Amérique » en face pour mieux préparer notre avenir. (Jacqueline Grapin : *Forteresse America*, Grasset, 312 p., 85 F.)

● CE NOUVEAU VOLUME D'INÉDITS DU GÉNÉRAL DE GAULLE couvre la période entre mai 1945 et juin 1951, du gouvernement provisoire de la Libération aux élections législatives de 1951, qui annoncent le déclin du RPF. On y trouve, outre certaines lettres rédigées avec une singulière franchise de ton, une brève missive adressée au colonel Rémy, en 1950, dans laquelle il réfute une fois de plus la thèse « du glaive et du bouclier ». Selon cette thèse, de Gaulle et Pétain auraient été tous les deux nécessaires à la France pendant la guerre. (Charles de Gaulle : *Lettres, notes et carnets : mai 1945-juin 1951*, Plon, 564 p., 120 F.)

● PASSIONNÉE D'ART LYRIQUE, Hélène Seydoux, dans un essai qui concerne aussi les mélomanes, explique pourquoi l'opéra chante un monde où les femmes sont constamment magnifiées, où les héros ser-

vent si souvent de faire-valoir à tant d'héroïnes. (Hélène Seydoux : *Laisse couler mes larmes... L'Opéra, les compositeurs et la féminité*, Ramsay, 356 p., 135 F.)

● LA FEMME DESCEND-ELLE DE LA GUENON ? Cette question qu'on se pose rarement, tant il est convenu que l'homme, lui, descend du singe, trouve sa réponse dans l'essai de sociobiologie d'une Américaine, chercheuse au Peabody Museum d'Harvard University. De l'observation de la stratégie de reproduction et de la vie sociale des lémurins, des macaques ou des langurs, l'auteur, darwinienne convaincue, élabore une thèse érudite sur les origines des divers statuts de la femme qui devrait intéresser tous les primates. (Sarah Blaffer Hrdy : *Des guenons et des femmes*, traduction de l'américain par Cathy Bernheim, revue par Marie-Claire Pasquier, Tierce, 310 p., 98 F.)

● LE TOME X DE LA « CORRESPONDANCE » DE MARX ET D'ENGELS, entreprise de longue haleine placée sous la responsabilité de Gilbert Badia et de Jean Mortier, couvre la période entre janvier 1869 et juin 1870. Le « cher Maure » et le « dear Fred » se font l'écho des luttes sociales en cours, particulièrement vives après une période de développement industriel intense. Entre deux annus de santé, Marx dicte les prémices de la révolution sociale en Allemagne, en France et en Russie. (Marx/Engels : *Correspondance : Tome X*, traduite par C. Guy, M.-L. Pierron, J. Wetzler, Editions sociales, 496 p., 180 F.)

● RÉÉDITER le fonds ancien d'histoire et de littérature concernant la capitale est l'objectif que se sont fixé Max Chaleil et Marc Plocki, qui dirigent les Editions de Paris (15, rue André-del-Sarte, 75018 Paris). Ils publient en reprint des mémoires, recueils, études sur un Paris drôle et pittoresque, qu'on ne trouvait plus guère en librairie. Le premier livre à paraître est *Alexandre Privat d'Anglemont (1815-1859)*, poète romantique et journaliste, qui écrivit des articles sur les curiosités et les mœurs du Paris populaire, réédités sous le titre *Paris Anecdotes*, avec des dessins à la plume de J. Belon. Avec le second, un ouvrage d'Alfred Franklin (1830-1917), *les Rues et les Cris de Paris au treizième siècle*, on découvre un monde haut en couleur, et l'édition d'un spécialiste du Vieux Paris, l'Alexandre Privat d'Anglemont : *Paris Anecdotes*, Alfred Franklin : *les Rues et les Cris de Paris au treizième siècle*, éditions de Paris, 278 pages, 86 F, et 206 pages, 76 F.

● MICHEL DROIT poursuit la publication de son *Journal*. Le quatrième tome couvre

les années 1972-1973-1974. Il s'ouvre sur la mort de Maurice Chevalier et se clôt sur celle d'Henri de Monfrid. Mais, pour ce gaillarde inconsolable, le deuil qui domine cette période est la disparition de Georges Pompidou. Elle marque la fin de l'aventure « héroïque » commencée en 1958 et - avec l'échec de Chaban-Delmas et l'élection de Giscard d'Estaing - le début de la nuit. (Michel Droit : *Une fois la nuit venue*, Journal 1972-1973-1974, Plon, 372 p., 95 F.)

● APRÈS AVOIR ÉTUDIÉ LES SOCIÉTÉS « PRIMITIVES », de nombreux ethnologues ont entrepris d'observer les sociétés européennes en utilisant les méthodes mises au point sur les « terrains » lointains. C'est ce qu'ont fait Gérard Althabe, Bernard Légié et Monique Sefim, qui présentent dans ce livre le résultat de leurs enquêtes auprès de familles résidant dans des quartiers de centre ville : Asiens et Ivry, etc., bouleversés par des opérations de rénovation urbaine. Ils montrent les répercussions d'une transformation profonde du cadre de vie dans les relations sociales et familiales et dans l'imaginaire des habitants. (G. Althabe, B. Légié, M. Sefim : *Urbanisme et réhabilitation symbolique*, Anthropos, 297 p., 110 F.)

● AU MOMENT OU LA QUERELLE SCOLAIRE est de nouveau à l'ordre du jour, le livre d'Anne-Marie et Jean Mauduit nous renvoie opportunément à l'un des plus brûlants épisodes de la lutte entre les laïques et les cléricaux : les années 1902-1906, qui virent la séparation de l'Église et de l'État, et les fermetures d'écoles religieuses, l'expulsion des congrégations, les inventaires d'églises... Des portraits des principaux protagonistes et une description de quelques moments forts de cette page particulièrement tendue de l'histoire de France. (Anne-Marie et Jean Mauduit : *La France contre la France. La séparation de l'Église et de l'État*, Plon, 370 p., 80 F.)

● STALINE, MUSSOLINI, HITLER, FRANCO, SALAZAR, MAO... Le vingtième siècle, qui aura été le siècle du progrès et du développement, a été aussi celui des dictateurs. Arthur Conte a entrepris d'en dresser la liste, de faire leurs portraits et d'analyser leurs méthodes de gouvernement. Il en recense cent trente et un en exercice (sur cent soixante-neuf États), dont douze sont en fonctions depuis plus de vingt ans, l'Albanais Enver Hoxha, au pouvoir depuis quarante ans, étant le plus ancien. Et la liste s'allonge chaque jour. Dictateur : un métier d'avenir... (Arthur Conte : *Les Dictateurs du vingtième siècle*, Laffont, 524 p., 89 F.)

مكتبة الأصيل

مركز الدراسات

DU LIBRAIRE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Un roman de passion et de mort

La traduction d'Amour de perdition, de Camilo Castelo Branco (1825-1890), répare tardivement une injustice.

L'Amour fatal de Simon Antonio Botelho pour une jeune héritière, Thérèse d'Albuquerque...

* AMOUR DE PERDITION, de Camilo Castelo Branco, trad. de portugais par Jacques Paris, Actes-Sud, 252 p., 68 F.

RÉCIT

Les « footballeurs-ouvriers » de Sedan

Sedan, comme Reims ou Saint-Etienne, appartient à la légende du football. Seize ans en division nationale, deux Coupes de France...

Yanny Hureau raconte l'épopée des Célestin Oliver ou Max Fulgencio, les travailleurs des Draperies sedanaises...

Une belle préface d'Antoine Blondin, qui aime le foot (autant que Jude Stefan et A. Rudnicki)...

* LE DÉFI DE SEDAN, de Yanny Hureau, La Manufacture, 9, rue Saint-Victeur, 26150 Die, 168 p., 120 F.

SCIENCES HUMAINES

Le romantisme ou la déchéance de la raison

« Le romantisme procède à une relative déchéance de la raison », écrit Georges Gusdorf...

Si la clef de la conscience se trouve dans l'inconscient, comme le répètent Schopenhauer, Carus ou Novalis...

Particulièrement intéressantes sont les analyses consacrées à la médecine romantique, qui rompt avec l'attitude objectiviste aux yeux de laquelle le syndrome morbide n'est qu'un accident organique...

* L'HOMME ROMANTIQUE, de Georges Gusdorf, Ed. Payot, 368 p., 180 F.

Les entretiens

avec « le Monde » (suite)

Après les deux premiers volumes consacrés à la philosophie et à la littérature, voici les tomes 3 (Idées contemporaines) et 4 (Civilisations) des Entretiens avec « le Monde ».

Présenté par Christian Des-camps, le tome 3 réunit deux grands thèmes : « Nouvelles frontières de la science », avec les réponses de H. Atlan, P. Feyerabend, E. Morin, J.-Cl. Pecker, I. Prigogine et R. Thom...

Le tome 4, introduit par Jacques Meunier, est consacré aux religions, aux mythes et aux confrontations culturelles. On y trouve notamment des entretiens avec Hampete Ba, G. Balandier, A. Césaire, G. Duménil, L. Dumont, M. Elade, J. Elul, M. Rodinson, E. Said, le rabbin Serrat, Elie Wiesel...

* ENTRETIENS AVEC « LE MONDE », 3. Idées contemporaines, 283 p., 48 F. Civilisations, 236 p., 52 F. La Découverte/« le Monde ».

PHILOSOPHIE

Lucio Colletti et le déclin du marxisme

Relativement peu connu en France, Lucio Colletti est l'une des figures marquantes du paysage intellectuel italien. Professeur de philosophie à l'université de Rome, ville où il est né en 1924, il fut membre du PCI du début des an-

EN POCHES

● ALBERTINE SARRAZIN, après la Cavale, écrit en 1962 et en 1963 ces quatre nouvelles réunies sous le titre la Crèche (Presses-Pocket). Elle y peignait l'univers de la prison, ses gardiennes justes ou détestables, ses détenus abandonnés, ses compagnons de malheur.

● LA SINGULARITÉ DE MONTAIGNE dans son temps fut admirablement analysée par Hugo Friedrich (1904-1978) dans son Montaigne. Ce plaidoyer savant et rigoureux, traduit de l'allemand par Robert Rovini, est repris dans la collection « Tel-Gallimard ».

● QUATORZE CONTES DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, tous placés sous le signe de l'insolite, sont réunis en un recueil par GF-Flammarion, sous le titre de Claire Lenoir, qui est aussi celui du premier récit, avec une introduction et des notes de Jacques Nayrat.

● ENFANT DES ANNÉES 60 ET FRUIT DE L'IMAGINATION D'YVES SIMON, Léo-Paul Kovski rencontra, après une longue fugue, l'océan. De ce lieu propice à la dérive, il partit vivre les aventures de sa vie. Océans, roman d'apprentissage salué par Michel Foucault, est repris en Livre de poche.

● « SI NOUS NE DISCERNONS AUCUN BUT DANS LA NATURE, C'EST QU'IL NOUS APPARTIEND D'EN CHOISIR UN POUR NOUS-MÊMES », affirme Stephen Jay Gould, l'un des chefs de file de la nouvelle théorie de l'évolution, en évoquant l'esprit darwinien. Il illustre précisément, « avec joie », la foisonnement de la nature dans Darwin et les grandes épreuves de la vie, traduit de l'américain par Daniel Lemoine (Nouvelle édition établie par Marcel Blanc, Points-Sciences).

● CONSIDÉRÉ COMME UN DES GRANDS CLASSIQUES DE L'ETHNOLOGIE, Soleil hopi est repris dans Presses Pocket-Terre humaine. Son auteur, Don C. Talayesva, est un Indien Hopi, né en 1880, à l'est du Grand Canyon du Colorado, qui vécut l'américanisation conduite par les autorités. Chef du Clan du Soleil, il témoigne sur la vie indienne et de son attachement aux valeurs religieuses et traditionnelles des Hopi. Ces textes, présentés par Leo W. Simmons et traduits par Geneviève Nayoux, sont préfacés par Claude Lévi-Strauss.

● LE FRONT POPULAIRE, s'il est dominé par l'explosion sociale de juin 1936, fut marqué par un train de réformes sans précédent et par la conquête du droit aux loisirs en particulier. Dans la Vie quotidienne au temps du Front populaire (Livre de poche), Henri Nogué fait revivre cette période d'intense activité politique et culturelle ainsi que les préoccupations au jour le jour des Français.

nées 60 jusqu'en 1964. Ses œuvres principales, le Marxisme et Hegel, ou bien De Rousseau à Léning, s'inscrivent dans la ligne des travaux de Galvano Della Volpe.

Depuis une dizaine d'années, ses analyses sont devenues de plus en plus critiques à l'égard du marxisme. S'inspirant notamment de Kelsen, il tente aujourd'hui de comprendre le recul, les impasses et les illusions de cette idéologie.

Outre un article très intéressant sur l'actualité de certains concepts de Kant, le présent recueil fait le point sur le subtil entrelacs de causes sociales et théoriques qui peuvent expliquer le déclin du marxisme. Au cours des deux dernières décennies se sont en effet croisés l'échec soviétique, l'expérience chinoise, mai 68, le « grand refus » de Marcuse, le cri de l'écologie scientifique, la dissidence soviétique, le retour à Nietzsche, etc. De ces vingt ans où basculèrent tant de convictions, il nous reste beaucoup à comprendre. — R.-P. D.

* LE DÉCLIN DU MARXISME, de Lucio Colletti, PUF, coll. « Questions », 176 p., 95 F.

MÉDECINE

Propos

d'un impertinent

L'Impertinent. Ainsi s'intitule le dernier livre que le professeur Alexandre Minkowski consacre à la vie, à sa vie de pédiatre, de militant, de moraliste : agiter les faits, les idées et les hommes, il ne s'en cache pas, tel est le sel de l'existence. Pas seulement pour faire progresser ce qui stagne ; pour imposer aussi une vision qui dérange. Minkowski parle des « faussaires » (les hommes politiques, les médias), de la coopération avec le tiers-monde, notamment en matière sanitaire, « la véritable priorité politique du monde d'aujourd'hui », de la guerre du Liban.

Il porte un jugement sévère sur la médecine française d'aujourd'hui, qu'il estime « en surais », ou sur l'éducation. « La France, écrit-il, n'a plus d'école, ni d'université » car « là comme ailleurs — sauf en justice, les socialistes ont raté le coche ».

Il termine son livre par des lignes émouvantes... sur les femmes. « Si les soins médicaux et hospitaliers ont encore un sens, c'est à elles que nous le devons ». — C. B.

* L'IMPERTINENT, d'Alexandre Minkowski, J.-C. Lattès, 222 p., 69 F.

Le mal d'amour

Médecin, psychiatre, consultant dans un centre antidouleur, spécialiste de la biologie et de la pharmacologie du cerveau, le docteur Marc Schwob s'est mis en tête d'analyser... l'amour, ce qui échappe par définition à la raison et à la science, mais dont le siège se trouve bien au cœur d'un réseau d'hommes et de neurones qu'il décrit avec talent...

Le coup de foudre, les peines de cœur, le plaisir et ses synapses, peuvent-ils le croiser-on ? — s'analyser en termes de réseaux et de centres nerveux.

Un jeu de questions — réponses sur tous les thèmes, de l'amour fou, de l'amour calme, de la sexualité, de la jalousie, du viol et de la tardeuse — termine ce livre stimulant, et beaucoup moins fatiguant qu'il ne paraît. — Dr E.-L.

* DE L'AMOUR PLEIN LA TÊTE OU LA BIOLOGIE DE L'AMOUR, de docteur Marc Schwob, Hachette, 172 p., 64 F.

HISTOIRE

Le prix des colonies

La perte des colonies a-t-elle été une mauvaise affaire pour la France ? Un temps suffisant s'est écoulé depuis les souffrances de la décolonisation pour que la question puisse être posée sereinement. C'est ce qu'a fait l'historien Jacques Marseille, dans Empire colonial et capitalisme français, qui reprend ce thème d'Etat. Sa réponse est nette : c'est non.

Si, en effet, l'expansion coloniale a été largement profitable aux intérêts financiers et économiques du capitalisme français entre 1880 et 1930, ce n'est plus vrai ensuite. La constitution d'un marché protégé a provoqué la sclérose de l'appareil industriel français et a retardé sa modernisation. Le malheur a voulu que ce soit aussi à partir des années 30 que la conscience nationale — jusque-là indifférente au sort des colonies — se passionne pour le destin de l'empire, s'identifiant complètement à lui. Ainsi le problème colonial est devenu politique et psychologique au moment où son importance économique diminuait. C'est ce divorce, conduit Jacques Marseille, qui explique le drame de la décolonisation. — F. G.

* EMPIRE COLONIAL ET CAPITALISME FRANÇAIS. HISTOIRE D'UN DIVORCE, de Jacques Marseille, Albin Michel, 462 p., 130 F.

SOCIÉTÉ

Des clichés

de l'avenue Foch

Elisabeth Chevolet et Jacques de Danne ont été voir, derrière les façades de l'avenue Foch, de Paris, les vieilles dames très riches qui vivent de souvenirs, Anthony Tannoury le milliardaire, le couturier Azarou, et Al Tajir, ministre du pétrole des Emirats arabes unis, Bernard Tapie, toujours décontracté, Jacqueline Thorne-Patenôtre et Popesco, Maurice Schiøgel et beaucoup d'autres. Ceux qui sont là de naissance et trouvent que ce n'est plus comme autrefois, les nouveaux riches et les anciens, ceux qui s'étaient et ceux qui tiennent leur rang, ceux qui habitent du bon côté, numéros pairs et soleil, et ceux du mauvais.

Sans doute fallait-il beaucoup de talent pour évoquer sans ennuyer les collections de meubles et les toiles de maître, les salles de bains excentriques et les statuettes bizarres du XIX^e siècle, les camionnettes d'azalées. Savez-vous que certains reprochent et d'autres pas ? Il y en a même, ma chère, qui ont l'élégance de ne jamais mettre les pieds dans leur appartement-musée.

Avenue Foch est un livre faussement branché, vite écrit, et il n'évite pas les clichés qui font escorte à la richesse. — G. B.

* AVENUE FOCH, d'Elisabeth Chevolet et Jacques de Danne, Baland, 266 p., 79 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Allot, Geneviève Bréac, Claire Bissot, Roger-Pol Droit, Claudine Escoffier-Lambiotte, Frédéric Gausson, Ginette Guillard-Auviste, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Edgar Reichmann et Raphaël Soris.

ALICE MILLER C'est pour ton bien Racines de la violence dans l'éducation de l'enfant Sur les rapports parents/enfants, et les effets dévastateurs de l'éducation traditionnelle, un livre neuf, intelligent et chaleureux, à mettre d'urgence entre toutes les mains. JEAN BOUTIER, ALAIN DEWERPE, DANIEL NORDMAN Un tour de France royal Le voyage de Charles IX (1564-1566) Un événement historique envisagé dans tous ses fonctionnements : politiques, culturels, économiques et sociaux. Aubier

Roger STÉPHANE André Malraux, entretiens et précisions. Bien peu d'interlocuteurs osaient demander raison de certaines fulgurances de Malraux : Roger Stéphane, si, avec l'audace que donne l'admiration gogée sur une érudition parfaite. Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde GALLIMARD nrf

PRIX DU PREMIER LIVRE-PHOTO 1984 La Ville de Paris (PARIS AUDIOVISUEL) et La Fondation KODAK-PATHÉ décernent chaque année le Prix du Premier Livre-Photo à un jeune photographe professionnel. Le prix, d'un montant de 100 000 F, décerné sur maquette, offre à un jeune auteur la possibilité d'édition et de diffuser son premier livre. Le règlement est disponible auprès de Paris Audiovisuel et de la Fondation KODAK-PATHÉ. Les photographes désireux de concourir doivent faire parvenir leur maquette entre le 15 et le 22 décembre 1984 à Paris Audiovisuel - Prix du Premier Livre-Photo 44, rue du Colisée - 75008 Paris. Kodak FONDATION KODAK-PATHÉ

LA VIE LITTÉRAIRE

Julien Gracq en Italie

La Nouvelle Revue française publie dans son numéro d'octobre un texte inédit de Julien Gracq, « Autour des sept collines ». C'est le carnet d'un voyage en Italie. En voici un extrait : « Autant le pressentiment d'une ville dangereuse s'empare de vous, à peine a-t-on mis le pied sur un trottoir de Chicago ou de New-York, autant les rues à Rome, où vous et enlèvements pourtant sévissent à longueur de journées, n'ont rien de nul part qui vous mette sur vos gardes : partout gentillesse dé-tantée et filénie innocente ; on devine que le vol, ici, comme le pot-de-vin - digéré, intégré, par une civilisation très mûre - conserve les formes légitimes d'une dévotionnelle évasive, qui ne rompt pas complètement la continuité des échanges sociaux convenus. Ainsi des fileurs loqueteux et bien-dissants de Torre del Greco, qui vous prennent à part pour tirer d'un mouchoir sale, avec un clin d'œil pudique et généralisateur, des « montres de contrefaçon ». Rien de ces « outlaws » sinistres qui promènent à découvert le visage même du crime ou du vice sur les trottoirs de la 45^e Rue à New-York. Volé pour volé, on aimerait mieux être dé-troussé ici qu'ailleurs. »

Marcel Aymé en Sorbonne

A la Sorbonne s'est tenu récemment un Colloque international sur le thème « Marcel Aymé et son temps ». A l'initiative de Michel Lecureur et d'Alain Ferré, une quinzaine de communications ont commenté, parfois révélé, divers aspects d'une œuvre dont c'est peut-être dire qu'elle est encore à l'œuvre de l'exploration entreprise par des spécialistes venus des quatre coins de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Hollande, d'Afrique. Les bourgeois, les femmes, le rire, le prêtre, la

guerre, la scène, l'écran, les peintres... dans l'œuvre de Marcel Aymé, autant d'éclairages originaux, sans oublier le naturalisme merveilleux, la comédie humaine que forme l'ensemble, l'art et la métaphysique chez l'auteur de *La Vouivre* et de *Céramberd*. La dernière journée s'est terminée par la présentation de la troisième livraison des Cahiers Marcel Aymé (1) qui comprend de savoureux inédits (nouvelles, correspondance, poème), des études, des chansons d'Aymé que chanta Guy Béart et, entre autres textes, un extrait de chacun des deux derniers romans de Régine Desforges où un personnage qui avoue : « Je n'ai rien de la région et la philosophie de la joie de vivre du personnage. Sûrement que le moins lettré se serait moqué de ça. Toujours est-il que la grande leçon de Rabelais, selon le professeur Demerson, de l'université de Clermont-Ferrand, est qu'il ne faut jamais donner de leçon. « Le rire de Rabelais, ajoute Michel Sorech, est fondamentalement chrétien. Il introduit plus de charité que celui d'Érasme. Il se moque des gens sans les rejeter ni les détruire. Il n'était pas le genre d'homme à conclure au bûcher. »

PIERRE-ROBERT LECLERCO. (1) Chez Michel Lecureur, 14, rue Belle-Vue, 76620, Le Havre. (2) Samedi 27 octobre, à 15 h, une plaquette commémorative de la vie de Marcel Aymé sera inaugurée par des amis de l'écrivain, au 26, rue Norvins, à Montmartre.

Le rire chrétien de Rabelais

« S'il veut la peine d'apprendre l'italien pour lire Dante ou l'allemand pour lire Goethe, il veut certainement la peine d'apprendre le français pour lire Rabelais. » Ce n'est pas un Français qui parle, mais un Anglais, Michael Sorech, de l'University College de Londres, président du comité d'organisation d'un colloque international sur Rabelais, qui vient de se tenir à l'université de Tours, à l'occasion du cinq centième anniversaire de la naissance du grand humaniste. De savants spécialistes avaient répondu présent à l'invitation du CNRS, du Centre d'études supérieures de la Renaissance de Tours, du Centre national des lettres et de l'Association pour les commémora-

tions nationales. Venus de Turin, La Nouvelle-Orléans, Baltimore, Genève, Gand ou même de Tokyo, tous ces passionnés de Rabelais se retrouvaient en un sens chez eux. Ils ont vu toutes les villes et les hameaux tourangeaux décrits dans les chroniques paratragiques autour de Chinon : Lermé, La Roche-Clermault, Saint-Genouph, Javray, Parilly ; voilà des hauts lieux de Rabelaisie, qui parlent à ceux qui ont dévoré l'œuvre gargantuesque. A Chinon, où il a bu « maints verres de vin frais », des joyeux arton-neurs de la drève bouteille tentent aujourd'hui de mieux faire apprécier le vin de la région et la philosophie de la joie de vivre du personnage. Sûrement que le moins lettré se serait moqué de ça. Toujours est-il que la grande leçon de Rabelais, selon le professeur Demerson, de l'université de Clermont-Ferrand, est qu'il ne faut jamais donner de leçon. « Le rire de Rabelais, ajoute Michael Sorech, est fondamentalement chrétien. Il introduit plus de charité que celui d'Érasme. Il se moque des gens sans les rejeter ni les détruire. Il n'était pas le genre d'homme à conclure au bûcher. »

ALEXIS BODDAERT.

* Rappelons qu'un musée Rabelais se trouve à La Devinière, près de Saully (Indre-et-Loire). On y voit de nombreux documents et notamment une collection de portraits (entre deux cents et trois cents) unique au monde.

Le sommeil romanesque

Le monde du sommeil, disait Proust, est peuplé par les monstres de la trahison. La belle endormie, happée par Hypnos, le dieu mythologique qui gouverne notre univers nocturne, se révèle dans toute la sensualité d'une femme traîtresse. Dans la *Revue des sciences humaines* consacrée aux « Visages du sommeil », Paul Renard débrouille à travers la galerie des dormeurs que la littérature, de Proust à Le Clézio en passant par Julien Green, a choisis. Le lecteur, fasciné, se glisse dans l'ombre du veilleur romanesque, voyeur, masochiste, sadique, ou fétichiste, pour considérer ces personnages qui dorment de leur sommeil de papier, satisfait, quant à lui, d'être de chair. Proust, le grand insomniaque du siècle, est peut-être aussi le romancier qui s'est le plus penché sur notre vie nocturne et ses manifestations inconscientes. Proust, écrit Simon Monneret dans un article intitulé « L'espace vécu du dormeur et les voyages en chemin de fer », élabore « une géographie et une phénoménologie du sommeil qui sont comme l'endroit de la grammaire psychanalytique du rêve ». Dans ce texte passionnant, Monneret rappelle que Proust a publié en 1901, un an après l'interprétation des rêves, *Somnolences*, où le sommeil, le voyage et l'amour se reflètent dans un miroir onirique ; l'indicateur des chemins de fer était, selon Proust, « le plus passionnant des romans d'amour ». En commentant un rêve de Freud avec l'épisode du voyage en train du narrateur de *Sodome et Gomorrah* en compagnie d'Albertine, Monneret remarque, chez le romancier comme chez le psychanalyste, une tentative de s'approprier l'espace hostile d'un wagon de troisième classe bondé et un conflit naissant entre la promiscuité et l'intimité. Proust caresse Albertine devant une dame indignée, Freud rêve du couple détestable qu'il a en face de lui, mais n'ose pas nous rapporter ses pensées... Le sommeil n'a pas seulement « des fonctions physiologiques et psychiques, mais il a aussi une fonction relationnelle dont le rêve n'est qu'un paramètre parmi d'autres ». - R. J.

* REVUE DES SCIENCES HUMAINES, numéro 194. Diffusion : Belles Lettres, 95, bd Raspail, 75006 Paris. 186 p. 60 F.

La protection des correspondances

Pour la connaissance des grands hommes et de leur temps, les correspondances sont un apport des plus précieux. Le drame est qu'aucune législation n'a réussi, jusqu'à présent, à éviter aux chercheurs les difficultés innombrables qu'ils rencontrent dans certains cas, bienheureux s'ils n'apprennent pas que la correspondance qu'ils pistaient patiemment a été caviardée, voire détruite par des familles sotte-ment soucieuses d'une respectabilité dont la vérité historique n'a rien à faire, ou inconscientes du trésor dont elles étaient dépositaires.

On peut juger des problèmes matériels, moraux et juridiques délicats que pose la propriété et l'édition de lettres missives, à la lecture des *Correspondances inédites* (Economica, 49, rue Hérriot, 75015 Paris. 195 p., 195 F.). Ce volume rassemble les actes du Colloque sur les correspondances inédites qui s'est tenu l'an dernier à Paris, sous la direction d'André Françon et Claude Goyard, professeurs à l'université de droit, d'économie et sciences sociales.

Les lettres, au même titre qu'un tableau, qu'un manuscrit ou qu'un monument, font partie du patrimoine national. Elles sont loin d'être protégées comme telles. La lecture de ces communications devrait inciter le ministère compétent à s'intéresser au problème, très difficile à résoudre, il est vrai, mais qu'il est urgent d'examiner soigneusement.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

Pauvre Marivaux !

A en croire ceux d'aujourd'hui, les universitaires de jadis, les littéraires s'entend, travaillaient beaucoup pour ne pas dire grand-chose. Brunetier, Faguet, Lemaître, et plus près de nous Lanson ou Thibaudet, sont fortement soupçonnés d'avoir été que des bavards de salon, sans formation ni préoccupation scientifique ; et leur critique littéraire, de n'être qu'un exercice impressionniste.

Imprudence ! Ils l'estimaient. Nous avons changé tout cela, comme en témoigne le délectable morcelet qui suit, extrait tel quel du compte rendu d'une thèse de doctorat que nous ne nommerons pas : « L'idéologie de l'inconstance or-

ganise le fonctionnement du texte au niveau idéologique (conflit de deux discours « ultra- aristocratique » et « pré-bourgeois » et médiation dans le discours sur « l'honnêteté »), intertextuel (reprises de textes antérieurs et lien à la discussion politique du moment), autotextuel (renvois intra-textuels thématiques et lexicologiques, recherche intégrée du « bon genre », réflexivité et mise en abyme de l'inconstance des formes). »

Ah, cet idéologue qui fait fonctionner le texte « au niveau » idéologique ! Vous m'en mettez une livre ! Et cette mise en abyme (avec un y, ma chère) ! On en mangerait sur la tête d'un taiguan.

L'auteur, non pas de ce poème scientifique-littéraire, mais de l'œuvre ainsi anatomisée ? On vous le donne en mille. C'est Marivaux. Oui, Marivaux. Sans commentaires. JACQUES CELLARD.

Le Paris littéraire

« Autrement » vu

« Belle fin de siècle en vue », « perfection et pureté de l'écriture réclamée par le parti grossissant des amateurs de l'art pour l'art en réaction contre le baroque évangéliste passé et le n'importe quoi démocratique des romans actuels », « Borges a été noté autour romantique », « l'université est désormais hors cours ; elle ne fournit plus à ce pays ni conscience morale, ni porte-parole », « pas d'école esthétique, mais une singularité, une liberté des voix, styles, structures », « ce sont ceux dont l'identité a bougé le plus qui expriment le plus

de vitalité en littérature : homo-sexuels, femmes », « nous allons de nouveau parler de nos sentiments », « voilà quelques-unes des affirmations qui animent le survol rapide, astucieux et déboulé de la création romanesque en France aujourd'hui, proposé, sur un ton de manifeste, par Annie Mignard, elle-même romancière, dans le volume *Paris Création : une renaissance que publie Autrement en même temps qu'un New York Création : Effarvescences* (450 p., 140 F ; 340 p., 99 F, respectivement). - M. C.

Regards sur la Lorraine

Les Presses universitaires de Nancy (PUN) et les Éditions Serpenoise, de Metz, lancent, en coédition, une collection de livres de format de poche. Cette collection, intitulée « Regards », est dirigée par Michel Caillet, rédacteur en chef de *l'Est-Républicain* et par Guy Carbourin, historien à la faculté de Nancy. A raison de dix-huit titres par an, Mme Marguerite Puhl Demange, PDG du *Républicain lorrain* et des Éditions Serpenoise, et M. Jean-Marie Bornet, directeur des PUN, veulent mettre à la portée du plus grand nombre de Lorrains des ouvrages de qualité à un prix modique (32 F).

« Nous avons aussi la volonté de mettre à jour une partie de la mémoire collective lorraine, une mémoire d'aider la région à retrouver ses racines profondes en cette période d'incertitude », comme, en 1983, une géographie lorraine rédigée par plus d'une dizaine d'universitaires. Parmi les quatre premiers titres, deux d'entre eux relèvent de la série « Terre des hommes en Lorraine » (*Les gens, le temps et l'argent*) et *Paysans d'autrefois* de Guy Carbourin, les deux autres sont *l'Histoire du football en Lorraine*, du journaliste Michel Laurent, et *les Recettes des grands châteaux lorrains*, de Christiane Richard. - J.-L. B.

EN BREF

« VOICI LA DEUXIÈME SÉLECTION DU JURY MÉDICIS dont le prix sera décerné le 19 novembre : Simone Benmussa (*Le prince répète le prince*, Seuil) ; Emmanuel Carrère (*Bravoure*, Pol) ; Jean-Pierre Dufrenoy (*La vie est un jeu d'adultes*, Grasset) ; Bernard Esland Lévy (*Le Diabole en tête*, Grasset) ; Didier Van Cauwelaert (*Poisson d'homme*, Seuil) et Bertrand Visage (*Tous les soleils*, Seuil). Pour le Médicis étranger ont été retenus : l'Anglais Iris Murdoch (*Le Château de sable*, Gallimard) ; l'Italienne Elsa Morante (*Arcadie*, Gallimard) ; l'Autrichien Thomas Bernhard (*Un enfant*, Gallimard) ; l'Anglais C. S. Lewis (*Les Fantômes de Biacchelli*, Grasset) et l'Indien de langue anglaise Salman Rushdie (*La Honte*, Stock).

« A LA SUITE D'ACCORDS ENTRE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES ET L'UNIVERSITÉ PARIS-7 (Recherche d'animation culturelle et sociale), l'enseignement de création de textes de Jean Cocteau est exceptionnellement ouvert à huit écrivains. Renseignements : téléphoner au 322-06-47. (Date limite des inscriptions : 30 octobre.)

« LE JOURNAL DES LIVRES publie son premier numéro (5-7, rue Villardois, 75003 Paris. Tél. : 878-31-54 ; prix : 10 F). Dirigé par Christian Canuier et Frank Noblesse, ce mensuel veut parler des écrivains, des éditeurs, libraires, bibliothécaires. Il décortique, pour la première fois, un prix de l'exportation du livre français, qui récompense les éditeurs défendant le mieux la culture française hors de l'Hexagone. Pour 1984, le Seuil est classé meilleur exportateur, suivi de Flammarion, puis des PUF et de Grasset ; classés troisièmes, Grasset et Les Éditions de la Sorbonne. Les autres sont : Jean-Claude Lattès, Jean-Claude Bompard, directeur du livre et de la lecture, illustrent les profiteurs de l'exportation du livre.

« ERRATUM. - Le colloque international des 15, 16 et 17 novembre consacré à Georges Ribemont-Dessaignes ainsi que l'exposition intitulée « G.R.D. un écrivain, un homme » qui s'ouvre le 15 novembre, auront lieu à la faculté des lettres de Nice (100, bd Edouard-Herriot) et non à Montpellier comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 19 octobre.

« BRÉSIL : UNE LITTÉRATURE SOUS LES TROPIQUES : tel est le thème d'une soirée qui aura lieu le 26 octobre à 18 h 30 à la maison de l'Amérique latine (217, bd Saint-Germain). Antonio Torres signera la traduction française de *Cette terre* (éditions A.M. Métailié) et répondra avec Maria José de Queiroz et Galbraz de Figueiredo aux questions de Marie-Claire.

LIBRAIRIES

LIVRES ANCIENS CATALOGUE XVI^e SIÈCLE SUR DEMANDE Librairie E. DAVAL 13, rue Vauvray, 69002 LYON Tél. (7) 837-41-43

INAUGURATION de la librairie DU PHOTOGRAPHE Exposition à partir du 15 nov. Lucien CLERGEY signera ses livres le samedi 27 oct. de 18 h à 18 h. 188, rue Saint-Jacques - Paris-5^e 329-40-90

Librairie CHRONIQUES rencontres avec... Tony CARTANO samedi 27 oct. de 18 à 19 h. Rémo FORLANI et Jacqueline VOULET-FORLANI samedi 17 oct. de 18 à 19 h. Régine DEFORGES samedi 17 oct. de 18 à 19 h. 3, place Mendès-France 94000 CRÉTEIL 377-96-71

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogue sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e Tél. : 326-51-09

L'Abbaye Saint-Wandrille

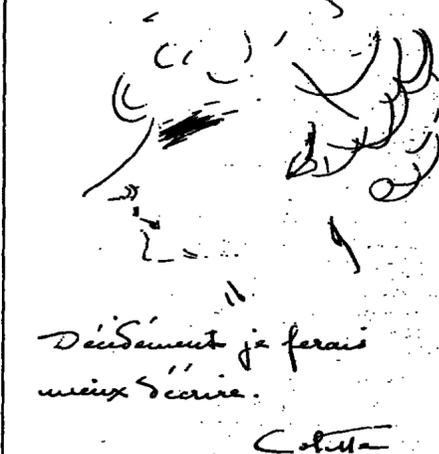
En 1983, l'abbaye de Saint-Wandrille a consacré une grande partie de sa brochure annuelle à Dom Joseph POTHIER (1835-1923), restaurateur du chant grégorien. Cette année, le faécule, après un liminaire du père abbé sur « Saint Benoît, homme vrai », continue la présentation de la vie de Dom Pothier. Le récit, dû au disciple et collaborateur de Dom Pothier, Dom Lucien David († 1956), retrace les étapes biographiques de son maître : prieur de Ligugé, prieur puis abbé de Saint-Wandrille (1898), exilé en Belgique du fait des lois de 1901. Cette étude décrit également le développement progressif du mouvement grégorien à travers les ordres masculins et féminins. Dom David, qui a dépouillé la vaste correspondance de Dom Pothier, livre une masse impressionnante de documents, qui évoque cette histoire peu connue. Outre plusieurs pages d'illustrations offset, le numéro comporte la Table générale de l'histoire de Saint-Wandrille. N.B. - Prix du livret : 25 F (jusqu'au 15 novembre). C.C.P. « Produits monastiques », Rouen 206-27 Z (pour revue Abb. S.-W.).

ALBUMS Colette, de toutes les couleurs

FIDÈLES à leur parti pris de qualité en dépit de moyens limités, les éditions Personna publient *Colette en tournée*, un album de cartes postales de Colette à Sido (1905-1912) avec une très belle mise en pages et une remarquable impression adhésive. Cette cartoline de cartes jaunies, traces de la fin de la jeunesse et des illusions de Colette Willy, en passe de devenir Colette, sont tout ce qui reste de la correspondance de Colette à sa mère (les quelques deux mille lettres qu'elle lui avait envoyées ont été détruites). Ces cartes postales sont accompagnées de quelques photos, faisant partie comme elles de la collection de Michel Rémy-Blieth, ainsi que de notes de tournée de Colette.

Elles représentent les « vues » les plus standards et de toute évidence choisies pour faire rêver une mère confinée entre ses bêtes et les plantes de son jardin, note Michel del Castillo dans sa préface, « l'écriture qui remplit leur dos n'aurait-elle pas fait, comme c'est le cas, le tour du monde qu'on n'aurait pu parcourir ces formules banales que la nostalgie des mondes évanouis ». « De Colette Willy à Colette : la distance qui sépare le dix-neuvième siècle de notre. Entre les deux, une destinée singulière », conclut-il (112 p., 140 F).

Comme pour Cocteau l'an dernier, la revue *Mesures* publie un album spécial Colette, avec des illustrations (photos en noir et blanc et dessins), et de nombreux articles, certains excellents,

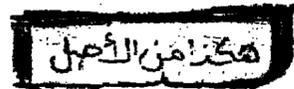


la Colette en tournée

d'autres plus anodins, mais traçant un portrait étonnant et multiforme du personnage complexe qu'était Colette, autour de trois thèmes - « Madame Colette, écrivain », « Colette, normale ordonnée », « Colette, images et miroirs » - suivis d'une chronologie-bibliographie (192 p., 90 F).

Les éditions Flammarion rééditent, elles, les œuvres complètes de Colette, qu'elles avaient déjà publiées en 1960. Les trois volumes reliés (950 F les trois) sont abondamment illustrés, notamment par Yves Brayer, Dunoyer de Segonzac, Van Dongen et Roland Odut.

Enfin, un très bel album relié paraît aux éditions Herscher avec un texte de Geneviève Dormann, *Amoureuse Colette*, biographie ponctuée de nombreux témoignages. Reproductions en couleurs et en noir et blanc, dessins, affiches, photos, tableaux... de l'excellent travail dans la tradition des éditions Herscher, sur une maquette très construite de Jacques Mallot, allant le souci d'une information complète - la multiplicité de petits documents - à celui de l'esthétique avec des photos pleine page, de la jeune femme provocante de ses débuts à la vieille dame fascinante des années 50, prises par Jeanine Niepce et Henri Cartier-Bresson (320 p., 295 F jusqu'au 31 décembre 1984, 350 F ensuite). Jo. S.



مكتبة النور

SCIENCES

Voyage au centre du Soleil

Jean-Claude Pecker fait un portrait passionné de l'étoile sous laquelle nous vivons.

L'EMPEREUR JULIEN, l'adepte du roi Hélios, disait, suivant en cela Platon, que « le ciel a été notre maître de sciences ».

Ce livre fait peu de concessions à la difficulté du sujet. A travers les modèles de la physique, les doutes, les certitudes, les approximations, il dessine l'image réelle, complexe et tumultueuse, de l'étoile sous laquelle nous vivons.

Depuis le fond des âges

En guise d'introduction, l'histoire des rapports du couple Soleil-humain nous est contée. Le dieu parfait, au retour régulier, agit quelquefois de duels sanglants avec la Lune, devient peu à peu l'objet neutre de l'observation scientifique.

Les lois s'ébauchent, la profondeur du ciel recule, la grille des étoiles se couvre de chiffres, les lueurs sombres qui tachent la face du Soleil se dévoilent, le spectrographe ausculte les fines raies noires qui strient l'émission

lumineuse étalée par le prisme dans les couleurs de l'arc-en-ciel : la chimie monte au ciel.

En dehors des éclipses, des montages astucieux révèlent la chevelure somptueuse du Soleil, les protubérances, la couronne. La photographie, le film, le récepteur radio, remplacent l'œil, étendent son domaine.

Le Soleil, « point massif dans l'espace », est définitivement devenu aujourd'hui - simplement - l'étoile la plus proche. Celle qui nous permet d'observer de près comment fonctionnent ces boules de plasma turbulentes dont l'incandescence clignote doucement la nuit jusqu'à nous à travers le vide des espaces sidéraux.

Comme un livre d'hieroglyphes

L'auteur, tel un plongeur, remonte lentement vers la surface, il tourne dans les convections, les turbulences et les équilibres de cette pulpe chaude, chair d'atomes éclatés, bouillie de particules qui résiste encore à la compréhension théorique, comme le montre l'affaire des neutrinos

solaires, dards qui percent toute matière sans rencontrer de résistance, mais qui sont trois fois moins nombreux que prévu. Sous la surface, notre œil, enfin, peut voir, car, du gaz à la pression relâchée, le photon s'échappe et nous renseigne, la mesure devient possible, la photosphère livre ses secrets.

Le spectrographe, comme un scalpel, découpe la peau de l'astre. A travers la vaste gamme des longueurs d'ondes du spectre électromagnétique, les sauts qu'effectuent les atomes d'un état d'énergie précis à un autre, absorbant ou émettant de la lumière, se lisent comme un livre d'hieroglyphes, indiquent température, pression, densité d'électrons, forme, profondeur, mouvements, rotations, oscillations régulières, palpitations, convulsions de la surface de cette masse immense dans laquelle de puissants champs magnétiques enlacés comme des serpents se nouent et se dénouent sans cesse.

Le ballet d'une chimie folle

Du bord abrupt du Soleil, de cette surface brûlante (près de 5 800 °C), agitée de vagues, s'échappe dans le vide une vapeur brillante aux volutes tourmentées, la chromosphère, formée de particules excitées très « chaudes » qui recrachent sous forme d'émission lumineuse l'énergie absorbée. Au-delà, c'est la couronne, leur argente perceptible lors des éclipses totales, parcourue d'irrégularités, jets, arches, boucles, que la géométrie fantasque des puissants champs magnétiques entretient ou bouleverse. La température que mesure le spectrographe devient énorme ; là, de bizarres atomes lourds, fer, magnésium, silicium, dépouillés de la plupart de leurs électrons, mais reconnaissables grâce aux lois arithmétiques rigoureuses qui gouvernent leur émission lumineuse, dansent le ballet d'une chimie folle.

Plus loin encore, il ne reste que le souffle continu du vent so-

laire : brise d'électrons, de protons, de noyaux d'hélium, énergie et masse que le Soleil perd dans l'espace. Ce vent enveloppe les planètes et il gonfle les voiles du vaisseau de Jean-Claude Pecker, qui nous entraîne dans une promenade à travers le système planétaire. Les échelles sont pittoresques, elles nous montrent la grande diversité des objets célestes que le Soleil enchaîne dans sa course. Naturellement, les astrophysiciens ne sont pas du voyage, mais les poètes et les peintres sont admis et le rêve est au rendez-vous.

La Terre, modeste station, est visitée avec tendresse et précision. La composition des couches successives de l'atmosphère, le magnétisme, le climat, leurs fluctuations douces, plus ou moins régulières, dessinent l'image des relations intimes de notre planète avec son étoile. Finalement, l'auteur redescend du ciel au laboratoire pour présenter quelques aperçus de la physique en jeu dans les mécanismes solaires, de la magnétohydrodynamique (MHD) à la relativité générale.

Les songes fous des mages

Ce livre n'est pas un véritable manuel de physique solaire, il n'en évoque pas moins tous les aspects de cette science en formation, souvent complexe, durement mathématique, et donne quelquefois des détails qui enchanteront les spécialistes. C'est cependant aussi une histoire, celle des découvertes, des concepts, des combats de la science, une fresque fantastique que le peintre brosse à grands traits, mêlant à son texte les morceaux choisis des poètes, les songes fous des mages. Sur ce royal exemple solaire, on voit que la recherche offre un prodigieux réservoir d'images neuves, puissantes, propres à frapper l'imagination.

PAUL CARO.

* SOUS L'ÉTOILE SOLEIL de Jean-Claude Pecker, Fayard, 418 p., 120 F.

LE NOUVEAU

COMMERCE

CAHIER 59/60 - AUTOMNE 1984

LÉON BLOY sur la tombe de Huysmans

Clarice LISPECTOR

Jean-Jacques MAYOUX William S. WILSON

JEAN-CLAUDE MILNER

La technique littéraire des paradoxes de ZENON

Centenaire

de la Naissance de Jean PAULHAN

FREDERIC PAULHAN ANDRE DALMAS JEAN-REY PAULHAN

En librairie 70 F - Abon. 165 F - N.Q.L. 75, bd Saint-Michel, PARIS

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

1985 2000

ALBERT DUCROCQ

Le Futur Aujourd'hui

les 15 années qui vont changer votre vie quotidienne

Plon

MÉDECINE

Le roman des médicaments

Le professeur Philippe Meyer raconte la fascinante aventure de la pharmacie moderne

EN 1789, l'espérance de vie d'un Européen, tous sexes et classes sociales confondus, plafonne à vingt-neuf ans. Les femmes de trente ans sont toujours pour Balzac des vieilles : les hommes de quarante ans, des barbons. La moitié des enfants meurent, et cela jusqu'en 1900. Leurs cadavres, rappelle le professeur Philippe Meyer, jonchent les rues et les décharges des grandes villes. Les maladies infectieuses déciment des villages

entiers. Les plus grands médecins, comme Laennec et Bayle, meurent de la maladie même qu'ils combattent le plus ardemment : la tuberculose.

A partir de 1920, tout change, dans les pays industrialisés tout au moins. Depuis le début de notre siècle, la durée moyenne de la vie humaine a augmenté de quatre ans toutes les décennies. Les Français d'aujourd'hui peuvent espérer vivre en pleine forme jusqu'à quatre-vingt ans pour les femmes. L'hygiène a certes connu, durant cette période, une amélioration remarquable, mais le bond extraordinaire de la durée de la vie a coïncidé avec des progrès spectaculaires de la médecine et de la thérapeutique, avec l'installation de l'industrie du médicament, avec les découvertes successives des vaccins et des sérums, des sulfamides et des antibiotiques, et des traitements nouveaux et efficaces contre les maladies des artères, des systèmes nerveux et hormonal, ou contre les manifestations du vieillissement tissulaire.

Du traité des plantes et thérapeutiques du Grec Galien, au deuxième siècle de notre ère, aux jardins d'herbes médicinales des moines du Moyen Age et, surtout, au jaillissement sur les rives du Rhin, vers 1880, d'une puissante industrie chimique et pharmaceutique, s'est dessinée la longue et fascinante histoire de ceux qui s'efforçaient de repousser la malédiction céleste et de conce-

voir qu'il était possible, par la science et par elle seule, de la vaincre.

Comme toutes les histoires, celle du médicament comporte des ombres, des accidents, à vrai dire très rares, des erreurs et des engagements pour des produits inopérants, au premier rang desquels Philippe Meyer situe les remèdes homéopathiques, qui - relève-t-il, pour un censeur exigeant, de la charlatanerie et, pour un juge plus bienveillant, de l'habile utilisation des effets placebo.

Mais tel que le dresse ce livre passionné et passionnant, le bilan des aventures thérapeutiques, chacune étant décrite comme un véritable roman, reste éblouissant.

Les cent héros de la médecine moderne

Et ce bilan est loin d'être clos, si l'on sait qu'une maladie sur cinq seulement est, de nos jours, totalement maîtrisée par des médicaments adaptés, et si l'on entrevoit les perspectives qu'ouvrent les travaux actuels et surtout le double avènement d'une recherche très précisément orientée par la biologie moléculaire et d'une industrie où la formidable puissance des bactéries a remplacé peu à peu celle des machines lentes, coûteuses et encombrantes.

Sont-ils, ces médicaments, les mal-aimés des citoyens ? Faut-il suivre les âpres critiques d'Illich et de ses adeptes ?

On peut en douter si l'on sait que les Français ont absorbé 19 millions de boîtes d'antidépresseurs et plus de 60 millions

de boîtes de tranquillisants l'an passé.

Qu'il y ait là quelques abus, le professeur de pharmacologie clinique de la faculté Necker-Enfants malades en convient, d'autant plus qu'il dénonce avec force l'insuffisante formation des médecins et des consommateurs. Les uns prescrivent trop souvent n'importe quoi, et le fait que 10% seulement de leur temps d'études soit consacré à la connaissance des médicaments l'explique d'autant mieux qu'ils sont ensuite très mal et très insuffisamment recyclés. Les autres, le public, plus mal informés encore, pratiquent largement l'automédication à l'aveugle et réclament aux praticiens des ordonnances multiples pour des substances qui n'ont pas toujours fait la preuve de leur efficacité.

Il y a, sur le marché français, quelque 450 spécialités. Ce qui ne paraît à première vue pas excessif pour les 500 maladies qui nous menacent, si l'on ne savait que de grands universitaires s'en tiennent au maximum à 200 médicaments utiles et considèrent que 50 à 100 médicaments seraient en réalité suffisants pour une pratique efficace.

L'aventure romancée de certains de ces cent héros de la médecine moderne valait d'être contée. Voilà qui est fait, avec talent et compétence, et qui ne laissera plus d'excuse à ceux qui éprouvent à l'égard des médicaments un amour excessif ou une méfiance inquiète.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

* LA RÉVOLUTION DES MÉDICAMENTS, MYTHES ET RÉALITÉS, de Philippe Meyer, Fayard, 377 pages, 89 F.

VENDEZ * LIVRES DISQUES 33 t. au parfait goût + 20% sur le montant DE L'ESTIMATION pour règlement en BONS D'ACHAT valables sans limitation de date pour vos achats de LIVRES - PAPETERIE DISQUES SACELP, société d'achat de la librairie JOSEPH GIBERT 2, rue de l'École de Médecine, 6^e angle 26, BOULEVARD St-Michel M^o ODÉON-LUXEMBOURG * Autorisation écrite des parents pour les moins de 18 ans.

L'INFORMATION A DES PUCES.

Ordinateurs, magnétoscopes, câbles, satellites et autres objets électroniques envahissent notre fin de siècle. Ils bouleversent nos façons de voir, de communiquer, de penser. Tout se mélange, tout se connecte. Les puces démantent l'information.

Le Guide des Technologies de l'Information, co-édité par Autrement

Voix et Télérama a été conçu pour se repérer dans ce dédale, pour mieux comprendre les mutations technologiques et culturelles dans lesquelles le lecteur est directement impliqué. Il se veut avant tout pratique.

464 pages, 200 illustrations, 150 planches et dessins, un dictionnaire des termes scientifiques, les adresses utiles, un index, pour 145 F seulement chez votre libraire.

Autrement VOIX Télérama VOIR

RENCONTRES

Alain Dugrand, le pessimisme et la passion

Un homme qui écrit contre l'oubli et l'infidélité

UN premier roman construit, écrit, tenu, autobiographique et pourtant imaginaire, pessimiste mais passionné...

Après sa rupture avec le journalisme, la « bouée de sauvetage » de Dugrand « a été la littérature »...

Pour les lecteurs de Libération, Alain Dugrand n'est pas un inconnu. Il fut parmi les premiers à participer à l'aventure de ce journal...

Dans un livre autobiographique, on attendait évidemment sa « vengeance ». Il a su se tenir éloigné du règlement de comptes manichéen...

Rousselin finira par se soumettre à cela puisqu'il reviendra au journal. Alain Dugrand, lui, a choisi de garder la mémoire.



Dessin de BERENICE CLEVEVE

Le style, pour Alain Dugrand, c'est la jubilation. Et il s'en donne à cœur joie avec Féni-gourd, ce village dans lequel il est le seul maître à bord...

rette, l'adolescente décidée, au corps émouvant dans son machèvement, et la mère de celle-ci, Verveine, qui a substitué à son prénom banal ce mot aux odeurs de tisane.

A Féni-gourd, comme au journal, tout se défait, tout se délite. « Où qu'on aille, on peut être cassé, désemparé », conclut Alain Dugrand...

Les morceaux de tulle : ici les histoires entrelacées de Vichy-Menthe, qui a tué un canard et en a gardé la blessure.

Deux personnages opaques, au centre d'un roman éclaté. Les autres ont autant d'importance : M^{lle} Lin-ho, tenancière chinoise énigmatique...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

Gérard Mordillat, le saltimbanque

Un romancier qui aime les gens, la magie et l'extravagance de la vie

VICTOR COLBERT, dit Vichy-Menthe, est-il une lumière ou le plus par-nal, tout se défait, tout se délite.

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« Quelles sont les cinq parties du monde ? » il y a de nombreuses réponses, et de toute façon, celui qui la pose est gagnant. Comme dans les tours de magie.

Le maçon et le métal

Mordillat aime la magie. Les saltimbanques. « Quand on fait plusieurs choses à la fois, quand on refuse l'absurde spécialisation...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

ramener à l'image égoïste qu'ils voudront le donner de toi-même. Tu es né plus grand que la plus grande de leurs idées.

Naufrage volontaire

On a beaucoup glosé, au moment de la sortie de Vive la sociale, le précédent roman de Mordillat, sur ses origines ouvrières, l'entremetant précisément dans un personnage. Il dit : « Pierre Perrault, le cinéaste canadien, un jour qu'il en avait marre de se voir renvoyer ses racines prolétariennes, a déclaré : « Je suis un intellectuel de la première génération. D'un côté la bourgeoisie qui vous adopte, à laquelle on ne veut pas s'identifier, de l'autre la classe ouvrière, qui ne peut plus vous reconnaître. On est naufragé volontaire. C'est dangereux. Panait Istrati, Jack London, John Reed, en sont morts. »

Cela n'empêche pas Gérard Mordillat de continuer à raconter des histoires. Il aime transmettre des voix. « J'ai une bonne oreille », dit-il, et c'est vrai, ses dialogues sont exceptionnels. Ce qui séduit dans les Cinq Parties du monde, c'est l'émerveillement constant de l'auteur devant les vies des gens, vies vraies et vies rêvées.

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

New-York, mode d'emploi

LE New-York de Sylvie Weil n'est pas celui des touristes pressés qui marchent de leur hôtel à Madison Avenue ou à la Cinquième pour voir les mêmes boutiques de luxe qu'à Paris, Londres ou Tokyo...

explique Sylvie Weil, c'est à chaque fois un tableau, une scène, une petite rencontre ; il n'y a pas de délayage.

Sans un mot inutile - « je raye tout ce qui n'est pas essentiel », dit-elle. - Sylvie Weil restitue sa vision du petit peuple de New-York, celui qui fait le véritable exotisme de cette ville sans égale.

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

Dans cet endroit, que sa légende présente comme une plaine urbaine, un monstre froid, on sait se parler, on fait cercle autour du vieux monsieur juif qui tente de franchir un tas de neige pour atteindre la synagogue, on l'aide. Devant leur immeuble du haut de Manhattan, les vieilles dames, avant de s'unir pour lutter contre les agressions, s'étaient rangées le long des murs, sur des chaises pliantes. A chaque histoire qu'on racontait, elles se penchaient en avant, on aurait dit des grenouilles au bord d'un étang, accroupies, les yeux grands ouverts, coassent toutes à la fois.

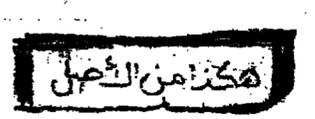
Sylvie Weil aime bien « le négatif, ce qui rate, ce qui est malfélique, une sorte de diabolisme » qu'elle exprime à la perfection New-York. Peu de paroxysmes, dépourvu d'indulgence pour ce qui est tréluç, mesuré. Mais cet univers, dont chacun tente d'inventer le mode d'emploi, est si excessif qu'il faut être économe pour en parler, sous peine de sombrer dans l'hyperbole et la facilité. Sylvie Weil a su l'être et, désormais le chemin de New-York passe par ses récits.

Advertisement for 'UN DINER EN VILLE' by Philippe Boegner, published by Sylvie Messinger. Includes text: 'Pour tous ceux qui aiment découvrir la face cachée des choses. UN DINER EN VILLE. Le nouveau roman de Philippe Boegner. 426 pages, 90 F.' and a quote: 'Un livre excellent qui donne une image de la bourgeoisie telle qu'elle est...'

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

ROMANS Edgar K... LES ÉT... ET LE P...



مكتبة

ROMANS

Edgar Reichmann au « Rendez-vous de Kronstadt »

KRONSTADT : cette ville de Transylvanie au nom changeant au gré de l'histoire est, dans ce roman, aussi réelle, mais aussi fantastique que le souvenir. A chaque étape de la vie d'Arnim, elle revivra la hantise. Là-bas, portée par une sorte de bienveillance poétique que l'auteur saura nous transmettre, s'est déroulée l'enfance. Là-bas aussi se sont formées les images et les mythes qui ont modelé la sensibilité d'Arnim et son destin.

Non loin de l'hôtel familial, construit par de riches commerçants juifs, se dresse le palais Janossi, visité par le fantôme d'une jeune princesse, Mathilde, qui épousait Rachel, la fille d'un rabbin thourasturge. Surprise, la juive fut brûlée pour sorcellerie. Acquittée, la princesse se pendit. Les deux jeunes femmes reviennent parfois la nuit s'enlacer dans le salon de musique où se déroulaient leurs amours.

Arnim, son meilleur ami Ariel, Rita, la fille d'un banquier voisin, Rachel, une cousine de Bucarest, montent au grenier pour guetter l'apparition. C'est l'occasion de premiers enlacements et baisers entre les adolescents. L'occupation allemande ne va pas troubler ces rêves et ces jeux. La Roumanie est un pays alié, et le grand duc de Kronstadt est trop âgé, depuis fort longtemps, avec les familles juives de la ville pour se plier à la politique antisémite qu'on veut lui imposer.

Pourtant, un conseil de famille, informé des déportations organisées dans les pays voisins, décide qu'il faut fuir vers la Palestine. Les femmes partiront d'abord sur un bateau turc : le Florinac. Les hommes suivront. Mais le Florinac saute sur une mine et la mère d'Arnim, sa grand-mère, sa tante, sa cousine Rachel, périrent dans le naufrage.

La peur cette « longue maladie »

La tragédie s'est installée à Kronstadt. L'ancien pouvoir corrompu et charmant, riche de malice et de tolérance, a été balayé par un pouvoir pur et dur : celui des Soviétiques et de leurs collaborateurs communistes. Beaucoup, dont Arnim et Ariel, vont s'efforcer de le servir. Mais bientôt, les purges staliniennes contraignent Arnim à émigrer, en Israël d'abord, à Paris ensuite. Là, il trouve à s'employer à la radio, et obtient un poste d'enseignant.

Kronstadt ne lâche pourtant pas son enfant, et c'est au moment où Arnim croit lui échapper définitivement en épousant une Française protestante de bonne souche que la ville le reprend. Ce n'est pas seulement que la jeune étudiante se nomme Mathilde, comme la princesse de la légende. Elle partage ses goûts, qui vont transformer en enfer la vie du

couple. Dans l'espoir de sauver leur union, Arnim conduit Mathilde à Kronstadt. Une émeute éclate. Le soulèvement est écrasé. Le couple regagne Paris.

Kronstadt porte maintenant le masque effrayant de menaces proférées contre Arnim par ses anciens compatriotes qui lui reprochent ses courtes, ses émissions et ses articles. Incapable de supporter l'angoisse permanente où vit son mari, Mathilde demande le divorce. Arnim reçoit un colis piégé. On lui conseille de fuir. Il hésite pourtant devant la perspective d'une nouvelle émigration. Il s'habitue à vivre avec sa peur, « comme avec une longue maladie ». Bientôt, sa voiture explose et tue sous ses yeux une jeune fille. Il décide de rejoindre Ariel en Espagne, où celui-ci, devenu un homme d'affaires prospère, possède une propriété.

Tandis qu'il s'installe dans la maison d'Ariel, les ombres d'autrefois recommencent d'entourer Arnim. Le héros va suivre les fantômes qui ont animé sa jeunesse, et rejoindre le bateau illuminé en partance pour ce Kronstadt ou cette enfance dont nul jamais n'est revenu. Intelligent toujours, poétique souvent, ce roman dépense un homme « égaré dans le temps ». Mais sa perte, n'est-ce pas le seul moyen de se trouver ?

JEAN BLOT.

* LE RENDEZ-VOUS DE KRONSTADT, d'Edgar Reichmann, Belfond, 236 p., 89 F.

SAM SHEPARD L'enfant enfoui La première traduction de SAM SHEPARD en France Un vol. 44 F Edition originale sur papier laqué 130 F presses universitaires de nancy

Revivre l'Histoire Parce qu'on ne lit pas l'histoire à 7 ans comme on la comprend à 12... Parce que la chronologie est la base essentielle de toute connaissance historique... "DES ENFANTS DANS L'HISTOIRE" 6-9 ans "LES JOURS DE L'HISTOIRE" 10-14 ans. casterman DEUX NOUVELLES COLLECTIONS POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

Jeux de masques et de miroirs

Se servant de Percy Shelley, de Mary Shelley et de Byron, Emmanuel Carrère a fait son roman comme on ourdit un complot.

AIR de bravoure : air brillant, qui fait valoir l'artiste. Morceau de bravoure : texte destiné à mettre en valeur le talent de l'auteur. Ces deux locutions me paraissent suggérer l'inséparable duo d'Emmanuel Carrère, qui, pour son deuxième roman (1), a fait le choix d'une fantaisie rendue à sa seule loi, tout entière dans le plaisir d'inventer.

Evocuer les intrigues de Bravoure, c'est mettre au jour sa structure, que réfléchissent deux métaphores : celle de l'enchevêtrement des références culturelles ; celle du miroir où se superposent les masques et les reflets de personnages authentiques saisis par la fabulation. La fiction trouve son point de départ dans la réalité.

Un petit cours d'histoire littéraire, placé au milieu de l'ouvrage, alors que nous jubilons d'avoir perdu pied parmi les fantômes des livres et de la vie, vient, avec une drôlerie opportune, nous rafraîchir la mémoire : « Voilà. Ça se passe donc en 1816. Percy Bysshe Shelley, le poète du même nom, venait d'élever à sa famille la toute jeune Mary Godwyn (...). Après avoir

traversé la France, ils arrivent en Suisse (...) et s'installent pour l'été au bord du lac de Genève dans une petite maison appelée Montalègre (la bien nommée !). Un beau matin arrive lord Byron en grande pompe (...). Chaque soir (...) tout le monde se réunissait chez Byron, sur la terrasse de la villa Diodati. Il faut savoir aussi que l'été 1816 a été le plus pourri du siècle (...). Un soir, Byron a proposé que chacun écrive [une histoire] pour le divertissement de la compagnie (...). Seule Mary a vraiment tenu le pari. »

Ce pari d'où est issu Frankenstein de Mary Shelley, Emmanuel Carrère le reprend à son compte avec perversité. En amont et en aval de l'anecdote littéraire se développent un scénario fantastique et un scénario policier dont la jonction en fin de lecture nous éclaire sur les fils inextricables de la trame, qu'on pourrait comparer, comme nous y invite l'auteur, à ce jeu de société où l'on invente « tout un feuilleton en posant des questions auxquelles on [répond] par oui ou par non. Un hasard, et puis tout s'assemble ».

Un raffinement du jeu tient dans la présence de deux narrateurs qui se partagent les soins du récit. Le premier est Polidori, « que l'abus de l'opium et la haine de soi rendent impuissant ». Auteur à dix-neuf ans d'une thèse sur le somnambulisme, médecin de Byron, il a participé aux séances de la villa Diodati et a soufflé le thème de Frankenstein à Mary. Dépouillé de ses trouvailles, Polidori sombre peu à peu dans le délire de la persécution et de la dépersonnalisation pour animer un « théâtre mental » où règnent toutes sortes de supercherries graphomaniaques. Acculé au meurtre et à la folie, il ne lui reste plus qu'à écrire la « vérité ».

La véritable histoire de Frankenstein

C'est ici qu'intervient le second narrateur, le capitaine Walton, qui, en 1884, est en train de recopier la confession rectificative de Polidori. Or celui-ci prétend conter la véritable histoire de Frankenstein, bien plus horrible que la version officielle : ce n'est pas une créature, mais d'innombrables, que le savant a été conduit à fabriquer. Leur signe distinctif : des yeux d'un noir extraterrestre. Walton, tout droit sorti du roman de Mary Shelley, dirige aujourd'hui une collection de romans sentimentaux qu'il subvertit à l'usage de ceux qui, comme lui et comme Ann, un des auteurs qu'il appointe pour cette besogne, ont les yeux bleus et s'exceptent donc de ces « intelligences de l'extérieur » qui ont proliféré depuis la fameuse expérience de 1816, et colonisent le monde. En somme, Ann, Walton, Polidori : même combat.

Mais voici qu'on dérobe à la jeune fille le manuscrit de Polidori recopié par Walton. Qui trame quoi ? Qui complotte contre qui ? Qui a écrit quoi ? Chaque histoire n'est-elle pas le rêve, le reflet, le double d'une autre ?

Emmanuel Carrère me semble avoir renoué les fils de toute la trajectoire du roman européen depuis la fin du dix-huitième siècle, où fleurissait le roman noir et le roman rose, recoups par le roman historique. Jouant le jeu à fond, l'auteur « truque » les genres avec assez de brillant et d'humour pour gagner sur les

Georges MAUCO LES ÉTRANGERS EN FRANCE ET LE PROBLÈME DU RACISME Préface de Ph. Serre, ancien Secrétaire d'Etat à l'immigration. L'angoisse de l'émigré. Un livre dur et bouleversant. Plus de 4 millions d'étrangers en France, l'équivalent d'une petite nation. La Pensée Universelle, 4, rue Charlemagne, Paris (4e) Prix : 85,60 F TTC.

L'UNIVERSALIS AU SOMMET (TOUR MAINE-MONTPARNASSE) (538-35-90) C'est au 35e étage de la Tour Maine-Montparnasse que vous trouverez toute l'information concernant les éditions "Prestige" et "Luxe" (en plus de l'édition standard) de la nouvelle ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS Pour les obtenir, retournez vite ce Bon BON POUR UNE DOCUMENTATION SUR L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS EDITIONS PRESTIGE ET LUXE Retournez ce Bon à ENCYCLOPEDIA BRITANNICA, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15 (tel. 5383590 & 5383574) Veuillez me faire parvenir, gratuitement et sans aucune obligation, une information complète sur la nouvelle ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS en 22 volumes dans les éditions "PRESTIGE" & "LUXE". NOM PRÉNOM ADRESSE CODE POSTAL VILLE TÉL.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

«Journal d'un écrivain», de Virginia Woolf

Une grande leçon d'écriture

ON réédite un livre «épuisé» curieuse expression pour le journal d'un écrivain, un journal, ce courant continu, «inépuisable», d'un texte en travail.

Virginia Woolf considérait elle-même son journal comme «un instrument» lui permettant «d'exercer ou de mettre à l'épreuve l'art d'écrire». Si Leonard Woolf n'a d'abord livré que des extraits de ce travail - ils en avaient parlé ensemble, elle le note dans son journal, - c'est qu'il le trouvait trop personnel pour être publié intégralement tant que vivaient certaines personnes auxquelles il est fait allusion. Bonnes ou mauvaises raisons, anecdotiques et sociales, ou respectueuses et délicates, peu importe, ce choix nous propose une recherche sur l'écriture du mouvement plutôt que la relation d'événements quotidiens qui, une fois confiés, s'immobiliseraient dans une autobiographie traditionnelle.

Ainsi, le Journal d'un écrivain, par ses coupures mêmes, se différencie de la tradition des journaux intimes, seul terrain d'écriture laissé aux femmes du dix-neuvième siècle. Les parquets de ce siècle gris sont, en effet, jonchés des feuilles mortes de l'écriture féminine avec ce que cela évoque d'automne, de nostalgique et de mélancolique, feuilles de vies sans voix, dispersées, disparues.

Raconter le passé par fragments

Fragments, répétitions, détails, miettes. C'est avec ce matériau et les brèches, interstices, fêlures et ruptures qu'il implique que Virginia Woolf se constitue une technique. «Il m'a fallu une année de tâtonnements pour découvrir ce que j'appelle mon procédé de sappe, qui me permet de raconter le passé par fragments

quand j'en ai besoin. C'est là ma plus importante découverte jusqu'ici.»

Consciente, tout à fait consciente que cette mise en écriture du fragment possède une force de déchirure capable de mettre en question la trame de la littérature officielle, elle défait lucidement les mailles de ce réseau métallique protecteur des valeurs morales de l'époque qu'elle traverse.

Il faut suivre avec elle les moments d'assauts du plaisir

tudes, un de ces retraits de vie où je ne peux même pas hisser un mot par-dessus le mur.» Virginia Woolf met tout en travail. Ses faiblesses comme ses forces lui servent à raffiner sa technique. Sa propre folie aussi, elle y met de la lucidité et de la distance. Elle exerce, elle s'exerce, fait pression, met à l'épreuve. «...J'écris des phrases en marchant, j'invente des scènes quand je m'assois.»

Combinaison de moments, d'angles de vue, gros plans, Virginia Woolf cherche la mise en équilibre, la mise en rythme de ces éléments qui révéleront une

exemple, Ethel Sands qui ne lit jamais ses lettres. Ou'est-ce que cela implique? On pourrait faire un livre avec des scènes brèves, séparées, significatives. Elle n'aurait jamais ses lettres.»

Le temps d'une sensation

Hostile à la narration, «l'épouvantable procédé de narration du réalisme... cela c'est le faux, l'irréel, la convention à l'état pur», il s'agit, pour elle, de saisir une réalité qui ne se laisse percevoir que le temps d'une sensation: «...J'en suis au passage le plus difficile, le plus abstrait. Je dois exprimer une maison vide, pas de personnages humains, le passage du temps, tout cela sans yeux, sans traits, et rien à quoi se raccrocher.» Elle tente de jeter dehors tout le superflu de la description et de la psychologie. «Les personnages ne sont que des points de repère; il faut éviter les personnalités à tout prix... A partir du moment où vous spécifiez l'âge, la couleur des cheveux, etc., quelque chose de futile et qui n'a rien à voir avec le sujet entre dans le livre.»

Une continuité qui continuellement se brise. De sursauts en casures, Virginia Woolf a superbement, comme elle l'écrit, «dressé ses statues contre le ciel» et s'interrompt, sans préavis, les poches lourdes, laissant cette phrase comme un caillou blanc derrière elle: «Car, après tout, il est dans ma nature de n'être assurée de la vérité de rien.»

SIMONE BENMUSSA (*)

* JOURNAL D'UN ÉCRIVAIN, de Virginia Woolf, traduit de l'anglais par Germaine Beaumont. Préface de Leonard Woolf, Christian Bourgois, 598 p., 70 F.

* La version intégrale du JOURNAL est en cours de parution chez Stock. Trois volumes ont déjà été publiés.

(*) A publié cet automne Le prince rejette le prince (Seuil) (voir Le Monde des livres du 14 septembre).



d'écrire, ces pages pleines de «grandes éclaboussures d'exaspération», comme elle dit, ou les moments de fléchissement et de fatigue. Quel que soit l'instant, c'est toujours l'image juste qu'elle vise, recouvrant, cadrant exactement - comme on le dit d'un bon cadrage en photo - ce qui est ressenti un moment: «...Je traverse une des ces lassi-

émotion. Le moment lui-même est une combinaison de pensée et de sensation. Grande leçon d'écriture, en effet, où la vibration l'emporte sur la description. Recherche patiente, infiniment attentive à la tendresse du détail, recherche de l'impression fugitive qu'elle stoppe d'une phrase, - ce mot, pour mettre au jour des sensations plus souterraines. «...Par

Ladislav Klima, une bombe à retardement

L'aventure spirituelle d'un philosophe non conformiste, «cousin» de Nietzsche

C'EST une des particularités de la culture tchèque que plusieurs de ses grands auteurs demeurent dans l'ombre. Et pas seulement, comme on pourrait penser, du fait de la censure actuelle: aux plus beaux jours du libéralisme, d'avant guerre, leur œuvre et leur personnalité n'avaient d'existence que pour quelques «initiés».

Ces auteurs agissent ainsi comme des bombes à retardement. S'ils finissent par être jugés à leur vraie valeur et par jouer dans la vie spirituelle du pays le rôle qui leur revient, ce n'est qu'au bout d'un lent cheminement. Les poètes Jakub Deml et Richard Weiner sont de ces auteurs-là; le philosophe Ladislav Klima (1878-1928) en est un autre. Le choix de textes de ce dernier récemment publié aux éditions Café-Céna sous le titre: Je suis la Volonté absolue, a la force et l'éclat d'une révélation.

Dans sa singularité et son indépendance, Klima ne pouvait être qu'isolé; il ne s'intégrait pas plus dans le contexte culturel que dans les bonnes mœurs telles qu'on les comprend d'habitude. Remplie d'anecdotes pittoresques et insolites, sa biographie est déjà un poème étonnant: insulte à la dynastie au pouvoir dans une dissertation (qui lui vaut d'être exclu de tous les établissements d'enseignement de l'Empire), fuites et vagabondages, concubinage avec la femme de son père, idée de suicide longuement méditée et finalement abandonnée, alcool. Plus importante, toutefois, est l'aventure spirituelle qui traverse cette existence cahoteuse, où les «illuminations» extatiques alternent avec un épais effort intellectuel - une réflexion acharnée, dit Klima, «pendant laquelle je sentais sécher les muscles de mon esprit».

Philosophe de vocation, Klima inscrit son ambition dans une perspective nietzschéenne. Abordant l'existence à travers les problèmes du moi, de son expression

et de sa volonté, il cherche à donner un nouveau statut à l'individu: celui-ci, s'affirmerait comme sujet absolu, se hisserait lui-même au niveau divin.

Devenir Dieu, selon Klima, c'est d'abord se rendre compte de sa soumission et de sa misère, pour ensuite les nier, en dehors de toute logique, par un acte souverain de volonté: une affirmation de l'indépendance du sujet.

Il ne s'agit pas là de simples thèses: Klima vit sa démarche comme une expérience profonde, en poète autant qu'en penseur. Ses textes nous plongent dans une aventure où les ruptures de ton, l'invention verbale, l'humour - volontaire ou non - les courts-circuits inattendus entre le «haut» et le «bas», renouvent sans cesse le vertige. Si l'on met à part l'œuvre de Nietzsche, seuls certains textes d'Artaud ont sans doute une telle puissance.

Le génie de Klima s'est d'ailleurs autant affirmé à travers ses réflexions que dans les textes de caractère littéraire. Ses nouvelles et ses romans sont partie intégrante de sa démarche spirituelle. Espérons qu'ils seront à leur tour publiés un jour... En attendant, il faut savoir gré à la traductrice, Erika Abrams, d'avoir entrepris et réussi un travail difficile et ingrat, le langage de Klima étant aussi personnel que sa pensée.

Les efforts d'Erika Abrams pour faire connaître en France la culture tchèque vivante sont d'ailleurs constants, puisqu'elle a traduit, entre autres, le *Plafond*, de Pavel Reznicek (1) et les *Essais* de Jan Patocka (2).

PETRA KRAL
* JE SUIS LA VOLONTÉ ABSOLUE, de Ladislav Klima, Café-Céna éditeur, 1984, postface de Jan Patocka, traduit et présenté par Erika Abrams, 232 p., 120 F.

(1) Gallimard 1983.
(2) Essais hérétiques, Verdier 1981.

La confession d'un débauché repent

Singer entre le libre arbitre et le sacré

SOUVENT le prix Nobel confère à l'écrivain une respectabilité au parfum vaguement funéraire. La haute distinction amenuise quelque peu sa faconde et tempère ses élans. Rares sont ceux qui, après en avoir bénéficié, retrouvent leur jeunesse, leur combativité. Parmi eux, Isaac Bashevis Singer semble avoir conclu avec le Malin un pacte secret et faustien.

Quelle force dans son dernier roman et combien le personnage central est vivant, convaincant! Le Malin semble piégé dans ce texte dense, ramassé comme un coup de poing. Pourtant, même si nous ne suivons pas jusqu'à ses dernières conclusions la réflexion du héros - sur l'orangeuse relation entre l'homme et le Créateur, entre le juif et sa religion, entre le

libre arbitre et le sacré, - du moins son expérience nous aide-t-elle à mieux reconnaître les maux qui rongent notre société.

Une impitoyable remise en question

«Dieu existe car j'ai rencontré Méphisto», pourrait dire Joseph Shapiro, descendant d'une longue lignée de rabbins et de marchands. Il est amoureux de Celia tout en menant à Varsovie l'existence d'un jeune juif studieux et sérieux. La guerre éclate, les nazis arrivent, les fiancés se réfugient en URSS. L'exode les sépare mais, à la fin du carnage, ils se retrouvent dans leur Pologne ravagée. Bien que de gauche, «progressistes» tous les deux, le paradis collectiviste de Staline ne les tente plus. Ils partent pour les États-Unis, ils se marient et essayent d'oublier le passé. Ensuite c'est le rêve américain traduit dans la vie. D'épicerie en petite entreprise, Joseph devient millionnaire alors que Celia poursuit des études coûteuses et sophistiquées. «Mais quand quelqu'un a beaucoup d'argent et peu de foi, il commence à chasser le plaisir», nous assure le narrateur. Grande satisfaction du Malin.

Suivant ses conseils Joseph prendra une maîtresse. Petits mensonges, grandes compromissions, son existence acquiert la couleur terne des cendres refroidies. Il apprend que les deux femmes qui partagent sa fortune et son lit lui sont infidèles elles aussi. Ce qui semblait être un aimable mariage corsé par une histoire de détachement et d'exil

devient l'expression d'une interrogation essentielle et d'une impitoyable remise en question.

Nous reconnaissons l'art consommé de Singer qui fait miroiter la lumière avec une maîtrise sans pareille. Ses personnages, chétiens face à la démesure de leur destinée, se trouvent brusquement éclairés par une grâce qui les dépasse, mais dont ils deviennent conscients. Joseph quitte sa vie facile à New-York, liquide ses affaires, divorce et part pour Jérusalem. Il décide de s'y installer et de vivre selon l'impitoyable impératif de la tradition, mais cela ne va pas sans quelque difficulté car le Diable essaye toujours de l'attraper dans ses rets.

Le combat avec l'Ange

Pénitent, baal tsuvah (celui qui revient), cet homme ne recherche pas la réalité d'un Etat juif moderne pareil à ceux qui s'épanouissent dans un Occident ayant perdu le sens du sacré. L'objet de sa quête est l'accord avec Dieu qui signifie le désaccord total avec le monde futile, veule, mensonger qui est celui de l'idolâtrie, régi par la puissance de l'argent.

Malgré le discours «raisonnable» de Satan, malgré ses agissements habiles, «raisonnés», Joseph retrouvera cet accord dans les Écritures, dans la stricte observance de la loi, dans sa nouvelle famille également. Car il épousera la douce et jeune Sarah, fille d'un rabbin orthodoxe, dans laquelle nous reconnaissons la figure de Shosha, l'innocente qui

hante les meilleures pages de Singer. Elle donnera trois enfants à Joseph, cependant que le tentateur, pénétré, se couvrira la face et disparaîtra.

Le récit, traduit avec compétence et rigueur, est présenté sous la forme d'une confession adressée par le pénitent à l'auteur en visite à Jérusalem. Ferait-il siennes les conclusions outrancières de son confesseur pour qui l'art est le reflet du surnaturel et du mal, pour qui les héros d'un Homère, d'un Joyce, d'un Flaubert, sont des maqueriaux et des assassins? Ce n'est pas évident. Quand il se définit par rapport à son débauché repent, Singer - dans sa postface - rejette toute solution définitive qui annulerait le libre arbitre, «le plus grand don que Dieu ait fait à l'humanité».

Seulement ce don réintroduit la Malin, et la lutte avec l'Ange ne connaît pas de répit. C'est pourquoi le cri, vite étouffé, du pénitent, quand il souhaite mettre fin à ses jours, nous émeut

tellement. Il exprime une si grande fatigue, un désespoir si profond: «Il existe des circonstances où l'on ne dispose plus de son libre arbitre. Il y a une limite à la souffrance aussi.» Certes, dès qu'il retrouve la foi, cette limite s'efface pour Joseph Shapiro. Nous savons cependant que rien n'est acquis, que l'affrontement continue, mais sans lui l'existence serait grise comme un jour de printemps sans soleil.

EDGAR REICHMANN

* LE PÉNITENT, de Isaac Bashevis Singer, roman traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay. «Nouveaux cahiers cosmopolite», Stock, 168 p., 75 francs.

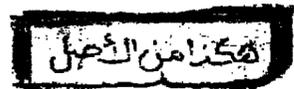
Un conte pour enfants inspiré du Golem

PRAGUE sous le règne de Rodolphe II, empereur aux fantasmagies qui rappellent ceux de son frère d'infortune, Louis II de Bavière. Dans cette Prague magique de la kabbale et de la pénombre, où vivent au XVI^e siècle Tycho Brahe et Giordano Bruno, prend naissance la légende du Golem. De Gustav Meyrink à Egon Erwin Kisch, de nombreux écrivains s'en sont inspirés. Les images terrifiantes d'un Wegener et d'un Duvivier demeurent dans la mémoire de tous les cinéphiles. Voici qu'aujourd'hui Isaac Bashevis Singer succombe lui aussi au charme de la cité secrète dont Meyrink nous assurait qu'elle est la ville-seuil, ville frontière entre «l'ici et l'au-delà».

message mystérieux apprit à un célèbre rabbin à insuffler vie au Golem en gravant le nom sacré sur son front. Comment ce géant d'argile sauva les persécutés en démasquant l'imposteur. Enfin, comment le créateur échappa au contrôle de son créateur et sema la terreur dans la ville blottie au pied du Hradshin. Avec ce mythe pragois Singer construit un conte merveilleux qui séduira les enfants et troublera les adultes. Car son Golem, être inachevé marqué par le Signe, est aussi un peu l'homme fragile qui s'interroge sur ses origines et recherche son identité.

E. R.
* L'HISTOIRE DU GOLEM, de Isaac Bashevis Singer, conte traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay. Illustrations d'Uri Shulevitz, Stock, 90 pages, 68 F.

BIBLIOTHÈQUE A COLONNADÉS. 170 combinaisons différentes. Demandez notre documentation LM gratuite. 200 modèles de sièges cuir. modèles déposés. paringer. PARIS 12, rue de la Chaise 75007. PARIS 12, rue du Garçon-Midi, angle Bd Montparnasse, 75006 Paris, tél. 31 22 22 08.



مكتبة النور

● A TRAVERS LE MONDE

Etre écrivain en Afrique du Sud

Par André BRINK

roman intitulé le Mur de la peste (voir le Monde du 21 septembre), s'interroge, dans ce texte inédit, sur son écriture. Il développe ce qu'il appelle, après Barthes, « une réalité ambiguë » qui conduit à lutter contre les mensonges de l'apartheid, tout en aimant le pays qui vous a formé.

« AUSSI l'écriture est-elle une réalité ambiguë », affirme Roland Barthes dans le Degré zéro de l'écriture. D'une part, elle naît incontestablement d'une confrontation de l'écrivain et de la société; d'autre part, de cette finalité sociale, elle renvoie l'écrivain, par une sorte de transfert tragique, aux sources instrumentales de sa création. Pour analyser ma propre écriture, dans le contexte des relations de races en Afrique du Sud, je dois tout d'abord définir ma position vis-à-vis de celle d'écrivains d'autres groupes dans ce pays racialement divisé.

En Afrique du Sud, tous les écrivains ont conscience d'écrire contre des entraves et des obstacles. Tout d'abord, il faut venir à bout des obstacles de la langue. L'écrivain afrikaner lutte contre une tradition qui exige qu'il défende la cause des « siens » et que son œuvre serve le chauvi-

nisme le plus étroit. Cette tradition a été ébranlée ces dernières années, mais un nouveau danger est apparu : le gouvernement et ses institutions, infiniment plus complexes qu'apartheid, essaient aujourd'hui non pas de persécuter ou d'exclure le dissident, mais de le « contenir » en tentant d'en faire un allié, en lui ouvrant les médias officiels qui lui étaient fermés jusqu'à présent.

Toutefois, il est évident que ce changement de tactique n'entraîne aucun changement dans la « vocation » essentielle de l'écrivain, qui réside dans une croisade impitoyable contre l'hypocrisie, la dissimulation et le mensonge. Ma réponse personnelle est la suivante : si le gouvernement m'offre des forums auxquels je n'avais pas accès auparavant, je les utiliserai afin d'atteindre des gens qui m'étaient inaccessibles jusqu'ici; au lieu de lui être « reconnaissant » pour de

petites réformes, j'utiliserai chaque occasion pour mettre au jour ses simulacres et ses mensonges.

Dans beaucoup de littératures, il existe une distinction entre l'écriture consacrée à la « douleur privée » et la « littérature engagée ». Je dois avouer que je n'ai jamais connu cette dichotomie dans mon œuvre. En fait, je suis convaincu que l'expérience sociopolitique ne peut trouver d'expression littéraire significative que si elle a été transformée pour devenir la « douleur » la plus urgente et la plus forte de l'écrivain. Surtout depuis mon retour de France, fin 1968, mon expérience privée est devenue partie intégrante de ma conscience politique; et vice versa. (En 1968, j'ai rencontré à Paris une jeune métisse du Cap qui était venue en France afin de respirer un peu avant de choisir entre deux hommes qui l'attendaient là-bas; cela est devenu un des points de départ du Mur de la peste. Et immédiatement, la distinction artificielle et inutile entre ce qui, dans ce cas, était public ou politique et ce qui était privé a disparu.)

C'est Au plus noir de la nuit qui a marqué la ligne de partage dans mon œuvre. Pas seulement parce que c'est le premier roman en langue afrikaans qui ait été interdit (ce qui m'a obligé à écrire en anglais), mais parce que, avant tout, la publication de ce livre a ouvert ma vie à tout un ensemble de gens qui ont été conduits à partager avec moi leurs souffrances et leurs amours les plus intimes. A partir de ce jour, je n'ai plus jamais été prisonnier d'une enclave blanche, comme avant; les divisions artificielles qui séparent les gens en Afrique du Sud sont tombées et j'ai forgé de nouvelles amitiés, ce qui est devenu une des expériences les plus précieuses de ma vie.

Une campagne d'intimidation

Au plus noir de la nuit a aussi changé ma vie d'une autre façon, en ajoutant à mon existence une dimension plus décourageante et plus menaçante - mais, par certains aspects, une dimension d'aventure. Depuis le début des années 60, j'avais dû lutter contre des groupes politiques, culturels et religieux qui essayaient de me neutraliser, moi, ainsi que les autres écrivains de ma génération, les « Sestigers » (même si notre « révolte » à l'époque était dirigée plus contre les tabous de la tribu que contre les conséquences désespérées et plus vastes de la politique raciale); mais après la publication de Au plus noir de la nuit... j'ai fait l'expérience des procédés de la police de sécurité, de très près et quotidiennement.

Une campagne d'intimidation implacable, parfois grotesque, à cause d'une tendance à en faire trop et un mélange d'efficacité et de maladresse; une campagne le plus souvent sinistre. « Lasciate ogni speranza... », c'est ce qu'on pense quand les lourdes portes métalliques du quartier général de la police de sécurité, à Pretoria, se referment derrière soi et que l'officier dit : « Le temps que vous allez passer avec nous dépend entièrement de vous ». La surveillance, même à l'étranger. La confiscation de machines à écrire et de notes. Une perquisition : « Si nous le voulons, il ne restera pas deux briques l'une sur l'autre quand nous partirons », déclare l'officier pâle et décharné qui, quelques mois plus tard, sera impliqué dans la mort de Steve Biko. Ma voiture forcée. « Des cambrioleurs... » J'ai rencontré des étudiants que la police de sécurité faisait chanter pour m'espionner; et d'autres qui avaient été brisés parce qu'ils avaient refusé de le faire. Et tout cela pour la simple raison que j'avais osé élever la voix, en tant qu'Afrikaner, contre un régime afrikaner qui déniait à des gens leur humanité la plus élémentaire, simplement parce qu'ils étaient noirs.

Qu'il n'y ait aucun doute : le nouveau système constitutionnel

d'Afrique du Sud n'est pas une façon de « s'éloigner » de l'apartheid - si on y arrive, ce sera malgré toutes les intentions actuelles du gouvernement et non pas grâce à elles, - mais un renforcement diaboliquement complexe de ce qu'il y a de pire dans l'idéologie. Malgré les apparences, la situation en Afrique du Sud est aujourd'hui plus désespérée qu'à l'époque de Sharpeville, en 1960, ou à celle de Soweto, en 1976.

Partir ou rester ?

Le refus systématique de la citoyenneté à la majorité des habitants du pays; la répression de l'exode (vers les villes) de millions de gens affamés qui abandonnent leurs « homelands » (foyers nationaux) prétendument « indépendants »; la déportation continue d'un nombre illimité d'autres; le prix payé en souffrances... tout cela a atteint de telles proportions que, plus que jamais, l'Afrique du Sud d'aujourd'hui fait penser à la France d'avant la Révolution. Et, dans le Mur de la peste, j'ai essayé de le dire et le personnage de Mandla de donner un aperçu de cette réalité que j'ai connue intimement ces dernières années.

Comment réagit-on devant une situation comme celle que j'ai tenté d'ébaucher ? Tout d'abord,

on peut décider que la situation est trop dangereuse et qu'il vaut mieux plier bagage et s'en aller; ou l'on peut penser que sa conscience ne laisse pas d'autre choix que de rester. En ce qui me concerne, ce choix, je l'ai fait en rentrant de France, fin 1968. (...) Si l'on décide de rester sur place, un autre choix se présente : on peut décider qu'il n'y a aucun espoir de changer les choses en tant qu'individu et, par conséquent, on s'enferme dans un silence aigri; ou l'on peut décider d'agir. A nouveau, cela peut prendre différentes formes : on peut opter pour une action pratique ou « efficace » (soit en jetant des bombes, soit en faisant de la politique); ou l'on peut opter pour l'écriture qui, comme je l'ai si souvent maintenu dans le passé, devient une forme d'action significative dans le contexte du tiers-monde.

Mais, même dans l'écriture, plusieurs choix sont possibles : on peut devenir si « habile », si ingénieux, que seule une poignée de lecteurs initiés comprendra l'œuvre; ou l'on peut descendre au niveau d'une propagande vulgaire. J'ai considéré avec raison ces deux options comme indignes. Je suis profondément persuadé que si l'on choisit l'option littéraire dans une situation comme celle que je vis, la « réalité ambi-

guë » dont parle Barthes entre en vigueur : je dois m'efforcer d'être digne des exigences et des complexités de l'univers sociopolitique auquel j'appartiens; et, en même temps, je dois m'efforcer d'être digne des exigences de la création littéraire. Seule la qualité détermine l'efficacité. Et la qualité elle-même est le reflet du choix que l'on a fait.

Mon choix, c'est celui d'Andrea dans le Mur de la peste : on ne peut nier ses racines, son attachement profond à un peuple, un pays, un continent; on doit « être là », on doit être actif au beau milieu du champ de bataille - non pas au loin et à l'abri. Il est évident qu'il y a des écrivains qui n'ont pas le choix, qui ne peuvent vivre en Afrique du Sud, même s'ils le désirent; mais en ce qui me concerne, aujourd'hui comme par le passé, il est impératif d'être sur place. Ce n'est que dans cette situation que l'écriture peut être ce que je souhaite qu'elle soit : non seulement une attaque de ce qui est inhumain, injuste, mensonger et aliénant; mais aussi une déclaration d'amour au pays qui vous a formé, et qui est infiniment plus vaste et plus durable que tout système politique et idéologique.

Traduit de l'anglais par JEAN GUILOINEAU.

TCHECOSLOVAQUIE

Que faire d'un prix Nobel de littérature ?

Que faire d'un prix Nobel de littérature ? C'est la question qui s'est posée aux autorités tchécoslovaques après la désignation par les académiciens suédois du poète Jaroslav Seifert. Elles ont décidé finalement de prendre ce prix « avec des pincettes », ne l'ignorant pas mais s'abstenant de lui accorder trop d'importance. Cette attitude est bien reflétée par le communiqué que nous publions ci-dessous, diffusé la semaine dernière par l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris et qui trouve le moyen de rendre la presse française responsable de son embarras.

« L'ATTRIBUTION du prix Nobel de littérature 1984 au poète tchèque M. Jaroslav Seifert a été exploitée par une partie de la presse et la télévision françaises pour donner des informations erronées sur la Tchécoslovaquie. En effet, elles ont présenté une image fautive basée sur les déclarations et spéculations d'éléments hostiles au régime socialiste de la Tchécoslovaquie et à la coopération tchécoslovaque-française.

L'ambassade de Tchécoslovaquie rappelle que la réponse à tous ceux qui veulent mettre en doute l'attribution du prix Nobel à M. Jaroslav Seifert et le présenter comme opposant à la direction politique actuelle du pays fut donnée par le poète lui-même dans une interview accordée au journal suédois Dagens Nyheter. Comme on lui demandait s'il avait des problèmes, M. Seifert déclara notamment : « Je n'ai pas cherché de problèmes et je n'en ai enregistré aucun. » (...)

● CORRESPONDANCE

A propos d'André Siniavski

A la suite de notre article sur Bonne nuit, le livre d'André Siniavski (« le Monde des livres » du 5 octobre), nous avons reçu cette lettre de Madame Hélène Zamoyiska.

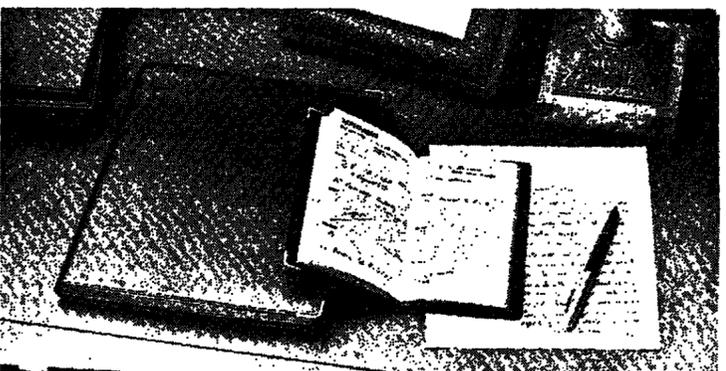
Nicole Zand montre bien la complexité douloureuse de cette œuvre. Elle y voit un « livre de l'ombre et de la nuit », une « descente aux enfers » de l'auteur, qui vit dans un monde aux valeurs inversées (« expression très juste »), et où il a fait un « pacte avec le diable ».

Cette dernière image, malgré les nuances qu'apporte M^{me} Zand, a induit en erreur plusieurs lecteurs, incapables d'imaginer l'atmosphère incroyable décrite par Siniavski (...).

Un Occidental a du mal, en effet, à mesurer ce qui signifiait alors pour un jeune komsozol, réellement convaincu de sa foi communiste : 1) refuser de trahir, au nom de l'homme nouveau, une personne vivante; 2) casser le rideau de fer de la méfiance qui emmurait chacun dans une terrible solitude, et avoir l'audace de la confiance, en communiquant un lourd secret, à une étrangère par surcroît.

C'était tromper le diable, au lieu de pactiser avec lui, et par là même tout simplement risquer sa vie. Siniavski le savait. Je peux en témoigner et ajouter qu'après nos discussions passionnées sur le bien et le mal j'en ai été profondément impressionnée. Au bord de l'abîme, il a compris que « l'homme n'a qu'une conscience », pour reprendre l'expression de Volodine dans le Premier Carolo, de Soljenitsyne. Grâce à ce moment décisif, il a commencé à être un homme libre, il a osé plus tard devenir un écrivain libre, quitte à affronter, comme il l'a fait courageusement, son procès et le camp.

« Miracle », commente Nicole Zand, et elle a tout à fait raison. Oui, dans des conditions de pression écrasante, écouter sa conscience était et reste toujours un défi miraculeux qui inaugure la remontée de l'enfer et fait jaillir « de l'ombre et de la nuit » la lumière.



UN AGENDA QUI N'EST PAS CELUI DE TOUT LE MONDE

Cet agenda est un instrument de travail entièrement original conçu spécialement par le journal le Monde pour ses lecteurs.

Tous ceux qui exercent des responsabilités à différents niveaux dans l'administration, l'industrie, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique et associative trouveront dans ces deux agendas (l'agenda de bureau et l'agenda de poche) des collaborateurs indispensables, discrets et informés et, surtout, en tous points conformes à leur style et à leur goût.

Première différence : la présentation

C'est la synthèse de la sobriété et du luxe. Sobriété, la couleur (noir ou bordeaux); sobriété, pour seul titre vos initiales (si vous le souhaitez); luxe, la couverture en plein cuir d'une seule pièce; luxe, les tranches dorées...

Deuxième différence : la rationalité

Chaque double page de l'agenda du Monde vous donne une vision complète de toutes vos tâches de la semaine, jour par jour, demi-heure par demi-heure; un modèle de rationalité...

Troisième différence : la culture

L'agenda du Monde séduira par son originalité ceux qui aiment agir mais aussi réfléchir et enrichir leur esprit : chaque jour de la semaine est l'occasion de

rappeler une grande date de l'histoire des quarante dernières années (*): lancement du premier Spoutnik (4-10-57)... Nixon président (5-11-68)... Mort de Picasso (8-4-73)... Une cartographie particulièrement soignée fait de l'agenda du Monde un « mini-atlas ».

Quatrième différence : le service

L'agenda du Monde vous apporte une masse d'informations utiles qui vous éviteront de longues et coûteuses recherches, des centaines d'adresses, de numéros de téléphone, d'informations souvent difficiles à trouver : organisations économiques, politiques ou culturelles, nationales ou internationales, hauts responsables des pouvoirs publics, du gouvernement, du syndicalisme, principales institutions...

AGENDA DE BUREAU (220 x 280)
AGENDA DE POCHE (185 x 100)
● Couverture amovible de plein cuir noir ou bordeaux d'une seule pièce.
● Renforts de coins en métal doré.
● Tranches dorées à chaud.

EN CADEAU : la personnalisation de vos agendas par l'impression de vos initiales au fer à dorer sur le cuir de la couverture.

(* dans l'agenda de bureau.

L'AGENDA DU MONDE

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA DU MONDE

A retourner sous enveloppe affranchie avec votre paiement par chèque bancaire ou postal à : Le Monde, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ATTENTION : OFFRE LIMITÉE AU 15 NOVEMBRE 1984

Veillez m'adresser: M. M^{me} M^{lle} Prénom Société N° et rue Localité Code postal
L'agenda semainier de Monde version luxe (couverture pleine cuir) au prix de 400 F TTC l'unité
L'agenda de poche du Monde version luxe (couverture pleine cuir) au prix de 270 F TTC l'unité
Exemplaire (s) retourné (s)
Exemplaire (s) retourné (s)
Soit exemplaires x 400 F TTC soit exemplaires x 270 F TTC
GRAVURE DES INITIALES GRATUITE
Veillez graver sur mon exemplaire de l'agenda du Monde (semainier/poche) les initiales suivantes:
Envoi à destination de l'étranger (envoi en recommandé): agenda de poche: 300 F TTC; agenda semainier: 450 F TTC

● ENQUÊTE

LES FRANÇAIS ET LA LECTURE :

« Je cherche l'imprévu, l'imperceptible »

JEAN-PHILIPPE BUTAUD
a un peu plus de quarante ans. Chercheur en gérontologie, il vit à Nice. Il est cadre supérieur dans une grosse société de la région.

« Parler, dit-il, c'est bien l'acte le plus vil. On se conforme, on se confirme, le mode d'emploi n'est pas compliqué. Sauf précisément chez quelques très rares qui parlent comme des livres... Les becs s'ouvrent. Bave est dans bavarder. Ai-je trop entendu parler autour de moi lorsque j'étais enfant ? Peut-être ne m'a-t-on pas dit les mots que j'attendais. J'en garde une répugnance vraie pour la phonation. Où sont les cimetières de mots sortis de la glotte ?

« Ce que je vois dans un livre d'abord, c'est un auteur, l'auteur, quelqu'un qui a dit : je m'écris et je me livre à tous. Démarche sacrificielle et non confirmatoire. J'achète surtout chez les bouquinistes, fouillant dans les boîtes à 4 francs, je cherche des inconnus, je feuillette. Je ramène les livres comme des enfants trouvés. La lecture commence dans l'allégresse. Trois, quatre livres m'entourent, je parcours l'un, l'autre. Le temps se dilate parce que je n'ai pas fait de choix encore. La qualité de l'œuvre m'importe moins que de savoir si l'auteur est allé au bout de son désir de s'écrire.

« Les débuts sont forts, souvent, puis le « social » revient. La complaisance, le regard dans le miroir, le désir de se hausser, la peur du jugement de l'entourage, le manque de vigilance à l'égard des modes courants de pensée et de sentir, ont fait faillir le projet de se dire sujet. De ces lectures tous azimuts il reste, avec quelques découvertes absolues, l'idée que le champ de l'écrit est large, que mille formes existent, que les talents sont nombreux et que les historiographes de la littérature seraient bienvenus de procéder à l'exemple de ceux de la peinture, qui sans cesse nettoient leur panthéon, réhabilitent, revisitent, des figures oubliées.

Les séductions du dandysme

« Mon premier choc, à seize ans, a été Laforque, en qui je voyais un double : j'ai compris alors ce qu'était l'identification. Drieu et Jacques Rigaut m'ont poursuivi quelques années, mais le dandysme du désespoir n'était pas étranger à l'affaire. Drieu demeure, pour son art magistral, indolent, des rapports hommes-femmes. Vers la même époque, je savais par cœur des passages entiers des *Fils de rois*, de Jacques Serguine. Cette langue heureuse, souple, lyrique mais sèche, me paraissait insurpassable. Je n'en suis pas tellement détaché. Avec *les Sables de la mer*, de Cowper Powys, et surtout *Wolf Solent*, j'ai découvert le roman du sujet-monde. Intrigue foisonnante, complexité narrative, profondeur du champ, imprévisibilité absolue des comportements, fusion du sens, du réel sensible et du symbole. C'est ce que j'attends d'un roman, avec plus de brusquerie et de souterrains, peut-être. Quelques titres : *Petersbourg*, de Biely ; *Paradiso*, de Lezama Lima ; *Cosmos*, de Gombrowicz... Ceux que l'on aime : Sterne, Rétil, Jean-Paul, Thomas de Quincey, Kerouac... Ceux que l'on rêve, inaccessibles : Swift, Kafka... Au bureau, dans un tiroir, j'ai les *Lettres à Milena*, pour relire la page de « l'épaulé ».

« Le seul monde réel est là, réalité muette, inextricable, dans laquelle, vivant, je suis pris et que le livre me restitue.

« Je lis à peu près deux livres par semaine, j'en parcours une dizaine... Mais le rythme varie. A certaines périodes, le cinéma ou la lecture de la presse prennent le dessus. C'est quand je suis fatigué. Pour lire, il faut être fort psychiquement. La présentation du livre m'est indifférente. J'aime bien que les livres d'occasion soient surchargés de commentaires. La seule chose qui freine mon appétit, c'est quand un livre a une couverture trop épaisse. On dirait qu'il se refuse.

« Une journée sans apprendre est une journée perdue »

« Désordre, et nullement maniaque dans la vie ordinaire, je ne laisse, en revanche, passer aucune coquille d'imprimeur. Il faut que j'aie cherché un stylo, si je n'en ai pas à portée de la main, et que je corrige la faute...

« Je lis partout, mais surtout allongé sur un lit. Assis, c'est encore le monde, une posture sociale. Le lit est privé. Vice impuni : on ne viendra pas me chercher là. On vient quand même. Je me déplace, mais le livre suit, non refermé. Il n'est pas loin.

« La personne qui m'a initié à la lecture, c'est mon grand-père. Il prenait un volume de l'Encyclopédie Larousse, j'en prenais un autre. Nous nous installions dans la salle à manger, aux deux bouts de la table. La mythologie me passionnait. Mon grand-père disait qu'une journée sans apprendre est une journée perdue. Souvent, il s'endormait, sa tête tombait sur le livre. Ensuite, il n'y a personne. Un camarade en cinquième m'a fait découvrir les romans de cape et d'épée... Dans mon métier, je cherche à débrouiller l'écheveau des comportements humains. Dans les livres, je cherche l'imprévu, l'imperceptible. »

G. B.



« La séduction absolue »

ESTHER - qui est journaliste - parle de ses lectures avec gourmandise, comme d'autres racontent leurs fêtes, leurs repas raffinés : « C'est comme si je goûtais quelque chose d'interdit. Elle n'a aucun souci de paraître « branchée » ou savante quand elle dit ce qu'elle aime en littérature : « Je lis d'abord pour la musique, j'ai toujours une œuvre de Baudelaire avec moi. J'ai toute une collection d'éditions de Fleurs du mal. Oui, je suis une fanatique de Baudelaire. Cela fait sourire tout le monde. »

Elle s'en moque. Elle ne craint pas de passer pour naïve, ou passionnée à l'excès : « L'écriture a toujours été pour moi quelque chose d'un peu magique. Adolescente, je me suis dit que je serais journaliste, parce que je n'avais pas la prétention d'être écrivain. » Esther a tenu parole. Elle a quitté l'Égypte de son enfance et travaille aujourd'hui pour un magazine féminin.

Mais son bureau sobre de femme efficace, sa trentaine élégante, ne l'empêchent pas de se retrouver petite fille, d'évoquer ses « héroïnes favorites » - la préférée est en définitive la duchesse de Langeais, « talonnée » par la princesse de Clèves. Ensuite Esther mettra toute sa vigueur et sa conviction à vanter la beauté de sa dernière passion, l'*Amant* de Marguerite Duras : « C'est exactement ce qui me transporte, me ravit, au sens fort, une écriture musicale. Je me lisais les phrases à haute voix. Je m'arrêtai, je revenais, je me les répétais. C'est magnifique. »

Dès qu'elle rencontre des amis ou des collègues, Esther mentionne ce qu'elle lit. Pas du tout dans le souci de se montrer lettrée - mais parce qu'elle ne peut considérer la lecture comme « un plaisir solitaire ». « Je me sens très enthousiaste quand j'aime un livre. J'ai envie de faire partager mon sentiment. Cette année, j'ai eu un grand plaisir, quasiment physique, à découvrir la Confession anonyme de Suzanne Lilar. Je l'ai offert à tout le monde. »

Esther n'est pas de ceux qui un livre à peine refermé n'y pensent plus et ouvrent sans tarder le suivant. Elle ne lit pas pour s'oublier, ni vraiment pour « apprendre », mais « par goût des mots et avec jubilation et délectation ». « De plus, précise-t-elle, ce n'est pas sans influence sur ma vie. Mes engagements sont toujours littéraires. Je vais aimer les gens, dans la vie, parce que je

les imagine bien dans des personnages romanesques. » Enfin, découvrir qu'un écrivain dont elle apprécie le talent vient de publier un roman qui lui déplaît la met très en colère, et lui donne l'impression d'avoir été trahie, trompée, comme dans une histoire d'amour.

Pour Esther, on ne peut pas se dire vraiment lecteur si l'on ne respecte pas l'objet livre. Elle n'écrit jamais dans les marges et souligne « seulement au crayon ». Elle prend presque toujours des notes « mais sur des feuilles, à côté ». Quand elle relit un texte elle se revoit, à quinze ans, à vingt ans, à travers ce qu'elle soulignait à l'époque. Un regard sur soi qui réserve parfois des surprises...

Bien sûr, comme tous ceux qui aiment la lecture, Esther ouvre un roman les jours où rien ne va, pour être ailleurs, pour s'isoler, pour être hors d'attente et se soustraire à tous les problèmes. Alors, la lecture comme thérapie ? « Non, conclut Esther. Je sais qu'elle l'est pour beaucoup de gens. Je n'ai pas ce sentiment pour moi-même. S'il fallait dire un seul mot... Je dirais, la lecture comme séduction. Oui, l'écriture, pour moi, est la séduction absolue. »

Jo. S.

Un promeneur jamais las

UN pavillon de banlieue dans un lotissement de maisons fonctionnelles, aux antipodes du tpe-à-l'œil, un mobilier sobre, blanc et noir, un piano et une énorme bibliothèque où s'entassent les plus célèbres et les plus oubliés des écrivains : la décoration révélant, à coup sûr, qu'on n'est pas chez quelqu'un d'âge, on est certainement chez un professionnel de la lecture...

éditeur, enseignant, journaliste, quelque chose de ce genre. Eh bien ! pas du tout : Maurice Imbert est un jeune représentant en barrières métalliques et un véritable « amateur » de livres, « lecteur de curiosité et de choix ».

Il ne sait plus exactement comment « cela a commencé », mais c'est quelque chose qu'il a « attrapé tout petit », comme il le dit en riant. Pour lui, la lecture a d'abord été « un héritage » : « Mes parents lisaient énormément. Ce n'étaient pas des intellectuels, mon père travaillait à la SNCF, ma mère restait à la maison, mais ils étaient passionnés de littérature. Je me souviens de la grande bibliothèque vitrée qu'ils possédaient. Quand on était malade, on avait le droit de coucher dans leur chambre. Et là, il y avait plein de livres. On passait donc la journée au lit, à lire. »

Sans doute, comme tout un chacun, Maurice Imbert lit-il parfois « pour être ailleurs », mais, en général, c'est plutôt pour être critique et présent, pour être en éveil, à l'affût d'un style, d'une manière, d'une confirmation ou d'une découverte.

C'est cette acuité qui l'a fait sortir de l'état de lecteur-consommateur. « Dans l'œuvre d'Herbert, dit-il, j'ai eu le sentiment qu'il manquait quelque chose. J'ai voulu savoir quoi, et cela m'a amené à publier des inédits de cet écrivain. Une fois qu'on a attrapé le virus, on continue. J'aime retrouver des textes et les éditer, mais seulement dans un souci de plaisir, loin de toute idée de rentabilité. » Ainsi Maurice Imbert participe-t-il à la création d'une petite maison d'édition, Le Dilettante, qui devrait faire ses débuts dans quelques semaines.

« J'aime toute la tradition littéraire, poursuit-il, les revues et

les mouvements qu'elles suscitaient, les librairies, les grandes figures comme celle d'Adrienne Monnier, mais aussi ceux qu'on a oubliés comme ceux qu'on a toujours ignorés. » Il y eut un seul moment dans la vie de Maurice Imbert où il ne lisait pas de littérature : sa « période militante », de 1956 au début des années 70. Mais il « consomme » beaucoup de textes théori-

ques. Depuis, il est revenu à ses premiers amours...

Eclectique, curieux des mots et des styles, parlant de littérature sans affecterie, Maurice Imbert est bien un dilettante de la lecture, un promeneur jamais las et un éditeur amateur qui s'intéresse plus au bonheur des trouvaillés qu'aux contingences du marché.

Jo. S.

GEORGES NACCACHE

« Un rêve libanais »

En librairie à Paris : 120 F
Diffusion : « Alternative »
36, rue des Bourdonnais, 75001

Les Éditions de Fanval
20, rue des Carmes - 75005 Paris
Tél. : 325.96.00



LE LIVRE DE LA RÉINCARNATION
de Joseph HEAD et S.L. CRANSTON

Sorti le 10 Octobre
LA PRESSE EN A DÉJÀ PARLÉ
LE FIGARO Un livre essentiel, nécessaire pour savoir vers quoi nous allons et d'où nous sommes venus.
LE MATIN Pour tout savoir sur le sujet : le fondement de toutes les religions ausculté par des penseurs de tous bords.

Passionnant voyage à travers les civilisations, les peuples et leurs croyances tant philosophiques que religieuses face à la réincarnation, cet ouvrage s'adresse aux initiés comme aux non-initiés.

Le livre de la réincarnation, un best-seller qui sort en France. On a envie de croire à cet espoir et d'oublier la vieille peur de la mort.

Diffusion et distribution :
FLAMMARION-UNION-DIFFUSION

Psychologie en miettes

Tout lecteur rend son livre qu'il lit un singulier service : il le fait exister. On pourrait donc s'attendre à ce que l'auteur manifeste à l'égard de son interlocuteur invisible une certaine courtoisie ; qu'il soigne sa mise ; qu'il tempère ses emportements ; qu'il évite l'assurance aussi bien dans l'éloge que dans le dénigrement ; qu'il n'incommode pas avec ses dédits ou ses dédresses ; et surtout qu'il n'annule pas. Tout, d'ailleurs, lui sera pardonné s'il respecte cette règle élémentaire : plaisir.

On peut lire pour tromper le temps, comme on peut lire pour s'en libérer. Dans un cas, le livre nous aide à nous oublier ; dans l'autre, à provoquer ces sismes intérieurs sans lesquels nous ne serions que des sépultures blanches. On aurait tort, cependant, de mépriser les antalgiques et les anodynes : ils nous reposent de nous-mêmes.

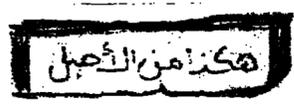
De l'utilité de la critique : un gain en lucidité, un dégraissage de concepts boursoufflés et d'idéaux gonflant notre narcissisme. La critique comme cure d'amaigrissement, comme lutte contre la cellulite intellectuelle et l'adiposité morale. Remener les choses à leurs justes proportions, nerveuses, musclées, esthétiques.

Tout chef-d'œuvre éveille le lecteur au sentiment le plus précieux qui soit, celui de sa différence.

En juin 1938, Leonard Woolf, l'éditeur anglais de Freud, montra à ce dernier un article paru dans un journal londonien ; c'était le compte rendu d'un procès, et il amusa beaucoup Freud. L'inculpé avait volé un livre de ce dernier, et le juge, qui l'avait condamné à trois mois de prison, avait eu ces mots : « Je regrette de pas pouvoir vous condamner à lire tous les livres de Freud. »

Parmi les lecteurs, il y a ceux dont le dernier essai en vogue emporte toujours l'adhésion, ceux auxquels il donne des crises d'urticaire et ceux qui, dégagés de la tyrannie de l'opinion, promènent une aimable indifférence parmi les hypothétiques diamants et les probables déchets de la modernité. Ces derniers se fient de leur scepticisme, oubliant qu'il est le produit d'une décomposition mentale fleurant le cadavre. Comme le disait Joubert, « l'indifférence à la vie nuit, généralement, avec l'impossibilité de la conserver. »

ROLAND JACCARD.



مكتبة الصحف

POURQUOI LISENT-ILS ?

Les rêveries des demoiselles de Casablanca

Par Anne BRAGANCE

Comment on se passionnait pour les romans-photos, rue de Bastia, quand la lecture et l'amour étaient « l'affaire des femmes »...

J'ÉTAIS donc née au livre comme, un jour, j'étais née au soleil sur un rivage africain. Mon quartier portait un nom de province française, Bourgogne, et de la même façon chaque rue de ma ville avait reçu le baptême de la gloire française. Noms de villes ou noms d'hommes célèbres que dans la pratique courante on était amené à prononcer à tout bout de champ, ne fût-ce que pour renseigner le passant égaré ou pour répondre à la plus banale des questions. Quelle est ton adresse ? L'habite rue de Bastia, quartier Bourgogne. Je vais à l'école Joffre. Familiarité ambiguë et fallacieuse, savamment orchestrée par la Métropole, virtuosité des politico-prestidigitateurs : vous êtes où vous n'êtes pas. Le pays où vous n'êtes pas existe. Celui où vous êtes n'existe pas. Protectorat.

La Bourgogne de Casablanca n'était qu'un bas quartier de la périphérie, mais, merveille, ses dernières maisons poussaient sur le sable, blanches et méditatives devant l'immensité de l'Océan. Ma rue de Bastia naissait incongruement d'un champ vague où fleurissaient des immortelles sauvages et où paissait toujours quelque maigre troupeau. Puis elle filait, droite et franche, entre des haies de bougainvillées et de chèvre-feuille, et se laissant glisser en pente douce jusqu'à la mer. Tout un menu peuple cosmopolite y mêlait ses coutumes, ses tracas, ses joies, ses réjouissances. Arabes, juifs, Espagnols, Italiens coexistaient dans une familiarité fraternelle et les enfants étaient plutôt heureux, qui profitaient sans discrimination des fêtes de chaque ethnie ou religion. (...)

Les filles Di Giacomo, Lydia, Nadia, Anna habitaient la maison d'en face. Elles étaient pauvres - encadrées - de frères innombrables et despotiques, et le tout était conduit sans faiblesse par une mère à l'apreté calabraise. Lydia, Nadia, Anna étaient amoureuses comme on est myope ou de petite taille, c'est-à-dire constitutionnellement et de manière chronique. Je ne savais jamais au juste qui occupait leur pensée, mais ça n'avait aucune importance, même pour elles, car l'élu changeait souvent. « Des coeurs d'artichaut », disait ma mère avec reproche, elles lisent trop de bêtises. Ces romans-photos à quatre sous que ma mère qualifiait de bêtises traînaient en effet partout dans la maison Di Giacomo, et jusque sur la balustrade de pierre qui ornait la façade. Assises là, Lydia, Nadia, Anna lisaient *Confidences*, *Intimité* ou *Nous Deux* dès qu'elles réussissaient à s'échapper de la cuisine où leur premier devoir était d'assister leur mère.

Lydia, Nadia, Anna, étaient les seules jeunes filles de ma connaissance. La beauté, le charme leur faisaient défaut, et sans doute même cette netteté qui est la grâce des jeunes laides. Mais j'ai dit que leur qualité d'amoureuses me paraissait constitutive au même titre que la couleur de leurs yeux ou la forme de leur nez, et à cause de cette particularité elles me fascinaient. C'est qu'à dix ans je n'envisageais pas l'éventualité de grandir, vieillir et, par exemple, je ne concevais pas que mes parents aient pu avoir été jadis des bébés ou ma grand-mère une écolière toute pareille à moi. Chaque être qui m'apparaissait était reçu dans sa totalité, dans son éternité : le présent de son apparence. C'est dire si je m'apprétais

à avoir maille à partir avec le temps le jour où je perdrais cette insolente illusion. Sans doute ai-je commencé à écrire - c'est-à-dire à tenter de l'immobiliser - lorsque j'ai découvert qu'il emporte tout dans sa course inexorable. Oui, c'est bien de la perte de cette absurde assurance d'enfant qu'est né en moi le projet, ou la vocation, d'écrire. Mais je n'étais alors qu'une petite écolière dépourvue de toute ambition - jusqu'à celle de grandir, - et l'attrait qu'exerçaient sur moi mes trois voisines tenait tout dans leur condition de jeunes filles. (...)

Il y avait parfois des cris et des larmes dans la maison Di Giacomo. Au centre de ces drames - à l'italienne bien sûr, - c'était le plus souvent un de ces romans-photos confisqués par l'un des frères aînés qui soudain s'arrogeait le rôle de censeur. A moins que ce ne fût le dernier *Nous Deux* qu'une main criminelle avait massicoté et passé dans le crochet de boucher des WC, le fameux crochet qu'on trouvait dans ce lieu de toutes les maisons et sur lequel finissaient, découpés et empalés, tous les journaux et magazines, une fois qu'on les avait lus. Et, justement, si tel jour on se querellait chez les Di Giacomo, c'est que le *Nous Deux* de la semaine avait prématurément achevé sa carrière avant que Lydia, Nadia ou Anna y eût puisé son content hebdomadaire d'illusions. Illusions, rêves à bon marché, histoires d'amour décalquées de semaine en semaine, il n'empêche que cette nourriture navrante et insipide sustentait bel et bien mes voisines. (...)

J'ai dit ce que ces jeunes Italiennes représentaient pour moi, une curiosité, une sempiternelle question : « A quoi rêvent les jeunes filles ? » Il va sans dire que cet intérêt passionné n'était payé d'aucune réciprocité. Je n'arrivais pas à hauteur de leurs yeux, et elles ne découvriraient mon existence qu'au moment où il s'agissait de faire porter un billet à Roland Brancato - un voisin que les trois sœurs adulaient à l'unisson - ou de tenir la corbeille à bigoudis le jour du shampooing. Alors, par-dessus une épaule (la patiente dévorait érudemment un feuilleton pendant l'opération de mise en plis), au-dessus d'une chevelure rincée au vinaigre (« Pourquoi ? » - « Parce que ça fait briller »), il m'arrivait de surprendre un dialogue en bulles entre deux partenaires énamourés. A ces brèves ocellades se bornait toutefois ma fréquentation des journaux frappés par l'interdit maternel.

Le même interdit s'étendait à ces débuts de feuilletons qu'on trouvait de loin en loin dans les boîtes à lettres du quartier. On alléçait ainsi les clientes potentielles ; pendant deux ou trois semaines on leur livrait le rêve gratuit et à domicile. Une fois qu'on leur avait mis l'eau à la bouche, on les invitait, si elles voulaient en savoir davantage, à acheter *Nous Deux* ou *Confidences* où seraient publiées la suite et la fin de l'histoire. Ça marchait à tout coup. (...) Comment les Italiennes et les autres femmes du quartier auraient-elles pu se désintéresser au sort de Nora, fille des Iles Grenadines, juste au moment où son riche amant l'abandonnait dans un hôtel de Londres après l'avoir attachée aux siens et séduite ?

Je n'ai pas oublié le sourire et les remarques vexatoires des hommes lorsqu'ils tombaient sur ces feuilletons dont leurs compa-

gnés se délectaient. Dans ce milieu, les rôles, attributions et intérêts des deux sexes étaient strictement et une fois pour toutes déterminés. Il apparaissait clairement que la lecture était un truc de femme au même titre que la vaisselle ou la lessive, avec priorité indiscutable - et indiscutée toutefois - à la vaisselle et à la lessive. C'est-à-dire qu'on était capable de consentir à la femme le droit de se distraire de cette innocente manière à condition qu'elle se fût auparavant acquittée de ses tâches ménagères. Et,

monde étaient les affaires des hommes, tandis que l'amour restait celle des femmes. Cette constatation m'atterra, me mit en orbite autour d'un monde incompréhensible, et je tournai longtemps à la recherche de la clé ou de la logique des comportements adultes. A vrai dire, j'éprouvais la même difficulté à devoir résoudre un problème mathématique dont les données auraient été inexactes ou faussées. Dans la vie donc, si je m'en tenais à mes observations, seules les femmes

dépréciaient de l'amour incombait tout entière à la femme. A ce point de ma réflexion, je n'étais pas loin de tenir pour inévitable la conséquence de cet état de fait, à savoir que les femmes de mon entourage pussent aller chercher dans la plus mièvre fiction romanesque des hommes capables de s'intéresser à l'amour, dès lors que l'homme réel, si sûr de ses pouvoirs et prérogatives, si béatement installé dans ses schémas élémentaires, avait tort d'admettre tranquillement dans sa maison ces rivaux de papier. Sans doute n'était-il pas en mesure d'en apprécier le caractère dangereux, voire subversif : sa culture, sa nature, tout ce qu'il était profondément, l'empêchait de voir la compensation à un besoin insatisfait.

Quand l'homme latin, l'homme borné et fier, l'homme réel de chez nous avait assuré à la femme un toit et de quoi vivre - sans compter une nuée d'enfants - il estimait qu'il avait accompli son devoir d'homme et il ne pouvait concéder à la femme d'aspiration plus haute. La notion de besoin était fortement et exclusivement liée à la contingence matérielle : lorsqu'on était nanti d'une maison, d'un lit, d'une table et de quelque argent pour mener son ménage, on devait se sentir heureuse, tout autre besoin eût été une prétention exorbitante. De sorte que considérer la lecture comme un besoin relevait de l'absurde, de la pure loufoquerie. Mieux valait en sourire, et l'homme réel ne s'en privait point. Cependant, la femme, transgressant la loi rigide qui lui était faite, continuait sous les sarcasmes à tenter d'assouvir ce besoin innommé : elle lisait.

Dans la marge où je stationnais, immobile, d'où je culminais au sommet de mon enfance inaltérable, et d'où j'observais le monde, je me sentais détentrice d'un secret formidable dont la divulgation aurait pu mettre la rue de Bastia à feu et à sang. Sans doute est-ce parce que je ne voulais pas en arriver à pareille extrémité et que je la gardai pour moi que ma découverte prit si fort sur mon âme et sur ma vie. Il existe ainsi des vérités dont on ne se remet jamais, et ce ne sont pas celles qui vous sont révélées par d'autres, mais bien celles-là mêmes qui apparaissent au terme d'un long cheminement solitaire. Le territoire le plus cher demeure celui qu'on a débroussaillé seul, de ses propres mains, et pas à pas. Pas à pas donc, au

fil des jours, au spectacle des uns, à l'écoute des autres, je m'étais forgé cette certitude étonnante, détonnante dans mon milieu : lire correspond à un besoin. (...)

Mais il convenait à présent de préciser si le besoin de lire était universel ou si - comme tout autour de moi le donnait à croire - seules les femmes pouvaient le ressentir. Je fus longtemps embarrassée de cette question. Je souhaitais établir que ce besoin était en effet universel mais je butais contre l'évidence qui m'était infligée : même phénomène pour la lecture que pour l'amour, l'humanité se présentait radicalement scindée en deux : celles qui s'y intéressaient et ceux qui ne s'y intéressaient pas, celles que cela concernait, ceux que cela semblait ne concerner nullement.

A cette époque, la sœur de Claudine Gurrieri se mit à enfler : elle attendait un bébé, ayant omis de passer devant le curé et l'officier d'état civil. Elle avait mis - disait-on - la char-rue avant les bœufs. On se hâta de mettre de l'ordre à l'atelier et l'on plaça les faufils sous le joug conjugal. Après quoi la fille Gurrieri continua d'enfler avec la bénédiction des siens et des institutions. Mais cette histoire avait provoqué tant de gorges chaudes dans le quartier que, toujours obsédée par la disparité des aspirations féminines et masculines, j'étais tentée de conclure que le besoin de lire, comme le besoin de procréer, était essentiellement féminin. Une telle conclusion, on s'en doute, n'était pas pour me plaire : décidément elle ne pouvait me satisfaire, elle me semblait par trop hâtive, et je me pris à soupçonner que l'échantillon d'humanité sur lequel j'avais fait porter mes observations n'était peut-être pas, somme toute, suffisamment représentatif. Pour en avoir le cœur net, il fallait aller voir le monde. Les événements politiques devaient se charger de m'en fournir l'occasion. Le 7 août 1959, en compagnie de mes parents et de mes frères, je quittai ma rue de Bastia, mon quartier de Bourgogne, ma ville de Casablanca, le pays où j'étais née. Le 7 août 1959, nous vogueâmes vers la France sur le *Ville de Bordeaux*.

* Chapitre extrait d'un livre d'Anne Bragance : *Virginia Woolf ou la dame sur le piédestal*. A paraître aux éditions Des femmes. (Le titre de cet extrait est de la rédaction.)



Portrait de ANNE BRAGANCE

de fait, les intérieurs de la rue de Bastia, modestes, à la limite souvent du dénuement, rivalisaient d'ordre et de propreté. Les hommes toléraient donc ce passage féminin, convaincus qu'ils étaient de son caractère inoffensif. Ça occupait les femmes, ça les tenait à la maison, ça pouvait-on souhaiter de mieux ?

Cette appréciation péjorative du rapport de la femme à la lecture - que je devais retrouver plus tard, à un autre niveau, plus sophistiqué, plus subtile et subversive - et qui amenait sur les lèvres de messieurs beaucoup plus distingués la moue reconnaissable entre toutes siôt qu'il s'agissait de littérature féminine, cette dépréciation systématique déjà me hérissait le poil. Je n'ai pas fini de régler mes comptes avec ces critiques, ces journalistes qui, lorsqu'ils vous accueillent - ils vont même jusqu'à vous inviter - arborent cet air de condescendance gouaenarde qui signifie : « Alors, ma petite bonne femme, qu'y a-t-il dans ce joli livre ? ». A ceux-là, à ce moment-là, j'ai envie de dire que je n'aime pas le « joli », pas plus que le « petite » et le « bonne femme »-sous-jacents à tous leurs propos. J'ai envie de crier que je ne suis pas dupe et que je les ai vu venir du fin du fond de mon enfance-témoin. Oui, je connais l'air et les paroles du mépris masculin car les premiers, les hommes de la rue de Bastia, le chantaient sur tous les tons. Mais on sait qu'un organe se développe souvent aux dépens d'un autre : s'ils chantaient si bien c'est qu'ils souffraient d'aveuglement, ce dernier procédant lui-même de l'indécrottable sentiment de supériorité sur lequel ils fondaient leurs relations avec sœurs, mères, filles et épouses.

Les hommes, chez nous, avaient beaucoup mieux à faire que de lire. Le travail dévorait leurs journées d'ouvriers ou d'employés, le football, la pétanque, le café, les cartes colmataient les temps morts qu'on ne songeait pas encore à nommer loirs et, de la sorte, l'ennui était battu en brèche. S'il leur arrivait pourtant de sacrifier à la lecture, c'était pour le journal qui leur permettait de se tenir au courant des affaires du monde. Car il allait de soi que les affaires du

se préoccupaient de l'amour. Or j'en savais assez pour ne pas ignorer que dans l'amour on va obligatoirement par deux : un homme, une femme. Le grand jeu était-il donc pipé ?

Résoudre l'improbable cassette : comment arriver à deux lorsqu'on n'est qu'une ? Plus tard j'ai compris que je me posais le problème à rebours de l'engance humaine, laquelle s'est toujours efforcée au contraire de découvrir le moyen de ne faire plus qu'un lorsqu'on est deux, et n'en a pas imaginé d'autre que l'amour, justement, pour réaliser l'impossible équation. Mais j'ignorais encore les délices, les désirs de fusion, il s'agissait seulement pour moi de comprendre pourquoi la tâche harassante et

LETTRE INTERNATIONALE
Le premier journal intellectuel européen
Numéro 1 : Ph. Roth, M. Simecka, D. Edgar, B. Crick - sur Kafka et Orwell, Enzensberger, F. Tristan, U. Eco, J. Goytisolo, L. Sciascia, E. Morin, J. Berger ...
Directeurs A.J. Liehm, Paul Noirot
Numéro 2 vient de paraître. Dans les kiosques. 30 F
Abonnement : un an 100 F
14-16, rue des Petits-Hôtels 75010 Paris Tét. : 523 48 40

Remarquable de bout en bout Françoise Xenakis - Le Matin

LE FEUILLETON

« Les Modernes », de Jean-Paul Aron

Le clan, l'hiver

Par Bertrand POIROT-DELPECH

LES Français ne savent pas vivre en société. De là qu'ils vont par bandes. Dans le monde de la culture, cela tourne au clan : petit cercle de créateurs et de doctes qui troquent leur influence, guerrirent, gloient, chipotent. Périodiquement, un membre de la tribu vend la mèche ; informé, puisque dedans ; mais condamné, du même coup, à l'auto-pamphlet, d'où les égratignés sortent grandis, et renforcés la cible.

A ce jeu de fléchettes en circuit clos ont brillé ces dernières années : Régis Debray (*Le Pouvoir intellectuel*), Harmon et Rotman (*Les Intellectuels*), Sollers (*Femmes*). Cet automne, c'est un pilier du sérail qui conduit la visite. Genre retenu : le journal, avec un choix des quelque cinquante dates, œuvres et figures de la vie intellectuelle depuis la guerre. Hypothèse d'ensemble : la période a soufflé le froid théoricien, le sens et l'émotion y ont pris en glace. Le ton : émotif par son propre bris, éclairant, moins méchant que l'auteur ne s'en donne l'air ; seulement taquin, comme on l'est en famille, pour mieux rester entre soi.

Le meilleur, avec les causeurs érudits de cette espèce, c'est la digression aimable, celle pour laquelle le Barthes de *Mythologies* resta un modèle souvent suivi. Partant d'un fait d'actualité, Aron remonte à son cher dix-neuvième siècle, dont il a si drôlement analysé les goûts alimentaires et autres. Examinant certaines institutions culturelles apparues à la Libération, il souligne le rôle, négligé, du Collège de sociologie, avant guerre. La conférence ratée d'Artaud, en 1947, lui est occasion de relever le faible du « milieu » pour les réconciliations dans l'automne.

Autre moyen de créer la chaleur d'étable que le troupeau se refuse d'ordinaire : les concertations politico-vassallardes (le Rassemblement démocratique révolutionnaire en 1948), plus tard les « manifestes » et les colloques où, de Pontigny (1910) à Carayon en passant par Royumont, culminent, notamment grâce à l'auteur, les jeux narcissiques de la secte, son impayable loquacité.

Le seul choix des événements retenus évoque, par sa coquinerie, la disparate d'une époque. Pour 1950 : la création du Club Méditerranée et la première de *La Cantatrice chauve*. Parfois, l'actualité commande des rapprochements moins farceurs : 1953 a vu, à la fois, une scission dans la communauté psychanalytique française, la parution des *Gommes*, de Robbe-Grillet, du *Degré zéro de l'écriture*, de Barthes, et la création du Domaine musical. N'est-ce pas l'annonce groupée de la « modernité des années 60 », où s'imbriquent le nouveau roman, l'anthropologie structurale, la musique sérielle, le calembour lacanien et la critique textuelle ?

Électrique et mondain sans complexe, Aron n'exclut aucune frivolité de ce qui compose l'air du temps. D'une saison il retient aussi bien un dîner en ville ou une première tumultueuse qu'un essai capital. 1954 ? C'est le moment où, derrière Barthes et Sandier, la petite troupe se toque de Brecht. 1955 ? Beaufret relance, à Carayon, la mode Heidegger. 1959 ? De Gaulle est revenu et Hallyday arrive... 1960 ? Leçon inaugurale de Lévi-Strauss au Collège de France, lancement de la revue *Tel Quel*, dont les futures palinodies sont pointées avec plus de tendresse que de reproche, mais c'est aussi le manifeste des 121 et *A bout de souffle*, de Godard... Dans l'ensemble, l'importance décisive est donnée aux écrits d'universitaires haut de gamme, et à la conversation de même niveau qu'ils entraînent : les *Mots et les Choses*, de Foucault, les séminaires de Lacan, ou *Anti-Œdipe*, assorti d'une tirade, potache à souhait, sur la mode du caleçon...

La mise en perspective cocasse de l'histoire récente des mentalités fait merveille à propos de Mai 68. En moins de vingt pages, tout est dit, sans lyrisme ni dénigrement. Les faits y sont, les portraits de vedettes (Raymond Aron, Maurice Clavel), les gaz lacrymogènes, la diarrhée verbale, les visées sur l'aristocratie. Le passage mériterait d'être reproduit tel quel dans les futurs manuels.

DEPUIS la guerre, on dirait que notre intelligentsia ne s'est permis, pour toute émotion forte, que cette parodie de révolte fraternelle. C'est du moins la conviction qui domine ces *Modernes*. L'esprit français n'aurait cessé de souffler le froid.

Serait-ce la faute de ces trois « protestants » qu'étaient Gide, Sartre et Barthes ? Notre culture, d'après Aron, s'est bloquée dans l'ellipse, le peu, le creux, et la glaçante théorie de son rien. Car le commentaire de la création, tenu pour vice ailleurs, se donne, chez nous, pour la création même. Loin de combattre l'amenagement de ses perceptions et de ses ambitions, le gent artistique le contemple, s'en fait gloire et fol. Sous ce soleil d'hiver, voici trente ans et plus que l'émotion se fige, que les œuvres s'étriquent, que l'élan fait place au programme aride.

Qui soufflera le chaud sur le troupeau grelottant ? Aron ne perd pas espoir. Il connaît des « dissidents incandescents », des apôtres libertins, prêts à témoigner de l'irréductibilité du sens. Avec eux, il traverse la banquise présente sur ce qu'il appelle son « *Radeau de la Méduse* », en attendant des jours meilleurs.

Des noms ? Laitis, Cloran, pour les anciens ; chez les plus jeunes : Byzantios, Chaillou, Demérier, Dispot, Huisman, Kempf, Jack Lang... ses amis, il ne s'en cache pas. Un clan, parmi d'autres. Ainsi fonctionne le milieu, éternellement adolescent, dans ses narçades, ses préférences, ses niches.

* LES MODERNES, de Jean-Paul Aron, Gallimard, 320 p., 75 F.

Du poison dans la culture française

(Suite de la page 11.)

Personne n'ose toucher à Blanchot. Il est sacré. Un jour, parlant de lui avec mon ami Georges Lambrichs, j'ai entamé son procès. Lambrichs a eu un geste sublime : il s'est bouché les oreilles ! Cloran et Giacometti, au contraire, me semblent être des adversaires irréductibles d'un monstre sans visage, oublié de ses origines, qui a fini par tout avaler. Mon livre, comme une dose de poison, doit accélérer son agonie.

- Vous démasquez autre chose que le rôle, néfaste selon vous, de quelques pontifes. Les événements, tels que vous les revoyez, dépassent les individus.

- Je n'ignore pas, bien au contraire, l'influence déterminante d'un Lévi-Strauss qui a

rapporté d'Amérique dans ses bagages, sous l'influence de Jakobson, les clés d'une interprétation de tous les faits culturels. Un véritable « coup de Prague » ! Mais parfois, l'événement ne dépend pas de la volonté globalisante de tel ou tel maître penseur. Prenez la célèbre conférence d'Artaud au Vieux-Colombier, le 13 janvier 1947, où je vois une « mutation acoustique dans l'institution culturelle parisienne ». Romain Weingarten et Jean Laude y assistaient. Je leur ai demandé plusieurs fois de me raconter ce qu'ils avaient vu et entendu ce soir-là. La folie, avec Artaud, s'impose comme un bien de consommation courante. Elle s'exhibe devant ceux qui vont la confisquer ou l'exploiter. L'évé-

nement est minuscule et capital. Sollers ne s'en est pas encore remis. Ou bien, revenez en arrière, jusqu'aux journées de mai 68. C'est l'avènement d'une époque où la loi passe de la prescription des interdits à la régulation des concupiscentes. J'ai cru, moi aussi, à tous les pontifs de l'émeute. Dans ce chapitre où je fais, sans joie, mon auto-critique, je malmène ceux à qui le vent d'hiver des structures a donné un instrument de domination culturelle, les petits clercs de *Libération*. Ils stérilisent la vie, sans vergogne, après avoir cru s'être soulevés pour la défendre.

- Deux des idoles de la modernité, le marquis de Sade et Raymond Roussel, vous donnent l'occasion d'analyser comment elle a pu réduire à presque rien

leurs œuvres, si joyeuses et si fécondes...

- Sade est l'ancêtre officiel des modernes. Ils se succèdent à ses pieds, pour le trahir. Bataille, Blanchot, Barthes, Klossowski, Flaubert, parlant de Sade, l'appelaient « le Vieux ». Ce Sade-là, un Sade de feu, je le reconnais. Sade n'est pas un œil impavide devant les supplices, l'œil béant et mort qui occupe le centre des romans de Robbe-Grillet. Robbe-Grillet ! Sans avoir aucun talent littéraire, il a, bien sûr, récupéré Roussel, avant Foucault. Je traite longuement du livre de Foucault sur Roussel parce que j'ai pratiqué et aimé l'auteur de *Locust Solus* et de *L'Étoile au front*, des facettes vertigineuses. Il me semble, en

outre, que le petit essai de Foucault révèle la faille de son système et en trahit la désolante sécheresse.

- On respire mal dans les chapelles où chacun, de Pierre Boulez à Claude Lévi-Strauss, semble surtout « arde de pouvoir ». Vous terminez néanmoins votre voyage en pays des glaces sur une note d'espoir, au terme d'une visite à l'exposition Manet : « Dans le froid qui s'érige en condition permanente des sociétés et des cultures, l'humanité se doit, pour retarder sa mort physique, d'ambroser des serres ».

- La maladie et la mort hantent de Ionesco à Rensais, la production des modernes. Ils savent de quoi ils parlent, sans doute. Cette lumière funèbre,

vous la trouverez dans le récit de ma soirée avec Barthes. Nous étimes des rapports difficiles. Il a fini par être englouti dans le gouffre où sombrent les formalismes, glorieux et solitaire. Et il avait commencé si lumineusement ! J'ai quelques amis, Jean Borie, Roger Kempf, le peintre Byzantios, qui ont suivi le même chemin que moi. Ils ont rencontré longtemps une indifférence de plomb. Elle nous a rapprochés, au sein d'une solidarité fondamentale. Mon livre, qui sonne le glas de la modernité, leur rend hommage. Ils ne sont pas des maudits, plus maintenant. Des livres, des toiles, vont donc survivre à l'ère des images et des paroles surgées.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

ROMANS POLICIERS

Albert Paraz, un énergumène du tonnerre

(Suite de la page 11.)

Car c'est surtout cela qu'il est, ce grand gaillard au profil d'empereur : un homme libre, disant ce qu'il pense et pensant ce qu'il dit, sans détours ni contours, un non-conformiste cousu main, un énergumène de la race des Léon Bloy, le vociférateur. Mais chez Paraz la colère se dissimule sous le masque de la rigolade intense, de la paillardise juteuse. Ce n'est pas le poing fermé, mais la main baladeuse, chiffonnée de chiffons.

Ce qui ne l'empêche pas, parfois, de voir rouge...

Et à propos de rouge, une anecdote : abandonnant pour quelques jours le sans de Venise où il se soignait, il monta à Paris voir des copains. Pour la circonstance, il revêtit un costume de marin pêcheur du plus bel écarlate, « afin, précisa-t-il, que si, par un coup fourré, on me cloquait la Légion d'honneur, ça ne se voie pas ». Je vous dis, pas sortable, cézigue. Dans *Une fille du tonnerre* et la suite, ces pseudo-romans policiers et d'espionnage, personne n'est épargné. [...] Nous assistons au plus réjouissant jeu de massacre qui soit. Ce n'est pas du roman,

c'est du pamphlet. Et jusque dans la page « du même auteur » on dans le glossaire « à l'usage des demoiselles » qui clot *Une fille du tonnerre*, il envoie la purée ! Page du même auteur : « Valsez saucisses ». (Mystérieusement inépuisable.)... Valsez, édicteurs !... Glossaire : « Normilien, polytechnicien : élèves de grandes écoles, presque toujours abrutis... V'lan ! Qui dit mieux ?... Evidemment, il ne songea jamais à écrire *L'Art de se faire des amis*. Et pourtant, il

s'en fit. Il exista même, tout de suite après sa mort, une association qui porta ce nom : la Société des amis d'Albert Paraz. Nous nous proposons de publier des inédits, d'organiser des expositions, car il était peintre, aussi, je crois. On édita le *Menuet du Haricot*, vague suite à *Gala des vaches*, et ce fut tout.

Puisque les Editions du Sycamore ont en la louable et courageuse idée de rééditer cet écrivain, injustement méconnu et presque oublié, il reste à souhaiter que le succès couronne leur

entreprise, ce qui serait susceptible de favoriser la renaissance de la Société des amis de notre ami. [...]

* Préface d'Une fille du tonnerre, roman d'Albert Paraz, qui paraîtra en novembre aux Editions du Sycamore, 288 p., 69 F.

* Rappelons que Léo Malet est l'auteur des Nouveaux enquêteurs de Paris, suite de romans policiers dont le héros s'appelle Nestor Burma.

Paraz est mort en 1957. On a réédité de lui : *Bizra, le Gala des vaches* (Balland) et *Valsez saucisses* (Slatkine).

Gomez Arcos

Et Gomez-Arcos créa la femme... au plus sombre de l'âme humaine, avec une écriture qui renverse par sa puissance visionnaire, par sa charge enragée.

André Clavel / Le Matin

75 F

S E U I L

La semaine prochaine dans « le Monde des livres »

Les secrets de Jean Paulhan, par Anne Bragance, Geneviève Brisac, Frédéric Gausson, Roger Jadrin, Serge Koster, J.-M.-G. Le Clézio et Raphaël Sorin.

La suite de notre enquête sur les Français et la lecture :

- Dans les entreprises : un droit des travailleurs.
- A l'hôpital : la guérison par les livres.

مكتبة الأصيل

مكتبة

Le Monde

culture

CINÉMA

LES OBSEQUES DE FRANÇOIS TRUFFAUT

Le vingt-sixième film

Il se tenaient en retrait derrière les tombes, seuls ou deux par deux, refusant la foule des hommages, suivant de loin le cortège dans les allées du cimetière Montmartre. Ils avaient quitté leurs réserves, la Cinéma-thèque et les ciné-clubs, pour quelques heures, le temps d'assister, en pleine lumière, à la mise en terre de François Truffaut.

Des cinéphilés... Frères, avec ce teint blafard si caractéristique des salles obscures, ils remédiaient une tristesse intransmissible alors qu'entour d'une tombe, au milieu des couronnes de fleurs, les proches, les amis, tout le cinéma national, pleuraient un homme. Qu'étaient-ils venus enterrer ?

Plus remuants parmi les centaines de fidèles de Truffaut et de simples spectateurs, une émotion moite compassée dans les yeux, des cinéastes en herbe étaient venus saluer celui qu'ils avaient tous l'ambition de remplacer. Éléves de l'IDHEC, amateurs fous d'images, ils fixaient, l'air gourmand, en vidéo ou à la caméra super-8, les obseques du jeune patriarcat qui leur ouvrait l'avenir.

Les obseques de François Truffaut, mercredi 24 octobre, ont ressemblé à ce qu'on pouvait

en attendre. Et d'abord, bien évidemment, à un film de Truffaut, comme l'a dit l'un des amis du cinéaste, Claude de Givrey. La douceur de l'air, les bruits de la ville, au loin, les couleurs d'automne, ces femmes en noir, toutes ces images semblaient collées bout à bout, tirées de quelques scènes des vingt-cinq films qui avaient marqué l'époque.

Mais, pour ces cinéphilés, pour ces réalisateurs en herbe, l'enterrement avait aussi valeur de constat vérité sur place. L'homme disparu n'annonçait pas avec lui le plaisir du cinéma.

Les passions au scope restant au vivant. C'était sensible par les visages émuverts de Catherine Deneuve et de Fanny Ardant, de Charles Denner ou de Bertrand Tavernier, et même de l'air d'un honneur sonné qu'avait Jean-Pierre L  aud. Eric Rohmer, Jacques Rivette, Alain Resnais, d'autres réalisateurs se chargeaient de la force de celui qu'on c  l  br  it. Des centaines de spectateurs de Jules et Jim ou de Baisers volés étaient venus remercier des bonheurs passés et appeler de leurs vœux, un souvenir même de François Truffaut, mais sans lui, des joies à venir.

Ph. Bg.

EXPOSITION

FIAC 84

Le public et son information

Lundi 22 octobre, troisième jour d'ouverture, la population de la FIAC, marchands ou visiteurs, s'étonnait de se trouver aussi nombreuse, pour un lundi précisément. Depuis, l'affluence n'a pas faibli. L'air du succès, entenu des vendredis, jour de l'inauguration, on l'avait compris (comment ?) quelque onze mille visiteurs bien que l'entrée ait été, pour une majorité d'entre eux, payante.

La même soirée, gratuite en 1983, avait accueilli dix-sept mille visiteurs. La perte est donc minime au regard du bénéfice, et cette diminution du nombre des visiteurs s'est révélée en outre extrêmement profitable en ce qui concerne l'espace vital évitant les étouffements, les apoplexies et, en définitive, permettant de regarder les   uvres.

Neuf mille visiteurs en 1974, quatre-vingt-dix-sept mille en 1983, raisonnablement plus en 1984. Sans parler des affaires que peuvent y faire les marchands, on est frappé par l'intérêt croissant que suscite la FIAC. Un intérêt d  j considérable si l'on songe que chacune des cent soixante-neuf galeries participantes ne voit pas forcément passer en un an le dixième de ce qu'elle rencontre là en dix jours. Il est même vraisemblable que le public de cette foire dépasse largement le public ordinaire des galeries, tout au moins celui des galeries parisiennes.

Un effet de la FIAC semble être ainsi d'attirer vers l'art contemporain des gens qui, jusqu'à présent, hésitaient à entrer dans les galeries. Pour des raisons multiples, qui tiennent autant à la psychologie qu'à la mode ou au « nouveau culture » français, la vitrine séparant la peinture et la rue tombe donc au propre comme au figuré sous les verrières du Grand Palais.

Le public, aussi, paraît plus à l'aise, plus familier des cimaises. Il craint moins de s'informer, et moins, également, de s'avouer ses propres goûts ; il paraît moins se préoccuper de ce qu'il est convenable ou non de penser. On rencontre moins de ces réactions de rejet, moins de r  cances devant ce qu'on se connaît pas et qu'on traite alors comme un monde hostile, ridicule, ou barbare.

Le système des expositions personnelles, désormais majoritaire (quatre-vingt-quinze galeries) facilite incontestablement l'accès à la peinture contemporaine. L'aspect for   fondé sur l'échantillonnage des expositions de groupe y perd sans doute un peu, mais, pour qui ne connaît pas les noms, les courants (ou les clans), une FIAC ainsi b  n  e est préférable et en tout cas plus claire. D'autant que les galeries qui ont préféré rester fidèles à l'échantillonnage et présenter toute la gamme de leurs poulains bénéficient elles aussi de cette situation, formant comme des contrepoints un peu bouillonnants dans une foire bien ordonnée.

Si l'on ne s'y retrouve pas, une initiative, qui serait logique pour un musée mais qui paraît curieuse pour la FIAC, a été d'organiser des visites guidées. Elles ont lieu trois fois par jour, durent un peu plus d'une heure, et sont conduites par quatre enseignants et des animateurs conférenciers du Centre Pompidou. Deux d'entre eux (MM. Makaris et J.-P. Marcheschi) ayant publié un excellent petit guide, Musée national d'art moderne aux   ditions Hazan.

Des livres, précisément, on en

trouve cette année à la FIAC, si l'on souhaite approfondir sa connaissance de la peinture ou de la sculpture passées, présentes et, semble-t-il à nouveau, à venir... Cette librairie, placée une fois de plus sous la responsabilité de Flammarion, offre sur 120 mètres carrés, quelque chose comme quinze cents titres et bien sûr des revues, ces revues sans lesquelles la connaissance quotidienne de l'art contemporain, éparpillé dans ses multiples capitales, serait si difficile.

Sous la verrière du Grand Palais sont d'ailleurs dispersés plus d'une vingtaine de ces périodiques qui ont estimé conforme à leur image cette onzième FIAC. La moitié d'entre elles sont étrangères, ce qui est largement supérieur à la proportion des galeries. Pour la France, on trouve celles qui ont les moyens de se payer un stand, ou celles qui se sont senti   obligées de s'en donner les moyens... Car, à peu d'exceptions près, les revues d'art françaises ne sont pas bien riches, doivent sacrifier au mauvais papier et au noir et blanc, se vover quelquefois à la publicité rédactionnelle, serait-ce avec circonspection. On voudrait les citer toutes. On se contentera, pour les locomotives du présent, d'Art Press et de Flash art. Et, pour l'  clatisme des époques et des genres, Beaux-Arts Magazine, bulldozer mensuel qui a su se coller à l'actualité malgré les délais de fabrication. Bizarrement éclectique est aussi la plaquette qu'a publiée cette revue à l'occasion de la FIAC et qui présente vingt portraits de peintres.

L'information de la FIAC passe enfin par la télématique grâce au Centre de rencontres entreprises, architectes, artistes-plasticiens (CREA). Le CREA présente sur Minitel une maquette de banque de données qui devrait permettre, lors de sa réalisation définitive, d'établir toutes sortes de contacts entre les secteurs économique et culturel, en particulier pour les opérations de mécénat.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

ROCK

LA TOURNÉE ET LE NOUVEAU DISQUE DE U2

L'  pop  e d'un groupe irlandais

Dans un Palais des Sports bond   et défilant le samedi 20 octobre à Toulouse, U2 (prononcez you too) a donné le troisième concert d'une grande tournée européenne. En France, c'est la première fois depuis la rentrée qu'un groupe anglo-saxon fait le plein dans les régions.

Ce succès, colossal et international, est important en ce qu'il ne répond pas aux parangons qui seraient habituellement les hit-parades. U2 est l'antithèse de Michael Jackson, la négation de l'entertainment. Pour ses musiciens, le rock est un acte de foi, un engagement. Sérieux, austère, leur création est celle de l'âme, comme on dit « soul » en américain pour une certaine forme de musique noire, à cette différence que les émotions qui l'habitent et la font bouger sont blanches, enracinées dans leur terre et leurs origines irlandaises.

Les quatre de U2 ont la franchise et l'innocence de provinciaux, attachés à la ville de Dublin, qui découvrent le monde comme des Beatles à leurs débuts. Ils chantent vrai et sincère comme un Bruce Springsteen. Ils sont petits et nature comme nos Telephone nationaux, facilitant l'identification, guerriers et farouches comme les musiciens de Clash. Enfin, ils sont jeunes (moyenne d'age : vingt-trois ans) et imprenables aux ficelles du show-business. Au milieu des paillettes et du star

ambients, cette sincérité, cette conviction ont touché et gagné la confiance du public.

Leur nouvel album a pour titre The Unforgettable Fire (la Feu inoubliable) en référence à l'exposition itinérante de témoins qui ont tenté de traduire en peinture l'explosion d'Hiroshima - et qu'ils ont d'ailleurs fait venir à Dublin. U2 est un groupe sans dérision, qui se prend au sérieux - pourquoi pas ? - et pour qui la musique est synonyme de spiritualité.

Rencontrés    Chicago, il y a trois ans, à l'occasion de leur première tournée mondiale, ils vivaient, la tête froide, un tourbillon qui ne dépassait pas, pour eux, le stade de l'étonnement. La montée soudaine de leur premier album (Boy) dans les hit-parades américains (cas unique pour un groupe britannique et irlandais de surcroît) ne changeait en rien leur réalité qui, à l'époque, était celle d'un groupe à peine sorti de son local de répétitions. Leurs préoccupations n'étaient pas musicales mais humaines, pas le nouveau disque des Rolling Stones mais la nouvelle bombe lancée par l'IRA. Leur Thriller à eux disait Sunday, Bloody Sunday (Dimanche sanglant).

Et quelle étrange manière de travailler : en s'ouvrant trois mois dans un studio éloigné de tout, avec une obsession de la perfection (encore Springsteen) et la volonté de retrouver sur la cire la dimension de la vie, parce que la scène c'est la

vérité sans laquelle un groupe conviction ont touché et gagné la confiance du public. Leur nouvel album a pour titre The Unforgettable Fire (la Feu inoubliable) en référence à l'exposition itinérante de témoins qui ont tenté de traduire en peinture l'explosion d'Hiroshima - et qu'ils ont d'ailleurs fait venir à Dublin. U2 est un groupe sans dérision, qui se prend au sérieux - pourquoi pas ? - et pour qui la musique est synonyme de spiritualité.

Cette détermination, cette puissance impulsive trouvent leur terrain de combat privilégié sur la scène. Il y a véritablement une dimension héroïque chez U2. Ils y croient, ils y croient d'instinct, sans temps morts la batterie tapant, imperturbable, même entre les morceaux, la guitare lançant ses rafales impétueuses et la voix arrachant ses appels de détresse, poignante, offerte.    Toulouse, pendant une heure et quinze minutes (rappels compris), les ovations du public étaient assourdissantes.

ALAIN WAIS.

* Espace Balard,    Paris, le 25 octobre. * Discographie : The Unforgettable Fire (Phonogram, 822899-1).

THEATRE ANTOINE... FRANCIS HUSTER... LE SABLIER... de NINA COMPANNEZ... ANNICK BLANCHETEAU... ANNE CANOVAS... MARTINE CHEVALIER... FRANCIS LAX... RONALD GUTTMAN... MARIELISE BOMME, ISABELLE DARTY... PATRICE ALEXANDRE... LOCATION : 208.77.71 et Agences

SALLE CHEVREUIL... ATHENEE... LE RÊVE DE D'ALEMBERT... avec Marie Dubois, Denis Manuel, Bernard Waver... mise en scène Jacques Kraemer... LOC. 742.67.27 - AGENCES - FIAC

Th  atre Ouvert... théatre éclaté... noises d'Enzo Comanni... Ne rater pas l'occasion de dire plus tard : "j'y étais" (L'Express). Mise en scène parfaite d'une vraie écriture th  atrale d'aujourd'hui (Revue du Point). A voir contre ce que télévision. Ce spectacle est le plus original de ce début de saison (Le Nouvel Observateur). Distribution "haut de gamme" (Le Monde). Un commando de comediens extr  s (Libération). le Jardin d'iver... loc. 262.59.29

THEATRE EUROPE... LE MAL DU PAYS... de Jacques-Pierre AMETTE... mise en scène Stuart SEIDE... avec Jean-Baptiste MALARTE, Laurence ROY, Wladimir YORDANOFF... 16 OCT. 17 NOV. 18 H 30... PETIT ODEON... Salle Roger Blin... 325.70.32

OPERA... APRÈS LE SUCCÈS REMPORTÉ EN AVRIL à l'OPÉRA-COMIQUE... Reprise du 25 octobre au 12 novembre... CIMAROSA... LE MARIAGE SECRET... LOCATION - OPÉRA-COMIQUE - 296.06.31 ET AGENCES

VARIÉTÉS

LE CUARTETO CEDRON A BUENOS-AIRES

« Rue Corrientes, on nous a reconnus ! »

Il y a deux ans, le Cuarteto Cedron était ses vingt ans de musique et d'émotion à Bobino. Sur la scène, des éléments de décor sugg  raient une boîte de Buenos-Aires. El Cano Quatorce ou El Viejo Almac  n.

Ces lieux de célébration du tango, le Cuarteto Cedron vient de les r  visiter dans une capitale argentine retrouvée pour la première fois depuis dix ans. Avec l'Espagnol Paco Ibanez, le Cuarteto a donné des concerts à Buenos-Aires (et aussi à Cordoba,    La Plata), devant un public qui renouait un lien coupé au milieu des années 70.    l'époque de la dictature militaire, les albums du Cuarteto Cedron étaient pas franchement interdits. Aussi, Juan Cedron, le chanteur César Strucchio, le bandoniste, Miguel Praino, le guitariste et Carlos Carlsen le violoncelliste se sont aperçus que la forme de tango qu'ils ont développée en France en s'appuyant sur la tradition, les jeunes habitants de Buenos-

Aires, les « portenos », la connaissent bien et pouvaient chanter les paroles de leurs chansons d'une façon tranquille, sans crier, sans manifester avec trop d'ostentation le retour des exilés.

A Buenos-Aires, le Cuarteto Cedron et cinq mille personnes ont chanté Sur, l'un des classiques du tango. Puis Juan Cedron a repris le poème de Dylan Thomas : « Morts et nus, les hommes ne feront qu'un Avec l'homme dans le vent et la lune de l'Ouest Ils auront des étoiles aux coudes et aux pieds. Même devenus fous, ils seront sains d'esprit. Même et les amants se perdent. l'amour restera. Et la mort n'aura pas de pouvoir »

Juan Cedron a fait un effort énorme pour ne pas pleurer au cours de cette chanson. Au dernier mot prononcé, à la dernière note jou  e, cinq mille personnes ont allumée une cigarette.

Le Cuarteto Cedron a participé aussi    de nombreuses émissions de radio en Argentine. « Les gens nous t  l  phonaient pendant l'enregistrement, dit Juan Cedron. On nous reconnaissait dans la rue Corrientes. On nous interpellait : « Nous vous aimons. Merci mille fois d'être venus... Restez ! restez ! » Aujourd'hui, nous avons deux pays. Nous allons voir comment nous pourrions partager. Ici, en France, nous avons eu la possibilité de nous exprimer, de travailler. Pendant deux, trois ans, nous allons faire la navette entre la France et l'Argentine. Au printemps prochain, nous retournerons à Buenos-Aires pour une série de concerts. » C. F.

Les musées de la Ville de Paris

La Ville de Paris a lancée une campagne intitulée « Sortez des musées fermés pour faire connaître ses musées municipaux parfois peu connus. En achetant un billet d'entrée dans n'importe lequel de ces musées, un laissez-passer est remis donnant accès gratuitement à tous les autres mus  s qu'à la tour Eiffel, à jusqu'au 4 novembre, à lieu une exposition sur « Les musées de la Ville de Paris et leurs mécènes ». Elle présente environ deux cents œuvres provenant de donations.

Un Bonnard endommagé

Le Jardin, peinture de Bonnard, endommagée le 2 octobre alors qu'elle était exposée au musée de Dallas (Texas) supplée elle avait été pr  t  e, doit être prochainement réexpédiée en France. Elle porte une déchirure d'une trentaine de centimètres, due peut-être à un accident, selon la police. M. Daniel Chiron, conservateur du musée du Petit Palais, qui s'est rendu sur place, a estimé le dommage « réparable ».

Cinéma sciences et technique

Après le pr  ludant en 1983, c'est au tour des sciences et des techniques d'avoir leur festival à l'initiative de l'Association cinéma et audiovisuel en Val-de-Marne (CAVM). Cinquante et un long métrages et cinquante-six courts métrages classés par catégories sont présentés jusqu'au 15 novembre dans onze villes du département. (Rens. : 283-62-61.)

Hommage    Argentina

Antonio Mar  , né en 1890 à Buenos-Aires, d'un père espagnol et d'une mère andalouse, associa l'enthousiasme des foules au début du s  cle sous le nom d'Argentina. Morte prématurément en 1936, elle demeure avec son grand sourire et son regard de feu comme le symbole de la danse espagnole. Plus de vingt costumes de scène seront exposés avec de nombreux souvenirs au Th  atre des Champs-  lys  es, qui lui rend hommage quarante ans après son d  partier récité (du 5 au 12 novembre).

Le « sixième jour » après Bonaparte

Alors qu'il comm  nce à peine le montage d'Adrien Bonaparte, le cinéaste Jacques Youssouf Chahine vient d'annoncer que son prochain film serait en principe « la poignante histoire d'une grand-mère, d'un enfant et d'un monstre de s  xe par   sur le Nil pour faire le ch  lier ». C'est le sujet du Sixième Jour, livre de la romanc  re   gypto-libano-française Andrée Ch  did, et qui s'inspire du déroulement de la dernière épique des ch  liers survenue en 1952.

Telex pour les enfants

Une des grandes tentatives du théatre pour enfants est de se mettre à l'  cole de la télévision et de la télévision des écrans pédagogiques qu'ont tenté les Bateleurs 2000, en montant le Secret de Telex. L'histoire d'un gamin lègue candidat à un rôle de héros pour feuilleton télévisé, sur fond d'aventures préhistoriques. Le manichéisme triomphe all  grement dans cette mise en scène sans prétention de Nicole André. A recommander à peu près exclusivement aux jeunes publics préhistoriques fantasmatiques à la Rahan. (Comédie de Paris, les mercredi et samedi à 14 h 30, tél. 281-29-36.)

Architecture et cinéma

Le deuxième Festival international du film d'architecture, d'urbanisme et d'environnement urbain se poursuivra jusqu'au 31 octobre à Bordeaux. Mais le jury, présidé par Ricardo Bofill et d'ores et d  j d  crist   son grand prix au film yougoslave Chiffres venant de la lumiere, de Bruno Gaudin.

Réalisé en 1982, ce film met en valeur une petite   glise du IX s  cle, l'  glise Sainte-Croix    Nin (Yougoslavie), dont les mesures suivent les déplacements du soleil au cours des saisons.

Les films primés au cours du festival devraient être prochainement projet  s au Centre Pompidou,    Paris.

Festival des ciné-clubs à Poitiers

Près de quatre-vingts films r  pr  sentant le cinéma pays sont projet  s du 24 au 30 octobre à Poitiers (Vienne)    l'occasion du deuxième Festival international des ciné-clubs. Douze d'entre eux sont en compétition pour le grand prix du festival, dont le jury est présidé par le scénariste et réalisateur italien Carlo Lizzani. La soirée inaugurale de ce deuxième Festival de Poitiers a été consacrée à François Truffaut, qui était président de la Fédération internationale des ciné-clubs.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE EDITION INTERNATIONALE... spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger... Exemplaires spéciaux sur demande

مكتبة

COMMUNICATION

SERVICE PUBLIC ET CHAINES PRIVÉES

Le débat sur les télévisions libres est relancé

Les « télévisions libres » - télévisions par voie hertzienne - sont de nouveau sur la sellette. Canal 5, la première à avoir pu émettre sur toute la ville de Paris dans de bonnes conditions techniques, avait d'être saisie par la police, attend le jugement d'appel à l'ordonnance de non-lieu rendue le 29 août dernier. Appel demandé par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, qui a annoncé, mardi 23 octobre, sa volonté de faire modifier la loi, en cas de confirmation du non-lieu.

Forté du premier jugement, une autre expérience de télévision libre sera tentée, à Grenoble, du 1^{er} au 4 novembre, par un groupe de professionnels de la communication (ARP pour la communication, Synercom pour la publicité, Médialp pour l'information et la radio intermédiaire fréquence IFM). Un émetteur puissant a été installé en altitude, l'opération sera, en partie, financée par la publicité.

Le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) s'est prononcé, le 23 octobre, pour « un développement équilibré des télévisions libres », lors d'un débat organisé par l'association Média 9. M. Thierry Jeantet, porte-parole du MRG, a souhaité que soient suspendues toutes poursuites contre les animateurs de ces télévisions, et proposé qu'une expérience de deux ans soit tentée par des sociétés à but non lucratif.

Le colloque organisé le même jour par l'hebdomadaire Têlé 7 Jours, sur le service public, ne pouvait ignorer la question.

Condamné à mort, le service public de la télévision ? Pas du tout. Malmené sans doute, houspillé, dénigré et désarmé, concurrencé, mais pas condamné. C'était en tout cas la réponse des participants au colloque organisé sur ce thème mardi 23 octobre par Têlé 7 Jours.

Les défis sont nouveaux et nombreux pour la télévision traditionnelle, et le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, M. Georges Fillioud, rejette l'idée d'une « multiplication anarchique des chaînes » et d'une « dérégulation brutale » qui menacerait, comme en Italie, la création et la production télévisées ou cinématographiques. Pour la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, représentée par sa présidente, M^{me} Michèle Costa, le service public mieux qu'il y a deux ans ou trois ans, mais reste soumis à « des cahiers des charges trop lourds » et des « coûts de production en hausse perpétuelle ».

Aux chaînes actuelles, donc, a dit M^{me} Costa, de savoir utiliser les atouts du service public : la préférence des téléspectateurs pour les fictions françaises, la meilleure transparence de budgets, l'ouverture récente de nouvelles tranches horaires qui fait éclater le cadre ancien du midi-minuit, et enfin l'émergence d'une nouvelle concurrence, propre à entraîner un sursaut et bouleverser les habitudes.

Ces propos ont été approuvés par le président de TF1, M. Hervé Bourges, qui juge indispensable de transformer sa chaîne en « un véritable groupe de communication » et estime urgent pour le service public d'« apprendre à vendre », de se heurter aux corporatismes et à la bureaucratie, et d'oser « conquérir de nouveaux espaces ».

« Une liberté fondamentale » M^{me} Jean-Louis Bessis, responsable de la télévision privée hertzienne

ANNICK COJEAN.

Une banque multimédia

« La CIC a tiré le premier. Nous avons été obligés de nous battre à notre tour sur le marché des moins de dix-huit ans. » Présenté par son directeur de la communication au séminaire de l'institut de recherches et d'études en publicité, réuni à Paris les 23 et 24 octobre, le directeur de la campagne de publicité de la banque de France, Alain Souchon, a déclaré que son groupe avait été déçu par les résultats de la campagne nationale de la banque de France. Le même clip pourrait se carrière sur les écrans vidéo de quelques fast-food. Ajouter à cela une information sur personnel par plus de mille cassettes vidéo, quatre millions de brochures explicatives envoyées avec les relevés de compte, un journal de bande dessinée créé pour l'occasion, réunissant quelques grands noms du crayon, et vous aurez déjà soixante mille comptes bancaires ouverts en moins de trois semaines. Qui a dit que les banquiers ne s'intéressaient pas aux nouveaux médias ?

J.-F. L.

Jeudi 25 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : Ballet d'opéra. D'André Ravel et Michel Beray, avec Pierre Mondy, Dolin Bocardou. Pour des couples, place San Marco, pont du Rialto... Venise. Comme il se doit, Pepetta et Gilberto respectent, lors de leur voyage de noces, les usages d'usage. Philippe et Michel sont sur leurs traces. 21 h 30 Intévision. Magazine d'information proposé par A. Demours, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy. Au sommaire : une interview du colonel salvadorien Domingo Monterrosa peu de temps avant sa mort ; la chasse en France ; avoir vingt ans au Cressot ; les enfants passionnés de Gusa ; le club des chefs des chefs (les cuisiniers des rois, des princes et des chefs d'Etat). 22 h 45 Journal. 23 h 5 Étoiles à la une. Présenté par Frédéric Mitterrand. Cinéma : Clair de feu. Film français de Costa-Gavras (1979), avec R. Schneider, Y. Montand, R. Valli, L. Koldova, H. Benoit (Rediffusion). Ravioli de désespoir, un homme rencontre une femme, elle-même divorcée. Il s'accroche à elle, au cours d'une nuit d'errance et de fièvre. L'atmosphère morbide de certaines séquences et les dialogues empruntés au roman (adapté) de Roman Gary écrit ce qui aurait pu être un grand drame sentimental. Seul, Romy Schneider est admirablement pathétique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : La Mafia. De Domenico D'Amico, avec M. Placido, N. James, F. Périot. Troisième épisode : Cyrano, le jeune trafiquant de drogue, est en prison. L'experte démontre que l'arme qu'il détenait est bien celle qui a tué le commissaire. Un feuilleton qui se situe dans le milieu qui mêle un drame familial et un thriller à l'américaine dans la tradition du cinéma italien des années 1960-1970. 21 h 45 L'histoire en question : Churchill « le Lion ». D'Alain Decaux. Une carrière politique d'un demi-siècle : secrétaire de l'Armistice, ministre de la guerre, chancelier de l'Échiquier du cabinet Baldwin, enfin premier ministre « de la guerre »... L'un des grands personnages du siècle.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 23 h Histoires courtes. Dorothée, c'est pas et demi, de Pierre Gauthier ; Sans préavis, de Michel Gauthier. 23 h 20 Journal. 23 h 35 Bonssoir les clips. 20 h 35 Ciné-passion. Présenté par Marie-Christine Barault. 20 h 40 Cinéma : Répétitions. Film réalisé de M. Soutar (1977), avec J.-L. Trintignant, D. Seyrig, L. Messier, V. Maurin, R. Jeudy. Un metteur en scène prépare, sur les bords du lac Léman, un film tiré des Trois Sœurs, de Tchekhov. Ses répétitions influent sur les « répétitions ». Réflexion à propos de la vie et de la création, relations conduisant à une sorte de psychodrame, climat feutré rappelant justement l'univers tchekhovien. Les comédiens sont aussi des femmes. 22 h 30 Journal. 22 h 35 Vidéo à la chaîne. 22 h 40 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 10, les DOM-TOM au quotidien ; 17 h 40, Chronique de la France en guerre ; 18 h 18, Série : Dynamis ; 18 h 55, Dessin animé : l'inspecteur Gadget ; 19 h, les Tritons ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Dramatique : Belle Docteur ou l'amour dangereux de G. Boccaccio ; avec Marico Rich, Claude Rich, Dominique Paturel, Dora Doll. 21 h 30 Musique mode d'emploi : Notes en contrepoint. 22 h 30 Nuits magiques : surimpressions viennoises, à Paris 1984.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 8 janvier 1983 à la Graciosa Musikvereinsaal) : Concerto pour piano et orchestre n° 20, de Mozart ; Une vie de héros, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de l'ORF, dir. H. Iwaki, sol. O. Maitenberg, piano. 23 h Les œuvres de France-Musique : œuvres de Rimski-Korsakov, Chopin, Moussorgski, Ravel, Prokofiev.

Vendredi 26 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 TF 1 Vision plus. 11 h 50 La une chez vous. 12 h Faillite : Gorri le diable. 12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer. 13 h Journal. 13 h 45 A peine vin. 13 h 50, Série : Frank, chasseur de fauves ; 14 h 45, Temps libres (et à 17 h 20). 14 h 40 Cinéma : Sois belle et tais-toi. Film français de M. Allégret (1958), avec H. Vidal, M. Demongeot, D. Covi, B. Altariba, K. Hainin, A. Delon, J.-P. Salomon (N). Un inspecteur de police épouse une orpheline, amoureux qui était toujours en cavale. Elle l'entraîne dans pas mal d'aventures, un film mi-noir, mi-comique, qui paraît aujourd'hui démodé. Mais, parmi les rôles de second plan, il y a deux jeunes interprètes qui s'ensuivront à reconnaître : Belmondo et Delon. 17 h 55 Mini journal pour les jeunes. 18 h 10 Le village dans les sauges. 18 h 30 Série : Danse avec moi. 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Cocoricooboy. 20 h Journal. 20 h 35 Variétés : Formule 1. Emission de M. G. Charpentier. Avec Mireille Darc, Gérard Klein, Katherine Pancol, Vivien Savage, Michel Sardou. 21 h 50 Téléfilm : Le scénario défendu. De M. Mitran, avec J. Rochefort, J.-F. Balmer, P. Le Poupon, M. Bouquet, B. Frenay. Le scénario défendu raconte les péripéties d'un responsable de la télévision dans les années 70. Les « grenouilles » du monde de l'audiovisuel. Plus vrais que nature. 23 h 25 Journal. 23 h 40 C'est à ira. 23 h 45 Cigognettes.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE. 12 h Journal et météo. 12 h 10 Jeu : l'académie des neufs. 12 h 45 Journal. 13 h 30 Faillite : Les amours des années 60. 13 h 45 Aujourd'hui la vie. Avec la réalisatrice Nina Companeez. 14 h 50 Série : Trinité et sans complexe. 14 h 40 La télévision des spectateurs. 16 h Répertoire : l'histoire en question. D'A. Decaux. 17 h 15 Ritrés. De Sophie Richard. Les enfants du monde. 17 h 45 Répertoire et Lirali : Il était une fois le cirque ; les matras de l'advers. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Bourard. 20 h 35 Faillite : Des grèves aux loupes. Réal. Philippe Monnier, avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Volleaux, Jean-Jacques Moreau. On est en 1930. La crise économique rend la vie des paysans chaque jour plus difficile. Mais la vie a changé à Sabot-Libéral. L'électricité a été installée. La machine à vapeur remplace le train. Chez les Vitale, les dissensions familiales s'atténuent. Jean-Eduard, devenu trop âgé pour tenir seul son exploitation agricole, demande à son fils Pierre-Eduard et à sa femme Mathilde, qu'il avait refusé d'avoir pour lui, de revenir à la ferme et d'en être désormais les maîtres. 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Paris, Texas », nous invitons : Nicole Bernheim (les Amies Reagan), Philippe Herzog (l'Economie nouvelle à bras le corps), Alexandre Minkovski (l'Impérialisme), Guy Sorman (la Solution libérale), Georges Siffert (les Nouveaux Cowboys). 22 h 50 Journal. 23 h Ciné-club : Reboccos. (Cyril D.-O. Setznick). Film américain d'A. Hitchcock (1940), avec L. Olivier, J. Fontaine, G. Sanders, J. Anderson, N. Bruce, E. Denay (V.O. sous-titré N). Un artisanneur anglais, veuf, épouse une jeune fille de condition modeste. Dans le château où elle vit avec lui, puis, entré par un gouverneur, l'obéissant serviteur de Rebecca, la première épouse. Le premier film hollywoodien de Hitchcock, adaptation d'un roman de Daphne du Maurier, est, dans une atmosphère typiquement britannique, un modèle d'analyse psychologique et de direction d'acteurs.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke. 20 h Les jeux. 20 h 30 D'accord de M. de la Chapelle (INC). 20 h 35 Vendredi : Les femmes de La Ciotat. Magazine d'information d'André Campana. Cinq portraits de ce qu'on appelle des techniciens de surface, terme administratif qui désigne une femme de ménage à l'heure, une femme de ménage à la semaine, une femme de ménage à la journée, une femme de ménage à la semaine, une femme de ménage à la semaine, une femme de ménage à la semaine, une femme de ménage à la semaine. 21 h 30 Journal. 21 h 55 Dramatique : La procès des dames de Bordeaux. De J.-J. Sikis, avec M. Rayer, E. Margou, Y. Braine, B. Rousselot. L'histoire à travers l'histoire de la peinture. 1984, cette fois-ci, le mouvement de la Troisième République faisait voter les lois Naquet sur le divorce en France. Trois ans plus tard, Paul-Emile Salzaud faisait entrer le divorce en peinture. 22 h 50 Journal. 22 h 55 Prélude à la nuit. Sonate n° 13 en ut majeur, de Mozart, par R. Oleg, violon, et P. Dumay, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 10, l'Amour en noir et blanc ; 17 h 40, Thalassa ; 18 h, la Cuisine des Mousquetaires ; 18 h 30, Présence du théâtre ; 18 h 55, Dessin animé : l'inspecteur Gadget ; 19 h, les Tritons ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

- 7 h Le point du jour. 8 h 15 Les enjeux internationaux. 8 h 30 Les chemins de la connaissance (le géographe et le paysan). 9 h 5 Les mathématiques de France-Culture : le temps qui change ; Alain Tournine ou les démiés d'un sociologue. 10 h 30 Musique et architecture. 10 h 50 Les chemins de la connaissance : une école d'art allemande de l'entre-deux guerres : le Bauhaus. 11 h 10 L'école hors les murs : alphabétisme et alphabétisation. 11 h 30 Faillite : « La San-Félicité ». 12 h 40 On commença... dans un Théâtre de la ville. 13 h Un livre, des voix : « l'Antienne Comédie », de Jean-Claude Guillebaud. 14 h Sélections par Italia 1982 : Marius Constant. 15 h 30 L'échiquier : les montgolfières ; à 16.30, Téléx ; à 16.35, Terre des merveilles. 17 h Musique : notes en contrepoint - Adorno (et à 20 h). 17 h 10 Le pays d'ici. 18 h Subjectif : Agora ; à 18.35, Tire la langue ; à 19.15, Rétro ; à 19.25, Jazz à l'ancienne. 19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : le CRERN. 20 h 30 Le grand débat : le retour du libéralisme, avec Yves Carnac, Jean-François Revel, Pierre Rosanvallon et Alain Lipietz. 21 h 50 Musique : Black and blue - enseigner le jazz aujourd'hui ; ven. 22.15, Libre pressions jazz. 22 h 30 Nuits magiques : surimpressions viennoises à Paris 1984.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h Les mets de France-Musique. 7 h 10 Acteurs de la disquette. 9 h 10 Musiciens d'aujourd'hui : M. Tippert. 12 h 5 Concert : œuvres de Neumann, Muench von Saleborn, Wollestein, Batre, Legrand, Dufay, Stiechols, Isaac, Halperin, Nowozilow, Senfl, par l'Ensemble les Musiciens. 14 h 2 Répères contemporains. 14 h 30 Les enfants d'Orphée. 15 h Après-midi des musiciens : La saison musicale 1884-1885 à Paris et ailleurs : œuvres de Franck, Smetana, Bruckner ; à 17 h, ils n'avaient pas vingt ans : œuvres de Field, Arriaga, Prokofiev. 18 h L'Impératrice ; à 18 h 30, actualité lyrique. 19 h 15 Le temps de jazz : le clavier bien campé ; Interim ; Faillite : Le jazz en France. 20 h Avant-concert : œuvre de Mozart, par les membres de l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. F. Reiner. 20 h 30 Concert (émis de Stuttgart) : Ouverture Die Braut vom Mezzano, de Schumann ; Concerto pour piano et orchestre, de J. Brahms ; Symphonie n° 2, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. C. Eschenbach, sol. N. Zinnerman, piano. 22 h 24 Les sélections de France-Musique : œuvres de Brahms, R. Strauss, Schumann, Szymanowski, Wagner, Arlen/Gershwin, Kosma/Renoir, Weill ; à 1 h, Musique traditionnelle d'Afghanistan.

- SUPPÉRIEUR (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (227-53-74) ; Quai de la Seine, 2^e (833-79-38) ; UGC Damon, 6^e (225-10-30) ; Paramount Mercury, 6^e (562-75-70) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6^e (374-94-94) ; UGC Emmanuelle, 6^e (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (543-01-59) ; UGC Gobelins, 13^e (336-32-32) ; Paramount Gobelins, 13^e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14^e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 14^e (540-43-91) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; UGC Convention, 15^e (574-92-40) ; Paramount Maillet, 17^e (758-24-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Paramount Montparnasse, 18^e (606-34-25) ; Secrétan, 19^e (241-77-99). STAR WAR LA SAGA (A. v.a.) : LA GUERRE DES ÉTOILES L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Recueil, 1^{er} (707-28-04) ; Balzac (v.a.), 1^{er} (561-10-60). SUDEN IMPACT (A. v.a.) (*) : Opéra Night, 2^e (206-62-56). LE TARTUFFE (Fr.) : Cléopâtre, 6^e (633-10-52). TOP SECRET (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Ciné Bourbonnais, 2^e (271-53-56) ; St-Michel, 5^e (326-79-17) ; Paramount Opéra, 9^e (563-16-16) ; UGC Emmanuelle, 6^e (563-16-16) ; Paramount City Triomphe, 6^e (562-45-76) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6^e (374-94-94) ; UGC Emmanuelle, 6^e (563-16-16) ; UGC Gobelins, 13^e (336-32-32) ; UGC Convention, 15^e (574-92-40) ; Conventions St-Charles, 15^e (579-33-00) ; UGC Convention, 15^e (574-92-40) ; Pathé Chézy, 18^e (522-46-01). LA TRICHE (Fr.) : Parisiennes, 14^e (329-83-11). LA ULTIMA CENA (Cab.) : Desfort, 14^e (329-83-11). UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17^e (380-03-11). UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17^e (380-03-11). UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (Fr.) : L'Espresso, 6^e (544-57-34) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93). LE VOL DU SPÉRIEUX (Fr.) : Marignac, 6^e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 6^e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9^e (563-16-16) ; Paramount Montparnasse, 14^e (329-90-10) ; Pathé Chézy, 18^e (522-46-01). VOLS ENTERE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.a.) : Comma, 6^e (544-28-80).

Les grandes reprises

- ALIEN (A. v.a.) (*) : Caléop, Victoria, 1^{er} (508-94-14) ; République Cinéma, 11^e (805-31-33) ; Espace Galt, 14^e (327-55-94). L'AMÉRICAIN (ALL. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5^e (326-84-65) ; Action Christiane, 6^e (329-11-30) ; Maribou, 6^e (561-94-95) ; Action Lafayette, 9^e (329-79-89). L'ARNAQUE (A. v.a.) : Boite à Film, 17^e (522-44-21). LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ PERDUE (A. v.a.) : George-V, 6^e (562-41-66) ; - V.F. : Capit, 2^e (508-11-69) ; - V.F. : Capit, 2^e (508-11-69). BARRY LYNDON (Angl., v.a.) : Grand Paris, 15^e (554-46-85) ; Boite à Film, 17^e (522-44-21). BOUTEFERRE (Fr.) : Olympe Europe, 14^e (544-43-14). BRAD PITT (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-66). LES DAMNÉS (It., v.a.) : Champ, 5^e (354-51-60). LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Sov.-A. v.a.) : Capit, 2^e (508-11-69). DON GIOVANNI (It., v.a.) : Champ-Faillite, 5^e (354-51-60). LES ÉVÉNEMENTS DE PARADES (Fr.) : Rausch, 16^e (283-64-44). L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All. v.a.) : St-Ambroise, 11^e (700-89-16). L'ESPOIR (Fr.) : Ladin, 6^e (278-47-86). L'ÉTAT DES CHOSES (A. v.a.) : St-Ambroise, 11^e (700-89-16). EXCALIBUR (A. v.a.) : Opéra Night, 2^e (206-62-56). LA FEMME FLAMBEZ (A. v.a.) (*) : Rialto, 19^e (607-87-61). FARRERIQUE (Fr.) : Olympe Europe, 14^e (544-43-14). GRAINE DE VIOLENCE (A. v.a.) : André Bazin, 13^e (357-74-39). HÔTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-66). L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (*) : Grand Paris, 15^e (554-46-85) ; Boite à Film, 17^e (522-44-21). L'IMPOSSIBLE MR. BESSIS (A. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5^e (326-84-65). LA MAIN AU COLLET (A. v.a.) : Saint-Michel, 5^e (326-79-17). LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympe Europe, 14^e (544-43-14). METROPOLIS (All.) : Saint-Germain-Huchette, 5^e (633-63-20) ; 14 Juillet-Parناس, 6^e (326-38-00) ; Elvies Lincoln, 6^e (359-36-14). LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Opéra Night, 2^e (206-62-56). NOBLESSE OBLIGE (A. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5^e (326-84-65). L'OMÈRE D'UN DOULTE (A. v.a.) : Action Christiane, 6^e (329-11-30). ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) (*) : Calypso, 17^e (380-03-11) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ; Calypso, 17^e (380-03-11) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93). PARSIFAL (All. v.a.) : Calypso, 17^e (380-03-11). PHANTOM OF THE PARADES (A. v.a.) (*) : Cléopâtre, 6^e (633-10-52). ZABRISKIE POINT (A. v.a.) : Répé de Bois, 5^e (337-57-47). ZELIG (A.) : Rialto, 19^e (607-87-61).

LE CARNET DU Monde

INFORMATIONS

Mariages

M^{me} Jacqueline Toutou
Et ses enfants,
ont le plaisir d'annoncer le mariage de

M^{me} Martine TOUTOU
avec
M. Régis SEUROT.

La cérémonie aura lieu le samedi
27 octobre, à 15 heures, à la mairie de
Bondy.

M^{me} Jacqueline Toutou,
56, rue François-Martin, Bondy.

POUR VOS ENFANTS
Filles et garçons de 5 à 16 ans
VACANCES DE NOËL
EN MONTAGNE
A L'ÉCOLE INTERNATIONALE
LE CHAPERON ROUGE
VALAIS-SUISSE
CH-3963 CRANS-SUR-SIEBRE
Tél. : 1941/2741-25-00
Le directeur de l'école,
M. P. Bagnoud,
recevra les parents intéressés à
Paris, Hôtel de France, 22, rue
d'Antin, Paris-2^e. Tél. : 742-19-12
le jeudi 25/10/84 de 17 h 30 à 18 h 30
et le samedi 27/10/84 de 11 h 30 à 12 h 30
Vous pouvez laisser un message à l'hôtel.
M. Bagnoud vous rappellera.

Décès

M^{me} Marie-Louise Baïlle,
son épouse,
Michel et Hélène Baïlle,
Denis et Marianne Baïlle,
Frédéric et Anne Baïlle,
Edith et Charles-Etienne Hubault,
Anne et Thomas Zanko,
Hélène et Jean-Pierre Calvino,
Pierre Baïlle,
Brigitte et Marc Rohmer,
ses enfants,
Ses vingt petits-enfants,
Thérèse Descos
Et Denise Baïlle,
ses sœurs,
Elisabeth et Marguerite de
Casablanca,
ses belles-sœurs,
Ses parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Claude BAILLE,
officier des hautes,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 22 octobre 1984 à Prépevin.

Les obsèques auront lieu le vendredi
26 octobre, à 15 heures, en l'église de
Châtillon.

Prépevin,
Châtillon,
39130 Clairvaux-les-Lacs.

M^{me} René Davaine
Et Véronique Roland,
Les familles Davaine, Billard
et Le Serf,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René DAVAINÉ,
officier des Palmes académiques,
directeur de CES,

leur époux, père et parent,
survenu le 23 octobre 1984, dans sa
cinquante-sixième année.

Le service religieux sera célébré le
vendredi 26 octobre, à 16 h 15, en
l'église Saint-Médard de Brunoy
(Essonne), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière
nouveau de Brunoy dans le caveau de
famille.

Collège Duport-de-Segouze,
Boussy-Saint-Antoine,
91800 Brunoy.

M^{me} et M^{me} Maurice Dolivet,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M^{me} Daniel Buisson,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur Jean Dolivet,
ses enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Yvon Dolivet
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} Pierre Dolivet
et leurs enfants,
M^{me} Laurence Dolivet,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
Les familles Dolivet, Le Mas, Ilien,
Thierry,
M^{me} Colette Humbert, sa gouver-
nante,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DOLIVET,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
maître honoraire
de Fontenay-aux-Roses,
ancien conseiller régional
d'Ile-de-France,
ancien conseiller général
des Hauts-de-Seine,
directeur départemental des PTT
en retraite,

survenu le 23 octobre 1984, à l'âge de
soixante-quinze ans, et vous rappellent
le souvenir de son épouse,

Jeanne,

décédée le 9 mai 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le
29 octobre 1984, en l'église Saint-
Pierre-et-Saint-Paul de Fontenay-
aux-Roses, sa paroisse.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale.

Les paroissiens de Saint-Chéron et
de Germaise (Essonne) ont la douleur
de faire part du décès, survenu le
22 octobre 1984, de leur curé,

le Père Serge FIOLET.

Les obsèques religieuses auront lieu
le samedi 27 octobre, à 10 heures, en
l'église de Saint-Chéron (Essonne) et
seront suivies de l'inhumation au cime-
tière de cette ville.

Not abonnés, bénéficiez d'une
réduction sur les insertions de
« Carnet du Monde », sous pré-
sente de leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

M^{me} et M^{me} Daniel Massignon,
M^{me} Béatrice Massignon,
Les familles Gaudelien, Girard,
Lapard-Hargues, Prince et Cazelles,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Louis MASSIGNON,
né Marcelle Damsart-Tostelle,

leur mère, grand-mère, tante et cousine,
survenu le 17 octobre 1984, dans sa
quatre-vingt-dix-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le 20 octo-
bre, dans l'intimité, en l'église de Pordic
(Côtes-du-Nord), suivies de l'inhuma-
tion dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée à Paris en
l'église Saint-François-Xavier, le lundi
5 novembre, à 17 h 30.

6, rue de la Source,
75016 Paris.

Les membres de la Compagnie des
notaires des Hauts-de-Seine ont la dou-
leur de faire part du décès de leur pré-
sident.

M^{me} Dominique WARGNY,
notaire associé à Colombes,

le 21 octobre 1984.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée le mercredi 24 octobre en l'église
Saint-Pierre à Neuilly.

18, boulevard du Sud-Est,
92000 Nanterre.

Remerciements

La famille Bantos
remercie tous ceux qui ont manifesté
leur sympathie lors du décès de

M. Sauréur BANTOS,
survenu le 21 octobre 1984.

M^{me} Small Bendjaballah
et ses enfants,
Sa famille, ses proches,
très touchés par les nombreuses mar-
ques de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

Small BENDJABALLAH,
remercient toutes les personnes qui, par
leur présence ou leurs messages, ont
bien voulu s'associer à leur deuil.

Anniversaires

Le 26 octobre 1983,
Michel TINOWSKY
nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu, estimé et aimé.

Services religieux

Les prières de fin d'année
(Drache) à la mémoire de

Marcelle MOATTI
seront dites le dimanche 28 octobre, à
15 heures, au domicile : 3, avenue de
Choisy, 75013 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-X (Nanterre),
le 29 octobre, à 17 heures, salle des
Actes, M. Abdoul Bertus : « Le régime
juridique des actes d'application du
code des investissements au Mali ».

Institut d'études politiques de
Paris, mardi 30 octobre, à 9 heures,
salle 106, M. Patrick Mareau : « Le
Parti national-démocrate d'Allemagne
dans la vie politique de la RFA : étude
organisationnelle, sociologique et électo-
rale d'une formation de l'opposition
nationale - 1964-1976 ».

Le bilan de la vie associative

Le Conseil national de la vie
associative (CNVA), installé le
4 juillet 1983 par M. Pierre Meu-
roy, alors premier ministre, pré-
sentera le mercredi 24 octobre,
le bilan d'une année de travail.

Nommé, ainsi que le rappelle
M^{me} Marie-Thérèse Chéroux,
vice-présidente du CNVA, pour
établir un bilan annuel de la vie
associative, faire des études et
formuler des propositions, cet
organisme a mené de front ces
trois missions. Le bilan est prêt
- M. Thyry, membre du bureau
du CNVA, en fit une présentation
rapide, - les études sont en
cours.

Les propositions avaient été
soumises pour approbation à
Maurignon dès le 30 mars. Le
changement de premier ministre
retarda la réponse, attendue
avec une impatience qui se mua
en inquiétude : peut-on dire aux
associations que l'on compte sur
elles pour lutter contre le chô-
mage, la nouvelle pauvreté, pour
insérer les jeunes et ne pas leur
donner les moyens de mener
cette action ?

M. Laurent Fabius a donné
l'assurance à M. Georges Deve-
zac, président du CNVA, dans un
entretien, mercredi 24 octobre,
que le gouvernement entend
soutenir financièrement l'action
des associations : qu'il s'agisse
de l'élu associatif, dont le statut
devrait être établi, de l'impulsion

à donner à la politique contrac-
tuelle en matière de contrats plu-
riannuels entre collectivités
locales et associations, ou des
investissements. M. Devezac
a demandé au premier ministre
des améliorations sur trois sujets
importants : en matière de
presse associative, de taxe sur
les salaires, de fonds propres. Il
souhaite que soit examiné sans
tarder le rapport de M. François
Bloch-Lainé sur le titre associatif.

Le CNVA voudrait être
consulté par le gouvernement sur
les problèmes qui concernent le
travail des associations, en
matière de jeunes et d'emploi par
exemple. Organisme de consulta-
tion et de concertation, il sou-
haite avoir un interlocuteur direct
à Maignon qui puisse, lorsque
c'est à l'ordre du jour, jouer le
rôle d'arbitre entre les différents
ministères.

Ce bilan positif débouche sur
une assurance d'aide financière
du gouvernement. La situation
est débloquée. Il reste à trouver
les fonds : PMU, Loto ? Des spé-
cialistes vont en débattre. Une
chose est sûre : ces fonds seront
extrabudgétaires. Pour gage de
sa bonne volonté, le premier
ministre a promis de participer à
la prochaine session du CNVA,
les 17 et 18 décembre prochain.

DANIELLE TRAMARD.

« L'éclaireur de la démocratie »

Depuis bien avant 1981 le
mouvement associatif est à la
mode. On s'extasie ; on le bénit.
En 1983, enfin, on sort les plaques
vertes : à l'hôtel Matignon
M. Pierre Mauroy, alors chef du
gouvernement, installe solennel-
lement le Conseil national de la
vie associative (CNVA), institué
par décret en février de la même
année.

M. Mauroy salue dans le mou-
vement associatif « l'éclaireur de
la démocratie ». Le nouveau
conseil est « la structure d'un
dialogue permanent entre la
puissance publique et les repré-
sentants du mouvement (...) saisi
dans son pluralisme et sa diver-
sité », et il s'exprime « dans une
complète indépendance ».

Fort de ces chaleureux encou-
ragements, le Conseil n'a pas
manqué de s'exprimer. L'annuel
est que, depuis mars dernier, il
n'a reçu aucune réponse : le
« dialogue permanent » est un
monologue dans le désert. Pour
tant, le CNVA a rempli sa part du
contrat : sa composition, criti-
quée par certains groupes mar-
qués à droite, n'en est pas moins
honnêtement diverse, et recou-
vre assez bien la bigarrure des
500 000 à 600 000 associations
« actives » et leur progression :
45 857 déclarées au cours de
l'année 1983, contre 22 275 dix
ans plus tôt. Pour ne prendre que
deux exemples très différents, le
secteur social et de la solidarité
en représente 90 000, dont
7 000, gestionnaires, ont un per-
sonnel équivalent à
300 000 emplois à plein temps.
La Confédération musicale de

France se réclame de
6 000 associés et de
650 000 musiciens. Sans parler
des organisations de jeunesse,
d'éducation permanente, de
parents d'élèves, des sociétés de
chasse ou de pêche et des
143 259 clubs sportifs de
M. Nelson Peltou.

La parti socialiste - M. Meu-
roy, très lié au mouvement - ne
l'ignore pas, a recruté et recrute
encore dans les associations un
très grand nombre de ses mili-
tants. L'importance du réseau
qu'elles tissent sur la vie sociale
n'a d'ailleurs pas échappé à
l'opposition, qui multiplie les in-
itatives en ce domaine et
s'efforce à son tour de conquérir
des postes de responsabilité
dans les grandes organisations.

Que M. Fabius ignore ou
passe inaperçu tout cela est
étonnant. Le premier ministre
craint-il que le dialogue
gouvernement-associations se
limite à des affaires de gros
sous ? Les restrictions budgé-
taires ont lourdement grevées
des activités trop dépendantes
des subventions de l'Etat. Elles ont
aussi grippé le fonctionnement
des structures elles-mêmes.
Mais comment s'en tenir là, alors
que le pouvoir ne cesse de faire
appel au bénévolat pour combler
les lacunes de l'aide publique ?

Vaut-il l'animation sociale et
culturelle, invoquer la générosité,
la convivialité, la solidarité, et
ignorer un interlocuteur que l'on
a soi-même mis en place pour
aider à la promouvoir : un
curieux oubli ou une curieuse
politique...

JEAN PLANCHAIS.

RHUMATISMES - O.R.L.
VOIES RESPIRATOIRES
CIRCULATION VEINEUSE
VOIES DIGESTIVES - FOIE
ETATS MIGRAINEUX
ALLERGIES

CURES THERMALES D'HIVER AU SOLEIL

Vous supporterez mieux la mauvaise saison si vous bénéficiez d'une cure
thermale et de détente au soleil du Midi.

En Haute-Provence, en Roussillon, en Aragnac, ou au Pays Basque, choisissez
les stations de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, ouvertes en hiver : GREOUX-LES-
BAINS, LE BOULOU, AMÉLIE-LES-BAINS, BARBOTAN-LES-THERMES et
CAMBO-LES-BAINS.

CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, leader du Thermalisme Français.
Documentation gratuite n° 202 (hébergement et cures) à la MAISON
DU THERMALISME 32, av. de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 742.67.91 +

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières * Ventes sans exposition préalable

VENDREDI 26 OCTOBRE
S. 2. - Tbx, Bibelots, mbls. M^{me} BOISGIRARD.

SAMEDI 27 OCTOBRE
S. 10. - 14 h 30 Fournares. M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 14. - Tapis d'Orient. M^{me} ROGEON.

LUNDI 29 OCTOBRE
S. 2. - Objets de vitr. Mbls. M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 3. - Bibliothèque Alexandre Benois, autogr., livres, photos. M^{me} COUTURIER, NICOLAY.
S. 4. - Atelier de Pierre-Eugène Clairin (2^e vic de la success.) estampes, aquarelles, peintures. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Romand, exp.
S. 5. - Objets d'art d'ancienneté des 18^e et 19^e s. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Saint-Bris, exp.
S. 6. - 14 h 30. Dessins, tableaux modernes. M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 8. - Lithographies, tableaux modernes. M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 13. - Tbx asc. beau mobilier d'époque et de style. M^{me} BOSCHER.
S. 16. - Tableaux, bibelots, mobilier. M^{me} OGER, DUMONT.

MARDI 30 OCTOBRE
S. 14. - Tbx, mbls, objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.

MERCREDI 31 OCTOBRE
S. 1. - Haute époque, coll. de médailles et plaques. - M^{me} COUTURIER, NICOLAY.
S. 4. - A 11 h et 14 h 15 : Livres militaires, documents, décorations, souvenirs historiques, armes anciennes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 4. - 14 h 30 : antiquités, tbx asc. hte époque. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 11. - Bon mob. ép. et st. Tbx Ecole franç., 18^e, 19^e s. 8x bjs, poupées de coll., pâtes de verre Lalique, Orient et impr lit d'apparat chinois. - M^{me} WAPLER, MM. Ryaux, de Fomervault, Marcolin, Mme Kévorikian, MM. Lepic, Nazare-Aga exp.
S. 16. - Bons mbls, obj. mob. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

HOTEL ELYSEES-MARIGNAN
12, rue de Marignan, 75008 Paris
(autrefois hôtel de Faucigny-Lucinge et ambassade de Pologne)

MARDI 30 OCTOBRE, à 14 h 30
Vente aux enchères publiques avant rénovation.

Expo 12, r. Marignan, lundi 29, 11 h/18 h, mardi 30, 11 h/13 h.
Meubles et objets d'art, boiseries, parquets, plafonds peints, sculptures,
cheminées, trumeaux, principalement des 18^e et 19^e s., tableaux anciens.
M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Bresset, Ryaux, experts.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
J.C. BINOCHÉ, anc. GODEAU, 5, rue La Botz (75008), 742-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 260-87-87.
COUTURIER, NICOLAY, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 31, rue de Bellechasse (75007), 553-85-44.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton, (75009), 878-81-06.
WAPLER, 16, place des Vosges (75004), 278-57-10.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TAC-O-TAC se trouve dans le carnet L.O. de 1983/84

Le numéro **5877759** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant aux

Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité	gagnant
507759	580759	587059	587709	587750	
517759	581759	587159	587719	587751	
527759	582759	587259	587729	587752	
537759	583759	587359	587739	587753	
547759	584759	587459	587749	587754	10 000,00 F
557759	585759	587559	587759	587755	
567759	586759	587659	587769	587756	
577759	587759	587759	587779	587757	
587759	588759	587859	587789	587758	
597759	589759	587959	587799	587759	

Tous les billets se terminent par **7759** gagnent **5 000,00 F**
par **759** gagnent **1 000,00 F**
par **59** gagnent **200,00 F**
par **9** gagnent **100,00 F**

TALOTAC TRAJE DU MERCREDI 26 OCTOBRE 1984

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TAC-O-TAC se trouve dans le carnet L.O. de 1983/84

TRAJE	TRAJE	TRAJE	TRAJE	TRAJE	TRAJE
1	2	3	4	5	6
7	8	9	0	1	2
3	4	5	6	7	8
9	0	1	2	3	4
5	6	7	8	9	0

LOTO TRAJE DU MERCREDI 26 OCTOBRE 1984

PROCHAINES TRAJES LES MERCREDI 31 OCTOBRE ET SAMEDI 3 NOVEMBRE
VALABLES JUSQU'AU MARDI 27 OCTOBRE POUR LES 3 TRAJES

TRANCHE D'OCTOBRE DES SIGNES DU ZODIAQUE TRAJE DU MERCREDI 26 OCTOBRE 1984

مكتبة النخيل

ÉTRANGER

Sidérurgie : fusion en RFA

(Suite de la première page.)

Les trois maisons mères espèrent aussi obtenir du gouvernement ouest-allemand une subvention représentant 20 % des coûts de la restructuration.

Une telle remise en ordre avait en effet fait l'objet en janvier 1983 d'un rapport de trois « sage » qui avaient estimé que pour utiliser au maximum le potentiel de rationalisation de la sidérurgie, optimiser les investissements, garantir les emplois minimum les aides publiques, il convenait de concentrer la production sur les installations les plus performantes et de supprimer des excédents de capacité.

Ni l'un ni l'autre n'avait avancé. Le rapprochement entre Krupp et Thyssen, notamment, avait échoué sur des questions financières. Thyssen souhaitait que le gouvernement fédéral prenne en charge les dettes de Krupp évaluées à 1,5 milliard de marks allemands (4,5 milliards de francs). Bonn n'avait accepté de consacrer que 300 millions de DM à l'opération.

Pour n'être pas celle préconisée par les « sages », la fusion des activités sidérurgiques de Krupp et Klockner n'en répond pas moins à la même logique de rationalisation de la production. Elle intervient alors que les pertes des groupes allemands s'amenuisent et alors que Klockner, longtemps récalcitrant devant les quotas de production et de livraison que lui imposait Bruxelles, est rentré dans le rang.

Pour être définitif, l'accord annoncé le 24 octobre doit encore être soumis aux conseils de surveillance des groupes et obtenir l'accord de la commission européenne, de l'office ouest-allemand des cartels et des autorités australiennes.

L'ITALIE REFUSE DE LIMITER SA PRODUCTION DE VIN

(De notre correspondant.)

Luxembourg (Communautés européennes). « Rien n'a bougé, l'Italie refuse d'envisager une réduction significative de sa production ». C'est en ces termes que M. Michel Rocard a résumé, mardi 23 octobre, le débat que les ministres de l'Agriculture ont consacré à la réforme de l'organisation commune du marché du vin.

La commission européenne, appuyée par la quasi-totalité du conseil, propose la fixation d'un « seuil de garantie » correspondant au niveau des besoins annuels de la Communauté. Les quantités excédentaires produites au-delà de ce seuil seraient distillées à bas prix, avec une pénalisation particulière pour les hauts rendements.

M. Pandolfi, le ministre italien, suggère de s'en tenir à une application plus stricte de l'actuel règlement. Cette proposition ne manque pas de sel : C'est précisément parce que les Italiens n'ont pas appliqué le règlement, parce qu'ils ont communiqué à Bruxelles l'automne dernier des chiffres de récolte très inférieurs à la réalité afin de se dérober à la distillation obligatoire à bas prix, que l'on recherche maintenant des voies nouvelles pour équilibrer l'offre et la demande. — Ph. L.

Vote en première lecture d'une rallonge au budget de la CEE. — L'Assemblée européenne a voté, mardi soir 23 octobre, en première lecture, une rallonge au budget communautaire de 1984 qui permet d'honorer les engagements de la CEE envers les agriculteurs. Les avances des Etats membres ont été fixées à 1 476 millions d'ECU soit 473 millions d'ECU de plus que ce que propose le conseil des Dix.

ÉTATS-UNIS

Prix : + 0,4 % en septembre. — Les prix américains à la consommation ont augmenté de 0,4 % en septembre, contre 0,5 % en août et de 0,3 % en juillet. Selon le département du Commerce, ce résultat a été dû essentiellement à une augmentation du prix de l'essence (+ 1,1 %) et des services, ainsi qu'à une hausse du coût du logement, un léger fléchissement des prix des produits alimentaires (- 0,1 %) ayant été enregistré. Pour les douze mois terminés fin septembre, la hausse des prix à la consommation ressort à 4,2 %, contre 3,8 % en 1983, 3,9 % en 1982 et 8,9 % en 1981.

En Grande-Bretagne

LES CONTREMAÎTRES DES HOUILLÈRES ANNULENT LEUR GRÈVE

Londres (AFP). — Le syndicat des contremaîtres des houillères britanniques (NACODS) a décidé, mercredi 24 octobre, d'annuler la grève à laquelle il avait appelé pour jeudi matin, à la suite des négociations avec la direction des charbonnages (NCB), a-t-on appris de source officielle à Londres.

La décision a été prise à l'issue d'une réunion du comité exécutif du syndicat chargé d'examiner les progrès réalisés lors des négociations avec le NCB, mardi, sous l'égide de la commission indépendante d'arbitrage des conflits sociaux (ACAS).

Selon des sources informées, le NCB, qui redoutait la grève des dix-sept mille contremaîtres, dans la mesure où elle aurait pu entraîner l'arrêt total de la production minière dans le pays, a fait des concessions suffisantes au NACODS pour l'amener à annuler sa grève.

NOUVEAU DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS BRITANNIQUES EN SEPTEMBRE

Le déficit mensuel de la balance des paiements courants britanniques s'est aggravé, atteignant 514 millions de livres sterling en septembre, contre 318 millions en août (1), après des excédents de 113 millions en juillet, 206 millions en juin et 434 millions en septembre 1983.

Cette dégradation a été causée principalement, selon le gouvernement, par les effets à retardement de la grève des dockers d'août-septembre, par ceux de la grève des charbonnages (augmentation des importations de houille) et par l'entrée en vigueur d'un nouveau système de perception de la TVA sur les importations, qui a eu pour effet d'accroître certains achats.

Les importations ont battu tous les records le mois dernier (6,6 milliards de livres, contre 6,5 milliards en août, malgré un ralentissement des achats de pétrole. Les exportations ont, en revanche, diminué (5,8 milliards, contre 5,9 milliards).

Pour les neuf premiers mois de l'année, la balance des comptes courants fait apparaître un solde négatif de 530 millions à comparer avec un excédent de 2,4 milliards pendant la période correspondante de l'an dernier.

(1) 1 livre = 11,3 F environ.

AFFAIRES

Thomson réorganise son secteur grand public

(Suite de la première page.)

Face aux géants japonais ou aux Européens Philips et Electrolux : ses productions sont trop dispersées. C'est le cas dans la hi-fi.

Thomson a rénové son usine de Moulins pour faire des minichâsses. Annoncé à grand renfort de publicité sur le thème de la « reconquête du marché intérieur », l'investissement de 60 milliards de francs, et la capacité de production devait être de 350 000 châsses par an. L'opération a été bénéfique pour la balance commerciale du pays (déficit de 6 milliards de francs en 1983 sur l'ensemble des produits électroniques grand public) puisque la part de marché des productions françaises dans la hi-fi a été portée de 10 % en 1982 à 16 % en 1983.

Mais, pour Thomson, cela n'a pas suffi. Le marché national s'est effondré en 1983 (- 17 %) et les ventes à l'étranger restent faibles ; « nous pourrions produire deux fois ce que nous vendons », indique le groupe. L'opération se soldera, au bout du compte, par une perte d'environ 100 millions de francs en 1984 pour le groupe.

Le même problème se retrouve dans le secteur des téléviseurs. Après l'acquisition de l'allemand Telefunken qui date de 1983, Thomson a obtenu une part du marché européen de 30 %, seul indispensable pour survivre. Mais, du même coup, il a hérité des trois usines du groupe allemand qui s'ajoutaient à celle d'Angers, pour une production totale de 2,5 millions d'appareils ; un volume que les japonais ou même les Coréens fabriquent dans une seule usine.

Les pouvoirs publics exigent que le groupe français fabrique des per-

tes de magnétoscopes près de Longwy ont encore compliqué la situation. Thomson fabrique ainsi la partie mécanique de ces appareils dans deux usines (Tonnerre et Longwy) et... perd de l'argent sur chaque pièce qu'il livre à sa filiale J2T (33 % pour Thomson, 33 % au britannique Thorn-EMI, 33 % au japonais JVC).

Trop d'usines, des circuits commerciaux défectueux, mais aussi manque de recherche, absence de nouveaux produits et mauvaise entente permanente avec Philips qui bloque toute rationalisation à l'échelle européenne : le tableau n'est guère réjouissant. Thomson ne peut survivre à longue échéance dans de telles conditions.

M. Gomez a commencé à modifier son organisation commerciale en France et souhaiterait, selon le Financial Times du 25 octobre, ramener l'état-major de Telefunken. Mais le PDG du groupe nationalisé dispose d'un plan beaucoup plus vaste dont les grandes lignes sont les suivantes.

Thomson, soutenu par Philips, a demandé à la CEE d'élever les droits de douanes à l'entrée en Europe pour mieux lutter contre les japonais. Ces droits ont été portés pour les disques compactes à 19 % l'an passé sous la pression de Philips (Thomson n'en fabrique pas), mais pour les autres appareils ils sont de 6 % (hi-fi) ou 7,6 % (magnétoscopes), alors que pour les composants électroniques, nécessaires à leur fabrication et achetés pour partie au Japon, ils sont de 14 %. Thomson et Philips demandent donc qu'ils soient portés à 20 % environ.

Cette élévation s'inscrit en fait dans une négociation globale entre

l'Europe et le Japon concernant les magnétoscopes. M. Davignon, commissaire européen, discute en ce moment les quotas d'importations du Japon de ces appareils pour 1985. Compte tenu de la montée en puissance des productions de Philips, de Grundig et de J2T, il faudra limiter à 1,2 ou 1,5 million d'unités les importations du Japon contre 3,95 millions en 1984. Si les japonais refusent, comme c'est probable, l'Europe pourrait alors (il reste à convaincre la RFA) substituer une élévation des droits de douane à l'accès accordé « d'autorisation » des importations du Japon.

An-déjà de ce ballon d'oxygène, Thomson demande une forte dotation budgétaire à l'Etat pour 1985, nécessaire pour les composants et pour le grand public. Le montant serait d'environ 1,5 milliard de francs. M. Gomez l'utiliserait pour rationaliser ses productions de téléviseurs en fermant ou en rationalisant fortement... trois usines sur quatre.

Thomson en compensation, si l'on peut dire, construirait une usine de composants électroniques pour magnétoscopes qui compléterait sa production des parties mécaniques.

Rien n'est encore arrêté, le plan actuel ne représentant qu'une hypothèse de travail qui devra être négociée avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Tout dépendra aussi bien entendu de la suite qui sera donnée à sa demande d'augmentation des droits de douane s'il n'obtient pas leur élévation ne serait-ce qu'à 14 %, le groupe envisage d'arrêter la fabrication des châssis hi-fi - et de sa dotation budgétaire.

ERIC LE BOUCHER.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

La Redoute se lance dans les produits de beauté. — La Redoute, première firme française de vente par correspondance, avec 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et sept millions d'exemplaires de son catalogue, reprend en location-gérance les quatre-vingt boutiques franchisées sous l'enseigne « Dans un jardin », qui est aussi une marque de produits de beauté. Dans un volume que la Redoute, qui a l'intention de multiplier les ouvertures de ces boutiques, va lancer sous le même titre un catalogue spécialisé. De plus, La Redoute va créer un catalogue consacré à la lingerie féminine.

La faillite d'un organisateur de voyages touche dix mille Britanniques. — Un organisateur de voyages britanniques commercialisant des séjours à l'étranger sous les marques « Budget Holidays » et « Excel Holidays » a fait faillite. Plus de dix mille touristes étaient, le 24 octobre, bloqués à Chypre, en Espagne et en Grèce par la cessation de paiement du voyageur. Une opération de rapatriement a été organisée par l'administration responsable de l'aviation civile et par l'association britannique des agents de voyages.

Sauvagnat dépose son bilan. — Le tribunal de commerce a prononcé, le 24 octobre, la liquidation de biens de l'entreprise Société Industrielle Sauvagnat (SIS). La SIS emploie 310 personnes. Après un premier dépôt de bilan en 1979, la société avait été scindée en deux en 1982 : Sauvagnat Parapluie, activité d'origine de la firme avec soixante-quinze salariés d'une part et la SIS de l'autre, dans laquelle la société Sommer-Allibert est majoritaire et qui produit du mobilier de jardin.

En 1983, la SIS a enregistré un déficit de 18 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 60 millions

de francs. En 1984, les pertes sont estimées à hauteur de 20 millions de francs.

Depuis 1979, l'ancienne société Sauvagnat, qui employait alors plus de 800 salariés, a connu trois restructurations et a bénéficié d'une aide publique de 40 millions de francs en quatre ans. La CGT a vivement réagi au dépôt de bilan appelaient « les forces vives du Cantal à refuser ce véritable hold-up industriel et humain de Sauvagnat par le groupe Sommer-Allibert ». Celui-ci a annoncé son intention de créer une nouvelle société.

Agriculture

M. Jazairy nouveau président du FIDA. — Le diplomate algérien, M. Idriss Jazairy a été élu, le 24 octobre, président du FIDA (Fonds international de développement Agricole) pour les prochaines trois années. Il succède à M. Abdelmouh Al-Soudary (Arabie saoudite), qui était à la tête du Fonds depuis sa création en décembre 1977.

Social

Licenciements gelés aux AFO. — La direction des Ateliers français de l'Ouest (AFO) a décidé de « geler » les 455 licenciements prévus sur les sites de Brest, Dunkerque, Le Havre et Saint-Nazaire, jusqu'au 15 novembre. Pour M. Robert Saladin, secrétaire de l'union locale CGT de Brest, ce gel constitue un « recul » de la direction, mais « rien n'est réglé sur le fond ». M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 24 octobre, que le gouvernement « est prêt à étudier toutes les mesures qui permettraient d'atténuer les conséquences sociales » d'une « réduction inéluctable » des effectifs des AFO.

Licenciements à la COMEX. — La Compagnie maritime d'expertises (COMEX) spécialisée dans

l'offshore, a décidé le licenciement de 144 salariés de son siège sur 354, à la suite d'un déficit de 25 millions de francs en 1984 pour un chiffre d'affaires de 1 200 millions. La COMEX, qui travaille en totalité pour l'exportation, faute de marché français, a décidé de laisser seulement au siège de Marseille « des fonctions logistiques et techniques ».

Après avoir envisagé de se transférer sur un des principaux sites d'activité, elle annonce qu'elle offrira aux licenciés « dans la mesure du possible » des emplois dans ses quatre filiales ou sur ses chantiers. — (Corresp.)

Machine-outil

LA CGE RÉDUIT SA PARTICIPATION DANS INTEL AUTOMATISME

Le groupe CGE va céder 30 % de sa participation dans l'entreprise de machines-outils Intelautomatisme à la SOPARI, filiale de l'Institut de développement individuel (IDI), chargée des dossiers individuels, le 15 novembre. La part de la CGE reviendra donc de 49 % à 19,9 %, ce qui permettra au groupe nationalisé de ne plus consolider dans ses comptes les pertes (105 millions de francs en 1983, pour un chiffre d'affaires de 400 millions) d'Intelautomatisme. L'autre actionnaire de cette société, Suez, conserve sa part de 51 %.

Intelautomatisme a été créée dans le cadre du plan machine-outil en 1983, pour un chiffre d'affaires de 400 millions d'Intelautomatisme. L'autre actionnaire de cette société, Suez, conserve sa part de 51 %.

Le retrait du groupe CGE s'inscrit dans le cadre des difficultés d'un plan machine-outil qui n'a pu, faute d'une reprise des investissements industriels, conduire aux résultats escomptés par le gouvernement.

RHÔNE-POULENC

LANCE UN EMPRUNT DE 1 MILLIARD DE FRANCS

Pour financer ses investissements, le groupe Rhône-Poulenc lance un emprunt de 1 milliard de francs représenté par 500 000 obligations de 2 000 F assorties de bons donnant droit de souscrire à des titres participatifs à émettre dans la limite d'un montant maximum de 500 millions de F. Ces titres seront assimilés à ceux émis en juin 1983. Cet emprunt sera remboursable in fine et aura une durée de dix ans.

Le taux d'intérêt sera calculé sur la moyenne arithmétique (minorée de 1,75 %) des taux moyens mensuels des règlements de rendement aux emprunts non indexés, garantis par l'Etat et assimilés.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE - FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE OPÉRATION RIZ SIGUIRI - FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OPÉRATION RIZ SIGUIRI La République de Guinée lance un appel d'offres concernant la deuxième tranche des travaux relatifs à l'opération riz Siguiré.

A. - Consistance des travaux

LOT 1 Réhabilitation d'aménagements hydroagricoles de 6 plaines rizicoles d'une superficie de 3 700 ha en Haute-Guinée.

LOT 2 Construction de bâtiments, y compris les VRD y afférents.

- 6 maisons - Bureaux (93 m² chacune).

- 3 postes bureaux de santé (75 m² chacune).

- 6 hangars de stockage (2 380 m² au total).

- 18 abris pour battantes-décoratrices (70 m² chacune).

B. - Financement.

Le projet est financé par le fonds africain de développement, par le fonds international de développement agricole et par le gouvernement guinéen.

C. - L'appel d'offres est ouvert aux pays membres du Fonds africain de développement et de la Banque africaine de développement.

D. - Les entreprises désirant participer à ces appels d'offres sont invitées à retirer contre remise d'un chèque certifié de 300 dollars US - la preuve du paiement est exigée lors de la remise de la soumission - les dossiers à partir du 20 octobre 1984 aux adresses suivantes :

- EN GUINÉE : A. Ministère de l'Agriculture, projet ORS, BP 576.

- A. Siguiré : Au siège de l'OPS.

- EN EUROPE : A. COMEXOP : Au ministère de l'Agriculture, projet ORS, BP 576.

- A. Bruxelles : Chez Tractoniel, 75, rue de la Loi, B 1040 Bruxelles, tél. : 234.48.11.

Les offres doivent parvenir au ministère de l'Agriculture, BP 576 à Conakry, République de Guinée, avant le 18 janvier 1985, 15 h GMT.

(Publicité)

PREFECTURE DE L'AUBE

AVIS

Le préfet, commissaire de la République, du département de l'Aube à Troyes, communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique du raccordement de la ligne à deux circuits 400 KV Lc. Chesny-Méry au poste de Nogent.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporté une étude d'impact.

Pendant deux mois à dater du 20 août 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (à l'exception des jours fériés) :

- A la préfecture de Troyes, place de la Libération à Troyes,

les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30/14 h à 17 h.

- A la sous-préfecture de Nogent, rue Camille-Périer, à Nogent/Seine (Aube),

les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 12 h/14 h à 17 h.

- A la mairie de Nogent/Seine, rue Paul-Dubois, à Nogent/Seine (Aube),

les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 12 h/14 h à 18 h 15.

- A la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de la région Champagne-Ardenne, 3, rue Grégoire-Tallem - 51000 Châlons/Marne,

les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 12 h/13 h 30 à 18 h.

Le public pourra faire part de ses observations écrites sur un registre prévu à cet effet.

(Publicité)

NAISSANCE D'UN RESTAURANT DE MER À LA DÉFENSE : LA SAFRANÉE

Que la fête gourmande commence ! La Safranée-sur-Mer vous y convie. L'adresse ? Prestigieuse. Dans la perspective de Neuilly et de l'Étoile, La Safranée offre ainsi le rare privilège d'une terrasse ombragée et fleurie dominant tout Paris. Le cadre ? Déjà une promesse de plaisirs. Le décor somptueux, le service parfait, n'enlèvent rien à la chaleur de l'accueil.

La carte ? Un hymne à la mer, joué avec ferveur par deux chefs inspirés. Rendez-vous le 26 octobre à La Défense, pour la découverte délectable de ce qui sera bientôt, pour le Tout-Paris, l'un des meilleurs restaurants de poissons : La Safranée. La voie (VDI) mène aux portes de l'ascenseur. Le chasseur s'occupera de votre voiture.

Le SAFRANÉE sur mer

12, place des Reflets, Défense 2. 92400 Courbevoie - Tél. 778.75.50

Futurisme

هكذا من الرجل

مكاتب الأحرار

SOCIAL

FO et la CFDT réclament une revalorisation des allocations pour les chômeurs de longue durée

Dans une déclaration rendue publique le 24 octobre, M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT, réclame du gouvernement une revalorisation au 1er octobre des allocations de solidarité versées par l'Etat aux jeunes sans emploi, aux chômeurs de longue durée et plus généralement aux exclus du système d'assurance-chômage.

Le gouvernement doit tenir ses engagements à l'égard des chômeurs, ajoute M. Héritier, en faisant observer que l'UNEDIC, pour sa part, avait fixé à 41,40 F, contre 40 F, le montant de l'allocation de fin de droits. Le gouvernement ne peut différer sa décision, et conclut, M. Héritier, il faut parler vrai. Les actes doivent correspondre au discours.

De son côté, au nom de la commission exécutive de Force Ouvrière, M. André Bergeron revient à la charge sur le même sujet en demandant d'aller plus loin dans la revalorisation des allocations financées soit par l'UNEDIC, soit par l'Etat. Le secrétaire général de FO a d'ailleurs fait parvenir des lettres en ce sens au premier ministre et au président du CNPF et déclare vouloir s'entretenir avec eux de cette question. Il n'est pas possible de laisser des gens avec 1 200, 1 800 et 2 400 francs par mois pour vivre.

écrit M. Bergeron qui juge urgent de revaloriser les allocations de solidarité et, peut-être de définir de nouvelles formes de départs anticipés.

Selon FO, 250 000 personnes sont concernées par l'allocation de solidarité et 250 000 autres, qui dépendent du régime d'assurance-chômage, perçoivent des indemnités comparables (40 F par jour) auxquelles il conviendrait d'ajouter les 900 000 personnes (qui) ne peuvent prétendre à rien - dont les trois quarts (...) ont moins de 25 ans.

M. Delebarre constate un fort mouvement d'intérêt pour les travaux d'utilité collective

Au cours de cette même conférence de presse le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, s'était attaché à montrer que, les décisions prises depuis le 26 septembre pour l'emploi des jeunes avaient rapidement été suivies d'effet. Tous les textes réglementaires, les décrets comme les circulaires, sont prêts, publiés au Journal officiel ou ne tarderont pas à l'être. Ainsi en a-t-il été pour la mise en place de la formation en alternance, qualifiée d'« accord exemplaire », et pour laquelle le décret a été publié le 17 octobre.

Concernant la revalorisation des allocations de solidarité financées par l'Etat, M. Delebarre avait déclaré au cours d'une conférence de presse le 22 octobre qu'une majorité était à l'étude. Elle pourrait atteindre 3,5 % et ainsi correspondre à l'augmentation décidée par l'UNEDIC pour la partie fixe de 40 francs, à compter du 1er octobre.

M. Delebarre constate un fort mouvement d'intérêt pour les travaux d'utilité collective

« J'ai noté avec satisfaction la mobilisation du CNPF », a déclaré M. Delebarre, pour saluer la réunion des délégués à l'emploi et des responsables des associations de formation par M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, le 19 octobre à Paris, et destinée à convaincre chacun d'atteindre l'objectif des trois cent mille stagiaires par an. Les travaux d'utilité collective (TUC) se précisent. Un décret est déjà publié. Un autre, sur la convention type et la rémunération, et des circulaires d'application le seront cette semaine. Dans un délai maximum de trois semaines, une convention pourra être signée par une collectivité ou une association qui fera connaître son projet.

Parallèlement, et pour améliorer le fonctionnement de son ministère, qui rassemble des fonctions autrefois dispersées entre l'emploi, le travail et la formation professionnelle, M. Delebarre a chargé M. Claude Blondel de lui fournir un rapport « dans six mois ». Si tout le monde se félicite de ce regroupement, a fait observer le ministre, encore faut-il qu'il s'accompagne d'une plus grande efficacité et d'une plus grande cohérence.

• Démissions à l'Union régionale CFDT d'Ile-de-France. M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général, et M^{me} Marie-Noëlle Thiébaud, secrétaire de l'Union régionale CFDT d'Ile-de-France, ont annoncé, le mercredi 24 octobre, qu'ils quittaient leurs fonctions. Dans une déclaration rendue publique, ils précisent que M. Bobichon n'a pas été retenu pour le futur secrétariat, qui doit être présenté au congrès régional de janvier 1985. Leur départ, affirment-ils, illustre une « crise » de l'Union régionale, due à la présence de nombreux « syndicats oppositionnels », à l'alliance de militants d'extrême gauche « défendant des positions idéologiques archaïques » et les droits acquis avec des responsables « baristes » et les représentants de secteurs industriels traditionnels en difficulté, sur lesquels l'Union s'est trop appuyée.

• Propositions salariales à la RATP. La direction de la RATP a proposé mardi 23 octobre, aux sept syndicats, des augmentations salariales d'un peu plus de 4 % au total en niveau échelonnées sur l'année 1984 : avancer au 1er avril l'application de l'augmentation de 1,75 % en niveau déjà accordée le 1er juin, accorder une augmentation de 0,25 % au 1er juin, et une autre de 2 % au 1er octobre. En outre, elle propose un ajustement des rémunérations dès que l'indice des prix 1984 sera connu, l'augmentation de la masse salariale pouvant atteindre celle de la moyenne des prix moins 0,50 %. Mais ces augmentations dépendent de la signature d'un accord par des syndicats représentant au moins 30 % du personnel ; sinon, l'augmentation de 1,75 % serait maintenue au 1er juin, et seule serait accordée celle de 2 % au 1er octobre. Une réunion est prévue au plus tard le 12 novembre.

CREUSOT-LOIRE : la CGT demande une consultation des Creusotins

Après la consultation organisée le 23 octobre auprès des salariés de Creusot-Loire et à l'occasion de laquelle la majorité (50,54 %) de personnes présentes se sont prononcées contre le protocole signé avec les pouvoirs publics le 18 octobre, la CGT demande aux maires du Creusot et des communes voisines d'organiser une consultation de la population. Dans une lettre adressée au premier ministre, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, affirme que « ce vote confirme combien les solutions sociales préconisées (...) sont extrêmement nuisibles et mettent en cause la survie de la société. Le bon sens commande de rouvrir le dossier ». M. Sainjon

demande « une nouvelle négociation » et ajoute que « toute autre attitude des pouvoirs publics ne pourra que conduire notre organisation à promouvoir l'action avec les salariés ». Pour la CFDT, il n'est pas question de remettre en cause le protocole d'accord. M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, dénonce « la stratégie de la CGT, qui se situe exclusivement sur le terrain politique. La remise en cause (du protocole) signifierait la liquidation de biens et la mort de Creusot-Loire », et il conclut. La CFDT « s'opposera à toute remise en cause du protocole social signé ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE EPEDA-BERTRAND FAURE

RÉSULTATS DU 1er SEMESTRE 1984

Table with 4 columns: En milliers de francs, 1er semestre 1983 (*), 1er semestre 1984, Variation. Rows include Chiffre d'affaires ET and Résultat courant avant impôt.

(* Les éléments de 1983 ont été retraités conformément au nouveau plan comptable.

Au cours du premier trimestre 1984, l'impact de la réglementation des prix, la hausse des coûts de production et la baisse de la consommation des ménages ont pesé sur l'exploitation du groupe. L'activité literie s'est montrée relativement résistante dans un marché d'équipement de la maison très déprimé, mais le blocage des prix et l'augmentation des coûts affectent ses résultats. L'activité sièges automobiles a été touchée par la baisse de production des constructeurs français et le conflit de la métallurgie en RFA. Le groupe est cependant bien placé sur les modèles récents : BX, 205, Super 5, R 25, nouvelles Golf et BMW. L'activité bagages, qui réalise maintenant 56 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, a connu une croissance soutenue avec des résultats satisfaisants, et une nouvelle usine est en cours d'aménagement.

Au second semestre 1984, les activités literie et sièges automobiles continueront d'être soumises aux mêmes contraintes, qui ne devraient néanmoins pas entamer leurs fortes positions de marché, et l'activité bagages poursuivra son développement favorable. Pour l'ensemble de l'exercice, les résultats du groupe devraient s'inscrire, conformément aux prévisions, dans la même tendance que ceux du premier semestre.



Centrale internationale des Services

Le conseil d'administration de BIS SA, société holding du groupe BIS, réuni le 22 octobre 1984, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1984.

GROUPE BIS

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 988 141 137 F contre 986 548 524 F pour la même période de 1983, soit en augmentation de 0,2 %.

Le résultat consolidé avant impôt, participation et provision pour investissement dotée, enregistre un recul de 21,9 %.

Il s'élève à 17 984 400 F contre 23 036 762 F pour la même période de 1983.

Le résultat net consolidé s'élève à 5 221 241 F : il enregistre un recul de 9,1 % par rapport au premier semestre 1983, où il atteignait 5 742 160 F.

SOCIÉTÉ HOLDING

Les produits de BIS SA s'élèvent à 52 392 393 F contre 70 803 931 F pour la même période de 1983.

Le résultat net s'établit à 16 469 654 F contre 23 832 992 F l'année précédente.

Advertisement for ILG International Language Centre. Text: 'Cet été à Paris branchez vous en anglais'. Includes a cartoon character and contact information: 29 passage Dauphine, 75006 Paris - Tél. 325.41.37.

70% DES PARLEMENTAIRES NE CONNAISSSENT PAS L'AUTRE DEFINITION DU REFERENDUM.

ESTIMATION GREY SEPTEMBRE 84

RÉPONSE: UNE DEMANDE D'UN DIPLOMATE A SON GOUVERNEMENT.

Histoire, littérature, cinéma, etc... Remue-Méninges, le nouveau jeu qui met votre culture en questions. 6000 colles pour déchaîner les passions.



© Copyright 1984 Horn Abbot International Ltd. Un jeu Horn Abbot sous licence Horn Abbot International Ltd., propriétaire de la marque déposée "Trivial Pursuit". Fabriqué et distribué par CPG Products Corp. Distribué en France par l'intermédiaire de General Mills Jeux et Jouets - 93500 Pantin.

SOCIAL

De la difficulté de contenir les salaires

(Suite de la première page.)

La production industrielle a nettement fléchi, l'indice trimestriel a perdu plus de trois points de décembre 1969 à décembre 1970. Quant aux prix de détail, ils ont évolué plus vite que dans les pays de l'OCDE (5,6 % en moyenne pour 1969 et 1970 contre 3,5 % les deux années précédentes).

Non sans surprise, on verra l'administration bloquer pendant trois mois les prix et les salaires et mettre en place des organismes comme la commission des prix, le bureau des salaires, le comité des intérêts et des dividendes et le comité du coût de la vie pour surveiller l'application de la nouvelle politique. Cela permettra tout juste de stabiliser pour un temps la situation.

Les travailleurs à l'épreuve

Jusqu'au mois de juillet 1972, les prix et les salaires progressent au même rythme que durant les huit mois précédents. Mais lorsque les contrôles sont levés, en janvier 1973, on voit l'inflation repartir de plus belle. Les prix augmentent de 6,2 % en 1973 et de 11 % en 1974, en dépit d'un nouveau blocage de deux mois à partir de juin 1973 et la phase de contrôle qui lui succède. Par la suite, l'administration Carter, tout en incluant une limitation des revenus dans sa stratégie d'ensemble, se gardera bien de remettre en place le lourd et inutile arsenal de l'administration Nixon.

Si l'on veut mieux encore se convaincre de la difficulté de réussir une telle entreprise, il faut revenir à

l'exemple britannique, quand les travailleurs reviennent au pouvoir, en 1974. Ils ont promis aux syndicats de mettre fin à la politique des revenus pratiquée par M. Edward Heath depuis 1972. Mais ils ne tiennent pas longtemps cette promesse. La relance qu'ils pratiquent conduit à la rupture des équilibres. Au premier semestre de 1975, les prix ont augmenté de 28,7 %. M. Harold Wilson va alors mener une politique assortie d'objectifs annuels mais, chaque fois qu'il croit saisir sa proie, elle lui échappe.

Tous les ans, au mois d'août, il lance son offensive pour les douze mois suivants, modifiant à chaque fois sa tactique. La première année, il décide de limiter à 10 % des hausses de salaires qui atteignent 30 %. Avec un certain luxe dans le détail : l'augmentation des gains salariaux ne devait pas dépasser 6 livres par semaine ; les salariés recevant plus de 8 500 livres par an ne pouvaient prétendre à aucune augmentation.

Les résultats ne sont pas décourageants mais insuffisants (les salaires ont augmenté de 13 %) et le gouvernement britannique tente, pour les douze mois suivants (août 1976-juillet 1977), de limiter la hausse de la moyenne des salaires bruts à 5 %, en appâtant les syndicats par des allègements fiscaux. Léger dérapage (+8 %), mais drame pour les salariés, car les prix, eux, ont augmenté de 17 %. Il s'ensuit une tentative de rattrapage qui va fausser les résultats de la troisième période (août 1977-juillet 1978). Pas plus de 10 % d'accroissement des salaires, dit M. Wilson. Ce sera 17 %. Les prix,

en revanche, sont tombés d'une hausse de 20,5 % au premier semestre de 1977 à 9,3 % au second et à 7,8 % au premier semestre de l'année suivante. Le pouvoir d'achat des salariés augmente de 7 %, ce qui leur convient bien, mais pas au gouvernement qui voit une fois de plus son plan échouer.

Les rapports entre les deux parties se sont dégradés. Si, de juin 1975 à juin 1977, les syndicats ont montré leur volonté de collaborer en acceptant des sacrifices pécuniaires en contrepartie d'importantes réformes (nationalisations, protection accrue contre les licenciements), ils n'ont plus du tout envie de jouer le jeu à partir de cette date. Le dérapage prix-salaires les a

rendus plus que récalcitrants. Conscient du danger, M. Wilson use de la méthode douce : il demande à ses partenaires de limiter « volontairement » les hausses de salaires à 7 %, leur promettant une importante réduction de l'impôt sur le revenu.

Cette fois, c'est la débâcle. Sachant d'expérience qu'ils n'obtiendraient aucune sanction, alarmés par l'agitation sociale qui a repris avec vigueur pendant l'hiver, les chefs d'entreprise ont laissé filer les salaires... qui augmentent de 16 %. Mais, en juillet, M. Wilson n'est plus là pour constater les dégâts. Depuis trois mois, il a laissé la place à M^{me} Thatcher, qui, par de tout autres méthodes, va régler le pro-

blème (suppression du contrôle des prix, du contrôle des changes et de la politique des revenus, allègement des changes patronaux). Les gains horaires dans l'industrie vont revenir d'une progression moyenne de 15,5 % sur les dix dernières années jusqu'en 1982 à une moyenne de 9 % pour 1983 et 1984. Les prix vont régulièrement baisser à partir de 1981 pour ne plus augmenter que de 4,6 % en 1983. Mais le chômage va atteindre en 1983 le taux le plus élevé des principaux pays industrialisés : 13,2 % contre 5,6 % en 1979.

Exemple Allemand

Au vu de ces deux exemples, les plus notaires il est vrai, on pourrait conclure qu'il n'y a pas de politique de revenus possible par voie contractuelle. Ce serait oublier le cas de l'Allemagne fédérale qui, pour des raisons historiques, a fait du consensus social la loi de sa stabilité. Avec un taux de syndicalisation deux fois supérieur à celui de la France, elle joue de la concertation entre partenaires sociaux suffisamment représentatifs pour que les négociations soient suivies d'effets. Les négociations sont régies par la loi de 1967 sur « la stabilité et la croissance économiques ».

Cette démarche permettra à la RFA, après le premier choc pétrolier, de mener une politique de limitation des hausses de salaires qui favorisera la reprise des investissements. La part salariale corrigée du nombre des salariés recule, en pourcentage du produit intérieur brut, de 66,6 % en 1975 à 64,5 % en 1980. En France, elle passera au contraire de 65,6 % à 66,4 %. Autre comparai-

son : en dix ans, de 1972 à 1982, les gains horaires dans l'industrie progressent en moyenne de 14,9 % en France, mais seulement de 7 % en Allemagne, alors que cette progression avait été pratiquement identique au cours de la décennie précédente (respectivement 9 % et 8,3 %). Bien évidemment, le taux d'investissement ira croissant chez nos voisins (de 20,4 % à 22,8 % entre 1975 et 1980) et décroissant chez nous (de 23,3 % à 21,7 %).

D'un côté on s'efforce à faire payer la crise par les salariés, de l'autre pas. La France, pourtant, dispose de moyens de concertation qu'elle a mis en œuvre principalement depuis le début des années 60. Le gouvernement détiendrait des moyens statistiques efficaces grâce à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et un excellent outil grâce au Centre d'études des revenus et des coûts (CERC). Sa marge de manœuvre reste cependant fort étroite. Il ne peut agir que sur le secteur public, en fixant les normes d'augmentation des revenus. Patrons et syndicats du secteur privé négocient, de leur côté, par branche et par entreprise sans que les pouvoirs publics aient à intervenir. Ils ont pour habitude de calquer les comportements sur celui de la fonction publique. D'où l'importance des négociations en cours. Le durcissement des règles de salaires, de temps qui a permis en d'autres lieux (les États-Unis, mais surtout la Belgique et les Pays-Bas) aux pouvoirs publics d'imposer de sévères restrictions salariales ne suffira pas toujours à réduire les syndicats au silence.

FRANÇOIS SIMON.

D'un pays à l'autre

Chaque pays a sa façon de négocier les revalorisations salariales. La Revue de la concurrence et de la consommation (1), diffusée par le ministère de l'économie, des finances et du budget, en fait une analyse succincte.

● Aux États-Unis. — Les négociations salariales sont libres et ont lieu par branches. Elles permettent le renouvellement de conventions collectives pluri-annuelles, et intègrent l'ensemble des coûts salariaux. Certains contrats comportent des clauses d'indexation.

● En Grande-Bretagne. — La détermination des salaires se fait, dans 95 % des cas, par négociation au niveau des entreprises. L'Etat n'intervient que pour faire une recommandation purement indicative.

● En RFA. — Le régime juridique en matière salariale est celui de la liberté de négociation, et il n'existe pas de régime d'indexation des salaires et des prix. Les négociations se déroulent essentiellement au niveau des branches entre organisations syndicales et fédérations patronales. Elles incluent la réduction de la durée du travail. Les pouvoirs publics émettent un avis sur

les taux d'augmentation qui devraient être retenus.

● Au Japon. — Les pouvoirs publics n'interviennent pas dans les négociations salariales, et le gouvernement, même, attend la fin des délibérations entre les syndicats et le patronat pour fixer les hausses dans les entreprises publiques. Le patronat tend à aligner les hausses de salaires sur les gains de productivité. Des primes annuelles sont versées en fonction des résultats de l'entreprise.

● En Italie. — L'accord social du 22 janvier 1983 a réduit la portée de la méthode d'indexation des rémunérations (scala mobile), considérée comme un facteur important de l'inflation. Il existe une indemnité fixe et uniforme de vie chère, versée quatre fois par an, que l'Etat s'efforce de réduire. Les salaires sont négociés librement dans le cadre de la norme de hausse fixée par le gouvernement à 10 %.

(1) Revue de la concurrence et de la consommation, n° 27, Direction générale de la concurrence et de la consommation, 41, quai Branly, 75007 Paris.

TAUX DE VARIATION

DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER EN FRANCE

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
15 %	12 %	12,6 %	13,7 %	15,4 %	16,3 %	12,6 %	9,8 %

PART DES SALAIRES BRUTS DANS LA VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS OU QUASI-SOCIÉTÉS

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
62,12	61,7	61,3	60,5	61	62,19	61	60,3

UN NOUVEAU MAGAZINE GAY FOU & MUSCLE!

100 000 EXEMPLAIRES CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

IOF

LES COLLECTIONS DE LUNETTES

Meyrowitz OPTICIEN

NINA RICCI YES SAINT LAURENT Christian Dior Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Francfort?

La réponse est dans le billet.

AIR FRANCE

Un billet Air France Paris-Francfort en Classe Affaires, c'est une exclusivité Air France. C'est aussi 4 vols par jour (sauf le samedi), en Boeing 737 ou 727 tous au départ de Charles-de-Gaulle 2, Aéroport B.

C'est aussi un enregistrement et un embarquement particuliers et la possibilité de choisir son fauteuil. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et l'agrément d'un siège confortable.

Un billet Air France Paris-Francfort en Classe Affaires c'est seulement 12% plus cher qu'en Classe Economique. C'est une autre réponse d'Air France aux besoins des hommes d'affaires.

Le billet tous services

مكتبة من الأصيل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 24 OCTOBRE

PARIS 24 octobre

NEW-YORK

La légère reprise observée quatre heures auparavant à la Bourse de Paris s'est poursuivie mercredi. A la clôture, l'indice principal enregistré une hausse de 1,6 % environ.

C'était, en effet, la première séance de la liquidation à fin novembre. Comme souvent en pareille occasion, les opérateurs ont repris position, mais sans se boulevercer au point de vue de la liquidation à fin novembre.

Des rumeurs, le marché n'avait pas de raison particulière pour s'écarter. Des liquidités ont été employées. Quelques « touches » ont été enregistrées sur les belles américaines et la CFP a continué de profiter des espoirs soulevés par le pétrole de la Brie.

La devise titre s'est raffermie pour s'échanger entre 10,54 F et 10,62 F, contre 10,45 F-10,58 F.

L'or a très peu varié : 340,25 dollars l'once à Londres, contre 340 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 450 F à 102 300 F et le napoléon 1 F à 605 F.

Continuant le mouvement de correction amorcé depuis plusieurs jours à Wall Street, le marché new-yorkais a évolué de façon irrégulière le mercredi 24 octobre.

En fin de séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a reflété un gain de 3,42 points, à 1 216,43 points, alors que les baisses l'emportaient sur les gains dans la proportion de 790 titres, contre 740.

Les échanges ont porté sur 91,5 millions d'actions, contre 92,2 millions, avec un volume important (2,28 millions d'actions) sur le marché Manhattan, inchangé à 43 1/8 points.

Selon les analystes, les statistiques relatives à l'inflation demeurent favorables - les dernières en date démontrent que les prix de détail n'avaient progressé que de 0,4 % en septembre, mais les investisseurs sont moins optimistes en ce qui concerne l'économie ajoutant-ils.

Les informations disponibles à ce sujet semblent suggérer, indiquent les observateurs, un ralentissement possible des affaires susceptible d'entraîner une diminution des bénéfices des entreprises.

Toutefois, a gagné 5 points, à 41, à la suite d'une offre d'achat par Chicago Pacific à raison de 43 dollars par action. Digital Equipment a progressé de 2 1/8, à 103 3/4.

Le taux des reports à fin octobre a baissé à 10 5/8 %, contre 11 1/2 %.

Le calcul est revenu sur le marché du 7 % 1987. Le titre a même regagné 110 F à 9 000 F. L'ont attend la conférence de presse que M. Valéry Giscard d'Estaing devait donner, mercredi après-midi, sur le sujet de l'Assemblée nationale.

La devise titre s'est raffermie pour s'échanger entre 10,54 F et 10,62 F, contre 10,45 F-10,58 F.

L'or a très peu varié : 340,25 dollars l'once à Londres, contre 340 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 450 F à 102 300 F et le napoléon 1 F à 605 F.

Table of stock prices for various companies in Paris, including SCAC, S.E.P., S.E.P. 1987, etc.

Table of stock prices for various companies in New York, including A.G.P., A.G.P. 1987, etc.

Table of stock prices for various companies in the second market, including A.G.P., A.G.P. 1987, etc.

Table of stock prices for various companies in the SICAV 24/10 market, including A.G.P., A.G.P. 1987, etc.

Table of stock prices for various companies in the foreign market, including A.G.P., A.G.P. 1987, etc.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT LYONNAIS. - Lors de leur cotation à la Bourse de Lyon, le premier du genre pour cette catégorie de valeurs mobilières, les titres participatifs du Crédit Lyonnais ont été négociés au cours de 1 020 F le 24 octobre, par rapport à un prix d'émission de 1 000 F, les échanges ayant porté sur plus de 7 000 titres.

L'AIR LIQUIDE. - Le résultat avant impôt, pour le premier semestre, atteint 407 millions de francs. Calculé selon l'ancienne méthode comptable, il aurait été de 524 millions de francs, contre 460 millions (+ 13,9 %).

DE DIETRICH. - Pour le premier semestre, le chiffre d'affaires s'élève à 1,02 milliard de francs. Grâce à une facturation exceptionnelle, la branche « matériel ferroviaire » a doublé ses ventes.

REV. - La situation au 30 juin fait ressortir un bénéfice de 1,5 milliard de francs après impôts (contre une perte de 15,2 milliards en un an auparavant) et un chiffre d'affaires en hausse de 12,9 %. Avec l'interdiction de faire de la publicité sur le crédit gratuit, les dirigeants estiment difficile de prévoir, pour le second semestre, une progression comparable des résultats.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices including Cote des agents de change, TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE, COURS DU DOLLAR A TOKYO.

Règlement mensuel

Table of monthly settlement data for various companies, including Valeurs, Cours, et variations.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including Cote des changes, Cours des billets, and Marché libre de l'or.

Table of daily stock prices for various companies, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of stock prices for various companies in the second market, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of stock prices for various companies in the SICAV 24/10 market, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of stock prices for various companies in the foreign market, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of stock prices for various companies in the foreign market, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of stock prices for various companies in the foreign market, including Valeurs, Cours, et variations.

Table of exchange rates for various currencies, including Cote des changes, Cours des billets, and Marché libre de l'or.

Table of exchange rates for various currencies, including Cote des changes, Cours des billets, and Marché libre de l'or.

Le billet tous services

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2. **DIPLOMATIE** - La visite d'État de M. Mitterrand en Grande-Bretagne.
- 2-3. **EUROPE**
- 4. **AFRIQUE**
- **TCHAD** : les troupes françaises ont évacué Bilaka.
- 4. **ASE**
- Washington demande la libération de Jacques Abouchar.
- 6. **AMÉRIQUES**
- 6. **PROCHE-ORIENT**

POLITIQUE

- 7. La soixante-septième congrès des maires de France.
- 8. L'emprunt Giscard en question.

SOCIÉTÉ

- 9. La grève des personnels pénitentiaires.
- 10. **SPORTS** : les coupes d'Europe de football.
- **LETTRES** : la mort de Marcel Brion.

LE MONDE DES LIVRES

- 11. Du poison dans la culture française.
- 12-13. **A LA VITRINE DU LIBRAIRE.**
- 14. **LA VIE LITTÉRAIRE.**
- 15. **SCIENCES.**
- 16. **RENCONTRES** : Alain Dugrand, le pessimisme et la passion.
- 17. **ROMANS** : Edgar Reichmann au « Rendez-Vous de Kronstadt ».
- 18. **LETTRES ÉTRANGÈRES** : le « Journal d'un écrivain », de Virginia Woolf.
- 19. **A TRAVERS LE MONDE.**
- 20-21. **ENQUÊTE** : les Français et la lecture.
- 22. **LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH.**

CULTURE

- 23. **CINÉMA** : les obscures de François Truffaut.
- **EXPOSITION** : FIAC 84, le public et son information.
- 25. **COMMUNICATION.**

ÉCONOMIE

- 28. **AFFAIRES** : la CGE réduit sa participation dans Immatomatisme.
- **ÉTRANGER.**
- 29-30. **SOCIAL.**

RADIO-TÉLÉVISION (25) INFORMATIONS « SERVICES » (26-27) :
 - Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; Tacotac.
annonces classées (27) ;
Carnet (26) ; Programmes des spectacles (24) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 25 octobre 1984 a été tiré à 457 237 exemplaires

Publicité

Mini-copieur personnel tous papiers

Chez Duriez 6523 F (ttc) Cartouche d'encre incluse. NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers - Ancien entraîneur à 5 couleurs changeables instantanément.
 Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre ● Poids 19,8 kg ● Dims. 41 x 47 x 18 cm ● Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) 6 523 F ttc ● Autres modèles : ● PC 20 : Alimentation automatique à répétition ● Prix Duriez 8 183 F ttc ● PC 15 : Même modèle que PC 10 + agrandisseur-réducteur : Prix Duriez 8 183 F ttc ● PC 25 : Même modèle que PC 20 + agrandisseur-réducteur : Prix Duriez 9 962 F ttc 112, Bd St-Germain, M^e Odéon.

FORSHO
 LA MAISON DU LODEN
 le véritable LODEN AUTRICHIEN
 146, rue de Rivoli Paris 1^{er}
 Tél : 260.13.51

A B C D E F G

En Turquie

Le militant d'extrême gauche Hidir Aslan a été pendu

Le militant d'extrême gauche Hidir Aslan, vingt-six ans, a été pendu le jeudi 25 octobre dans la prison civile de Burdur (ouest de la Turquie), a annoncé l'agence semi-officielle Anatolie.

Le militant de Dev-Yol (Voie révolutionnaire), la principale organisation clandestine de l'extrême gauche turque, est le vingt-septième condamné exécuté depuis le coup d'État militaire de septembre 1980.

Il avait été condamné en juillet 1981 à la peine de mort par un tribunal militaire d'Izmir (sur la mer Egée) pour « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la violence ».

Son groupe avait été impliqué dans un affrontement armé avec les forces de l'ordre au cours duquel trois policiers avaient été tués, en février 1980. Hidir Aslan n'avait pas lui-même été convaincu de meurtre.

La cour d'appel militaire avait rejeté, mercredi, un dernier recours de ses avocats invoquant l'état mental du condamné à mort, qui rendait nécessaire, selon eux, sa comparution dans un nouveau procès.

Plusieurs organisations à l'étranger, dont le Parti communiste français, étaient intervenues pour demander la grâce du jeune homme. - (AFP.)

La Grèce, pas beaucoup moins...

Vingt-sept exécutions en quatre ans, certains diront que c'est peu en regard des centaines d'attentats qui ont ensanglanté la Turquie avant le coup d'État de septembre 1980. C'est beaucoup tout de même, surtout lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas cette fois, d'un homme qui n'a pu être lui-même convaincu de meurtre.

Reste l'accusation couramment formulée par les tribunaux militaires turcs, de « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la violence ». La Turquie n'est pas précisément le seul pays membre du Conseil de l'Europe où se produisent des tentatives de ce genre. Elle est le seul à y répondre de cette manière. Il est étrange qu'elle continue à séjurer au sein d'une organisation dont les Etats membres reconnaissent « le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne plénière sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (art. 3 du statut). Les colonels grecs ont été mis en congé du Conseil pour beaucoup moins.

Comment ne pas s'étonner de l'indifférence avec laquelle l'opinion française, si sensible à ce qui se passe en divers autres endroits, accueille de telles nouvelles ? - (A.F.)

Le Nicaragua dénonce le manuel de la CIA destiné aux « Contras »

Le Nicaragua a vigoureusement protesté, mardi 23 octobre, contre la diffusion parmi les « contras », les forces armées antigouvernementales, d'un manuel de la CIA recommandant de « neutraliser » des personnalités publiques « sélectionnées », tels que « des juges, des policiers ou des agents de la sécurité ». Dans une note émise par le ministère des affaires étrangères, Managua affirme que ce manuel est « une nouvelle preuve matérielle de la politique officielle de terrorisme d'Etat menée par l'administration des Etats-Unis contre le peuple du Nicaragua ».

L'ambassadeur américain dans la capitale nicaraguayenne, M. Harry Bergold Jr, qui avait été convoqué au ministère pour se faire remettre cette note, a quitté le bâtiment en constatant que des journalistes se trouvaient dans le salon où il avait été conduit.

A Washington, un membre du Comité sur les activités de renseignement du Sénat, M. Patrick Leahy, a indiqué, mercredi, que la CIA avait ordonné « l'annulation des manuels existants et a fait savoir qu'il n'était plus opérationnel ».

Le comité sénatorial doit mener, la semaine prochaine, des auditions avec des officiels de la CIA sur cette affaire. Il cherchera aussi à s'informer sur la façon dont sont menées d'autres opérations clandestines de l'agence ailleurs dans le monde.

Mardi, un ancien directeur de la CIA, M. Stanfield Turner, a très vivement critiqué l'existence du manuel destiné aux « contras » qu'il a assimilé au « terrorisme d'Etat du même type que celui contre lequel on s'élève au Proche-Orient ». M. Turner a rappelé que, du temps de l'administration de l'ancien président Gerald Ford, une décision avait été prise interdisant à la CIA « toute implication dans des assassinats ou complots criminels ». - (UPI.)

« Fin des opérations de rattachement dans les townships en Afrique du Sud... La vaste opération de « rattachement » entreprise depuis mardi dans trois guettos noirs du « triangle du Vaal » (Sebokeng, Sharpeville et Boipatong) a pris fin mercredi 24 octobre, quelques patrouilles de police étant maintenant pour faire respecter la « loi et l'ordre ».

Hamm a sélectionné les pianos : **W. HOFFMANN**
 L'alliance harmonieuse de la tradition artisanale et de la technique moderne.



La passion de la musique.
 135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

DES LIVRES POUR VOTRE MICRO-ORDINATEUR

PARIS-LONDRES-BERKELEY-DÜSSELDORF



CATALOGUE SUR DEMANDE

6-8, IMPASSE DU CURÉ - 75018 PARIS. TÉL. 203.95.95

LA CEE VA LANCER SON PREMIER EMPRUNT EN ECU SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Bruxelles (Communautés européennes). - La Communauté européenne va lancer un emprunt libellé en ECU sur le marché américain. C'est la première fois que la CEE opère ainsi sur la place de New-York.

Il s'effectuera au titre du nouvel « instrument communautaire » ou « facilités Ortolé » créées en 1979, qui permet à Bruxelles d'emprunter au total 3 milliards d'ECU (1 ECU = 6,57 F) sur le marché international. Le produit des emprunts est destiné à octroyer des prêts aux entreprises des Dix dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et des infrastructures. La tranche actuelle a été utilisée jusqu'ici à concurrence de 1,5 milliard d'ECU, dont une large part a été empruntée en devises (dollars, yens, DM, francs suisses, etc.).

A ce jour, la Communauté n'a lancé des emprunts libellés en ECU que sur les marchés européens. La réussite de l'opération en cours doit consacrer, selon les instances communautaires, le rôle international de l'unité de compte européenne.

LA TURQUIE COMMANDE QUATORZE AIRBUS

Le consortium Airbus-Industrie annonce, le mercredi 25 octobre, que la compagnie Turk Hava Yollari - autrement dit Turkish Airlines - a signé, la veille, à Istanbul (Turquie), un pré-contrat portant sur l'achat de sept Airbus A 310-200 et sur sept options supplémentaires du même type d'appareil. Il s'agit d'un stade intermédiaire entre la déclaration d'intention et le contrat définitif. Le contrat a été approuvé par le gouvernement turc (le Monde du 24 octobre).

Les quatre premiers Airbus seront livrés au début de l'été 1985 et les trois suivants en 1986. La livraison des sept options sera arrêtée dans le courant de l'année prochaine. Les Airbus de Turkish Airlines seront mis en ligne sur le réseau international de la compagnie nationale turque.

Le championnat du monde d'échecs

HUITIÈME « NULLE » CONSÉCUTIVE

En concluant pacifiquement la dix-septième partie de leur match, mercredi à Moscou, Karpov et Kasparov ont égalé le record des « nulles » consécutives lors d'un championnat du monde. En 1927, Alekhine et Capablanca avaient, en effet, eux aussi, joué huit parties de suite sans résultat positif. Karpov et Kasparov avaient fait mieux en 1974, cette fois en finale du Tournoi des candidats : dix « nulles » d'affilée.

Kasparov pourrait essayer, vendredi, avec les blancs de mettre fin à son triste record personnel : dix-sept parties, quatre défaites, pas une victoire.

Blancs : KARPOV
 Noirs : KASPAROV
 Dix-septième partie
 Gambit de la Dame
 Variante Tartacover

1. Cc3	d5	12. exd5	Cxd5
2. d4	Cf6	13. Cxd5	Fxd5
3. e4	e6	14. dxe5	Cxe5
4. Cc3	Ff7	15. b4	Cb4
5. Fg2	16. Fg7		Dg8
6. Fb4	0-0	17. a3	a5
7. e3	b6	18. Fd3	axb4
8. Fd2	Fb7	19. axb4	Fxb4
9. 0-0	Cd7	20. Fxh4	Fxh4
10. Td1	e5	21. Dd4	Fxf3
11. Fg3	e6	22. Dxb4	Fb2
		23. Na6.	

« Dix-huit arrestations en Nouvelle-Calédonie. - Le maire indépendantiste de Poindimié, M. Francis Poindou, commune de la côte nord-est de la Nouvelle-Calédonie, a été roué de coups mercredi 24 octobre par un groupe de jeunes Mélanésiens. A la suite de cette agression, dix-huit jeunes gens qui seraient également impliqués dans le saccage de l'hôtel Relais d'Amos, dimanche dans la même localité, ont été interpellés par la gendarmerie.

R. REAUDIN
 SES CHAMPAGNES DE NOBLESSE



BRUT RESERVE
 DOMAINE DES CONARDINS
 MOUSSY PRÈS ÉPERNAY
 TÉL. : (26) 54-03-41

Sur le vif

Étiquette

Moi je serais folle à la place de Mitterrand, folle de fureur. Parce qu'enfin ces explosifs planqués dans les bosquets de notre ambassade à Londres lui ont pétés dans la gueule. Il faut voir les titres de la presse britannique ce matin. Ça fait bobo, croyez-moi. Elle parle d'un désastre diplomatique, et elle a raison, hélas ! On va faire rigoler toute la planète. Ou'elle idée aussi de vouloir mettre à l'épreuve le fin des chics policiers de Sa Majesté ! C'est complètement dingue !

Non, sérieusement, qu'est-ce qui se passe à l'Élysée ? Ils voudraient torpiller leur patron qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. C'est comme le coup de l'Airbus spécialement aménagé pour l'aller-retour à Londres, un vpl de quarante minutes minimum, avec deux chambres à coucher, une pour Monsieur, une pour Madame. On a lu ça dans le Canard, on a vérifié, c'est parfaitement exact. Un peu surpris, tout de même, les décorateurs ont demandé au protocole si la seconde chambre était absolument nécessaire. On leur a très sèchement répondu que oui, la version présidentielle d'un avion, c'est la version présidentielle. Point final.

Mais voilà mieux, c'est vrai ce que je vous raconte là, garanti sur facture. Au mariage du prince Charles dans la cathédrale Saint-Paul, les services de Mitterrand ont exigé qu'on installe sous sa chaise dorée un téléphone en liaison directe avec notre force de frappe. Stupéfiât, l'archevêque a fait remarquer qu'il y avait un téléphone à trente mètres de là, très facile d'accès. Il a fallu des heures de discussions avant que les Français acceptent de s'en contenter.

On ne se méfie jamais assez de l'entourage, quand on est au sommet. Regardez ce qui s'est passé... j'ai vu ça dans le Spiegel - lors du déjeuner offert par le président de la République fédérale d'Allemagne à Coatesu dans un relais-château. Les gorilles du potest roumain ont fermé l'unique véto de l'établissement et ont empoché le clé pour être bien sûrs que leur chef serait seul à s'en servir. Là, même topo, ils n'ont consenti à la rendre, cette clé, qu'après d'interminables palabres et de multiples, de pressantes interventions. On ne pouvait tout de même pas demander à Herr Richard von Weizsäcker d'aller se soulager contre le mur du jardin.

CLAUDE SARRAUTE.

La grève du secteur public PERTURBATIONS SENSIBLES A LA SNCF ET DANS LE TRAFIC AÉRIEN

La grève de la fonction publique et du secteur public a été sensible ce jeudi 25 octobre surtout dans les transports. Sur la SNCF, en effet, un train sur quatre seulement circulait dans la matinée sur les grandes lignes ; quinze TGV seulement dans chaque sens étaient prévus sur le réseau sud-est ; sur le réseau de la banlieue parisienne, le trafic était assuré à 30 % seulement (40 % sur la gare Saint-Lazare), selon la direction de la SNCF.

En revanche, sur le réseau RATP, la circulation était presque normale en dépit du mot d'ordre de grève de 2 heures lancé par la seule CGT, selon la direction de la Régie ; 92 % des rames de métro circulaient et

87 % des autobus ; le trafic était quasi normal sur le RER. Des coupures de courant ont eu lieu dans la matinée. Toutefois, la direction de l'EDF indiquait avoir réduit au minimum les effets pour les usagers de la baisse de production entraînée par l'arrêt de travail de jeudi matin en suspendant les exportations et en aménageant la disponibilité du réseau.

Par suite de la grève des contrôleurs aériens, aucun décollage et aucun atterrissage n'ont eu lieu sur Air France - et aucun n'était prévu avant 17 heures. Sur Air Inter, les départs pour la province ne devaient commencer qu'à 17 h 45 et à 20 h 15 pour Paris.

« M. Sarre (PS) lance un club... M. Georges Sarre, député de Paris, membre du secrétariat national du PS et qui est l'un des dirigeants du CÉRES, a annoncé, mardi 23 octobre, qu'il lance un club intitulé « Maintenez et demain » afin de « contribuer au nécessaire sursaut de la gauche » et de « rénover [ses] thèmes ».

M. Sarre a affirmé sa volonté de « privilégier ceux qui ne sont ni part mais se sentent à gauche ». Ce n'est pas en priorité aux militants so-

cialistes qu'il s'adresse mais aux syndicalistes, animateurs d'associations et à ceux qui sont « à la gauche aujourd'hui » en désarroi.

M. Sarre a indiqué que son club ne se voulait pas en concurrence avec le PS, mais « à son service et à celui de toute la gauche ». Pas de concurrence non plus, a-t-il dit, avec le club République moderne, lancé récemment par M. Jean-Pierre Chevènement, ce dernier rassemblant plutôt des « gens de dossier ».

CHABLIS
 Grand Vin de Bourgogne

Louis Féraud



rive gauche **ANTHONY**
 142, bd St-Germain
 Paris 6^{ème}

rive droite BOUTIQUE **Louis Féraud**
 Palais des Congrès
 Porte Maillot

هكذا من الأصل